

connaissances économiques

ERICK SCHMILL

**L'INDUSTRIE
LAINIÈRE
EN
FRANCE**

1964

**éditions
cujas**

**ÉVOLUTION DES STRUCTURES
DE L'INDUSTRIE
LAINIÈRE FRANÇAISE**

(1945-1960)



ERIC

*Docteur è
Lauréat de la*

EVOLUTION D DE L'INDUSTRIE LA (194

**ESSAI D'ANAL
D'UNE BRAN**

PRI

Henri

*Professeur
et des Sciences*

Prix de la Faculté de Droit et

ÉDITION

19,

CHMILL

*es Economiques
de Droit de Paris*

S STRUCTURES NIÈRE FRANÇAISE

960)

**ÉCONOMIQUE
INDUSTRIELLE**

E DE

RTOLI

*culté de Droit
miques de Paris*

Sciences Économiques de Paris

4

S CUJAS

Cujas

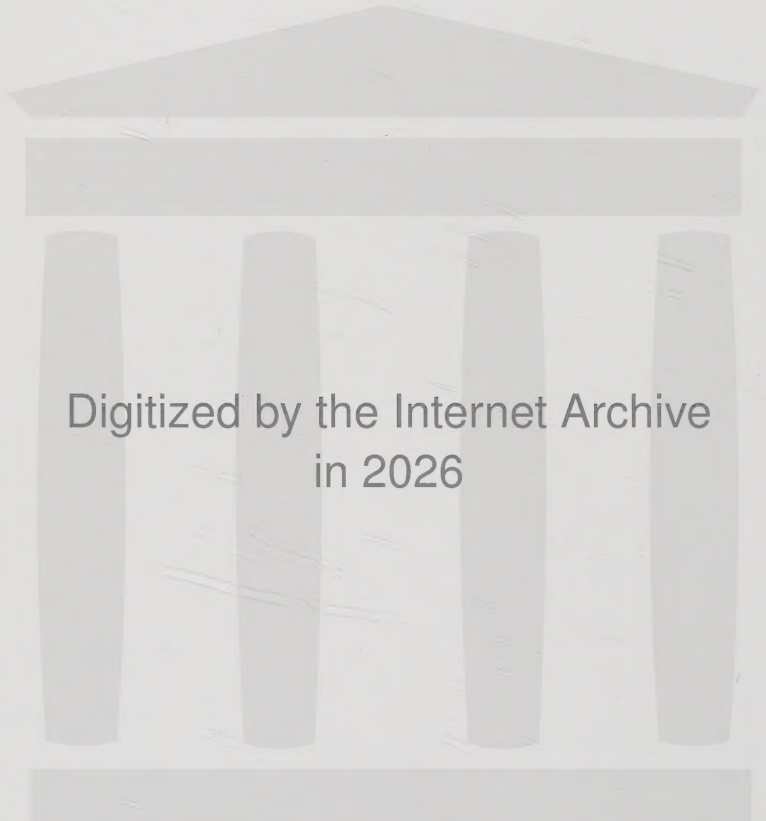
IS

A MON PERE

A MA MERE

A MA FEMME

Je tiens à remercier Monsieur le Professeur H. BARTOLI, qui a guidé ce travail, ainsi que Monsieur H. AUJAC, qui en a autorisé la réalisation. Que les nombreuses personnes qui m'ont apporté leur concours, particulièrement celles du Comité Central de la Laine, veuillent trouver ici l'expression de ma reconnaissance.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREFACE

La notion de structure paraît à beaucoup comme la découverte conceptuelle majeure de la science moderne. Ce n'est pas en vain que l'on a pu parler d'une « mode structuraliste », sans viser le moins du monde l'approche de M. Lévi-Strauss. En fait, les formalisations et les conceptualisations opératoires dont nous disposons ne nous procurent encore qu'une grossière image des « structures » susceptibles d'être appréhendées par le savoir économique scientifiquement contrôlé. Les techniques d'analyse structurelle ont, certes, accompli d'immenses progrès au cours des récentes années grâce aux matrices d'input-output, mais il serait dangereux de ramener toutes les études de structures à l'analyse de telles matrices : les réseaux de pouvoirs, les réseaux d'anticipations, les réseaux d'information technique et économique, n'y figurent qu'à travers leurs conséquences, tandis qu'elles sont muettes sur les luttes sociales ou, plus simplement, les rapports sociaux dont les réseaux de flux et les combinaisons de stocks sont pour une large part l'expression.

Vue sous l'angle dynamique, la structure d'une société donnée apparaît comme une réalité historique en continuelle transformation qui est cause et effet, en ce sens qu'elle conditionne les processus qui s'effectuent en son sein mais qu'elle est conditionnée par leur déroulement antérieur. L'on peut dire de la structure ce que Alain disait de la nature : « J'appelle structure (nature) ce qui me résiste » ; pourtant ce n'est que dans la courte période — et encore réserve faite des périodes de rapide transformation des équilibres sociaux — ou pour la commodité de l'analyse que l'on peut poser la staticité de la structure. Boirel nous rappelle que si la structure, œuvre de l'esprit, a une réalité objective et devient relativement indépendante, la conscience inventive insatisfaite en présence de l'acquis poursuit un effort de restructuration. L'esprit inventeur de l'homme doit insérer son effort dans un champ de structures préalables qui prennent figure de « natures » résistantes, mais c'est pour le transformer. Ne soyons pas surpris si ce dialogue de l'esprit et des structures pose à l'homme de science quelques problèmes.

Il faut savoir gré à M. E. Schmill de s'être délibérément placé dans une perspective d'évolution et, traitant des structures de l'industrie lainière, de les avoir analysées, d'avoir tenté d'en décrire le mouvement, puis d'avoir cherché l'explication de la structuration de la branche dans les transformations des outputs et des inputs. Une telle recherche s'inscrit dans la ligne des travaux économiques qui nous acheminent vers une science économique enfin digne de se parer du titre de science parce que prenant appui sur l'expérience économique de la société.

La structure d'une branche d'industrie est toujours la conséquence des politiques de développement choisies, souvent avec bien des difficultés, par les entrepreneurs individuels, les leaders des groupes industriels, les dirigeants des fédérations d'industries, voire les représentants des pouvoirs publics. La politique de la firme, la politique de la branche d'industrie, consistent principalement à aménager ses relations avec l'environnement par divers modes de liaisons et de relations tenant compte des contraintes de tous ordres qui limitent ou orientent son activité : contraintes politiques, contraintes sociales. M. E. Schmill ne se contente pas de décrire l'évolution des structures de l'appareil de production, il nous montre comment se combinent les nécessités techniques, la recherche de la combinaison optimale ou, tout au moins, de la dimension optimale minimale, et le jeu des liaisons tant financières et commerciales que familiales, pour engendrer le niveau réel de concentration. Il sait aussi que l'implantation des unités de production, comme l'établissement du réseau de liaisons qui les coordonnent, ne se produit pas dans un espace national indifférencié, et sait utiliser le découpage de la France en régions lainières qui s'est imposé au Comité central de la laine, quitte à le simplifier.

La structure de l'industrie lainière présente des caractères originaux qui ne peuvent manquer de retenir l'attention de ceux qui s'attachent à l'étude des processus de structuration. C'est dans le cadre familial que jouent les liaisons financières. Nous ne sommes certes pas en présence de « trusts familiaux » ! Comment, cependant, ne pas être sensibles à l'entrelacement des structures familiales et des liaisons économiques, au jeu complexe des accords financiers et des accords commerciaux reliant des firmes qu'unit aussi une certaine cohésion familiale, même si M. Schmill nous rappelle sagement qu'il convient de ne pas en exagérer l'importance.

C'est vers les facteurs exogènes que M. Schmill se tourne pour chercher une explication à l'évolution des structures. Sans doute pourrait-on le chicaner sur la méthode suivie, puisqu'il part des impulsions ressenties au niveau des outputs pour ensuite s'interroger sur l'évolution de la structure des inputs, alors que les transformations des industries textiles traditionnelles sont inséparables des bouleversements de tout le secteur du textile lié à

l'avènement des textiles chimiques. n'est-ce pas le progrès technique qui a été l'élément moteur ? M. Schmill répond d'avance à l'objection par deux solides arguments : l'industrie lainière est essentiellement concernée par la demande des consommateurs en tant que demande finale, les changements intervenus dans la structure des inputs sont intervenus plus tardivement que les modifications qui se sont produites dans la structure de la demande, et il s'efforce de préciser ce que fut le retentissement des évolutions dans la structure des outputs sur les structures de l'appareil de production.

L'ouvrage de M. Schmill lève un problème que son auteur a abordé avec une grande prudence qui fait honneur à son esprit scientifique : un relais sera-t-il pris dans la croissance de l'industrie lainière par des impulsions endogènes se substituant aux impulsions exogènes, la domination jusqu'ici exercée par la demande finale en tant que cause continuera-t-elle de s'exercer ou devra-t-elle faire place à un équilibre des forces motrices, devons-nous admettre une théorie de la croissance reposant sur l'hétérogénéité des industries et la diversité des types d'industries motrices et, impliquant, par suite, une telle relativité des processus que les faiseurs de modèles doivent prendre le large et laisser la place aux historiens ?

Le lecteur comprendra, j'en suis sûr, que M. Schmill apporte une contribution importante à la connaissance scientifique de la croissance et que son œuvre s'inscrit dans le mouvement déjà vaste de renouvellement de la science économique dans la fidélité à l'observation des faits et la volonté d'en saisir la genèse. L'économiste que j'essaie d'être ne peut que lui recommander une lecture attentive, sûr qu'il sera récompensé.

HENRI BARTOLI

*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques de Paris*

INTRODUCTION

La société française a, depuis la seconde guerre mondiale, subi d'importantes transformations; de nombreux et graves problèmes économiques ont été posés. La croissance paraît en effet impliquer nécessairement un bouleversement de l'équilibre interne des ensembles économiques. Depuis 1945, l'économie française connaît un rythme de progression unique dans son histoire. Aussi, des phénomènes qui apparaissaient auparavant à l'observateur comme se déroulant sur une très longue période, se développent maintenant dans la courte période. Par voie de conséquence, certains de ces phénomènes que l'homme ne semblait pouvoir contrôler, en raison même de la longueur de leur développement, paraissent maintenant tout à fait à portée d'une action efficace.

Ainsi en est-il des problèmes nés de l'adaptation de certains secteurs au développement économique général. Si la plupart des pays industrialisés en arrivent, à l'époque contemporaine, aux notions de programmes et de plans pour assurer leur développement économique, l'accélération même de la croissance nécessite un contrôle plus rigoureux.

D'un point de vue général, il est aisé de corriger les déviations économiques lorsque la croissance est faible; aux rythmes élevés où celle-ci se développe à l'heure actuelle, il devient de plus en plus difficile de ne pas lui fixer ses grandes orientations si l'on veut éviter des catastrophes aux conséquences imprévisibles.

Par l'intermédiaire des plans de modernisation, la programmation économique a progressé à grands pas en France, au cours des quinze dernières années, mais elle n'a pu rester que sur un plan très global. Et c'est une des principales critiques que lui ont adressée ses propres artisans que son impossibilité de traiter des problèmes sous un angle départemental ou régional. Au-delà de l'évolution générale des agrégats doivent se résoudre des tensions internes qui expriment un processus d'adaptation de certains des sous-ensembles (qui constitueront par exemple, les « industries » au sens où l'entend le Pr. W. LEONTIEF).

Nous allons précisément consacrer cette étude à une recherche concrète de tels phénomènes. Le choix de l'industrie lainière doit

cependant être explicité; le champ de recherche peut, en effet, paraître réduit, mais une telle étude présente, à notre sens, trois avantages.

En premier lieu, l'industrie lainière constitue un ensemble homogène, tant au point de vue économique que sociologique ou technique. Celle-ci n'a, en second lieu, subi qu'une lente transformation du début du xx^e siècle à la seconde guerre mondiale; aucun processus d'évolution n'était pratiquement amorcé avant 1945. Il nous semble, enfin, qu'en matière d'études économiques, sur l'industrie textile française, il y a un vide à combler à une époque où, précisément, tant sur le plan international que national, celle-ci est l'objet de querelles passionnées.

Peu d'ouvrages ont été consacrés à l'industrie textile contemporaine. Quelques descriptions, généralement très limitées et un certain nombre d'articles traitent de ce sujet. Quelques brillantes exceptions méritent cependant d'être signalées. Une thèse de M. CAPRONNIER aborde les problèmes posés à l'industrie cotonnière contemporaine (1). Un ouvrage généralement méconnu de M. Bernard PIERRE traite de la production des textiles artificiels en France (2). Plus récemment, M. FAUQUET a retracé l'histoire de la production des textiles artificiels et synthétiques (3).

Si l'on cherche au-delà de ces quelques études, on ne trouve pratiquement rien. Il semble que l'industrie textile contemporaine échappe presque complètement aux analyses économiques. Le cas de l'industrie lainière est, à cet égard, particulièrement frappant. Si des études ont été consacrées au travail de la laine au cours de l'histoire de France, à notre connaissance, aucune analyse économique n'a eu pour objet l'industrie lainière française contemporaine. Les seuls documents établis l'ont été par les commissions de travail des plans de modernisation et d'équipement; la plupart de ces travaux, d'ailleurs, n'ont pas fait l'objet de publications. Et pourtant, le nombre de problèmes posés à cette industrie par le développement économique de notre époque est considérable.

Pour deux raisons essentielles, nous avons choisi d'étudier l'évolution des structures de l'industrie lainière depuis la seconde guerre mondiale.

L'évolution des structures est un problème majeur en ce qui concerne les industries textiles dans l'économie française de notre temps. Comme cette évolution se déroule d'une manière accélérée à l'époque actuelle, nous avons la chance, en quelque sorte, de bénéficier d'une « expérience ». Peut-être arriverons-nous à en saisir les principales composantes et les voies par lesquelles elle se réalise.

(1) F. CAPRONNIER : La crise de l'industrie cotonnière. Genin. Paris 1959.

(2) B. PIERRE : Les textiles artificiels en France. *Société d'imprimerie et d'éditions*. Paris 1946.

(3) L. G. FAUQUET : Histoire de la rayonne et des fibres synthétiques. Librairie A. Colin. 1960.

La seconde raison, intimement liée à la première est que cette étude contribuera peut-être à une connaissance plus approfondie de l'évolution des structures et permettra, par une meilleure compréhension des problèmes, d'arriver à des solutions mieux éclairées.

L'absence de travaux sur l'industrie lainière ne peut s'expliquer uniquement par le manque de données statistiques. En effet, bien qu'elles ne présentent pas une perfection certaine, les statistiques lainières existent dans un détail très grand. Une certaine « réputation » veut que les industries textiles soient rebelles à toute statistique. Celle-ci paraît exagérée car, bien que subsistent de nombreuses zones obscures, les organisations professionnelles patronales ont amené peu à peu leurs adhérents à fournir un certain nombre de données dont une bonne partie est régulièrement publiée (1).

Comment allons-nous aborder cette étude ? Quels sont les axes méthodologiques que nous allons emprunter ?

A. — La structure générale de l'étude.

Aucun schéma théorique ne nous paraît satisfaisant à une interprétation, donc à une prévision, au moins qualitative, des transformations que subit une branche industrielle dans une économie en croissance. Chez de nombreux auteurs, des notes diverses laissent penser que l'accord est à peu près unanime sur le fait que le développement économique s'accompagne d'une concentration progressive de la production.

En réalité, il nous semble que la théorie systématique de l'évolution des « industries » (2) reste à faire. De nombreuses questions demeurent sans réponse. On peut en effet s'interroger sur les conditions mêmes de ces évolutions. Parmi la multitude des facteurs, certains ont un rôle tout à fait stratégique. Leur repérage est la condition d'une prévision, même qualitative.

Parmi les modalités précises des transformations, certaines jouent un rôle tout à fait privilégié et leur connaissance peut permettre une meilleure politique dans le cadre de l'économie nationale.

Nous tenterons donc d'aborder ces différents problèmes. Peut-être alors sera-t-il possible de proposer une généralisation des remarques que nous aurons pu effectuer sur l'industrie lainière, et cette étude pourrait alors contribuer à la recherche des déformations internes d'une économie de croissance dont la théorie reste à construire.

Au cours de la première partie, nous essaierons de présenter les observations objectives que permettent les instruments mis à notre portée par la science économique. C'est dire que nous entendons rester sur un plan strictement descriptif.

(1) Cf. bibliographie.

(2) Au sens où l'entend le Pr. W. LEONTIEF.

La seconde partie sera consacrée à une recherche des facteurs explicatifs; nous essaierons de « serrer » d'aussi près que possible la réalité du cas concret auquel nous consacrons cette étude.

Il conviendra ensuite, en conclusion, de se placer à un autre niveau pour essayer de dégager de ce travail quelques matériaux à une explication plus complète de l'évolution des structures industrielles.

La spécificité même de l'objet de cette étude nous impose de traiter, dans un chapitre préliminaire, quelques-unes des données essentielles nécessaires à situer cette industrie.

B. — *La méthode.*

Si la première partie de cette étude ne pose que des problèmes presque exclusivement « techniques » de présentation des observations, la seconde, elle, nous impose un choix théorique des axes méthodologiques que nous pouvons emprunter.

Parmi les méthodes générales d'investigation que nous propose la science économique, celle que W. LEONTIEF applique à l'analyse de la structure de l'économie américaine nous paraît particulièrement adaptée au cas que nous tenterons de traiter ici. La cohérence logique du système théorique walrassien que cette méthode met en jeu, permet une définition précise des relations entretenues par une industrie donnée avec l'ensemble de l'économie.

Nous nous proposons de rechercher les facteurs à la base de l'évolution des structures dans l'industrie lainière. Le premier acte d'une telle étude suppose le repérage des « canaux » par lesquels ils vont agir. On sait que, définissant (ou localisant) une industrie par ses achats (inputs) et ses ventes (outputs), par rapport aux autres secteurs de l'économie, W. LEONTIEF parvient à construire un tableau représentatif des interdépendances d'un ensemble économique national à un instant donné. La nature des liaisons mises en évidence est toujours l'objet de nombreux débats. Pour H. AUJAC (1) par exemple, ce sont plus « des relations de dépendances organiques » que met en évidence le schéma de LEONTIEF. Il nous semble toutefois que c'est surtout en fonction des nécessités de la recherche que les liaisons internes d'une matrice des échanges interindustriels prennent un sens défini. La catégorie logique dans laquelle s'insèrent les liaisons entre les diverses industries est essentiellement relative aux prémisses théoriques de la recherche. La seule contrainte d'un tel schéma réside dans le fait qu'il n'est utilisable que lorsqu'il y a mise en jeu de variables économiques, du moins à un certain niveau d'analyse. Il nous paraît même qu'à toute transformation interne d'une industrie correspondent dans un tel schéma des variations tant des « inputs » que des « outputs », comme nous le verrons au cours de notre seconde partie.

(1) H. AUJAC : La hiérarchie des industries dans un tableau des échanges interindustriels, in *Revue Economique* N° 2, Mars 1960.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

L'étude des problèmes particuliers que nous nous proposons de mener réclame l'exposé de quelques données générales sur l'industrie lainière. Nous aborderons successivement au cours de ce chapitre un bref rappel du développement historique de cette industrie, ses traits essentiels à l'époque actuelle et la conjoncture de la période que couvre notre recherche.

Notre but étant l'étude des transformations subies par la structure de cette industrie, de nombreux facteurs vont entrer en jeu, nous le verrons au cours de notre seconde partie. Quelques données de base sont donc nécessaires pour les apprécier. La tâche nous est rendue d'autant plus difficile qu'il n'existe que très peu d'études sur lesquelles nous puissions nous appuyer ou faire référence. L'objet de ce chapitre sera donc de combler ces lacunes dans la mesure du possible afin de mieux éclairer nos exposés ultérieurs.

§ 1. — LES ÉTAPES DU DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE EN FRANCE

On pourrait consacrer un ouvrage entier au développement du travail de la laine en France. Celui-ci, on l'a maintes fois souligné, est né avec les diverses civilisations. Son implantation en France semble directement liée à la colonisation romaine. Dans le développement de ce que l'on n'ose trop appeler au moins à son début, « l'industrie lainière », on peut très grossièrement distinguer trois étapes.

La première nous conduit des premières années de l'ère chrétienne à la révolution de 1789, la seconde de 1789 à la seconde guerre mondiale; nous sommes entrés dans la troisième...

a) La première phase.

Ce n'est véritablement qu'au ix^e siècle que l'on rencontre des centres importants du travail et du négoce de la laine. A cette époque, la ville de Rouen s'assura contre la Frise une telle importance qu'elle alimenta pratiquement toutes les foires de ses fabrications. C'est au xii^e siècle que l'on relève la formation des pre-

mières guildes lainières (en 1129 à Saint-Omer). En 1173, les premières filatures apparurent dans le gros bourg de Tourcoing. Au ^{xiii}^e siècle, les corporations s'organisèrent dans toute l'Europe Occidentale, dans les Flandres, les places de Gand, Ypres, Tournai et Bruges connurent de puissantes et rigoureuses corporations. Celles-ci prirent une place de plus en plus importante dans la vie politique et économique de l'Europe. M. Funck-Brentano a décrit, dans son ouvrage sur le Moyen-Age, les manœuvres des drapiers dans la rivalité franco-anglaise, qui, selon cet auteur, aboutirent à la Guerre de Cent Ans. Les drapiers des Flandres désiraient avant tout garder leurs contacts avec l'Angleterre dont ils tiraient l'essentiel de leur matière première. Par réaction contre la politique du roi de France, Edouard III avait interdit en 1336 les expéditions de laines vers les Flandres. Un célèbre bourgeois gantois, Jacques Van Artevelde, tenta alors de conclure une alliance avec l'Angleterre pour défendre les drapiers de Gand. Etant vassale du roi de France, la ville de Gand ne put prendre les armes contre lui, comme l'eut désiré Edouard III. En définitive, sur les conseils des bourgeois gantois, Edouard III affirma ses prétentions au trône de France, ce qui permit à la ville de Gand de se considérer comme sa vassale, et d'entamer la lutte aux côtés des Anglais.

Les premières difficultés entre les deux pays provoquèrent un courant d'émigration d'artisans vers l'Angleterre, permettant à cette dernière de combler son retard dans la fabrication des draperies.

Au cours des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, de nombreux centres se créèrent en France avec le développement du cheptel ovin. Les laines anglaises gênaient cependant les éleveurs français qui demandèrent au roi François I^{er} une protection. Celui-ci leur fit en cette occasion, et après enquête, une réponse (1) dont l'écho sera retrouvé en 1860...

Au ^{xvi}^e siècle, les guerres de Religion provoquèrent une crise très grave dans l'industrie lainière du continent. Henri IV et, plus tard, Colbert, permirent un nouvel essor du travail de la laine en France. La révocation de l'Edit de Nantes entraîna un véritable exode d'artisans et de manufacturiers vers l'Angleterre (et l'Allemagne). On assista alors à un véritable transfert de la « capacité de production » lainière en faveur de l'Angleterre. Le ^{xviii}^e siècle vit le déclin en France, de l'industrie lainière étouffée par le système corporatif. Par contre, en Angleterre, celle-ci connut un essor remarquable. Plusieurs inventions techniques y virent le jour et donnèrent à l'industrie lainière anglaise une avance qu'il nous

(1) Le roi répondit dans son adresse : « Qu'il ne croît pas en ce royaume la centième partie de ce que l'on met en œuvre et, sans les laines étrangères, la draperie et particulièrement les draps fins et bonnets ne se pourraient fabriquer, lesquels draps et bonnets sont ensuite exportés en beaucoup de royaumes. Prohibition et surcharge des laines étrangères tueraient cette industrie et ruineraient en conséquence une des sources principales des revenus du roi. »

fut très difficile de combler par la suite. Dans le domaine de la filature, en 1735, J. Watt construisit une machine à filer que Price perfectionna en 1780 l'adaptant au filage des laines fines. Il faut mentionner la construction du « water-frame » (métier mû à l'eau) en 1771, de la « mule Jenny » en 1775 (métier mû à la main). En 1785, Watt adapta une machine à vapeur sur des « mules ». Ce n'est qu'en 1815 qu'apparurent les premières « mules Jenny » en France...

Dans le tissage, en 1733, J. Kay inventa un mécanisme de navette volante. En 1785, Cartwright construisit un métier mécanique, mais les innovations sont cependant restées limitées dans ce domaine en Angleterre.

L'avance prise par les Anglais dans le secteur des matériels ne sera jamais entièrement rattrapée par les constructeurs français.

b) La seconde phase.

L'éclatement des corporations que consacra une loi de 1791 permit tout d'abord l'apparition d'un nombre considérable d'artisans lainiers et ceux-ci ruinèrent l'ancienne industrie de la draperie. Mais, peu à peu, se créèrent de nouvelles manufactures qui permirent un essor important du travail de la laine. La variété des produits fabriqués augmenta considérablement et joua dans le sens d'une amélioration des techniques.

Dans le domaine technique, l'Angleterre garda sa suprématie jusque vers le milieu du XIX^e siècle. A la fin de la période napoléonienne, des droits importants frappèrent les importations de matériel, mais l'achat s'en fit par une active et « licite » contrebande. Soucieuse de garder son monopole, l'Angleterre interdit par ailleurs l'exportation de certains matériels textiles. Les fabricants français et anglais installés en France se livrèrent à une copie des matériels achetés en fraude et les techniciens anglais se faisaient payer très cher pour venir en assurer l'entretien sur le continent. Peu à peu se créa une industrie de matériel textile en Alsace, mais tous les problèmes n'étaient pas résolus. Dans le domaine du peignage notamment, d'actives recherches furent alors entreprises de part et d'autre de la Manche pour découvrir un procédé de peignage mécanique des laines. C'est l'Alsacien Heilmann qui, en 1847, mit cette technique au point. Les centres de Roubaix-Tourcoing s'équipèrent presque aussitôt et parvinrent à la fin du Second Empire à prendre dans ce domaine une place dominante en Europe continentale.

Le Second Empire fut très favorable à l'industrie textile dans son ensemble (1), principalement dans les régions Nord et Est de la France.

(1) Cf. notamment : Cl. FOLHEN : « L'industrie textile au temps du Second Empire ». Plon. 1955.

Tout au long du XIX^e siècle, la consommation de laines augmenta régulièrement. Les troupeaux d'Europe continentale, d'autant qu'ils tendaient à diminuer, ne suffirent plus à subvenir aux besoins. Les troupeaux de Turquie et d'Afrique du Nord furent donc utilisés dans la première moitié du XIX^e siècle. Ce fut surtout avec l'arrivée des laines d'Australie en 1850, et d'Argentine en 1860 qu'apparurent les sources modernes d'approvisionnement. L'Afrique du Sud viendra s'ajouter à celles-ci en 1900. Comme l'a fait remarquer A. Siegfried, peu à peu, les pays disposant d'une grande superficie et d'une faible densité démographique deviennent le domaine d'élection de l'élevage ovin. « Quand un pays s'enrichit, se peuple, la culture prend le pas sur l'élevage... » C'est ainsi que s'explique la disparition progressive des troupeaux de moutons en Europe.

Dès les débuts de la III^e République, la France s'affranchit de la tutelle anglaise en ce qui concerne son approvisionnement en laines. De nombreux négociants français prirent position sur les marchés d'origine et firent une concurrence sérieuse à leurs homologues anglais, brisant leur monopole dans le commerce international des laines.

Très dispersée au début du XIX^e siècle, l'industrie lainière vit son implantation prendre les directions qu'elle connaît de nos jours. Comme le montre le tableau suivant.

NOMBRE DE BROCHES	1846	1875
Nord (Centre Roubaix)	200 000	968 000
Marne (Centre Reims)	148 000	270 000
Ardennes (Centre Sedan)	189 000	324 000
Seine-Inférieure. Eure (Centre Elbeuf)	204 000	247 000
Tarn (Centre Castres-Mazamet)	49 000	104 000
Calvados (Centre Lisieux)	100 000	60 000
Manche	16 000	13 000
Loir-et-Cher	12 400	10 900
Hérault	46 700	29 000

Source : « L'industrie textile au temps du Second Empire ». Op. cité.

A partir de la guerre de 1870, l'industrie lainière française connut un essor exceptionnel jusqu'à la grande guerre. Les entreprises bénéficièrent alors d'une prospérité qu'elles ne retrouvèrent plus que d'une manière éphémère quelques années avant la crise des années trente. Elles jouirent d'un quasi-monopole mondial partagé avec l'industrie anglaise. Le contrôle presque total des matières premières leur assura l'absence de concurrence extérieure. Au sein de l'industrie lainière française, on assista à une répartition de fait des marchés, et la structure des entreprises ne subit

plus aucune modification notable. Durant cette période, l'industrie lainière ne vit guère se former de très grandes entreprises par élimination de petites ou moyennes firmes. La guerre de 1914 eut pu changer cet état de choses mais pratiquement, la reconstruction s'est faite sur les mêmes bases. Dès 1923, le potentiel de 1913 était retrouvé, de nombreux débouchés étaient néanmoins à jamais perdus.

La période qui précéda la seconde guerre mondiale ne vit pratiquement pas de changement notable dans les structures de l'industrie lainière. Elles sont restées les mêmes que celles de la période de 1870-1880. Si l'on examine la répartition des entreprises (1) selon le nombre de salariés, on constate une très large dispersion. Les données suivantes sont afférentes à l'année 1936.

TRANCHES D'EFFECTIFS	ETABLISSEMENTS, ENTR. INDUSTRIELLES	NOMBRE DE SALARIÉS
0	81	0
1 à 5	422	1 010
6 à 10	151	1 189
11 à 20	179	2 670
21 à 50	263	8 727
51 à 100	181	13 210
101 à 200	153	21 007
201 à 500	122	36 802
501 à 1 000	33	22 927
+ de 1 000	18	28 691
	1 603	136 233

La seconde guerre mondiale marquera la fin de cette stabilité structurelle en complet bouleversement à l'heure actuelle. Les conditions économiques furent considérablement modifiées au lendemain de la guerre. Un monde coupé en deux blocs, une nouvelle hiérarchisation de la puissance économique, la prise de conscience des problèmes de sous-développement allaient imposer de profonds bouleversements dans l'économie française. L'industrie lainière, moins que toute autre ne pouvait éviter de ressentir ces transformations. Son environnement allait se trouver radicalement modifié et une adaptation s'imposait qui ne pouvait se résoudre que dans une modification des structures industrielles. Nous verrons au cours de cette étude par quelles voies elles se sont produites et nous en rechercherons les facteurs d'interprétation voire d'explication.

(1) Extrait du rapport d'ensemble de la Commission de modernisation du textile. Commissariat général du Plan, Paris 1948.

Il nous faut maintenant essayer de situer le point d'arrivée de cette évolution historique en tentant de placer l'industrie lainière dans l'économie contemporaine.

§ 2. — L'INDUSTRIE LAINIÈRE DANS L'ESPACE ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE ACTUELLE

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'industrie lainière se transforme d'une manière rapide comme nous le verrons (1). Mais surtout, son poids dans l'économie française a considérablement diminué en raison de la croissance des autres secteurs. Il est toujours difficile de situer une industrie dans l'ensemble d'une économie. Le choix d'un point du temps, des critères, sont toujours arbitraires. En fait, les données statistiques ne sont pas nombreuses et rendent moins difficile le problème des choix. Nous avons privilégié les points suivants :

- a) Importance de la main-d'œuvre employée et salaires versés;
- b) Part de l'industrie lainière dans la valeur ajoutée de l'industrie française;
- c) Part de l'industrie lainière dans les échanges extérieurs de la France.

Ces critères que nous examinerons sommairement doivent nous permettre de placer assez précisément cette industrie dans l'économie française.

- a) Importance de la main-d'œuvre employée et salaires versés.

Depuis la seconde guerre mondiale les effectifs ouvriers employés par l'industrie lainière ont baissé d'une manière continue, ils atteignent un chiffre voisin de cent mille unités. Il nous est difficile de les situer dans l'effectif ouvrier total; en effet, le dernier recensement exhaustif en cette matière date de l'année 1954, pour les autres années, nous ne disposons que d'évaluations globales.

En 1954, l'effectif ouvrier de l'industrie lainière représentait environ 16,5 % de l'effectif employé dans l'industrie textile, soit 1,7 % de l'effectif ouvrier total du secteur secondaire. Les salaires versés, en raison du niveau généralement bas des salaires textiles, doivent être sensiblement inférieurs à ces chiffres. Ces données n'ont qu'une valeur toute approximative et ont varié depuis l'année 1954 dans le sens de la baisse. Elles nous montrent cependant que l'industrie lainière conserve une place relativement importante dans l'industrie française. A titre de comparaison, notons que, en 1954, les effectifs salariés des charbonnages étaient de 247 000

(1) Cf. I^{re} partie. Ch. I.

unités, de 323 000 dans l'industrie chimique et de 231 000 dans la construction automobile.

L'implantation régionale des entreprises lainières leur confère une place importante dans l'équilibre économique de certaines régions. Par exemple, en 1954, les salariés du textile représentaient environ 27 % de la population active de la région du Nord, soit 26 % des revenus distribués par l'industrie dans cette région. Nous verrons, en matière d'emplois, les problèmes posés par l'évolution des structures sur le plan régional. Mais le critère de la main-d'œuvre employée est insuffisant pour apprécier la place réelle d'une industrie qui demeurerait encore en 1954, une industrie de main-d'œuvre. Aussi nous faut-il examiner le point de vue de la valeur ajoutée.

b) La part de l'industrie lainière dans la valeur ajoutée de l'industrie française.

La part de l'industrie lainière dans la valeur ajoutée est difficile à définir d'une manière précise. Les services de la Comptabilité Nationale n'ont jusqu'à ce jour établi que trois tableaux d'échanges interindustriels pour les années 1951, 1956 et 1959, et ils sont élaborés dans une nomenclature trop agrégée pour que l'on puisse en tirer par un calcul direct la valeur ajoutée de l'industrie lainière. Nous pouvons cependant extraire des travaux faits par le Service des Etudes Economiques et Financières (1) la valeur ajoutée du secteur textile-habillement-cuirs qui constitue un des seize postes du tableau d'échanges interindustriels. Une évaluation de la valeur ajoutée par l'industrie textile peut être faite à partir des chiffres d'affaires des différentes branches. Il est donc possible d'effectuer une estimation de la valeur ajoutée de l'industrie lainière.

Le calcul fait pour l'année 1959 donne les résultats suivants :

La valeur ajoutée par le secteur textile représente environ 2,5 % de la valeur ajoutée de l'industrie en 1959. L'industrie lainière représentant environ 21 % de la valeur ajoutée de l'industrie textile ne compte donc que pour environ 0,6 % dans la valeur ajoutée de l'industrie française. Le poids de l'industrie lainière peut paraître relativement faible, mais si l'on considère la multitude des branches d'industrie, ce chiffre n'est pas négligeable. Néanmoins, elle ne pouvait plus être considérée comme une industrie motrice au sens où l'entend le Pr. Marczewski (2). Pourtant, au niveau régional, cette industrie présente dans certains cas une importance beaucoup plus grande et peut exercer des effets très sensibles sur l'équilibre économique d'une région. C'est toutefois

(1) Ministère des Finances. Les Comptes de la Nation. Vol. II. Imprimerie Nationale 1960.

(2) « Y a-t-il eu un « Take off » en France ? ». *Cahiers de l'ISEA*. Mars 1961.

en matière de commerce extérieur que cette branche intervient avec le plus de poids dans l'équilibre de l'économie française.

c) La part de l'industrie lainière dans les échanges extérieurs de la France.

Au cours de l'année 1960, les exportations et importations de matières textiles figuraient respectivement pour 11,47 % et 10,28 % des exportations et importations totales françaises. Si l'on considère maintenant les produits de l'industrie lainière, ceux-ci représentaient en 1960 :

- 37 % des exportations textiles;
- 45,5 % des importations textiles, soit :
- 4,5 % des exportations françaises;
- 5 % des importations françaises.

En ce qui concerne les expéditions et réceptions de l'étranger, la part de l'industrie lainière se trouve sensiblement modifiée. Les exportations représentent 6 % des expéditions totales de produits français vers l'étranger. Cette industrie en effet, se trouve peu « intéressée » par les marchés de la zone franc; les produits lainiers étant spécifiquement destinés, quant à l'habillement du moins, à des zones climatiques moins favorisées par le soleil.

L'importance de cette industrie dans le commerce extérieur de la France s'explique par son imbrication dans le réseau des échanges internationaux. Elle compte encore de nos jours comme une des premières industries lainières mondiales et les conditions historiques de son développement lui ont permis de s'implanter solidement hors du territoire national.

Nous examinerons maintenant quelques données sur la situation occupée par l'industrie lainière française dans le monde.

§ 3. — L'INDUSTRIE LAINIÈRE DANS LE RÉSEAU DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Nous avons pu noter au cours du bref regard que nous avons jeté sur les étapes historiques du développement de cette industrie en France, les multiples liens qui la relient au commerce lainier mondial. Avant d'aborder un examen plus direct de son rôle dans les échanges lainiers internationaux actuels, il nous faut considérer l'implantation hors de France des entreprises lainières qui a, en quelque sorte, concrétisé le rôle mondial de cette industrie.

1) *L'implantation extérieure des entreprises françaises*

Le développement important de l'industrie lainière française à la fin du xix^e siècle et dans la première moitié du xx^e a permis l'implantation de firmes françaises en de nombreux pays. Certes, la Grande-Bretagne garde la prédominance par le nombre des

établissements hors du territoire national, mais la France a longtemps conservé une liste impressionnante. La plus importante et la plus curieuse localisation demeure celle de Woonsocket (Rhode Island) aux Etats-Unis. C'est à l'occasion des expositions universelles de 1889 et 1900 qu'un Canadien français A. J. Pothier, installé à Woonsocket, décide des industriels lainiers à s'implanter dans cette région où vivait une importante main-d'œuvre canadienne de langue française. Entre 1889 et 1924, une vingtaine d'entreprises créèrent des filiales à Woonsocket (1). Depuis, certaines d'entre elles ont disparu ou fusionné. Les plus importants groupes lainiers y sont cependant restés longtemps représentés.

En dehors de ce groupe, de nombreuses autres implantations (1) ont été réalisées. C'est ainsi que l'on compte cinq entreprises françaises en Grande-Bretagne, deux en Italie, une en Egypte, en Colombie, en Allemagne Fédérale, au Portugal.

En Afrique du Sud, en dehors des établissements de négociants, on compte quatre entreprises françaises. Deux firmes sont installées en Espagne. Nous excluons volontairement les nombreuses entreprises implantées dans les pays d'Europe Orientale qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale ont cessé d'appartenir à des dirigeants français. En outre de nombreuses affaires sont installées en Belgique, autour de la zone frontrière, qui n'apparaissent pas véritablement comme des implantations étrangères compte tenu de leur proximité.

Ce développement hors de la métropole qui traduisait l'importance mondiale de l'industrie lainière française a pratiquement cessé de nos jours. Les nouvelles conditions économiques, la perte du rôle dominant partagé jadis avec la Grande-Bretagne expliquent cet arrêt.

Il nous faut maintenant abandonner le passé pour revenir à la période de notre étude; celui-ci pourtant prolonge son effet jusqu'à nous et permet de mieux comprendre certains phénomènes contemporains, comme nous pourrons constamment l'observer.

2) *L'industrie lainière dans le commerce lainier mondial*

Nous savons que le négoce de laines françaises a pris son essor au cours de la période 1870-1880. Avant la seconde guerre mondiale, il tenait un rôle égal au négoce britannique et, à la faveur de la guerre, il devait se hisser à la première place. Les principales maisons de négoce international lainières sont, de nos jours, françaises. Le chiffre d'affaires de ces firmes atteint généralement 5 à 10 milliards d'anciens francs par an.

Favorisé par les implantations de banques françaises dans les pays producteurs, le négoce français joue un rôle très important sur les marchés mondiaux de la laine. Il est évidemment difficile

(1) La liste de ces entreprises, ainsi que certaines précisions sont données en annexe I.

de donner des statistiques très précises en cette matière. Notons seulement qu'à l'heure actuelle, on estime que sur les marchés de zone Sterling, 25 à 28 % de la tonte est commercialisé par le négoce français, alors que le négoce britannique en commercialise 35 %.

Une partie du peignage des laines est réalisé à façon pour le compte des négociants. Ceux-ci orientent une partie des exportations françaises en intervenant sur les marchés des laines peignées qui font l'objet de transactions internationales.

L'industrie lainière importait avant la guerre la quasi-totalité de ses matières premières. Grâce à l'utilisation croissante de nouvelles matières produites en France, les importations deviennent relativement moins importantes mais restent encore la source essentielle des matières travaillées.

a) Les nouvelles conditions de la position européenne de l'industrie lainière française.

La seconde guerre mondiale a provoqué la disparition de certains marchés d'Europe Centrale, mais, en ce qui concerne certains produits lainiers, l'Allemagne est devenue un de nos gros clients actuels. D'autre part, l'industrie lainière française a été, dès l'arrêt des hostilités, un des acheteurs européens le plus favorisé sur les marchés de matières premières, ce qui lui a permis de conserver en Europe une position dominante (surtout en matière de demi-produits), et de « neutraliser » en quelque sorte la reconstitution d'éventuels concurrents (au moins à moyen terme).

b) Les exportations lainières françaises.

Essentiellement constituées de demi-produits (fils peignés et peignés), les exportations de l'industrie lainière française ont progressé d'une manière presque continue depuis la fin de la guerre. Il est intéressant de noter que celles-ci représentent une part relativement constante de la production aux divers stades de fabrication. Les pourcentages sur la période 1950-1960 sont approximativement les suivants :

— Le peignage exporte environ 25 % de sa production (avec une légère tendance à l'augmentation).

— La filature de peigné exporte, elle aussi, environ 25 % de sa production.

— Le tissage voit la part de ses exportations baisser régulièrement sur la période qui ne représente qu'une part oscillant entre 5 et 10 % de sa production.

— Les laines et matières brutes réexportées atteignent environ 20 % des exportations lainières.

Ces quatre postes représentent plus de 90 % des exportations lainières et, comme on peut le constater, la plus grande part est composée de produits semi-finis.

Cette stabilité relative des exportations peut s'expliquer par le fait qu'elles sont réalisées par un nombre restreint de firmes et portent en de nombreux cas sur des produits très spécialisés.

Pour apprécier l'importance de l'industrie lainière française dans le monde, une étude entière serait nécessaire. Il est exclu que nous nous y livrions, quelques pourcentages nous en donneront une vue suffisante. Nous avons réuni quelques données dans le tableau N° 1.

TABLEAU N° 1
L'INDUSTRIE LAINIERE FRANÇAISE
DANS L'INDUSTRIE LAINIERE MONDIALE

ANNÉE 1960	% DE LA PRODUCTION MONDIALE	% DE LA PRODUCTION DE LA C.E.E.	% DES EXPORTATIONS MONDIALES	% DES EXPORTATIONS DE L'O.E.C.E.
Peignés de laine	14,8	40	25	73,5
Fils peignés	16,6	41	39	46
Tissus de laine	14	30	5,7	9,8
Sources : Statistiques lainières du W.I.C. Statistiques lainières de la C.E.E.				

TABLEAU N° 2
LA BALANCE COMMERCIALE DE L'INDUSTRIE LAINIERE

	CENTAINES DE NF		
	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	% DE COUVERTURE (*)
1949	66 951	64 000	95,5
1950	84 339	92 600	110
1951	137 847	105 107	76,5
1952	84 481	62 050	73,5
1953	115 078	80 624	70
1954	117 939	85 073	72
1955	112 467	88 892	79
1956	122 844	94 500	78
1957	153 520	110 068	71,5
1958	102 969	95 900	95
1959	129 683	132 513	102
1960	141 477	153 856	109
Sources : Statistiques du Commerce Extérieur. Comité Central de la Laine.			
(*) : Chiffres arrondis.			

Comme on peut l'observer, l'industrie lainière française tient une place encore importante dans le monde et dans le cadre plus restreint de la Communauté Européenne, elle garde la prédominance en ce qui concerne les demi-produits.

Deux autres industries précèdent l'industrie française dans le monde, ce sont celles de l'Angleterre et du Japon. Si, à l'heure actuelle, les barrières douanières défendent la France sur les marchés d'Europe Continentale, l'évolution vers la libération des échanges peut poser de graves problèmes au cours des prochaines années.

c) La « Balance Commerciale » de l'industrie lainière.

Cette industrie important une grande partie de sa matière première, il est intéressant d'étudier dans quelle mesure les exportations permettent de couvrir les importations. Le bilan-devises présenté dans le tableau N° 2 montre l'importance mais aussi la variation du pourcentage de couverture.

Cette extrême variété provient en partie du déplacement d'achats de matières d'une année sur l'autre et des modifications des cours du brut.

On peut observer qu'à l'occasion de la dévaluation de 1958, la balance est devenue excédentaire, cela ne s'était produit depuis la guerre qu'en 1950.

§ 4. — DESCRIPTION DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE SOUS L'ANGLE TECHNOLOGIQUE

Avant d'aborder l'analyse du travail de la laine sous l'angle purement technologique, il est nécessaire d'exposer quelques données générales sur la matière de base : la laine.

Nous avons vu que sa production s'est déplacée au cours de l'histoire, des pays européens vers les actuels grands producteurs : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et l'Amérique du Sud.

La laine, obtenue par la tonte du mouton, est une fibre animale dont les caractéristiques essentielles sont la longueur et la finesse. On distingue de très nombreuses variétés de laines, celles-ci dépendant directement de la race du mouton à laquelle elles appartiennent.

On peut schématiquement distinguer deux grandes races de moutons :

— Les mérinos qui donnent une laine très fine, courte et frisée, dont la longueur dépasse rarement dix centimètres.

— Les croisés qui donnent une laine longue, lisse, dont les brins peuvent atteindre trente à quarante centimètres.

Comme il existe une très grande variété de races ovines; que, d'autre part, les laines sont différentes selon la partie de l'animal d'où elles proviennent, on compte actuellement environ quinze cent à deux mille variétés de laines que la pratique lainière distingue avec une grande précision.

La matière brute peut être présentée sur la peau de l'animal préalablement abattu, elle est alors dite « laine en peau ». Selon l'époque de la tonte, les laines sont évidemment d'une longueur différente. Les laines qui ont une pleine pousse de douze mois sont dites « laines mères », les autres, tondues sur de jeunes animaux sont appelées « laines d'agneau ». Signalons encore que l'on peut obtenir des fibres de laine par récupération de laines déjà travaillées. Ces opérations sont réalisées par des effilocheuses, la matière ainsi obtenue est appelée « laine renaissance ». Par opposition les laines de tonte sont dites « laines vierges ». En Italie par exemple, le centre de Prato réalise une très importante production de tissus à partir de laines de récupération.

La laine est généralement tondue une fois par an, à la fin de l'hiver, lorsque l'animal, débarrassé de sa toison, ne risque plus de souffrir des intempéries. Les grands marchés de laines se situent dans les pays producteurs où les éleveurs rassemblent le produit de leur tonte. En raison de la situation géographique de ces pays, les ventes de laines s'échelonnent de septembre à mai.

La laine est un des rares produits pour lequel les prix se forment selon un mécanisme très voisin de celui décrit par les théoriciens classiques de la concurrence parfaite. Cependant si la demande varie sous l'effet du prix, l'offre, elle, présente une certaine rigidité. Par incitation des prix, l'offre ne peut varier qu'en longue période. Sur la courte période, les prix connaissent des fluctuations nombreuses et les marchés de la laine sont l'objet de multiples opérations similaires, en bien des points, aux opérations qui ont lieu sur les bourses de valeurs. Elles en diffèrent toutefois par des techniques particulières, dans le détail desquelles nous n'entrons pas (1).

Ces quelques éléments exposés, nous aborderons l'étude des « filières » de circulation des produits dans l'industrie lainière.

Les principes généraux du travail de la laine sont pratiquement les mêmes que ceux de tout travail textile. La matière brute se présente sous forme de fibres dont la propriété essentielle est de posséder sur leur longueur des aspérités plus ou moins accusées. Le principe de base réside dans la réalisation, par accrochage de ces fibres entre elles, d'un fil continu; ce fil est ensuite tricoté ou tissé pour parvenir à un produit utilisable par le consommateur.

(1) Cf. notamment « Le marché mondial de la laine ». *Notes et Etudes Documentaires*. 17 nov. 1956. N° 2233.

Les matières brutes ont généralement besoin d'une préparation préliminaire. Celle-ci va du triage, nettoyage, jusqu'à la constitution d'un produit homogène à partir duquel on réalisera un fil. L'exécution de ce fil est assurée par les opérations de filature. Une fois ce fil obtenu, divers emplois vont lui être affectés : tricotage industriel ou domestique, fabrication de tissus, de tapis, etc. La fabrication des tissus qui en est la principale utilisation, consiste en la réalisation, à partir d'entrecroisements de fils, d'une surface dont la principale caractéristique est le pouvoir couvrant. Cette dernière opération constitue la limite du travail de l'industrie lainière. Au-delà, la confection de vêtements, les transformations mécaniques ou chimiques du tissu sont des opérations qui ressortent d'« industries » complémentaires distinctes.

Si les principes généraux sont fort simples, la réalité par contre, est extrêmement complexe. Les différentes opérations sont réalisées dans des unités de production qui n'en assurent elles-mêmes qu'une partie. Ces diverses unités qui constituent l'industrie lainière « tissent » entre elles et avec l'ensemble de l'économie, de très nombreux réseaux d'échanges.

Il nous faut maintenant, d'un point de vue strictement technologique, examiner les diverses unités de production qui existent dans l'industrie lainière ainsi que leurs rapports. Il ne serait pas inconcevable d'ailleurs d'imaginer que toutes les opérations réalisées soient le fait d'une seule unité de production. A l'heure actuelle, outre le peu d'intérêt économique d'une telle réalisation, et compte tenu de la technique et de la structure des marchés, une telle unité n'est même pas du domaine du laboratoire.

Nous allons donc décrire les différents stades de production que traverse la matière. Nous verrons successivement : les divers stades de préparation, les unités de filature, les tissages et les fabriques qui jalonnent cette filière de circulation des produits.

1) *Les industries de préparation* (1)

Les laines, quelle que soit leur destination ultérieure, subissent avant la filature, une préparation qui, dans certains cas, est facultative. La première de ces industries qui constitue une unité autonome est le lavage.

a) *Le lavage des laines.*

Le lavage des laines, dans des unités spécialisées, n'est le fait que des laines dites « laines à cardes » qui suivent un cycle de transformation déterminé. Les opérations de lavage ont pour but

(1) L'industrie du délainage, en raison de sa situation particulière, ne sera pas reprise dans cette description. Une note en annexe II donne quelques indications sur cette industrie aux caractères très originaux.

d'éliminer divers éléments contenus dans la matière brute telle qu'elle se présente après la tonte. L'élément essentiel en est le « suint », matière sébacée qui entoure la fibre. Le principe du lavage utilise la propriété du suint d'être dissout par la soude. Débarrassée ainsi de diverses matières (boue, excréments...), la laine a perdu 50 à 60 % de son poids. Une partie de ces matières est récupérée, comme la suintine dont on extrait la lanoline. Dans certains cas, lorsque la laine contient des matières végétales qui ne pourront être éliminées par le travail mécanique des cardes, on procède à une opération chimique complémentaire : le carbonisage.

Le principe du carbonisage est de « griller » les matières végétales à l'aide d'une solution d'acide sulfurique (la laine, matière animale, présente une certaine résistance aux acides minéraux). Les laines ainsi traitées sont alors prêtes à être utilisées en filature.

b) Le peignage.

Les laines longues ou « laines à peigne » vont être dirigées vers un cycle de transformations bien défini. Elles subissent diverses préparations dans des établissements de *peignage*. Elles font l'objet, au départ, d'opérations de lavage similaires à celles que nous venons de décrire. Celles-ci sont toujours effectuées dans des unités de lavage intégrées aux établissements de peignage. En effet, les fibres dirigées vers le cycle de transformation dit « cycle peigné » sont toujours préalablement lavées. Après séchage, les laines subissent, dans l'unité de peignage proprement dite, une opération de *cardage* qui consiste à démêler les fibres et à les débarrasser des éléments étrangers qu'elles pourraient encore contenir. A la fin de ces traitements purement mécaniques, la matière se présente sous l'aspect d'un voile. Celui-ci ramassé sous la forme d'un ruban est enroulé pour former un bobine. Le *doublage*, effectué ensuite, consiste en l'assemblage de plusieurs rubans auxquels on fait subir un ou plusieurs étirages qui leur donnent une régularité parfaite.

On procède ensuite au *peignage proprement dit*, qui parfait la parallélisation des fibres et élimine celles dont la longueur est insuffisante. Celles-ci sont récupérées et vendues comme « blouses ». Ces opérations sont réalisées sur des peigneuses. On distingue les peigneuses circulaires des peigneuses rectilignes qui sont d'un usage plus courant sur le continent. Le principe du travail mécanique est différent selon qu'il s'agit de peigneuse rectiligne ou circulaire, les peigneuses rectilignes étant mieux adaptées au travail des laines courtes.

Après le peignage, les rubans subissent des opérations de lissage, qui éliminent les impuretés introduites en cours de peignage, puis de finissage. Le ruban, dit « ruban de peigné » est enroulé en

bobines de plusieurs kilos, dont il se fait un commerce international (1).

2) Les opérations de filature

On distingue deux cycles de transformation des fibres de laines en fils : le cycle cardé et le cycle peigné. Cette distinction qui a son fondement dans les différentes techniques de filatures a marqué l'industrie lainière dans son ensemble.

Nous examinerons successivement la filature de peigné qui travaille à partir de produits élaborés en peignage, puis la filature de cardé qui utilise une gamme de matières beaucoup plus étendue.

a) La filature de peigné.

Le produit de base qui a conditionné toute la technique de travail est le ruban de peigné. Toutes les fibres utilisées en filature de peigné ont subi des opérations de peignage. On distingue deux types d'opérations successives qui se déroulent dans la même unité de production.

— Les opération de préparation, ont pour but d'obtenir, à partir d'un ruban de peigné aux caractéristiques définies, une mèche parfaitement homogène et beaucoup plus fine. La grosseur de cette mèche est déterminée par les caractéristiques du fil que l'on obtiendra ultérieurement. Les opérations successives de réunissage, d'étirage... assurent la transformation mécanique du ruban de peigné. La mèche obtenue est alors prête à être filée. Avant cette préparation, on procède à un ensimage pour assouplir les fibres, avec des huiles diverses projetées sur le ruban de peigné.

— *La filature proprement dite*, consiste à faire subir à la mèche obtenue en préparation, des torsions et étirages de façon à obtenir un fil continu que l'on recueille sur des bobines de taille variable. Le fil obtenu peut alors faire l'objet d'opérations complémentaires destinées à en modifier les propriétés mécaniques (retordage, mercerisage, gazage...).

Un fil est caractérisé par son numéro métrique (Nm). Celui-ci définit le nombre de kilomètre de fil contenu dans un kilo. C'est ainsi qu'un fil Nm2, est un fil dont la longueur au kilo est de deux kilomètres.

(1) Si la laine est encore la matière essentielle travaillée en peignage, les fibres artificielles et synthétiques, depuis quelques années, connaissent un emploi de plus en plus grand. La technique de travail de ces fibres est évidemment différente de celle employée par la laine. Le lavage, par exemple, serait sans objet. Si la fibrille a été et est encore travaillée avec des techniques similaires à la laine (cardage, doublage...) les progrès réalisés dans le domaine des matériels ont permis d'obtenir directement un « ruban de peigné » à partir de ces fibres. Les matériels connus sous le nom de « convertir » sont d'un emploi croissant et permettent le travail direct des fibres artificielles et synthétiques. Ces matériels sont généralement installés dans des unités de filature. C'est toutefois une opération de peignage qu'il convient de rapprocher du peignage de la laine.

On distingue les fils classiques et les fils fantaisies, les premiers étant issus des seules opérations de filature, les seconds, de manipulations complémentaires, par exemple gavage.

b) La filature de cardé.

La filature de cardé utilise une gamme de matières très étendue : laines lavées à fond, laines simplement lavées à dos (1), des blouses provenant du peignage, des déchets de filature de peigné, des effilochés (2), des fibres artificielles et synthétiques et diverses autres fibres parmi lesquelles on compte le coton, le jute...

Toutes ces matières sont mélangées dans des proportions variables et subissent un ensimage comme en filature de peigné. Les mélanges sont ensuite soumis au travail d'une carde qui, dans son principe, est différente de celle que l'on rencontre en peignage. L'objet du cardage est ici de réaliser un mélange intime des fibres les unes avec les autres en les enchevêtrant. A la sortie des cardes, la matière réunie en une mèche est prête à être filée. Le principe de la filature est identique à celui de la filature de peigné, les matériels étant toutefois adaptés à des matières dont les caractéristiques physiques et mécaniques sont différentes.

c) Les deux cycles de filature ont pour matériel essentiel le métier à filer. Selon les modalités de la formation du fil, on distingue les métiers renvideurs, des métiers continus. Les premiers réalisent alternativement étirage et torsion, les seconds effectuant simultanément les deux opérations.

Les fils, après la filature, peuvent être utilisés en l'état ou réclamer des opérations complémentaires qui seront effectuées en filature dans des ateliers annexes (retordage, bobinage...) (3).

3) *Le tissage*

Le tissage a pour objet l'élaboration d'étoffes par entrecroisement perpendiculaire de fils de trame (disposés sur la largeur), et de fils de chaîne (sur la longueur). Les opérations de tissage proprement dites sont réduites mais une préparation minutieuse des fils est nécessaire.

Les opérations préparatoires sont au nombre de cinq :

(1) Les laines lavées à dos sont des laines lavées dans le pays d'origine sur le dos du mouton. Elles le sont donc très imparfaitement et doivent parfois être à nouveau lavées, en cas d'emploi en cycle peigné notamment.

(2) Les effilochés sont obtenus par déchiquetage de chiffons, tissus déclassés... L'effilochage est réalisé soit dans des ateliers intégrés à la filature, soit dans des entreprises spécialisées. En tout état de cause, cette activité n'est pas considérée comme activité lainière.

(3) On distingue en effet, dans les fils destinés au tissage, les fils simples des fils retors. Ces derniers sont constitués par la réunion de deux ou plusieurs fils simples auxquels on fait subir une seconde torsion inverse de celle reçue par les fils simples au cours de la filature.

a) *Le bobinage*, réalisé à l'aide de bobinoirs, place le contenu des bobines de filature sur des bobines plus importantes très exactement calibrées.

b) *L'ourdissage* consiste à réaliser la chaîne du tissu. A cet effet, on rassemble autant de bobines qu'il y a de fils de chaîne. Les fils sont déroulés sur de grands cadres de bois, ils s'enroulent ensuite en nappe sur un gros cylindre : l'ensouple.

c) *L'encollage* effectué sur les fils de chaîne a pour objet le dépôt sur ceux-ci d'une couche de colle ou de résine synthétique qui vont les protéger des frottements très importants qu'ils sont subir lors des opérations de tissage.

d) *Le rentrage* qui s'opère toujours sur les fils de chaîne consiste à ranger ceux-ci selon la disposition que va nécessiter l'armure du tissu à réaliser.

e) *Le cannetage* s'opère sur les fils de trame et consiste à les enrouler sur des cannettes qui seront ensuite placées sur le métier à tisser.

Les opérations de tissage proprement dites s'effectuent sur le métier à tisser. Le principe de travail du métier à tisser est d'entrecroiser les fils de trame à travers les fils de chaîne. On distingue les métiers automatiques des métiers non-automatiques. Les premiers réalisent les changements de cannettes et de navettes d'une manière automatique alors que sur les seconds, la présence d'un ouvrier est nécessaire pour effectuer ces manipulations.

Si les tissages de draperies travaillent presque exclusivement des fils produits par les filatures de laine (peignée ou cardée), les tissages de couvertures ou de tissus divers consomment des fils produits par d'autres industries textiles (filatures de coton, de jute...). Il en est de même pour les tissages de tapis qui utilisent une gamme très étendue de matières provenant de divers secteurs textiles.

4) *Les fabriques de feutres*

Il faut distinguer les tissus feutrés des feutres foulés (1).

a) Les tissus feutrés sont obtenus par foulage d'un tissu qui leur donne ainsi un aspect plus épais. Ces opérations sont réalisées par une fouteuse qui, par des pliages et dépliages successifs, « foule » le tissu.

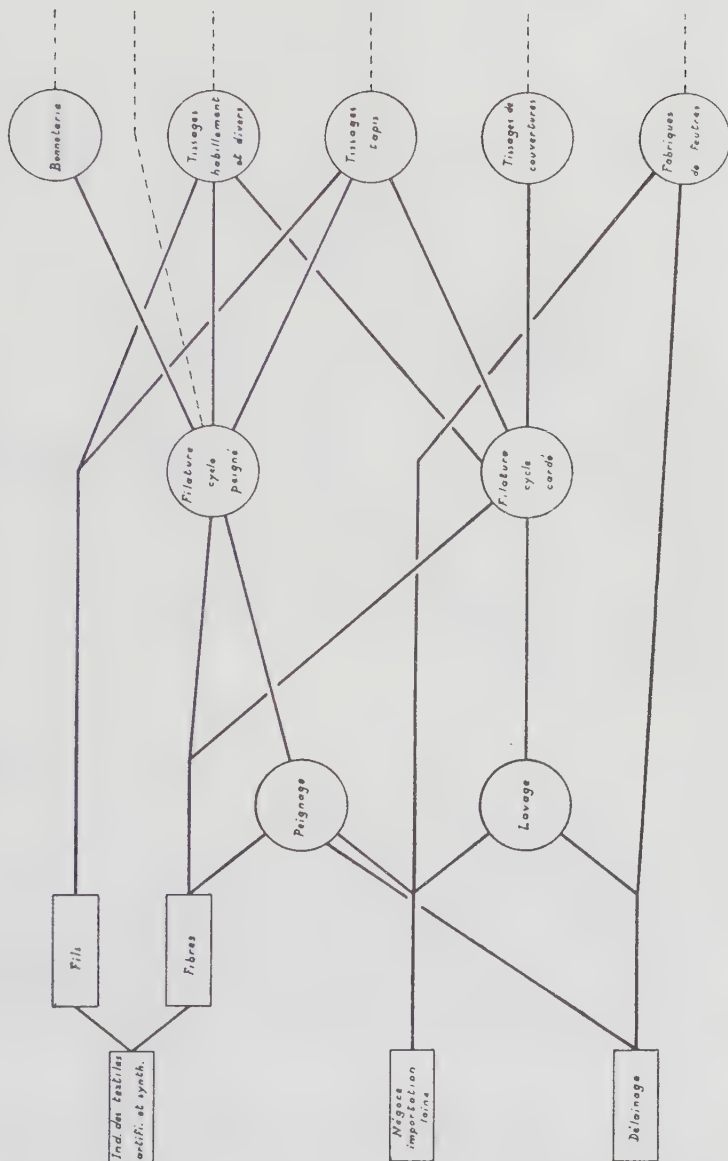
b) Les feutres foulés sont obtenus par le foulage de matières n'ayant subi ni filature, ni tissage. Le mélange de fibres est

(1) En outre, de plus en plus, les fabriques de feutres se consacrent à la production d'aiguilletés (utilisés en grande partie comme revêtements de sol). Ils sont réalisés par agglomération de fibres sur un canevas lâche, généralement en jute.

TABLEAU N° 3

SCHEMA DES FILIERES DE CIRCULATION DES PRODUITS

DANS L'INDUSTRIE LAINIÈRE



d'abord cardé puis, passe dans une feutreuse où la matière subit des pressions importantes sous atmosphère de vapeur d'eau.

Ce bref schéma omet deux aspects importants des diverses opérations que l'on peut rencontrer dans l'industrie lainière.

En premier lieu, nous n'avons pas mentionné *les opérations de teinture* qui peuvent intervenir à chacun des stades de fabrication que nous venons de décrire. Celles-ci viennent modifier l'aspect des produits qui seront mis sur le marché ou utilisés au stade suivant. Mais cette activité n'est pas considérée comme strictement lainière. En fait, on constate que, souvent, des ateliers de teinture sont intégrés aux unités lainières d'une certaine importance. Il en nous sera pas possible d'en tenir compte dans cette étude, les éléments statistiques étant en cette matière très imprécis et pratiquement inutilisables.

En second lieu, nous n'avons pas indiqué *l'activité des unités de bonneterie* parfois intégrées aux ateliers de filature de laine. Là encore, nous sommes en présence d'une activité qui n'est pas essentiellement lainière. Les industries de la bonneterie réalisant par tricotage, des articles prêts à la consommation, elles utilisent des fils provenant de toutes les filatures textiles. Il s'agit là d'une industrie spécifique dont l'activité est distincte de celle de l'industrie lainière.

Nous terminerons là l'examen des filières de circulation des produits. Le tableau ci-contre résume les principales unités de production que nous avons relevé. Nous avons placé en annexe (1) un tableau beaucoup plus détaillé précisant les différents types de produits fabriqués.

§ 5. — LA CONJONCTURE DE LA PÉRIODE.

Aucune analyse qui vise à rendre compte de la réalité économique, ne peut faire abstraction de l'évolution conjoncturelle de l'objet étudié. L'industrie lainière participe étroitement à l'ensemble de l'économie française : les salaires versés, les produits qu'elle livre à la consommation finale... sont autant de liens par lesquels les autres secteurs de l'économie française commandent ou subissent l'évolution conjoncturelle de cette industrie.

Dans un premier point, nous rappellerons sommairement l'évolution économique générale de la période que couvre notre étude; nous aborderons ensuite brièvement l'évolution conjoncturelle de l'industrie lainière.

1) *L'évolution économique générale : la croissance de l'économie française depuis l'année 1950*

On considère généralement l'année 1950 comme la fin de la période de reconstruction de l'économie. Si la France a connu

(1) Cf. annexe N° III.

durant cette période une croissance économique unique dans son histoire, celle-ci n'a pas été parfaitement régulière. La production nationale a augmenté de 4,5 % par an entre 1950 et 1960, mais cette augmentation s'est faite à travers des phases d'accélération et de ralentissement. Ce taux, par ailleurs, traduit une progression annuelle de 5,6 % de la production industrielle et de 2,5 % de la production agricole.

Les données que nous utiliserons dans cette analyse de la conjoncture générale sont extraites des travaux de Comptabilité Nationale élaborés par le Service des Etudes Economiques et Financières (1) au Ministère des Finances.

Nous avons divisé cette période en cinq phases où alternent accélération et ralentissement de la production nationale.

a) 1^{re} phase : 1950-1951. Accélération de la croissance.

Le tableau ci-après résume l'évolution de quatre données « stratégiques » de l'activité économique : la production intérieure brute, les investissements des entreprises privées, la consommation des ménages et les prix à la consommation. Ces indices sont des indices de volume (prix constants). *L'année précédente est prise comme base pour chacune des années.*

	1949	1950	1951
Production intérieure brute	100	107	106,5
Investissements des entreprises	100	99	102
Consommation privée	100	106,2	107
Prix à la consommation	100	107,2	116

On constate sur ce tableau que la production intérieure brute croît fortement. L'élément moteur de cette expansion est la consommation privée qui se développe corrélativement aux progrès importants des revenus. Mais cette croissance porte en elle les signes de sa précarité, dont le principal est la hausse des prix à la consommation; des mauvaises récoltes, l'effet de la guerre de Corée qui tire à l'extérieur une partie de la production nationale expliquent la naissance de ce décalage.

La stagnation des investissements alors que le plein-emploi est réalisé montre l'impossibilité pour l'économie française de maintenir très longtemps un tel taux de croissance. En effet, dès 1952, il subit un très net ralentissement.

(1) Service des Etudes Economiques et Financières. « Les Comptes de la Nation ». Imprimerie Nationale. 1960.

b) 2° phase : 1952-1953. Ralentissement de la croissance.

	1952	1953
Production intérieure brute	102,5	103
Investissements des entreprises	90	99
Consommation privée	103,5	105
Prix à la consommation	110	100

L'année 1952 voit la poursuite de la hausse des prix, mais la consommation s'effondre. Les exportations fléchissent avec l'arrêt des hostilités en Corée et le rythme de progression intérieure baisse. L'année 1953, malgré un relèvement de la consommation privée et le retour des prix à la stabilité, reste aussi médiocre que l'année précédente. Le volume des investissements continue à marquer le pas. Néanmoins, l'année 1953 permet un assainissement des stocks ainsi qu'une remise en ordre de l'économie, bases nécessaires d'un nouvel essor.

c) 3° phase : de 1954 à 1957. Accélération de la croissance.

Durant cette période, le taux de croissance dépasse nettement le taux moyen constaté de 1950 à 1960. Le fait nouveau est le démarrage des investissements des entreprises qui accompagne l'expansion économique générale.

	1954	1955	1956	1957
Production intérieure brute	105,5	106,4	105,6	106,2
Investissements des entreprises	104,5	112,6	111,3	112,4
Consommation privée	104,5	106	106,6	106
Prix à la consommation	101	101,5	104,3	105,2

Durant cette période, la consommation privée se développe régulièrement à un taux élevé. Mais, rapidement, il s'est avéré que l'expansion des investissements était peu compatible avec une augmentation aussi rapide de la consommation. Ce fort développement de la consommation intérieure à partir de 1955, a nécessité un accroissement des importations. Celles-ci, en 1955, augmentent de 11,2 % en volume, par rapport à 1954, de 17 % en 1956 par rapport à 1955. L'arrêt des importations en 1957 entraîne immédiatement une hausse importante des prix à la consommation, d'autant plus défavorable que la politique suivie en matière de commerce extérieur avait laissé se détériorer dangereusement la balance commerciale française.

A ces phénomènes s'est ajouté l'accroissement des dépenses gouvernementales provoqué par les opérations militaires en Afrique

du Nord. Un nouveau ralentissement paraît alors inévitable compte tenu des contraintes existantes.

d) 4^e phase : 1958-1959 : Ralentissement de la croissance.

L'année 1958, qui, en de nombreux domaines, est marquée par de profonds bouleversements, voit un arrêt du rythme antérieur de la croissance. La politique économique suivie, qui s'efforce d'obtenir un rétablissement financier, joue d'ailleurs dans ce sens.

Si les données de 1958 traduisent encore le prolongement de l'évolution de la période antérieure, la politique suivie dès le second semestre de cette année porte ses fruits en 1959.

	1958	1959
Production intérieure brute	102,4	102,4
Investissements des entreprises	100,3	101,9
Consommation privée	102,4	99,4
Prix à la consommation	112,4	105,3

On assiste en 1959 à un effondrement du rythme de la consommation privée et des investissements. Comme en 1953, le rétablissement des prix est assuré et l'équilibre financier paraît acquis. Les manipulations monétaires de 1958 entraînent un fort développement de nos exportations. Elles augmentent de 12 % en 1959 par rapport à 1958 alors que les importations baissent de 4,5 %. Dès le second semestre de l'année 1959, la reprise de la production est assurée.

e) 5^e phase : Depuis 1960.

	1960	1961	1962	1963 (1)
Production intérieure brute	106,3	104,6	106,8	104,7
Investissements des entreprises	106,3	111,5	107,8	105,7
Consommation privée	105,5	105,5	106,9	106,4
Prix à la consommation	103,2	102,9	104,4	105,1

La croissance reprend dès 1960. La hausse modérée des prix permet une progression sensible de la consommation privée et des investissements des entreprises. Cette croissance paraît avoir démarré sur des bases financièrement et économiquement saines.

(1) Estimations provisoires.

De nouvelles tensions inflationnistes sont cependant apparues à nouveau dès l'année 1963. De telle sorte que l'on est en droit de s'interroger sur l'étroite relation entre l'expansion économique et l'inflation. N'y aurait-il pas là une interdépendance nécessaire dans une structure économique donnée ?

2) L'évolution conjoncturelle de l'industrie lainière

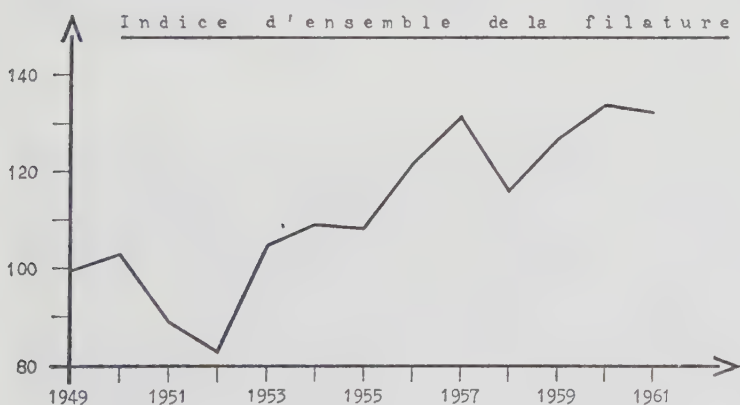
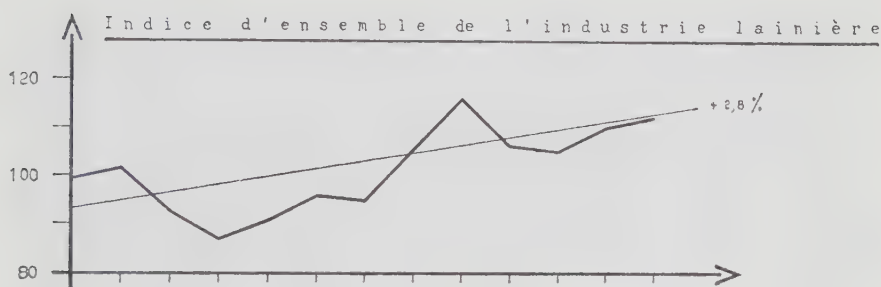
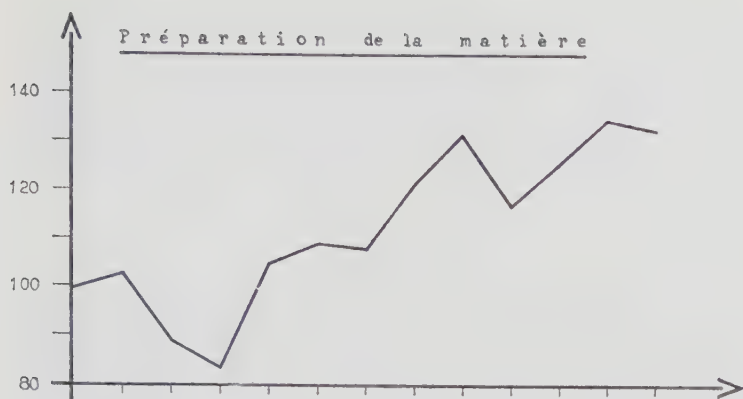
L'industrie lainière, étant une industrie de consommation, subit directement l'influence de la conjoncture générale. En outre, comme nous l'avons vu, intimement insérée dans le réseau des échanges internationaux, elle a subi toutes les vicissitudes du commerce extérieur de la France. Par son approvisionnement hors du territoire national, elle est de plus, reliée à la conjoncture mondiale des marchés de matières premières.

Les différents stades de fabrication ne sont pas tous intéressés au même titre par ces diverses liaisons, cela rend difficile et complexe l'analyse d'un indice global d'activité. Il serait néanmoins fastidieux de considérer l'évolution conjoncturelle en se plaçant à chaque stade. Nous étudierons donc l'indice d'ensemble de l'industrie lainière, élaboré par le Comité Central de la Laine. Comme tout indice d'ensemble, agrégat de plusieurs indices élémentaires, les pondérations choisies pour une période aussi longue le rendent discutable. Il rassemble neuf indices élémentaires : ceux de la production du délainage, du lavage, du carbonisage, du peignage, de la filature de laine peignée, de laine cardée, des tissages divers, des tissages de tapis et des fabriques de feutres. Nous ne considérerons dans notre analyse que l'indice synthétique et, accessoirement, ceux de la filature et des stades de préparation dont les évolutions sont étroitement dépendantes du commerce extérieur.

Ces trois indices sont représentés sur le graphique N° 1, que nous utiliserons pour effectuer cette brève analyse.

Jusqu'en 1950, l'industrie lainière a très vite retrouvé son niveau de production de l'année 1938. Pour de nombreux stades, l'indice est nettement supérieur au niveau de cette année. La nécessité de constituer l'équipement textile du consommateur, la formation de stocks à tous les stades entraînée par le mouvement de spéculation de l'époque, le très fort courant d'exportations lainières expliquent le niveau élevé qu'atteint la production en 1950.

La période qui s'écoule de 1950 jusqu'à nos jours a été marquée par trois « crises » dans l'industrie lainière : les années 1952, 1955, 1958-59, ont vu des ralentissements sensibles de la production à tous les stades. La périodicité même de ces fluctuations que l'on peut constater dans d'autres secteurs et dans d'autres pays mériterait une étude particulière qui n'entre pas dans notre propos. Nous diviserons cette analyse en quatre phases.



Graphique n° 1

Source : Annuaire Statistique du Comité Central de la laine ; Indices base 1938 : 100.

a) 1^{re} phase : de 1950 à la crise de 1952.

Nous l'avons déjà mentionné, l'industrie lainière atteint en 1950 un très fort niveau de production. Dès l'année 1951, la spéculation sur les laines provoque des difficultés d'approvisionnement. Une certaine « rétention » de production apparaît car les entreprises ne sont évidemment pas pressées de vendre ni de produire; dès le milieu de l'année un ralentissement de la production se manifeste dans les industries lainières mondiales.

La crise déroule tous ses effets en 1952. Aux difficultés économiques internationales s'ajoute le ralentissement de la consommation intérieure. Les cours lainiers s'effondrent et, comme toujours en pareil cas, la panique s'empare des détenteurs de stocks qui, essayant de comprimer ceux-ci, accélèrent par là même les baisses de prix. Les stades les plus touchés sont le peignage et la filature de peigné, en raison de l'effondrement des exportations (plus de 40 % de baisse entre 1951 et 1952 pour les fils peignés).

b) 2^e phase : de 1953 à 1955.

Dès l'année 1953, une reprise s'amorce. L'indice s'élève de 4,5 % par rapport à 1952. Cette hausse s'accélère en 1954, l'indice progressant de 5,5 %. Les exportations se développent nettement.

L'année 1955 voit pourtant une légère récession qui paraît difficile à expliquer si l'on considère les progrès de la demande intérieure et de la demande extérieure. Il semble que la stabilité des prix ait incité les intermédiaires commerciaux à dégonfler leurs stocks, d'autant que les cours des matières fléchissant, les prix industriels des produits lainiers sont orientés à la baisse.

Cette crise doit donc être directement rapprochée des fluctuations des cours mondiaux et du mouvement général des prix. Elle affecte en même temps la plupart des pays consommateurs de laines.

c) 3^e phase : de 1956 à 1959.

En 1956 et 1957, le développement de la consommation privée est extrêmement favorable à l'industrie lainière, d'autant que les prix qui augmentent sensiblement, déterminent un gonflement spéculatif des stocks de produits textiles en général. Le niveau des exportations s'élève en 1956 et se stabilise en 1957, celui-ci se situant à environ 10 % au-dessus de celui de 1955.

Dans ces conditions, l'industrie lainière voit sa production progresser de 10 % en 1956 et 1955, de 10,5 % entre 1956 et 1957. Cette croissance prend tous les aspects d'un « emballement » si l'on considère que le taux moyen de croissance annuelle de l'indice entre 1953 et 1961 est de 2,8 %. Un réajustement paraissait donc probable étant donnée la nature des causes qui avaient entraîné une telle expansion.

Les années 1958 et 1959 (le premier semestre) sont des années de crise. Le coup d'arrêt donné à la consommation, les mesures restrictives prises envers les importations, la stabilité des prix sont autant de causes qui ont joué en faveur de la dépression. Celle-ci est d'autant plus grave que le volume des stocks qui s'était accumulé en 1956 et 1957 n'a pu se dégonfler rapidement. Le développement des exportations en 1959, entraîné par la dévaluation de 1958, limite les baisses de production en 1959, tout au moins au plan global.

d) 4^e phase : depuis 1959.

Le développement des exportations, la reprise de la consommation intérieure ont provoqué une nette reprise de la production lainière en 1960. En 1961, la tendance se poursuit. Le taux d'accroissement de la production lainière dans son ensemble est du même ordre que le taux moyen enregistré depuis 1953 (environ 3 % par an).

Les objectifs du IV^e Plan fixent pour l'industrie lainière un taux moyen d'accroissement de 2,5 % par an, l'année 1962 étant l'année de départ de cette réalisation. Les peignages, filatures de laine peignée, fabriques de feutres ont des objectifs nettement supérieurs au taux moyen, les autres stades de fabrication se trouvant à un niveau légèrement inférieur (tissages de laine environ 1,5 % par an). Les données récentes ont montré une remarquable expansion (corrélative à une vive hausse des prix) jusqu'en 1963. Le blocage des prix, un certain freinage de la consommation, laissent prévoir en 1964 un fléchissement de la production dans cette industrie.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES

La notion de structure connaît une faveur très grande auprès des économistes contemporains. Introduite dans toutes les sciences avec des fortunes diverses, elle est le point central d'un grand nombre de constructions théoriques.

Il appartenait au philosophe de définir ce concept, et il nous semble que nul mieux que MERLEAU PONTY n'en a posé les limites et le contenu dans un ouvrage qui demeurera au centre de la connaissance philosophique du xx^e siècle : « La structure du comportement » (1).

Avec MERLEAU PONTY, nous considérons que ce terme « ne peut être défini en termes de réalité, mais en termes de connaissance, non comme une chose du monde physique, mais comme un ensemble perçu » (1). Ainsi, il nous apparaît comme un « outil » de la recherche. Son utilisation est subordonnée à la définition préalable de critères et d'objectifs. Il nous paraît donc que la meilleure définition de la structure, utilisable dans un essai de recherche économique, est celle que nous propose F. PERROUX. Pour lui, en effet, une structure économique est constituée « des proportions et relations qui caractérisent un ensemble économique localisé dans l'espace et dans le temps » (2).

Cette définition « opérationnelle » a soulevé nombre de controverses (3). Celles-ci nous paraissent purement formelles. En effet, une telle définition n'est qu'un cadre auquel le choix de critères et d'objectifs donne un « sens ». Le Pr. A. MARCHAL relève, à juste titre, le caractère « statique » de cette définition (4). Mais une recherche économique concrète, qui dispose de données statistiques par nécessité « discrètes », ne peut en aucune façon utiliser comme « outil » une définition dynamique du type de celle que nous suggère A. MARCHAL.

Seule la théorie, en reconstituant abstraitement la réalité pour en dresser un schéma évolutif général, est susceptible de mettre en œuvre une définition dynamique. La méthode que nous utiliserons

(1) M. MERLEAU PONTY. *La structure du comportement*. P.U.F. P. 155 et suiv.

(2) F. PERROUX. « Pour un approfondissement de la notion des structure », in *melanges wittmeur*. Paris 1939.

(3) Cf. *Revue économique*. Nov. 1954.

(4) A. MARCHAL. *Systèmes et structures économiques*. Coll. *Thémis*. P.U.F. P. 69-84.

en effectuant nos analyses ne pourra être, selon les termes du Pr. BARRÈRE, qu'une « statique comparative ».

Nous adhérerons donc entièrement, au cours de cette étude, à la définition de F. PERROUX. Mais quels sont les critères et les objectifs que nous choisirons pour lui donner une signification ?

Il nous a semblé intéressant d'étudier les structures de l'industrie lainière d'un double point de vue.

Si l'on considère cette industrie comme un ensemble homogène, cette homogénéité nous paraît assurée par l'interdépendance des actions des unités de production sur les marchés où elles agissent. Nous étudierons donc dans un premier chapitre l'évolution des « proportions et relations » qui caractérisent l'industrie lainière du point de vue de la taille des entreprises et de leur dimension technologique. Ce qui revient à examiner l'évolution de la concentration des moyens de production et de l'intégration des différents stades de fabrication.

Mais ces unités de production et de décision que constituent les entreprises sont localisées dans l'espace, et, comme le fait justement remarquer F. PERROUX (1), le concept de « liaison à un lieu » est extrêmement complexe. Des « proportions et des relations » caractérisent les liens entre les diverses « régions ». Nous étudierons dans un second chapitre, l'évolution de la répartition régionale de l'industrie lainière.

(1) V. note 2, page 47

CHAPITRE I

EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'APPAREIL DE PRODUCTION

Les entreprises constituent les éléments de base à l'existence concrète de l'appareil de production d'une branche industrielle. L'entreprise, définie, nous le verrons (1), comme un centre de production et de décision dans un ensemble économique, est mesurée par le nombre des opérations qu'elle assure pour élaborer un produit, et par le volume des moyens de production (capital et travail) qu'elle peut mettre en œuvre.

La comptabilité nationale française définit ainsi le concept de « branche ». « Les branches regroupent les unités de production (entreprises, fractions d'entreprises ou exceptionnellement ménages), qui ont la caractéristique commune de produire la même catégorie de biens et services, par exemple de l'électricité, des produits sidérurgiques, des automobiles... Le critère de regroupement en branches est donc d'ordre physique; c'est la nature du produit qui la constitue.

La branche se définit à partir d'une nomenclature de biens et services... (2) ».

Cette définition qui a le mérite de souligner le caractère essentiellement relatif (à une nomenclature) de cette notion, ne fait que repousser la difficulté. En effet, les branches industrielles existent en dehors de toute considération de nomenclature (3).

Il nous semble que l'industrie lainière peut se définir comme un ensemble homogène. Cette homogénéité étant assurée par trois éléments principaux communs aux unités de base (l'entreprise), qui la constituent.

(1) Cf. : *Infra* chapitre 1. Section 1. § 2.

(2) Service des Etudes Economiques et Financières. Les comptes de la Nation. Vol. II. « Les méthodes ». Paris 1960. Imprimerie nationale (P. 226).

(3) Cf. *infra* Conclusions générales.

Quant à la technique, les unités élémentaires utilisent un même corps de technique, celles-ci sont le complément les unes des autres le long du processus de production qu'elles assurent.

En ce qui concerne les matières premières, leurs caractéristiques sont telles qu'elles apparaissent liées au processus de production. Les unités de production composant la branche considérée utilisent ces matières premières à titre principal.

Quant aux pratiques commerciales, une branche se définit par un ensemble de comportements en matière commerciale qui règlent les échanges internes entre les unités d'une même branche.

Pour apprécier la complexité d'une étude sur les structures de l'industrie lainière et en mesurer les difficultés, il est utile de donner un bref aperçu des réseaux concrets qui sont susceptibles de relier les entreprises entre elles.

La multiplicité et la diversité des situations est extraordinairement dense. On distingue plusieurs types d'entreprises remplissant une fonction déterminée. Ce sont tout d'abord les négociants qui achètent et vendent les matières brutes. Ensuite apparaissent les chargeurs, entrepreneurs qui, ne possédant pas de matériel, font exécuter à façon la transformation des matières qu'ils possèdent. Un négociant peut aussi être chargeur, ils le sont tous en peignage. La contrepartie de l'existence d'un chargeur est celle d'un façonnier qui, propriétaire d'un matériel, exécute pour le compte d'un chargeur la transformation des matières. Le forfaitier, enfin, travaille ses propres matières sur un matériel lui appartenant.

Le négociant en laines achète les matières brutes qu'il peut vendre au peigneur ou lui donner à travailler à façon pour les revendre ensuite à un filateur. Lequel (filateur, ou même tisseur) peut fort bien acheter des matières brutes et les faire transformer à façon. Le mélange de toutes les situations est possible dans la pratique des affaires lainières. Près de deux siècles de libéralisme « flamboyant » avaient abouti, à l'aube de la seconde guerre mondiale, à l'existence d'un nombre impressionnant d'intermédiaires de toutes sortes qui apparaissaient et disparaissaient au gré de la conjoncture.

Avant la seconde guerre mondiale, par exemple, on comptait en filature de laine cardée, 686 ateliers ou usines dont 58 façonniers, 228 forfaitiers, 198 chargeurs et 202 artisans.

Si, dans l'immédiat après-guerre, la facilité de gain et l'extrême anarchie qui régnait alors ont pu laisser survivre pendant quelques temps une telle organisation, les contraintes de l'économie moderne en interdisaient le maintien. Les structures de cette industrie allaient devoir s'adapter aux nouvelles conditions de la production.

Ce chapitre comprendra trois sections.

Nous devons tout d'abord préciser les définitions des termes de base utilisés dans notre analyse ainsi que les critères des

« proportions et relations » dont nous analyserons l'évolution. Il sera nécessaire, en outre, d'examiner sommairement les statistiques que nous utiliserons et d'en présenter une critique.

La seconde section sera consacrée à l'analyse de l'évolution des structures à travers les données statistiques dont nous disposons.

Nous étudierons dans une troisième section quelques données complémentaires qui doivent nous permettre une appréciation de la structure de l'industrie lainière actuelle et de son évolution.

Section 1

Définitions et critères retenus et critique des données statistiques utilisées

§ 1. — DÉFINITIONS ET CRITÈRES RETENUS.

En possession d'une définition opérationnelle du concept de structure, il nous faut prévenir des confusions éventuelles sur les termes que nous utiliserons par la suite, mais auparavant, il est nécessaire d'examiner les critères des « proportions et relations » caractéristiques de l'industrie lainière.

A. — *Les critères retenus.*

Une étude exhaustive et parfaite ne poserait qu'un problème de choix entre une multiplicité de critères. On connaît les difficultés de la recherche statistique dès qu'il s'agit de pénétrer une zone appartenant souvent à un domaine « réservé ». Or, il est évident que l'étude de l'évolution de la structure des entreprises nécessiterait une connaissance de la répartition des chiffres d'affaires, de la valeur des capitaux utilisés, de leur origine..., toutes mesures qu'il nous faut immédiatement exclure. Toutefois, la science économique est là pour nous permettre de suppléer à quelques unes des carences de la connaissance statistique.

Au cours de la période que couvre notre étude, l'industrie lainière reste une industrie où la main-d'œuvre ouvrière est très importante; nous pouvons, en conséquence, utiliser ce critère comme une mesure de la dimension des entreprises.

En effet, les charges salariales sont généralement, et en principe, les mêmes pour toutes les entreprises, ainsi que le volume de travail fourni par ouvrier; par voie de conséquence, on peut estimer, en première approximation, que la production et le chiffre d'affaires sont une fonction linéaire du volume de travail utilisé. Nous savons nous tromper en affirmant cette liaison : de nombreux exemples sont là pour nous montrer que le volume et la nature du capital employé mettent en échec une telle relation.

Mais, d'une manière très globale, il nous semble que le volume de travail utilisé est une des mesures les plus correctes de la dimension des entreprises lainières. Par ailleurs, comme nous allons le voir, c'est la seule qui soit disponible.

Il est évident qu'échappent à un tel procédé de mesure, les entreprises dont la fonction est purement commerciale (chargeurs et négociants). Mais nous ne considérerons qu'accessoirement ces entreprises dont le nombre et les fonctions exactes sont très souvent indéfinissables. En fait, le rôle des chargeurs est difficile à saisir, ils occupent un personnel très faible. Au total, on comptait en 1959, 767 chargeurs et négociants qui occupaient 6 119 personnes, soit un effectif moyen inférieur à dix personnes par établissement.

Nous avons vu, d'autre part, en examinant quelques données technologiques sur le processus de production assuré par l'industrie lainière, que les différentes phases de celui-ci sont le fait d'unités de production techniquement autonomes. En examinant comment, dans la réalité, a évolué la répartition de ces différentes phases, nous pourrions mesurer l'intégration de cette industrie.

B. — *Les définitions.*

Les phénomènes qui vont modifier les structures de l'industrie lainière agissent essentiellement sur les « proportions et les relations » qui la caractérisent. C'est autour du concept de concentration que se définissent ces phénomènes. Celui-ci réclame quelques précisions. De nombreux auteurs l'emploient avec des interprétations très diverses. Si, d'une manière générale, il peut être conçu comme la « tendance à l'agrandissement de la dimension moyenne des entreprises » (1), il doit être distingué de la réunion en un même lieu de plusieurs entreprises (2) et de la réunion dans un même établissement de plusieurs unités appartenant à une même entreprise.

Nous distinguerons les concentrations horizontale et verticale.

a) La concentration horizontale.

La concentration horizontale des moyens de production se réalise par l'accroissement de la dimension moyenne des établissements industriels. En d'autres termes, il y a concentration lorsqu'une partie des firmes composant une branche industrielle considérée, absorbe le marché et les moyens de production d'autres firmes. Les modalités et les causes de la concentration dans un centre

(1) A. PIATTIER. Cours 1950. P. 401.

(2) Cette acception participe de la théorie de la localisation des entreprises. Cf. F. PERROUX. Cours d'Economie politique II (1941). P. 463

unique de décision et de production sont extrêmement diverses et peuvent être dues à des facteurs endogènes ou exogènes à la branche industrielle considérée (1).

b) La concentration verticale.

La concentration verticale que l'on nomme aussi parfois *intégration* est la « réunion sous une même direction d'établissements industriels complémentaires les uns des autres, de telle sorte que le produit de l'un est la matière première de l'autre (2). Nous ne retiendrons pas cette définition car intégration et concentration verticale doivent être strictement distinguées. L'intégration indique la réunion *dans un même établissement* d'unités de production complémentaires. Les termes de « concentration verticale » étant, à notre avis, plus propres à indiquer la réunion *dans une même entreprise*, d'établissements dont les productions sont complémentaires. L'intérêt d'une telle distinction réside dans les modalités différentes de la réalisation de la concentration verticale et de l'intégration, nous le verrons au cours de ce chapitre.

L'intégration et la concentration seront ascendantes si les stades intégrés approvisionnent l'unité de base. Elles seront descendantes si ceux-ci sont des débouchés de cette unité.

Il est nécessaire de définir les unités de base que nous allons considérer : l'entreprise et l'établissement (3).

L'entreprise est une organisation économique que F. PERROUX, dans le tome II de son cours d'économie politique, définit ainsi :

« L'entreprise est une forme de production par laquelle, au sein d'un même patrimoine, on combine les prix des divers facteurs de production apportés par des agents distincts de propriétaire de l'entreprise, en vue de vendre sur le marché, un bien ou des services et pour obtenir un revenu monétaire qui résulte de la différence entre deux séries de prix ». L'entreprise apparaît donc comme un centre de production et de décision.

L'établissement est essentiellement constitué par une unité de production située en un lieu déterminé (4). Une entreprise peut

(1) Cf. *infra* Partie II. Introduction.

(2) Définition de DE ROUSIERS, citée par R. BARRE, in *Manuel d'économie politique*. Coll. *Thémis*. P.U.F. Paris 1955 (P. 334).

(3) Le Pr. H. GUITTON dans son *Précis d'économie politique*, Dalloz 1962 (Ch. III, p. 307) ne paraît pas opérer explicitement cette distinction. La conséquence en est alors une confusion de la concentration verticale et de l'intégration qui explique l'opposition que l'on peut alors soutenir entre spécialisation et concentration. A notre sens cela peut conduire à une certaine confusion dans l'analyse entre des liaisons de diverses natures.

(4) « Un groupe de une ou plusieurs personnes travaillant en commun, d'une manière permanente, en un lieu déterminé, sous la direction de un ou plusieurs représentants d'une même raison sociale ». *Etudes et conjonctures* N° 9. Sept. 1954. « La concentration des établissements en France de 1896 à 1936 ». P. 842.

donc être constituée de plusieurs établissements. Nous verrons que, dans l'industrie lainière, les entreprises ne comprennent généralement qu'un seul établissement (1).

§ 2. — CRITIQUES DES DONNÉES STATISTIQUES DISPONIBLES.

Les statistiques industrielles, en France, sont, dans la plupart des cas, directement gérées par les organisations professionnelles patronales. En pratique, on ne peut avoir connaissance que des statistiques obligatoires (2). Celles-ci d'ailleurs, sont régulièrement publiées par les syndicats patronaux. Mais la loi n'a imposé jusqu'à maintenant que la tenue d'une statistique sur l'activité industrielle. Les recensements portant sur l'industrie elle-même, échappent à l'obligation légale excepté lors des recensements généraux tel celui effectué à l'heure actuelle. Toutefois, certaines organisations professionnelles effectuent de nombreux recensements en vue d'informer leurs adhérents et de faire pour leur compte diverses études (conjoncture, études de marchés, études de commerce extérieur...).

Les enquêtes de « structure » ont été faites très irrégulièrement dans l'industrie lainière. La complexité de telles enquêtes et le peu d'intérêt qu'elles suscitent chez les industriels lainiers font qu'elles ne sont effectuées que très « sporadiquement ».

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, trois enquêtes seulement ont été réalisées avec une valeur statistique suffisante. L'une, en 1950, a été entreprise à la demande de l'O.E.C.E. (3), les deux autres, en 1954 et 1959, demandées par le Commissariat au Plan pour les III^e et IV^e Plan de modernisation et d'équipement (4).

Ces trois enquêtes présentent un certain inconvénient provenant du manque d'homogénéité des critères du recensement. Mais en dehors de celles-ci, il n'existe aucune donnée valable d'ensemble qui permette de considérer la structure de l'industrie lainière. Des estimations annuelles du nombre des entreprises lainières sont publiées, si le sens de leur évolution peut être considéré comme correct, le nombre d'entreprises dégagées par ces estimations est très loin de la réalité.

Nous allons examiner les caractéristiques des trois enquêtes qui se trouvent à notre disposition. Le critère utilisé pour mesurer la taille des unités de production est relatif au personnel employé.

(1) Cf. Chapitre I. Section 3. § 2.

(2) Une loi du 7 juin 1951 rend obligatoire la fourniture par les entreprises d'un certain nombre de renseignements sur l'activité industrielle.

(3) Organisation Européenne de la Coopération Economique.

(4) Ces enquêtes n'ont pas fait l'objet de publications. Nous avons placé en annexe (N° IV) les principaux résultats de ces enquêtes effectuées par le Comité Central de la Laine.

A. — *L'enquête de 1950.*

Cette enquête, la plus sommaire, nous fournit néanmoins un certain nombre d'indications. Elle donne une répartition des établissements industriels selon la main-d'œuvre productive qu'ils emploient, celle-ci étant la somme de l'effectif des ouvriers et de la maîtrise. Toutefois, cette enquête ne donne pas l'effectif de la main-d'œuvre employée dans chaque classe d'établissements.

B. — *L'enquête de 1954.*

Cette enquête répartit en onze classes les établissements industriels selon la main-d'œuvre productive employée. En outre, elle permet une distinction entre les unités de production n'assurant qu'un seul stade du processus de production, les unités spécialisées et les établissements intégrés groupant deux ou plusieurs stades.

Pour chacune des classes et chaque type d'établissement, on connaît l'effectif de la main-d'œuvre productive employée.

C. — *L'enquête de 1959.*

L'enquête de 1959 a été menée comme celle de 1954. Elle distingue les établissements spécialisés et les établissements intégrés. Elle présente néanmoins une différence fondamentale avec les deux enquêtes précédentes : le critère n'est plus celui de la main-d'œuvre productive seule, mais de la totalité du personnel employé. Bien que l'effectif des cadres, techniciens et employés n'atteigne qu'un pourcentage faible de l'effectif salarié de l'industrie lainière (11,5 % en 1959), ce manque d'homogénéité avec les enquêtes précédentes est extrêmement gênant.

De plus, l'effectif comptabilisé comprend les ouvriers des ateliers de teintures et d'apprêts intégrés à des établissements « lainiers ».

Un passage direct entre les enquêtes de 1954 et de 1959 est donc impossible. Mais, moyennant certaines précautions, nous pensons qu'il est possible de comparer ces données et d'en tirer quelques éléments valables pour apprécier l'évolution des structures.

Section 2

Evolution des structures

L'évolution des structures de l'industrie lainière peut être examinée d'un double point de vue. Sous l'angle de la main-d'œuvre employée, on peut étudier la concentration des moyens de pro-

duction. Au cours du temps, les établissements lainiers ont-ils évolué vers la réunion, dans une même unité, d'une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse ? Ce sera l'objet de notre premier paragraphe.

Mais, nous le savons maintenant, cette industrie comporte plusieurs stades distincts de production. Chacun de ceux-ci correspond d'une manière *suffisante* à une unité de production techniquement autonome. Un même établissement peut réunir plusieurs de ces unités. Au cours de la période que couvre notre analyse, le processus de production s'est-il trouvé de plus en plus intégré ? Nous tenterons ensuite de répondre à cette question.

A partir d'une évolution vers la concentration et vers l'intégration, il sera peut-être possible de dresser un premier schéma de ces phénomènes. L'évolution de la structure de l'appareil de production est une réalité unique quelles que soient les différentes voies par lesquelles elle se manifeste.

§ 1. — L'ÉVOLUTION DE LA CONCENTRATION HORIZONTALE DES MOYENS DE PRODUCTION.

Nous savons que, dans l'industrie lainière, un certain nombre d'entreprises ne remplissent qu'une fonction purement commerciale : les négociants et chargeurs. Nous préoccupant de l'évolution de l'appareil de production de cette industrie, nous ne tiendrons compte que des établissements possédant du matériel qui concourent ainsi à élaborer des produits.

Les statistiques disponibles nous permettent d'étudier la concentration des établissements industriels selon la répartition du personnel.

Nous examinerons successivement l'évolution de la concentration horizontale et la répartition de la main-d'œuvre suivant la taille des établissements.

A. — *La concentration des moyens de production.*

Si l'on considère l'évolution du nombre d'entreprises industrielles depuis la fin de la seconde guerre mondiale, on constate que la diminution du nombre des entreprises a été continue depuis 1950. Le tableau ci-dessous résume ce phénomène. Les chiffres inscrits sont des estimations, ils présentent de notables différences avec ceux que nous utiliserons ultérieurement. Néanmoins, si les chiffres absolus sont différents de ceux que fournissent des enquêtes exhaustives, le sens de l'évolution traduit par ces données paraît correct.

ANNÉES	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	ANNÉES	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS
1947	1 197	1954	900
1949	1 221	1955	820
1950	1 145	1956	798
1951	1 104	1957	798
1952	962	1958	798
1953	935	1960	695

Source : Union des Industries Textiles.

L'augmentation du nombre des établissements jusqu'en 1950 correspond aux reconstructions et aux créations entraînées par les circonstances exceptionnelles de la pénurie de l'après-guerre, mais à partir de 1950, la baisse est continue. On peut noter des phases d'accélération des disparitions d'établissements, celles-ci correspondant aux ralentissements conjoncturels que nous avons examiné au cours du chapitre préliminaire.

Nous allons maintenant examiner la concentration des moyens de production à travers les enquêtes statistiques dont nous disposons.

Dans le tableau ci-après nous avons réuni les résultats des enquêtes pour les années 1950, 1954 et 1959. Les établissements industriels ont été regroupés selon l'effectif employé : moins de 50 personnes, de 51 à 100 personnes, de 101 à 500 et plus de 500.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS
SELON L'EFFECTIF (1)

	1950	% DU TOTAL	1954	% DU TOTAL	1959	% DU TOTAL
Moins de 50	576	57,2	495	57,5	249	41,5
De 51 à 100	140	13,9	122	14,4	116	19,5
De 101 à 500	246	24,4	203	23,6	189	31,8
Plus de 500	45	4,5	37	4,5	43	7,2
Total	1 007	100,0	857	100,0	597	100,0
Nombre d'ouvriers .	123 869		95 244		82 000	
Effectif ouvrier moyen par unité de production	123		111		139	

Source : Cf. Annexe IV.

(1) 1950 et 1954 : effectif ouvrier.

1959 : effectif salarié total + ouvriers des ateliers de teintures et apprêts

Nous savons que l'enquête de 1959 tient compte de l'ensemble du personnel salarié des établissements ainsi que celui des ateliers annexes de teintures et d'apprêts. La répartition par classe des établissements est certainement affectée de cette comptabilisation. Mais il nous semble que le sens des modifications n'en est pas profondément troublé. Le nombre des établissements diminue dans chaque classe, excepté dans la dernière (plus de 500). Si l'enquête de 1959 n'avait considéré que la main-d'œuvre productive comme dans les enquêtes précédentes, cette répartition, on le comprend, n'aurait pas été sensiblement modifiée. Quant aux établissements de plus de 500 personnes dont le nombre s'accroît de six unités, il paraît certain que cette augmentation n'est pas due en totalité aux différences entre les critères du recensement. Aussi pensons-nous pouvoir tirer quelques enseignements de la comparaison entre les résultats des différentes enquêtes.

Nous avons tracé sur le graphique N° 2, l'évolution du profil structurel de l'industrie lainière. On constate, bien que le nombre d'établissements ait sensiblement baissé entre 1950 et 1954 (— 16,5 %) que les deux premières courbes sont quasiment parallèles. Il semble donc que cette période ait été caractérisée par l'élimination, dans toutes les catégories, des entreprises marginales. Certaines d'ailleurs, nées avec la guerre, n'ont pu se maintenir longtemps après la crise de l'année 1952. Si l'on observe dans le tableau précédent l'évolution de l'effectif ouvrier moyen par unité de production, nous le voyons baisser entre 1950 et 1954 (— 10 %). On ne peut donc apparemment parler de concentration des moyens de production. La baisse de l'effectif ouvrier moyen par unité de production correspond en fait, à une réorganisation des postes de travail (1). Le volume de moyens matériels par unité de production est pratiquement resté le même durant cette période qui a été marquée par de faibles investissements dans l'industrie lainière (comme d'ailleurs dans l'industrie française dans son ensemble).

On peut donc considérer la période 1950-1954 comme une phase de remise en ordre et de réorganisation dans l'industrie lainière. A ces disparitions d'établissements (en majeure partie de tissages et filatures), correspond une concentration des moyens de production qui se traduit essentiellement par une meilleure adaptation entre les facteurs travail et capital.

La période suivante (1954-1959), voit une baisse de 30 % du nombre des établissements industriels. La baisse plus réduite de l'effectif ouvrier (— 13,5 %) entraîne une augmentation très importante de l'effectif moyen par unité de production qui croît de 25 % entre 1954 et 1959.

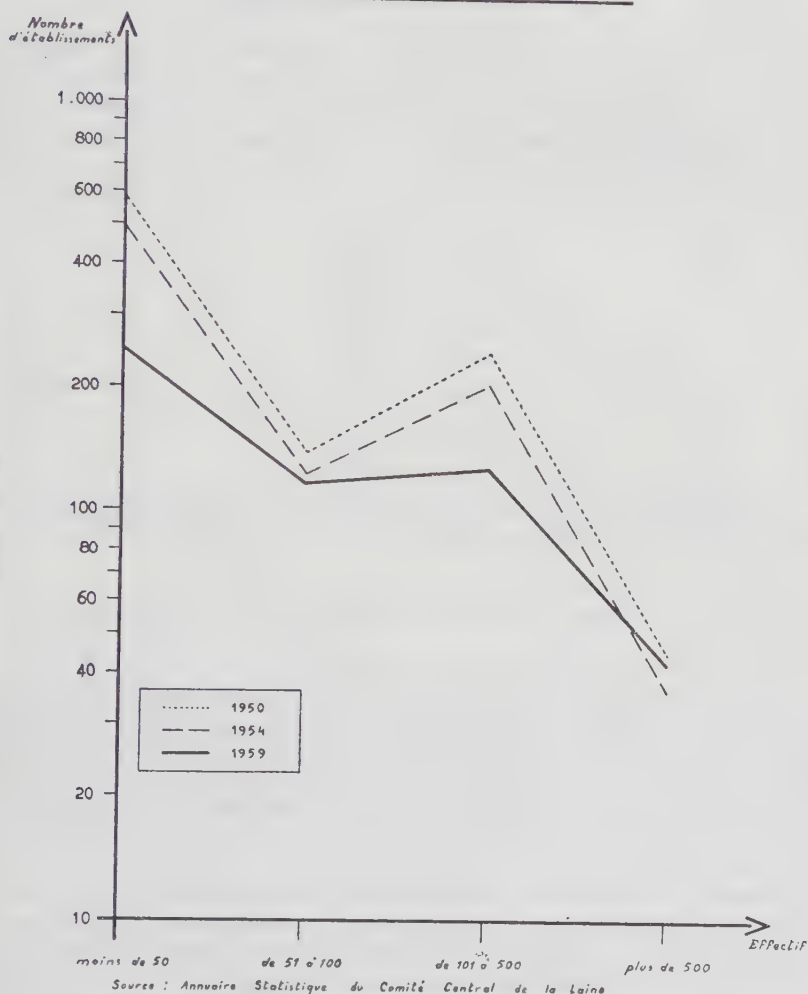
Si nous examinons le graphique n° 2, nous y constatons une réelle modification du profil structurel de l'industrie lainière.

(1) Cf. *infra*. Partie II, Chapitre II.

Les entreprises occupant moins de 50 personnes voient leur nombre se réduire d'une façon importante; celles occupant moins de 10 personnes, qui étaient encore en 1954 au nombre de 223 (contre

EVOLUTION DU PROFIL STRUCTUREL DE L'INDUSTRIE LAINIERE

Graphique n° 2



240 en 1950), ne sont plus que 48 en 1959. D'autre part, le nombre d'entreprises de plus de 500 personnes augmente de 16 %. A la concentration du travail humain par unité de production paraît

correspondre, au cours de cette période, une augmentation de la capacité matérielle de production. Si l'on examine pour quelques stades le volume de la production annuelle par unité de production, on trouve les données suivantes :

	1954	1959	%
Fil de peigné	540 T/an	705 T/an	+ 30 %
Fil de cardé	218 T/an	250 T/an	+ 15 %
Tissage	154 T/an	212 T/an	+ 37 %

Comme pour chacun de ces stades, l'effectif ouvrier a diminué entre 1954 et 1959, la concentration des moyens de production apparaît à travers les données de ce tableau. Si l'on considère le volume (1) des investissements en matériel depuis 1953, on constate une très nette augmentation; on a pour chacune des années successives :

1953 =	100
1954 =	110
1955 =	109
1956 =	111
1957 =	127
1958 =	111
1959 =	95
1960 =	123

Il est intéressant d'examiner la répartition de la main-d'œuvre selon la taille des établissements entre 1954 et 1959.

B. — *La répartition de la main-d'œuvre selon la taille des établissements.*

L'évolution de la structure industrielle s'est accompagnée d'une diminution importante du personnel ouvrier employé dans les établissements industriels. Entre 1950 et 1960, la baisse (continue tout au long de cette période), atteint 36 %. Toutefois, c'est surtout entre 1950 et 1954 qu'elle a été la plus accentuée. Entre ces deux dates, les effectifs ouvriers ont baissé de 23 % soit un taux moyen d'environ 4 % par an.

Nous avons vu qu'entre 1950 et 1954, toutes les catégories d'établissements industriels, quelle que soit leur taille, ont vu leur nombre baisser. On ne possède malheureusement aucune donnée sur les effectifs ouvriers occupés dans chaque catégorie d'établissements en 1950. Néanmoins, on peut remarquer sur le graphique N° 2,

(1) On considère ici le *volume* des investissements, c'est-à-dire le chiffre d'investissement en francs courants, corrigé par un indice de prix du matériel textile. Source : Annuaire statistique 1960 du Comité Central de la laine.

que le profil structurel de l'industrie lainière en 1954 est à peu près parallèle à celui de 1950. En conséquence, on peut estimer que ce sont des établissements occupant de 100 à 500 personnes qui ont dégagé la masse de main-d'œuvre la plus importante durant cette période. Les petits et grands établissements (respectivement moins de 100 et plus de 500 personnes), n'ont dégagé que très peu de main-d'œuvre.

Mais l'on peut observer que si, entre 1950 et 1954 l'emploi diminue d'environ 23 %, le nombre d'établissements industriels ne baisse que de 16,5 %. Nous allons voir qu'entre 1954 et 1959, c'est le phénomène inverse qui se produit puisque les effectifs ouvriers diminuent de 14 % et le nombre d'établissements de 30 %. Dans ces conditions, l'effectif ouvrier moyen par établissement qui avait baissé entre 1950 et 1954, augmente entre 1954 et 1959.

Le tableau ci-après nous présente pour les années 1954 et 1959, la répartition des effectifs selon la taille des établissements.

	1954			1959		
	EFFECTIF	CUMUL	% CUMUL	EFFECTIF	CUMUL	% CUMUL
Moins de 10 ..	882	882	0,9	220	220	0,2
De 11 à 50 ..	7 546	8 428	8,7	5 546	5 766	5,8
De 51 à 100 ..	8 811	17 239	17,7	8 422	14 188	14,2
De 101 à 500 ..	42 917	60 156	62,0	39 893	54 081	54,0
De 501 à 1 000 ..	13 871	74 027	76,5	19 216	73 297	73,0
Plus de 1 000 ..	23 217	97 244	100,0	28 391	101 688	100,0
	97 244	—	—	101 688	—	—

On remarque sur ce tableau que le chiffre des effectifs est, en 1959, supérieur à celui de 1954. Or, nous savons qu'il n'en est rien. Pour l'année 1959, l'effectif ouvrier, à l'exclusion des ouvriers des activités annexes, est de 82 000 personnes environ. La différence des chiffres du tableau provient des employés, cadres, techniciens et des ouvriers des ateliers annexes de teintures compris dans l'enquête de 1959.

Nous pensons qu'en examinant avec attention le tableau précédent, quelques indications intéressantes peuvent être relevées.

L'effectif ouvrier des établissements occupant *moins de 100 personnes* paraît avoir baissé d'une façon importante. En effet, en comparant les données de 1954 et de 1959, on constate un écart de 17 %. Or, celui-ci est sous-estimé si l'on considère que l'effectif des cadres, employés et des ouvriers des ateliers de teintures et d'apprêts est compris dans les chiffres de 1959 alors qu'il ne l'est pas dans ceux de 1954. La baisse de l'effectif ouvrier serait donc

supérieure à 17 % dans cette catégorie d'établissements. Mais il est surestimé si l'on considère que, en 1959, la prise en compte de la totalité des salariés des établissements fait passer certains de ceux-ci dans les classes supérieures. Il est donc impossible de calculer d'une manière précise la baisse de la main-d'œuvre productive entre 1954 et 1955, celle-ci paraît toutefois certaine et on peut l'estimer à environ 15 % en tenant compte de données qualitatives diverses.

Dans la catégorie d'établissements occupant *de 100 à 500 personnes*, l'écart entre les chiffres de 1954 et 1959 est de 7 %. Ce recul semble indiquer là aussi une baisse sensible de l'effectif ouvrier. Mais il est à peu près impossible d'estimer un ordre de grandeur, compte tenu des glissements dans la catégorie supérieure que peut entraîner la non-homogénéité des statistiques.

Les établissements occupant *plus de 500 personnes*, voient leur effectif s'accroître de 28,5 %. Cette augmentation est imputable en partie à la non-homogénéité des données de 1954 et 1959. On peut toutefois estimer que les effectifs ouvriers directement rattachés à une activité lainière, n'ont pour le moins, pas baissé dans les établissements de cette catégorie. Une légère augmentation de la main-d'œuvre productive est probable, compte tenu de l'accroissement du nombre des établissements de plus de 500 personnes qui ne peut s'expliquer uniquement par des raisons tenant aux statistiques.

En définitive, si l'on considère l'effectif total salarié de l'industrie lainière en 1954 et en 1959, on a la répartition suivante :

	1954	1959
Effectif ouvrier	97 244	82 097
Cadres et employés	12 017	12 328
Ouvriers des ateliers intégrés de teintures et apprêts	8 318	7 263
Total	117 579	101 688

On constate une très faible variation de l'effectif des cadres et employés; la baisse de l'effectif salarié qui atteint 14 % est en totalité imputable à celle du volume de la main-d'œuvre productive.

Il semble donc que l'effectif dégagé entre 1954 et 1959 ait été le fait des petites et moyennes entreprises (moins de 500 personnes), l'accroissement de l'effectif ayant été trop faible pour compenser ces dégagements de main-d'œuvre. La concentration des moyens de production n'a donc pas entraîné un transfert de la main-d'œuvre des petites et moyennes entreprises vers les grandes

unités et la modification de la structure des entreprises lainières pose donc des problèmes au niveau de l'emploi (1).

La concentration s'est accélérée entre 1954 et 1959. Il nous faut maintenant examiner si, à cette concentration horizontale des moyens de production a correspondu un mouvement d'intégration du processus de production. En d'autres termes, nous allons examiner l'évolution du niveau d'intégration de la production entre 1954 et 1959.

§ 2. — L'ÉVOLUTION DE L'INTÉGRATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION

L'intégration du processus de production participe évidemment de sa concentration verticale. Mais il faut noter que c'est par une seule voie que peut se réaliser l'intégration, alors que la concentration verticale est susceptible de modalités plus larges.

L'intégration nécessite la construction d'une unité de production complémentaire dans un même établissement. La concentration du processus de production dans une même *entreprise*, peut se réaliser par absorption d'établissement ou fusion avec des firmes dont les activités seront complémentaires ou parallèles.

Dans l'industrie lainière, la coïncidence des établissements et des entreprises dans la grande majorité des cas, rend moins intéressante cette distinction, mais elle reste nécessaire en raison du sens et des modalités différents des deux phénomènes. Les statistiques dont nous disposons ne nous permettent d'ailleurs que l'étude des données sur l'intégration, puisque les enquêtes qui ont été faites portant sur les établissements.

Il serait erroné de croire que l'intégration dans un même établissement de plusieurs stades de production est un phénomène contemporain. Depuis longtemps, des unités intégrées existent dans l'industrie lainière. Mais celle-ci était généralement très limitée et bornée à deux ou trois stades au maximum.

Nous considérerons successivement trois points. Après avoir examiné quelques éléments relatifs à la situation telle qu'elle se présentait avant la guerre, nous observerons la situation en 1954, puis, l'évolution entre 1954 et 1959.

A. — *La situation avant la seconde guerre mondiale.*

Aucune donnée statistique n'est disponible pour apprécier le degré d'intégration du processus de production, et c'est seulement à travers les données qualitatives qu'il est possible de se représenter la situation. Si l'on considère vingt-cinq entreprises qui comptaient parmi les plus importantes, on constate qu'elles possédaient 55 établissements. Sur ce total, huit seulement intégraient plusieurs unités de fabrication, sept n'en intégraient que deux.

(1) Ces problèmes sont encore aggravés du fait de l'implantation régionale des entreprises lainières, comme nous le verrons au cours du prochain chapitre.

Pour l'ensemble de l'industrie, on rencontrait un certain nombre de petits et moyens établissements qui intégraient une unité de filature de cardé et un tissage. L'industrie lainière ne comportait qu'un nombre réduit d'établissements intégrés d'une certaine importance et la situation était restée à peu près sans changement jusqu'en 1950. On peut même estimer que, jusqu'en 1954, elle n'a pu se modifier sensiblement. Nous avons assisté entre les années 1950 et 1954, à une élimination des entreprises marginales mal équipées et l'effort a surtout porté au cours de ces années, sur la réorganisation des entreprises. Depuis la crise de 1929, les investissements avaient été très faibles dans cette branche (comme dans d'autres d'ailleurs), et l'immédiat après guerre ne devait pas favoriser les industries de biens de consommation dans leurs besoins d'investissements. Le premier Plan (« Plan MONNET », avait impérativement dirigé l'effort d'investissement vers les industries de « base ». L'industrie lainière prise dans son ensemble, n'a pu commencer à investir qu'à partir de 1950. En fait, jusqu'en 1953, les investissements sont restés très faibles. Aussi, jusqu'à l'année 1954, l'effort a surtout porté sur la réorganisation et la modernisation des unités existantes (lorsque cela a été possible évidemment). On peut estimer qu'en 1954, la structure générale des intégrations était peu différente de ce qu'elle avait pu être dans le passé (depuis le début du xx^e siècle environ).

B. — *La situation en 1954.*

Le tableau ci-contre résume la structure des intégrations en 1954. Le principe de construction de ce tableau est fort simple. Les chiffres inscrits sur la première ligne mentionnent le type d'intégration que partiquent les établissements dont le total est indiqué en fin de tableau. Par exemple, si nous prenons la première colonne : 3-4, nous voyons qu'il s'agit de la réunion dans un même établissement d'une filature de cardé et d'un tissage. Nous pouvons constater à la fin de la colonne que 127 établissements réalisent une telle intégration et emploient 14 536 ouvriers, soit un effectif moyen de 114 personnes par établissement.

On peut immédiatement remarquer l'absence d'un établissement intégrant tous les stades de fabrication du processus qu'assure l'industrie lainière. Sur les 227 établissements qui intègrent plus d'un stade de fabrication, 175 n'intègrent que deux stades, soit 77 % du nombre total des établissements intégrés. D'autre part, sur ces 175 établissements, 127, soit 72,5 %, sont des intégrations de filature de cardé et de tissage.

Sur le total des établissements intégrés, 81 % intègrent une filature de cardé et 87,5 %, un tissage. Or, nous savons que l'intégration d'une filature de cardé et d'un tissage est assez ancienne, ce qui semble confirmer qu'entre la fin de la guerre et l'année 1954, on n'a pas assisté à une modification sensible de la structure des intégrations.

TABLEAU N° 4
 INTEGRATION DES DIFFERENTS STADES DE PRODUCTION
 DANS L'INDUSTRIE LAINIERE EN 1954

	0	1	2	3	4	5	6	Total des établissements	Effectif	Effectif moyen
	Lavage sans peignage	Peignage	Filature de peigné	Filature de cardé	Tissage	Tissages de tapis	Fabriques feutres foulés			
3-4				X	X			127	14 536	114
0-3-4	X			X	X			34	7 220	212
2-4			X		X			21	5 784	276
1-2		X	X					13	6 422	495
2-3			X	X				9	6 413	710
1-2-4		X	X		X			5	3 287	660
2-3-4			X	X	X			4	1 080	270
1-2-3-4		X	X	X	X			4	5 288	1 320
4-6					X		X	2	265	132
0-2	X		X					1	163	163
0-6	X						X	1	132	132
1-2-3		X	X	X				1	307	307
2-3-5			X	X		X		1	96	96
3-5				X		X		1	45	45
3-4-6				X	X		X	1	421	421
0-2-3-5	X		X	X		X		1	385	385
0-2-3-4-5	X		X	X	X	X		1	1 177	1 177
Total unités in- tégrées	38	23	61	184	199	4	4	227	53 021	233
Etablissements spécialisés ..	24	15	59	109	236	15	12	470	42 102	112

Source : Comité Central de la Laine.

A partir de ce tableau, nous pouvons calculer un *taux d'intégration* pour chacun des grands stades du processus de production. Nous définirons ce taux comme le rapport du nombre d'unités de production intégrées au nombre total des unités pour chacun des stades.

A partir du tableau N° 4, nous avons les taux suivants :

Lavage	0,61
Peignage	0,60
Filature de peigné	0,51
Filature de cardé	0,63
Tissage	0,46
Tissage de tapis	0,21
Fabriques de feutres	0,25

Si l'on étudie maintenant l'effectif moyen des établissements intégrés, on constate que la taille moyenne des unités intégrées est très variable; notamment dans le cas des établissements qui intègrent filature de cardé et tissage, l'effectif moyen dépasse à peine 100 personnes. Il n'y a donc apparemment pas de lien rigide entre l'intégration et la taille des établissements puisque l'on rencontre une entreprise qui intègre un lavage — une filature de peigné — une filature de cardé — un tissage de tapis, qui n'occupe que 385 ouvriers alors que l'effectif moyen des établissements n'intégrant par exemple que la filature de peigné et de cardé est de 710 ouvriers.

Examinons maintenant le cas des établissements spécialisés où cette hypothèse se trouve confirmée. Le tableau ci-après nous donne pour 1954, une répartition des établissements selon le volume de la main-d'œuvre employée.

*Répartition du nombre des établissements spécialisés en 1954
selon la main-d'œuvre employée*

	LAVAGE	PEI- GNAGE	FIL DE PEIGNÉ	FIL DE CARDÉ		TISSAGE TAPIS	FEUTRES
Moins de 10	8	0	5	17	70	2	1
De 10 à 50 ..	15	0	8	66	81	5	8
De 50 à 100 ..	0	1	9	16	37	3	3
De 100 à 500 ..	1	7	34	10	44	5	0
Plus de 500 ..	0	7	3	0	4	0	0
Total	24	15	59	109	236	15	12

On constate que, si de nombreuses unités de production restent spécialisées en filature de cardé et en tissage, ces établissements sont de taille assez réduite.

Sur ce tableau, les établissements employant plus de 100 personnes représentent 93 % des peignages spécialisés, 63 % des filatures de peigné, mais seulement 10 % des filatures de cardé, 20 % des tissages. D'autre part, 30 % des établissements spécialisés de tissage occupent moins de 10 personnes.

TABLEAU N° 5

INTEGRATION DES DIFFERENTS STADES DE PRODUCTION
DANS L'INDUSTRIE LAINIERE EN 1959

	0 Lavage sans peignage	1 Peignage	2 Filature de peigné	3 Filature de cardé	4 Tissage	5 Tissages de tapis	6 Fabriques feutres foulés	Total des établissements	Effectif salaires (1)	Effectif moyen
0-1	X	X						2	619	310
0-2	X		X					4	703	175
0-3	X			X				6	213	30
0-4	X				X			3	70	23
0-6	X						X	1	15	15
1-2		X	X					12	7 206	600
2-3			X	X				4	601	150
2-4		X			X			14	2 921	208
3-4				X	X			98	15 047	154
5-4					X	X		1	37	37
0-2-4	X		X		X			1	1 747	1 747
0-3-4	X			X	X			17	3 655	215
1-2-3		X	X	X				3	9 200	307
1-2-4		X	X		X			4	3 163	790
2-3-4			X	X	X			3	907	302
2-3-5			X	X		X		1	135	135
3-4-6				X	X		X	5	1 735	347
0-3-4-6	X			X	X		X		215	25
1-2-3-4		X	X	X	X			6	6 252	960
2-3-4-5			X	X	X	X		1	1 265	1 265
3-4-5-6				X	X	X	X	1	250	250
0-2-3-4-5	X		X	X	X	X		1	530	530
TOTAL A	36	27	54	145	156	5	8	189	56 486	298
TOTAL B spécial.	32	16	57	86	165	14	8	378	44 148	117

(1) Y compris les ouvriers des ateliers annexes de teinture.

Source : Comité Central de la Laine.

Par conséquent, une grande partie de la main-d'œuvre employée en filature de cardé et en tissage l'est dans des établissements intégrés alors que l'inverse se produit dans les unités du cycle peigné (peignage et filature de laine peignée).

La situation en 1954 peut donc se caractériser dans une forte intégration de la filature de cardé et du tissage dans des établissements de taille modeste et une faible intégration du processus de production du cycle peigné.

C. — *La situation en 1959. Son évolution depuis 1954.*

Le tableau ci-contre résume comme pour l'année 1954, la structure des intégrations. Le principe de sa construction en est le même. Le nombre de colonnes y est plus élevé, par conséquent, la diversité qualitative des intégrations a augmenté.

Alors que le nombre des établissements diminue, la part de ceux qui n'intègrent que deux unités de fabrication augmente sensiblement puisque de 70 % en 1954, elle passe à 77 % en 1959. Dans l'ensemble, le nombre relatif des établissements intégrés augmente. Ils représentaient en 1954, 27 % du nombre total des établissements; en 1959, 32 %. On peut donc estimer qu'entre 1954 et 1959, sur le plan global, on enregistre un accroissement de l'intégration du processus de production.

Mais une analyse plus approfondie est nécessaire car le phénomène enregistré cache des évolutions divergentes selon les stades de fabrication.

En effet, si l'on examine l'évolution du taux d'intégration tel que nous l'avons défini, il diminue pour certains stades de production. Le tableau suivant donne les résultats du calcul pour l'année 1959, en regard des données de 1954.

	1959	1954
Lavage	0,53	0,61
Peignage	0,63	0,60
Filature de peigné	0,48	0,51
Filature de cardé	0,63	0,63
Tissage	0,48	0,46
Tissage de tapis	0,26	0,21
Fabriques de feutres	0,50	0,25

Le taux d'intégration augmente pour différentes unités alors qu'il diminue en filature de peigné et en lavage.

Mais, si ces calculs sommaires nous permettent de déceler des évolutions divergentes, il ne suffisent pas cependant pour connaître avec assez d'exactitude les tendances respectives des établisse-

ments intégrés et spécialisés. Nous allons donc examiner successivement le cas des établissements spécialisés et des unités intégrant plusieurs stades.

a) *Les unités de production spécialisées.*

Le tableau suivant résume l'évolution, entre 1954 et 1959, des établissements spécialisés suivant le stade de production qu'ils assurent.

	1954	1959	% 1954-1959
Lavage	24	32	+ 33,5 %
Peignage	15	16	+ 6,5 %
Filature de peigné	59	57	— 3,5 %
Filature de cardé	109	86	— 21 %
Tissage	236	165	— 30 %
Tissage de tapis	15	14	— 6,5 %
Fabriques de feutres	12	8	— 33 %
Total :	470	378	— 21,5 %

Excepté le cas du lavage et du peignage, les autres unités enregistrent une baisse importante. En filature de cardé et en tissage, on assiste durant cette période à la disparition d'une grande partie des très petits établissements.

Dans l'ensemble, le nombre des unités du cycle peigné augmente malgré la légère baisse de celui des filatures de peigné. Si l'on considère que la baisse moyenne du nombre des établissements spécialisés atteint 22 %, l'impétance de ce recul est essentiellement due à la filature de cardé, au tissage et aux fabriques de feutres.

b) *Les unités intégrées.*

Le tableau ci-après décrit le nombre des établissements qui comportent une des unités de fabrication inscrite dans la première colonne.

	1954	1959	% 1954-1959
Lavage	38	36	— 5,5 %
Peignage	23	27	+ 17,5 %
Filature de peigné	61	54	— 11,5 %
Filature de cardé	184	145	— 21,5 %
Tissage	199	156	— 21,5 %
Tissage de tapis	4	5	+ 25 %
Fabriques de feutres	4	8	+ 100 %

Sur ce tableau, nous pouvons voir encore une forte diminution des unités de cardé et de tissage. L'augmentation du taux d'intégration en tissage n'est donc que le résultat d'une diminution plus importante du nombre des établissements spécialisés.

On note, en outre, une importante diminution des unités de filature de peigné. Celle-ci est due en partie à la disparition d'établissements intégrant un tissage et une filature de peigné comme on peut aisément le constater sur le tableau N° 5. Le recul du lavage provient de la disparition d'unités qui intégraient lavage-filature de cardé-tissage.

c) Les modalités de l'évolution vers l'intégration.

On ne peut, au terme de ces analyses, constater, au plan global, une très nette accentuation de l'intégration du processus de production. En effet, l'examen des données d'ensemble nous montre que, si le pourcentage des unités intégrées augmente entre 1954 et 1959, la taille moyenne des établissements intégrés paraît diminuer.

	1954	1959
Pourcentage des établissements intégrés	26 %	31 %
Pourcentage de l'effectif employé dans ces unités ..	55 %	55 %
Effectif moyen des établissements intégrés	430	330

Mais la concentration horizontale des moyens de production cache en partie l'importance de l'intégration. En effet, si l'on considère les établissements suivant qu'ils réunissent deux, trois, quatre ou cinq unités de fabrication, on peut constater des évolutions divergentes entre 1954 et 1959.

Le tableau ci-dessous en témoigne (1).

Répartition des établissements selon le nombre de stades intégrés

Etablissements intégrant :	2 stades	3 stades	4 stades	5 stades	Unités spécialisées
Année 1954	175	46	5	1	470
Année 1959	145	34	9	1	378
Variation 1954-1959. —	17 %	— 16 %	+ 80 %	=	— 19,5 %

On peut observer sur ce tableau que la concentration des moyens de production a entraîné la disparition d'un certain nombre d'établissements intégrant deux ou trois unités de fabrication qui, géné-

(1) Dans ce tableau, comme dans les tableaux N° 4 et 5, ne sont pas reprises dans les unités spécialisées de retordage et de traitement de déchets qui s'apparenteront à l'artisanat. Elles figurent cependant dans les tableaux détaillés placés en annexe (IV). Le nombre total des établissements qui apparaît ici est donc inférieur à certains chiffres que nous citons par ailleurs.

ralement, étaient de dimension réduite. Si l'on n'envisage que les établissements intégrant plus de trois stades, leur nombre, faible, il est vrai, augmente de 80 %.

Mais nous savons que l'évolution a été différente selon qu'il s'agit d'unités du cycle peigné ou du cycle cardé.

— Il semble que le niveau d'intégration ne se soit pas accentué dans les unités *du cycle peigné*. On assiste même à un mouvement inverse dans le cas de la filature de peigné. En effet, on constate que les établissements de filature de peigné ont vu leur nombre diminuer d'une façon moins importante que les unités intégrées. Ce phénomène correspond, comme nous le verrons, à une tendance des unités moyennes du cycle peigné à se spécialiser dans des gammes réduites de production. Ce cette façon, les entreprises spécialisées parviennent à diminuer leurs coûts et à concurrencer les entreprises intégrées. En 1959, 68 % des filatures de peigné occupaient un effectif unitaire moyen inférieur à 200 personnes (calculé sur le total des salariés). Nous verrons ultérieurement les raisons techniques de la dimension relativement réduite de tels établissements.

— Les établissements du *cycle cardé* et les *tissages* accroissent leur niveau global d'intégration. Les établissements spécialisés de filature de cardé et de tissage voient en effet, leur effectif diminuer d'une manière importante. Mais l'accentuation de l'intégration résulte exclusivement de la baisse plus importante des établissements spécialisés, que des unités intégrées. Il semble par conséquent, que les unités intégrées aient été plus à même de résister aux difficultés rencontrées par les produits qu'elles fabriquent.

Dans la région de Vienne par exemple, on a assisté à un phénomène de « désintégration ». On comptait dans ce centre en 1950, 6 établissements intégrant filature de cardé et tissage, il n'en reste plus que 2 en 1961. Les quatre autres ont supprimé leurs ateliers de filature pour se spécialiser en tissage.

CONCLUSION. L'évolution de la concentration de la production dans l'industrie lainière

L'analyse des données statistiques existantes, nous a permis d'étudier les « proportions » et « relations » caractéristiques du niveau de concentration des moyens de production et d'intégration du processus de production, dans l'industrie lainière. Il est nécessaire d'essayer de résumer les principaux phénomènes que nous avons pu relever.

Nous avons comme référence, trois points du temps dans la période que couvre notre étude. De 1945 à 1950, aucun phénomène remarquable ne paraît avoir affecté les structures industrielles de cette branche. En fait, en 1950, la situation semble être restée telle qu'elle était avant la seconde guerre mondiale.

De 1950 à 1954, le phénomène majeur a été le démarrage de la concentration des moyens de production. Une réorganisation des entreprises, dans laquelle la crise de 1952 a joué un rôle certain, a entraîné des dégagements de main-d'œuvre à tous les stades de production et dans tous les établissements, quelle que soit leur taille. De 1950 à 1954, l'effectif ouvrier de l'industrie lainière baisse de 22 % et l'effectif moyen par établissement industriel baisse de 8 %.

Entre 1954 et 1959, la concentration des moyens de production s'est poursuivie en s'accroissant. L'effectif ouvrier ne diminue que de 14 % alors que le nombre d'établissements baisse de 30 %. L'effectif ouvrier moyen par établissement augmente alors de 21 %. Mais, à la concentration horizontale des moyens de production qui continue de s'affirmer au cours de cette période, s'ajoute un phénomène nouveau : l'accentuation de l'intégration du processus de production. Ce phénomène affecte tous les stades à l'exception de la filature de peigné et des unités de lavage de laine. Le taux d'intégration global tel que nous l'avons défini (1) passe de 0,26 en 1954 à 0,31 en 1959, soit une augmentation de 21 %.

Au cours des quinze dernières années, des modifications sensibles de la structure de l'industrie lainière se sont donc manifestées. La concentration des moyens de production et l'accentuation de l'intégration ont amorcé un processus de transformation. Mais il nous faut dépasser le cadre que nous imposent les données statistiques, pour apprécier les résultats de ces tendances.

Dans notre troisième section, nous considérons quelques données complémentaires et les principaux obstacles rencontrés par cette évolution.

Section 3

Les données complémentaires d'appréciation de l'évolution des structures et les principaux facteurs de freinage

L'examen de quelques données statistiques à notre disposition, nous a permis de saisir une transformation certaine de la structure industrielle. Les contraintes que nous ont imposé les éléments chiffrés nous ont cependant conduit à n'analyser qu'un des aspects de ce phénomène. Plusieurs problèmes méritent encore d'être examinés.

En premier lieu, nous avons pu observer que l'ensemble des « proportions » et « relations » qui caractérisaient l'industrie lainière en 1959 montraient que la grande unité ne domine pas et que l'intégration du processus de production n'est pas extrêmement poussée. Généralement, pour apprécier la structure d'une industrie, on effectue purement et simplement la comparaison avec

(1) Cf. *supra* page 61.

d'autres secteurs (1). Une telle démarche est dénuée de tout sens économique et n'apporte en définitive que des constatations extrêmement banales (par exemple que les entreprises sidérurgiques sont plus importantes que les entreprises textiles). Nous examinerons donc quelques facteurs d'appréciation des structures de l'industrie lainière.

Ensuite, nous essaierons de saisir le niveau « réel » de la concentration. Nous le savons, de nombreux liens peuvent réunir des entreprises alors même qu'elles apparaissent juridiquement distinctes. Ce seront les liaisons commerciales, financières (prises de participation par exemple), les ententes et les liens personnels entre entrepreneurs.

En dernier lieu, il nous faudra examiner les principaux freins qu'a rencontrés cette évolution, qui ne s'est pas déroulée sans susciter des résistances de différentes natures.

§ 1^{er}. — LA NOTION D'UNITÉ OPTIMA DE PRODUCTION

Les observations que nous avons pu faire sur la structure des établissements font ressortir leur taille relativement réduite. Mais cette notion même de dimension est essentiellement relative à des facteurs techniques en premier lieu, commerciaux ensuite.

La taille des unités de production, considérées sous l'angle du volume des moyens de production qu'elles peuvent mettre en œuvre (capital et travail) est définie par la gamme des produits de cette unité et la productivité de la combinaison du capital et du travail nécessaire à la réalisation de cette production.

Selon l'état de la technique, pour une structure et une dimension définies du marché, il existe une combinaison productive telle que les coûts en travail et en capital sont minima par unité de produit. Aussi, la dimension d'une unité de production apparaît comme une fonction complexe de la gamme des productions de cette unité et de l'état de la technique régnant dans cette activité.

Par conséquent, la dimension des unités de production d'une activité économique est essentiellement relative à un optimum propre à cette unité. Celui-ci correspond à la combinaison la plus productive du capital et du travail engagés ou une structure et une dimension de marchés donnés. *La comparabilité des unités de production d'une branche à une autre branche est donc dénuée de tout sens économique.* On peut très bien imaginer une très grande unité de production moins rentable (économiquement), qu'une unité réduite participant à une activité différente.

C'est en fonction de leur optimum propre que l'on peut effectuer une comparaison valable entre deux unités appartenant à des activités distinctes. Aussi, les jugements généralement portés sur la

(1) C'est notamment la démarche suivie dans le N° spécial de l'INSEE, consacré à la structure de l'industrie française.

structure des activités textiles, qui le sont presque toujours en référence à la situation dans d'autres branches d'activité présentent peu d'intérêt, sinon peu de valeur.

Nous avons noté une évolution des structures dans le sens de la concentration horizontale et verticale, mais, pour apprécier à un instant donné la situation, il est nécessaire de définir un point de référence. Nous allons donc essayer, au cours de ce paragraphe, d'aborder la notion très complexe d'unité optima de production de l'industrie lainière.

Nous utiliserons essentiellement les travaux du Centre de Productivité de l'Industrie Lainière (1), dont nous exposerons la méthode dans ses grandes lignes. Nous définirons ensuite l'unité technique minima pour les quatre grands stades de production. Enfin, nous verrons comment les résultats de ces travaux permettent d'interpréter la structure de l'industrie lainière.

A. — Les méthodes utilisées par le Centre de Productivité de l'Industrie Lainière.

Dès la fin de la guerre, le manque de main-d'œuvre a été à l'origine d'études sur la productivité du travail dans l'industrie lainière française. Mais, c'est l'envoi d'une mission d'études aux Etats-Unis en 1951 qui a donné une impulsion décisive aux études de productivité, l'industrie lainière se donna en 1953 par l'intermédiaire du Comité Central de la laine un centre de productivité. Ce centre regroupait les bureaux régionaux existant déjà et en créait de nouveaux dans les différentes régions lainières n'en possédant pas encore.

La méthode utilisée est évidemment inséparable des buts visés. L'objectif d'ensemble est de permettre, pour chaque entreprise, un diagnostic des faiblesses de la productivité du matériel ou du travail.

Mais une telle recherche suppose un point de référence indiscutable. C'est pourquoi le Centre a dû recréer « in vitro » des unités de fabrication théoriques, des ateliers types.

Cette construction demande quelques précisions sur les modalités de son élaboration.

Il est supposé, par hypothèse, que les problèmes commerciaux d'approvisionnement et de ventes sont nuls (2), c'est-à-dire résolus. D'autre part, on considère que les produits élaborés correspondent à la « moyenne » usuelle des unités concrètes qui les élaborent. Les matières premières sont les meilleures connues (3).

Pour un état donné de la technique, le matériel utilisé est le plus

(1) Ce centre, l'un des premiers de France, est rattaché au Comité Central de la Laine.

(2) La structure du marché définit donc la taille commerciale de cette unité.

(3) Le terme « meilleur » désigne une adaptation des matières utilisées aux produits fabriqués.

perfectionné et le personnel de fabrication fournit le maximum de travail. Cette unité a donc un rendement technique optimum. En d'autres termes, la combinaison du travail et du capital est telle que le rendement est maximum. Par conséquent, le coût de facteur par unité de produit est minimum.

Trois types d'enquêtes sont réalisées auprès des entreprises ayant accepté d'y participer.

a) Ce sont tout d'abord des comparaisons interentreprises de productivité de la main-d'œuvre, réalisées par des enquêtes trimestrielles. Dans leurs résultats, la position de chaque entreprise se trouve située, à un instant donné, par rapport à une entreprise-type et à chacune des entreprises participantes.

Chaque entreprise peut consulter le Centre de Productivité pour un diagnostic des motifs de sa position.

b) Des enquêtes de productivité économique générale sont réalisées dans l'axe des recherches précédentes. Elles tiennent compte de la totalité des dépenses concourrant directement et indirectement à la production. La classification des dépenses est faite par application de la méthode classique des sections homogènes. Chaque entreprise participante peut alors tester ses propres dépenses à celles que dégage l'enquête et les calculs effectués à partir de l'entreprise-type.

c) Des enquêtes plus récentes sont effectuées sur les comptes d'exploitation des entreprises et sont destinées à permettre une analyse objective de la rentabilité des firmes.

B. — *L'unité technique minima de production.*

Il est impossible de prétendre entrer dans un très grand détail, compte tenu du cadre de cette étude. Le tableau N° 6 rassemble quelques-unes des données élaborées (1) à partir de travaux du Centre de Productivité de l'Industrie Lainière. On remarque que deux chiffres y sont donnés pour la production de peignage. En effet, selon la longueur des fibres travaillées (2), la production exprimée en tonnes est susceptible de varier dans d'importantes proportions pour un même nombre d'heures travaillées. C'est une considération de cet ordre qui a conduit à distinguer les tissages de peigné des tissages de cardé. On peut en effet, observer qu'à surface égale, la production exprimée en tonnes est très différente selon que le tissage utilise des fils peignés ou cardés. D'autre part, les matériels utilisés sont en général, sensiblement différents.

Les caractéristiques qui ressortent de ce tableau pour chacun des quatre grands stades de production définissent la combinaison entre le capital et le travail qui donnent un rendement maximum, c'est-à-dire un coût de facteur minimum par unité de produit. En-

(1) Les éléments contenus dans ce tableau ont été publiés dans le rapport « Laine » de la Commission des Industries de Transformation du IV^e Plan.

(2) Cf. *supra* : La distinction mérinos-croisé. Chapitre Préliminaire.

dessous de cette dimension, ces unités sont techniquement moins rentables pour la même gamme et le même volume de produit. C'est en ce sens qu'on peut considérer ces unités comme définissant un optimum technique.

Mais cet optimum est essentiellement relatif aux contraintes de sa construction. Une modification quantitative et qualitative du volume de produit ou une organisation commerciale différente, tant dans l'approvisionnement que dans la vente, déplacerait cet optimum; le rapport entre le volume du travail et du capital utilisé

TABLEAU N° 6
ELEMENTS DE L'UNITE TECHNIQUE MINIMA
DANS L'INDUSTRIE LAINIÈRE

		MATÉRIEL	MODALITÉS DU TRAVAIL	PERSONNEL DE FABRICATION	PRODUCTION JOURNALIÈRE
Peignage		2 assortiments : 10-11 cardes 10-11 cardes 30 peigneuses 30 peigneuses + matériel + matériel accessoire accessoire 20-22 cardes, 60 peigneuses + matériel accessoire	Triple équipe 3×8	250 personnes (y compris trriage)	Mérinos : 4 300 kg Croisé : 6 000 kg
Filature de laine peignée		14 continus à filer, 5 600 broches + matériel acces- soire	Double équipe 2×8	70 personnes	2 500 kg
Filature de laine cardée		2 assortiments de cardes (arusement : 2 m) 2 métiers renvideurs 850 broches 1 métier continu 288 bro- ches + matériel complémentaire	Double équipe 2×8	25 personnes	300 kg (sur la base Nm 7)
TISSAGE	Laine cardée	24 métiers type Saxon 18 métiers automatiques 2 ourdissoires + matériel complémentaire correspondant	Double équipe 2×8	80 à 85 personnes	1 400 kg ou 45 pièces de 50 m
	Laine peignée	36 métiers automatiques 24 métiers mécaniques 3 ourdissoires + matériel complémentaire correspondant	Double équipe 2×8	90 à 100 personnes	900 kg 40 pièces de 50 m
Source : Rapport du groupe de Travail de l'Industrie lainière au IV ^e Plan.					

resterait toutefois du même ordre pour un nouvel optimum. Il est évident que ces données définissent une moyenne et seraient fausses par rapport à de nombreuses situations particulières. En tout état de cause, l'état du marché et sa structure sont l'élément capital de définition de la dimension optima d'une entreprise.

C. — L'interprétation de la structure de l'industrie lainière.

Les données caractéristiques des unités techniques mentionnées sur le tableau N° 6, nous permettent d'interpréter la structure de l'industrie lainière telle que nous avons pu l'observer à travers les données de l'année 1959 (1).

Nous avons pu noter en 1959, qu'un grand nombre d'établissements restaient spécialisés. Si nous nous reportons au tableau décrivant la structure de l'industrie cette année là (2), nous constatons que l'effectif moyen des unités de production spécialisées paraît assez réduit. On a en effet :

Peignage	480 personnes
Fil. De peigné	226 personnes
Fil. De cardé	51 personnes
Tissage	87 personnes

Mais cet effectif comporte, outre les ouvriers et agents de maîtrise, les cadres, employés, techniciens et surtout le personnel des ateliers annexes de teinture. Cette dernière catégorie est surtout d'un montant sensible, en filature de peigné et en tissage.

Si l'on considère le personnel de fabrication tel qu'il ressort du tableau N° 6, on observe que s'il est sensiblement inférieur à celui que l'on relève dans les établissements spécialisés, il reste cependant tout à fait comparable.

Si maintenant, nous examinons la totalité des unités de production (intégrées et spécialisées), et le personnel ouvrier qu'elles emploient, on constate que l'effectif ouvrier moyen par unité de fabrication correspond aux données calculées de l'unité technique minima. Le tableau nous présente le résultat du calcul des données de 1959.

	NOMBRE D'OUVRIERS	NOMBRE D'UNITÉS DE PRODUCTION	EFFECTIF OUVRIER MOYEN
Peignage	10 393	43	242
Fil. de peigné ...	13 256	111	119
Fil. de cardé	8 270	231	36
Tissage	29 139	321	91

La taille des établissements en 1959 paraît donc, dans l'ensemble, tout à fait compatible avec l'état de la technique. Mais, est-ce à dire que l'évolution des quinze dernières années a conduit l'industrie lainière au point de rendement optimum ? Certainement non. En effet, nous verrons que la technique n'a pas enregistré de véritable « révolution » (3) au cours de cette période. Mais surtout, en

(1) Cf. *supra* page 64. Section 2.

(2) Cf. *supra* Tableau n° 5.

(3) Cf. *infra* Part. II. S. CH. II.

dehors des facteurs techniques, les données de l'organisation commerciale jouent un rôle essentiel. Le rapport de la Commission de l'Industrie Lainière au IV^e Plan fait justement remarquer : « qu'en matière de productivité, le facteur dimension de l'entreprise, s'il n'est pas négligeable, ne joue cependant pas un rôle déterminant et, en tout état de cause, vient très nettement après des facteurs commerciaux... » (1). Il est certain que dans ce domaine, les entreprises lainières ont un grand chemin à parcourir encore. Si la rentabilité technique s'est améliorée, la rentabilité globale de nombreuses firmes est encore très faible. A titre d'exemple, on estime à l'heure actuelle, que les entreprises de tissages ne dégagent dans l'ensemble, qu'un bénéfice net compris entre 1 et 2 % de leur chiffre d'affaires annuel. Ce qui revient à dire que de nombreuses affaires vivent dans un déficit quasi permanent.

Nous allons examiner maintenant, si l'industrie lainière n'est pas sensiblement plus concentrée que ne le font considérer les seules observations précédentes.

§ 2. — LE NIVEAU RÉEL DE LA CONCENTRATION

L'analyse des données statistiques résultant des enquêtes effectuées sur l'industrie lainière, revenait à admettre implicitement trois hypothèses. La première est la coïncidence de la notion d'établissement et d'entreprise dans cette branche, la seconde, l'existence d'une liaison linéaire entre le volume de travail engagé dans chaque établissement et la valeur de la production réalisée, la troisième, l'inexistence de liaison entre les unités que nous avons relevées.

Si les contraintes de la connaissance statistique imposaient une telle démarche, il convient de s'interroger sur sa validité. En effet, dans la mesure où ces hypothèses pourraient être corrigées, le niveau réel de la concentration de cette industrie serait susceptible d'une appréciation tout à fait différente. Nous les examinerons successivement au cours de ce paragraphe.

Auparavant, il est nécessaire de s'interroger sur l'intégration éventuelle d'activités diverses dans des établissements lainiers qui ont échappé à l'investigation statistique.

1) *L'intégration d'activités « externes »*

A-t-on enregistré au cours des quinze dernières années une accentuation de l'intégration par des établissements lainiers d'unités relevant d'activités non lainières ? (2) Nous savons déjà que l'industrie lainière peut acheter à d'autres industries certaines matières premières (les fibres artificielles et synthétiques), et vendre des produits à transformer (des tissus à confectionner, par exemple). Nous allons essayer d'examiner si cette industrie se trouve

(1) Cf. *supra* page 62.

(2) Cf. définition *supra* section I, § 2.

reliée à d'autres branches d'activités par le canal de l'intégration, ce qui nous conduira à envisager successivement le cas d'intégration descendante et ascendante (1).

A. — *L'intégration descendante.*

L'intégration descendante est très peu développée dans cette industrie. En dehors des deux cas présentant une certaine importance, les ateliers de teinture et ceux de bonneterie, on ne connaît pratiquement pas d'autres intégrations, mais, rappelons que ces formes d'intégration remontent dans leur principe au delà de la période de nos analyses.

a) L'intégration d'ateliers de teintures à des établissements lainiers n'est pas à proprement parler une intégration descendante. En effet, les opérations de teinture peuvent porter sur la totalité des produits et à tous les stades. Toutefois, la plus grande partie de la manutention porte sur les tissus.

Aucune statistique ne nous permet de connaître le nombre absolu de ces ateliers intégrés. Néanmoins, on connaît d'une manière précise les effectifs qu'ils emploient ainsi que leur production. Il est donc possible de déterminer une tendance générale.

Du point de vue des effectifs ouvriers, en 1952, sur 50 300 ouvriers relevant du secteur teintures et apprêts, 17 % seulement travaillaient dans des ateliers lainiers; en 1960, sur 42 300 ouvriers, 15 % seulement étaient employés dans des établissements lainiers.

Si l'on considère maintenant la répartition de la production, la manutention de produits lainiers a augmenté de 10,5 % entre 1952 et 1960. Mais alors que les ateliers intégrés avaient réalisé 50 % de cette production, le pourcentage est de 60 % en 1960. On note par conséquent, une accentuation de la manutention des produits lainiers dans des ateliers intégrés. Celle-ci a démarré surtout depuis l'année 1956 (2). On remarquera d'autre part, que ce phénomène a été accompagné d'une réduction de l'effectif ouvrier des ateliers intégrés (— 23 %). Selon toute vraisemblance, on peut penser que c'est surtout par un accroissement de la taille des ateliers existants que s'est réalisés cette augmentation de l'intégration, beaucoup plus que par la création de nouvelles unités.

b) L'intégration d'ateliers de bonneterie, presque exclusivement réalisée avec des filatures de laine, est déjà fort ancienne. Généralement d'ailleurs, l'activité principale d'un tel établissement est la filature de laine, l'atelier de bonneterie ne consommant qu'une partie des fils produits par la filature.

Là encore, aucune statistique ne permet de connaître le nombre

(1) Cf. définition *supra* section I. § 2.

(2) En effet, de 1956 à 1960, les investissements totaux (outillage, matériel, bâtiments et terrains) consacrés par les entreprises lainières à des ateliers de teintures et apprêts intégrés ont doublé et représentaient en 1961 près de 15 % des investissements totaux réalisés dans cette industrie.

d'ateliers de bonneterie intégrés à des filatures de laine. On possède toutefois, comme précédemment, des renseignements sur la main-d'œuvre employée dans ces ateliers. La production est pratiquement impossible à saisir. En effet, certaines entreprises de bonneterie sont « chargeurs » en filature, soit pour la totalité de leur consommation de fils, soit pour une partie. Il est donc difficile d'obtenir des chiffres présentant quelque valeur indicative.

Le nombre des ouvriers employés dans des ateliers de bonneterie intégrés qui était de 3 652 en 1950, n'est plus que de 2 997 en 1959, soit une baisse de 18 % au cours de ces dix années. Mais pour apprécier ce chiffre, il faut tenir compte du fait qu'un tel atelier réclame peu de main-d'œuvre. Si l'on examine l'effectif moyen des établissements de bonneterie, on observe qu'il était de 35 ouvriers en 1956, première année pour laquelle le calcul soit à peu près valable, et de 45 en 1959. Comme, d'autre part, les matériels de bonneterie ont subi de profondes transformations depuis la guerre, leur productivité a augmenté dans des proportions très importantes.

Mais les matériels modernes de bonneterie sont fort coûteux, tout au moins ceux qui travaillent les produits des filatures de laine (1), et l'on peut penser que cette diminution de l'effectif ouvrier cache deux phénomènes. L'un est l'élimination des très petites unités intégrées à de modestes filatures, n'ayant pu se moderniser, elles ont été condamnées à disparaître. L'autre est l'accroissement de la dimension de certains ateliers intégrés à de puissantes filatures. On a donc assisté au cours de cette période, à un « transfert » de la main-d'œuvre vers certaines unités.

B. — *L'intégration ascendante.*

L'intégration ascendante est inexistante. En effet, en amont de l'industrie lainière, se trouvent deux catégories de producteurs particuliers. Les producteurs de laine qui sont situés en des lieux très lointains, et ceux de textiles artificiels et synthétiques. L'intégration des premiers avec un établissement lainier n'aurait aucun intérêt, on le comprend.

2) *Les notions d'établissement et d'entreprise*

Nous avons vu, au cours de la première section (2), que la notion d'entreprise, plus large que celle d'établissement, n'avait pas été retenue pour réaliser les enquêtes que nous avons utilisé.

Dans l'industrie lainière, ces deux notions coïncident toutefois

(1) A titre d'exemple, et pour l'année 1962, un métier « cotton » utilisé en bonneterie pour la confection de survêtements de laine coûte environ 200 000 NF, alors qu'un métier à tisser classique, mais pourvu des plus récents perfectionnements, n'excède pas 20 000 NF.

(2) Cf. *supra* chapitre I. Section I.

assez étroitement. Si l'on considère pour l'année 1959 les seize entreprises sociétaires qui comptent parmi les plus importantes, celles-ci comportaient environ trente établissements. L'une d'entre elles en possédait sept, une autre quatre, et une dernière trois; neuf ne comptaient qu'un établissement (1).

La grande majorité des entreprises à caractère familial, ne comprennent qu'un établissement. L'explication de ce fait réside dans les caractéristiques sociologiques propres à l'ensemble que constitue cette industrie.

L'industrie lainière est certainement une des zones de l'économie française où le caractère familial des entreprises est encore le plus marqué. Les sociétés par actions ne représentent qu'une part très faible du nombre total des firmes. On peut estimer que le reste est composé d'entreprises personnelles. Or, une des caractéristiques principales de cette industrie est la superposition et l'interpénétration de la cellule familiale et de l'entreprise. A certains égards, l'entreprise lainière représente un type parfait d'exploitation familiale.

Le nombre d'affaires créées depuis la guerre 1914 est assez faible dans cette branche. La plupart de celles existant de nos jours, ont été fondées par les grands-parents de leurs actuels propriétaires, mais, en fait, on a assisté pendant longtemps à une démultiplication des entreprises. La superposition de la famille et de l'affaire, ainsi que le caractère monocéphale de celle-ci a eu des conséquences importantes. Dès que la famille comprenait des membres mâles arrivés à l'âge adulte, il devenait nécessaire de partager la firme familiale. Cette démultiplication s'opérait soit sous la direction du père de famille, soit à la mort de ce dernier, par héritage.

Or, on conçoit qu'une telle procédure ait pu longtemps mettre en échec la concentration horizontale et verticale du processus de production. Les liaisons familiales corrigeaient cependant la dispersion qui en résultait. Ce phénomène est resté assez important jusqu'à la crise de 1930. La rentabilité de la plupart des entreprises lainières ne permet plus depuis, de telles opérations.

3) *La liaison entre le volume de travail engagé par établissement et la production. Sa validité*

Il convient d'examiner maintenant si le choix, comme critères, de l'établissement et du volume de travail utilisé donnent une idée exacte des structures de l'industrie lainière. Il peut paraître surprenant que nous n'ayons pas encore mentionné ou utilisé les statistiques fiscales publiées annuellement par les soins du Ministère des Finances (2). En fait, dans le cas de l'industrie lainière,

(1) Nous ne considérerons ici que les établissements situés en France.

(2) Les bénéfices industriels et commerciaux sont régulièrement publiés par branche dans la revue Statistiques et Etudes Financières.

comme d'ailleurs pour la plupart des branches textiles, elles sont inutilisables; la totalisation des chiffres d'affaires provoque de nombreux doubles emplois qu'il est impossible d'éliminer.

Toutefois, connaissant le chiffre d'affaires de certaines des entreprises comptant parmi les plus importantes, nous pouvons faire quelques observations intéressantes. Le rapport du groupe de travail de l'industrie lainière du IV^e Plan de Modernisation (1) nous permet d'évaluer la valeur de production des principaux stades de l'industrie lainière pour l'année 1958, en milliards d'anciens francs (toutes taxes comprises).

Peignage	98,4
Lavage-carbonisage	17,4
Délainage	18,7
Filature de peigné	151,8
Filature de cardé	61,5
Tissage de tapis	11,3
Tissages	154,7
	513,8

Cette production a été réalisée par 111 500 personnes environ (personnel salarié total des établissements industriels).

Or, si l'on considère quelques-unes des entreprises lainières comptant parmi les plus importantes en 1959 (2), on constate que leur prt dans la valeur totale de la production est à peu près équivalente à celle du volume de travail qu'elles mettent en œuvre.

C'est ainsi qu'en peignage, l'entreprise la plus importante, la Société des Peignages A. Prouvost, a réalisé en 1958, un chiffre d'affaires de 12,1 milliards (taxes comprises), avec 2 201 personnes (3). La part de cette société représente 2,3 % de la valeur totale de la production de l'industrie lainière, comme le personnel employé, par rapport au personnel salarié total de l'industrie lainière.

« La Lainière de Roubaix », la plus importante entreprise de cette branche, assure, en 1959, la filature de peigné et de cardé; elle comporte en outre des ateliers de teintures et apprêts et de bonneterie, avec 5 750 personnes environ, soit 5 % du personnel total de l'industrie. Le chiffre d'affaires de l'année 1958 atteint 4,5 % de la valeur totale de la production lainière.

Une autre entreprise intégrée : la Manufacture Française de Tapis et Couvertures assurant la filature de peigné, de cardé, le

(1) Op. cité. I^{re} partie.

(2) Nous avons construit en annexe N° V, un tableau retraçant la part de ces entreprises dans la valeur totale de la production ainsi que leur personnel.

(3) Si l'on se reporte à l'annexe N° IV, on peut constater que c'est l'unité de peignage spécialisée la plus importante.

tissage de couvertures et de tapis (1), employait en 1958, 1 265 personnes, soit 1,15 % du personnel total; son chiffre d'affaires (taxes comprises) pour la même année, se montait à 4,9 milliards d'anciens francs, soit 0,95 % de la valeur totale de la production de cette année-là.

On peut constater sur le tableau fourni en annexe V, qu'il en est ainsi pour la plupart des firmes que nous avons relevé.

On voit donc que la structure de l'industrie lainière n'aurait pas été considérablement modifiée par la mise en œuvre de critères différents.

Ces quelques considérations nous confirment d'ailleurs que les grandes unités n'ont qu'une surface assez réduite. L'examen détaillé du tableau de l'annexe V nous montre que les principales unités sont en grande partie centrées sur des filatures de peigné. Un tel tableau établi à la veille de la guerre serait, à cet égard, différent; mais on ne dispose pas de données suffisantes pour l'élaborer; il nous semble cependant que le caractère dominant des entreprises du cycle peigné serait atténué.

On peut donc estimer que la prise en compte des chiffres d'affaires par entreprises, ou mieux, par unités de production, n'aurait pas très sensiblement modifié le profil structurel de l'industrie lainière tel qu'il ressort des données que nous avons utilisé.

4. — *Les liaisons entre entreprises.*

Liaisons financières et commerciales.

Ententes et liaisons familiales entre entrepreneurs.

Une des contraintes « nécessaires » de toute enquête statistique, est de ne pouvoir prendre en compte que les données extérieurement observables. En effet, il est pratiquement impossible de déceler un certain nombre de liaisons entre les entreprises, soit que celles-ci tombent sous le coup de la loi comme certaines ententes, soit qu'elles n'ont d'objet qu'entourées d'un certain secret, comme les liaisons financières, soit enfin, qu'elles ne présentent qu'un caractère tacite comme les liaisons familiales. Nous allons examiner chacun de ces types de relations qui peuvent contribuer à renforcer le niveau général de la concentration de production tel qu'il ressort des enquêtes statistiques.

A. — *Les ententes.*

Il est nécessaire de définir ce que l'on entend par ce terme pour prévenir d'éventuelles confusions. Si l'on se rapporte au décret du 9 août 1953, l'entente apparaît comme « une concertation entre plusieurs entreprises pour maintenir les prix à un niveau artificiellement élevé ». Une entente réalise, selon l'expression de M. Lajugie,

(1) Cf. annexe N° V, ligne 29.

une « concentration des influences » pour maintenir ou élever les profits. En ce sens, il faut tenir compte à la fois des ententes visant l'élévation ou le maintien d'un prix de vente et des accords visant à comprimer l'augmentation des coûts (du travail essentiellement).

La crise de 1929 devait affecter l'industrie lainière plus durement que d'autres industries en raison de ses liaisons internationales. La baisse continue des prix devait susciter de nombreuses ententes dont les principales existant en 1942, étaient les suivantes :

ACTIVITÉ	NATURE DE L'ENTENTE	ORGANISME GÉRANT
Peignage	Entente sur les prix et les conditions de façon	Fédération Française des Peigneurs de Laine
Filature de laine peignée	Entente sur les conditions de vente	Fédération Française de Laine Peignée
Tissage pour habillement	Entente sur les conditions de vente	Association Française des Fabricants de Tissus
Feutres de papeterie	Entente internationale des marchés et des prix	Association Feutrière Française
Tapis	Entente en vue de l'achat en commun des matières premières	Office Central du Tapis
Couvertures	Entente de production et de répartition des marchés.	Chambre Syndicale des Fabricants de Couvertures.
Feutres tissés	Entente de production et de répartition des marchés.	Syndicat des Fabricants de Draps Tissés.

Les deux dernières ententes étaient en cours de formation en 1942. Après la guerre, seules deux ententes se sont réformées : l'entente en peignage et celle régissant le marché des feutres de papeterie.

a) En matière de prix de vente, on peut considérer que les ententes sont d'autant plus faciles à réaliser que l'on se trouve loin du produit fini. C'est ainsi qu'en tissage, aucune entente d'une certaine importance n'a jamais pu être réalisée. La répartition des entreprises en de nombreuses régions ainsi que la multiplicité des produits élaborés rend pratiquement impossible une entente très influente.

En filature de peigné, de nombreuses tentatives ont successivement échoué.

En peignage, une entente avait réussi depuis la dernière guerre à maintenir les prix. En effet, la plupart des établissements industriels de peignage travaillent généralement à façon pour le compte des négociants (1). Une grande partie de la production de peigné était ainsi réalisée à façon. Les peigneurs avaient réussi à réaliser une entente pour maintenir les prix de façon à un niveau d'en-

(1) Dont ceux-ci sont parfois actionnaires mais sans les contrôler totalement.

viron 5 à 10 % au-dessus des prix pratiqués à l'étranger (écart calculé sur les chiffres de 1957). En vue de briser cette entente, un groupe de négociants a racheté une unité de peignage (1), et a réussi à orienter vers la baisse les prix du peignage à façon.

On peut estimer que, dans l'ensemble, l'entente en matière de prix n'a eu que très peu de succès au cours des quinze dernières années. Périodiquement, au moment des baisses conjoncturelles, on envisage de créer des ententes, mais elles restent à l'état de projets.

b) En ce qui concerne les ententes visant à comprimer l'augmentation des coûts, il est certain qu'elles ont pu jouer un rôle avant la guerre. Depuis 1945, le règne du plein emploi les a rendues sans objet car la concurrence à laquelle se sont livrées les diverses branches industrielles a nécessairement et inévitablement entraîné des hausses de la rémunération du travail dans l'industrie lainière.

B. — *Les liaisons financières.*

Dans l'industrie lainière, de telles liaisons présentent des caractéristiques assez nettes et originales. Nous avons noté le peu de sociétés par action existant dans cette industrie ainsi que le caractère familial de la quasi-totalité des entreprises. Or, les liaisons financières jouent surtout dans le cadre familial. Excepté quelques cas peu nombreux, les entreprises lainières ne se prolongent que très rarement hors du cadre de la famille. La seule firme importante qui, dans une certaine mesure, échappe à cette règle est la Société des Filatures Prouvost et C^{ie}, qui, avec la Société des Peignages A. Prouvost et une affaire de négoce, forme le « groupe » Prouvost-Lefevre. La politique de liaisons a été menée en aval et en amont, de telle sorte que cet ensemble représente, compte tenu de ces liens, une surface importante. Nous allons rapidement l'examiner afin d'essayer d'apprécier son « poids » dans l'industrie lainière.

La Société de Filatures qui est l'actuelle pièce maîtresse du groupe, assure la filature de peigné, de cardé, les opérations de teinture et apprêt, dans une unité implantée à Roubaix qui compte comme une des plus modernes d'Europe. En outre, elle possède directement deux établissements de bonneterie situés l'un à Cambrai (Nord), l'autre à Puteaux (Seine).

La Société de Peignage, intimement liée avec l'affaire de négoce Prouvost-Lefevre, possède deux filiales aux U.S.A., l'une fondée en 1925, l'autre en 1955.

a) En aval.

La Société de Filatures a pratiqué au cours des quinze dernières années une politique intensive de contrôle des circuits situés en aval. Elle a pris par exemple le contrôle de deux tissages (2) dont

(1) Il s'agit du peignage de La Tossée, installé dans la région du Nord.

(2) Il s'agit des sociétés Rodier et Lesur.

l'un comptait parmi les principales entreprises de tissage. Mais, en outre, elle développait parallèlement ses unités de bonneterie. En plus, au cours des dernières années, elle s'est assurée le contrôle de plusieurs firmes de bonneterie de la région de Troyes (1).

Par une politique de marque qu'elle inaugura en 1926, cette société parvient à prendre une part importante du marché de certains articles (2). Des prises de participation dans diverses entreprises de presse (3) assurent des réseaux de publicité privilégiés.

b) En amont.

C'est la Société des Peignages A. Prouvost qui a cherché à prendre des parts dans diverses entreprises qui se lançaient, en France, dans la production industrielle de matières textiles.

La seule prise de participation qui mérite d'être mentionnée dans ce domaine est celle effectuée lors de l'implantation en France de la Société Britannique Courtald Ltd (4).

Il faut en outre considérer que les entreprises du groupe Prouvost sont contrôlées par la famille Prouvost-Lefevre, à 100 % pour l'affaire de négoce, à 60 % pour la Société des Peignages A. Prouvost et à 80 % pour la Société des Filatures Prouvost et C^{ie}.

Mais, en fait, quel est le poids de cet ensemble dans l'industrie lainière ? En terme de chiffre d'affaires, si l'on ne considère que la Société de Peignage et de Filature, sa part dans le produit global de l'industrie lainière est inférieure à 7 %. Dans le produit cumulé de la filature de peigné et du peignage, leur part est de 18 %.

Si l'on comprend les entreprises de tissage de laine contrôlées par le groupe, on n'atteint pas 10 % de la valeur totale de la production de l'industrie lainière de l'année 1958. Mais il est très difficile d'apprécier exactement la part de ce groupe. En effet, en l'état actuel du marché des articles lainiers, la multiplicité des produits finis et la diversité des matières premières utilisées fait que la surface du groupe, très importante dans certaines catégories, est pratiquement nulle dans d'autres.

D'autres entreprises, essentiellement dans la région du nord, se sont, elles aussi, assurées le contrôle de certaines unités. Mais, dans l'ensemble, il ne s'agit que de petites firmes, généralement des tissages, qui contrôlent des filatures de peigné.

C'est surtout dans le cadre familial qu'ont joué les liaisons financières, nous allons le voir.

(1) On estime généralement de 8 à 10 %, la part contrôlée par le groupe Prouvost dans la production de la bonneterie française.

(2) Environ 30 % du marché des laines à tricoter, 20-25 % du marché des articles de bonneterie de laine.

(3) Les périodiques « Paris-Match », « Marie-Claire », le quotidien « Le Figaro ».

(4) Produit la fibre « Courtelle ». Le groupe Prouvost est pour moitié dans cette affaire.

C. — Les liaisons entre entreprises dans le cadre familial.

Nous avons déjà mentionné le caractère familial de cette industrie. Sa formation historique explique son implantation régionale en groupes humains homogènes (1). Ces ensembles économico-sociaux n'entretiennent d'ailleurs que peu de contacts entre eux, mais à l'intérieur de ces ensembles régionaux, certaines caractéristiques expliquent leur comportement.

Profondément religieux (catholiques au Nord, protestants à l'Est et dans le Sud-Ouest), ils érigèrent leur travail en vertu cardinale et l'entreprise, en but temporel. A l'intérieur de ce système se trouvait la famille, centre de gravité des relations humaines. Facteurs de développement au début du XIX^e siècle, ces caractéristiques sociologico-économiques devaient rapidement devenir des facteurs de sclérose. En fait, jusqu'à une époque récente, la plupart des entrepreneurs de cette branche n'avaient perçu aucune des modifications de leur environnement : de « révolutionnaires », ils étaient insensiblement devenus « ultra-conservateurs ».

Les pressions exercées par l'économie à la suite des bouleversements de la guerre, devaient entraîner l'évolution que nous avons pu enregistrer. Certains entrepreneurs adoptèrent un comportement de refus et disparurent; les autres essayèrent de s'adapter, mais cette adaptation a tenté, au moins jusqu'à présent, de conserver les cadres traditionnels. C'est pourquoi les liaisons entre entreprises se sont réalisées lorsqu'elles s'avéraient nécessaires ou possibles dans le cadre de la famille.

Certes, depuis fort longtemps, par un processus que nous avons exposé (2), des « groupes » existent. Ceux-ci n'avaient à l'origine aucun rôle, sinon celui purement négatif de soutien interne. Au cours des quinze dernières années, ils ont pris un aspect positif, et ce, au point même de perdre, dans de nombreux cas, leur aspect « défensif ». Il n'est pas rare, en effet, que le « groupe » refuse son soutien à un membre en difficulté. Ce caractère positif des liaisons familiales qui s'est affirmé sous la pression des circonstances a favorisé l'établissement de liens commerciaux, financiers et techniques entre diverses entreprises d'un même groupe. Il est difficile de calculer, même d'une manière approximative, le résultat de telles procédures sur les structures de l'industrie lainière, mais on peut donner quelques indications. A l'intérieur du « groupe », des liaisons tacites et explicites peuvent exister. Nous considérerons comme *tacites* les liaisons qui se limitent à l'appartenance des membres d'un « groupe » à une même famille, et comme *explicites*, les liaisons économiques qui s'ajoutent aux liens familiaux. Nous

(1) A cet égard, l'ouvrage de Cl. FOLHEN déjà cité renferme un grand nombre d'indications. L'ouvrage de P. J. LHOMME, « La grande bourgeoisie au pouvoir » (PUF Paris 1960) précise les caractéristiques sociologiques de ces groupes industriels.

(2) Cf. *supra* page 80.

examinerons tout d'abord, l'effet de l'existence de « groupes » familiaux indépendamment des liens économiques qui peuvent exister entre leurs membres.

1) *Le jeu des liaisons familiales. Conséquences*

a) Selon la place des entreprises dans le processus de production, le jeu de ces liaisons sera différent.

Dans le cas d'entreprises situées au même niveau de production, les liaisons familiales incitent à une répartition des productions. Dans ce cas, les deux entreprises n'ont aucune occasion d'entretenir des liens économiques. Certes, le soutien financier est souvent avancé comme modalité de la manifestation de telles liaisons; mais il faut souligner que celui-ci est surtout nécessaire en période de basse conjoncture et que, la situation est alors généralement mauvaise pour tout le monde. L'intervention de la famille comme bailleur de fonds sera donc nécessairement limitée.

On peut rencontrer quelques exemples d'entreprises appartenant à deux membres d'une même famille et qui sont, à un même stade, complémentaires l'un de l'autre, par exemple, une entreprise sera « chargeur » en filature, et l'autre sera « façonnier ».

b) C'est dans le cas d'entreprises assurant des opérations de fabrication complémentaire que les liaisons familiales jouent avec le plus de force. En effet, elles peuvent réaliser pour ces entreprises le bénéfice de l'intégration. Prenons par exemple cas d'un peignage et d'une filature de peigné. Si les deux entrepreneurs décident d'être, l'un fournisseur en priorité, l'autre, acheteur exclusif, de nombreux problèmes se trouvent résolus pour les deux entreprises (1). Elles posséderont un avantage certain sur leurs concurrents respectifs. Or, ce phénomène est assez courant. Mais, s'il conduit à admettre une organisation de l'activité lainière plus grande qu'il ne ressort de nos analyses précédentes, en évolution, ce phénomène ne joue aucun rôle sur les modifications de structures. Le caractère individualiste des industriels de cette branche met en échec les facilités que ce phénomène ouvre à une concentration accrue du processus de production.

c) Il ne faut pas exagérer le jeu de ces relations sur l'évolution des structures comme certains auteurs (2) ont aimé le prétendre. En effet, elles existent depuis fort longtemps et il ne semble pas que l'on puisse valablement relever au cours des quinze dernières années un accroissement de la cohésion familiale des « groupes » lainiers. Il faut en outre remarquer qu'ils sont surtout caractéristiques de la région du nord de la France.

(1) Le « débit » d'une unité de peignage est généralement très supérieur à celui d'une unité de filature. C'est pourquoi, par exemple, la Société des Peignages Prouvost approvisionne de nombreux concurrents de la Lainière de Roubaix.

(2) A cet égard, citon R. GENDARME. Op. cité : ... « Le mariage joue ici un rôle aussi grand que les participations financières dont il n'est qu'une forme. »

D'autre part, le développement de liaisons de types financier ou commercial à l'intérieur d'un même groupe a, en quelque sorte, mis au second plan les liaisons strictement familiales.

2) *Les liaisons économiques superposées aux liens familiaux*

La pression exercée sur les structures de l'industrie lainière a été ressentie par les « groupes » familiaux et les entreprises les mieux placées ont eu tendance à resserrer leurs liens. C'est ainsi que l'on a assisté à un développement d'accords financiers, techniques et commerciaux.

Accords financiers tout d'abord, qui se sont traduits par des prêts d'argent et l'entrée comme associés de certains membres de la famille dirigeant d'autres entreprises du « groupe ». Ces prêts sont généralement assortis d'accords commerciaux.

Les accords commerciaux relient des entreprises situées à tous les niveaux et permettent, soit au stade du tissage une diminution des échantillonnages, soit au niveau des filatures une spécialisation accrue.

Les accords techniques ont permis une transmission de perfectionnements apportés dans une unité à d'autres firmes du « groupe ». Ce facteur a pu jouer un rôle favorable à la diffusion accélérée de certains progrès.

§ 3. — LES FREINS A L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES

Nous avons vu comment avait évolué, au cours des quinze dernières années, l'ensemble des « proportions et relations » caractérisant l'industrie lainière. Ensuite, nous nous sommes efforcés de dégager quelques éléments complémentaires pour apprécier les résultats de cette évolution. Mais celle-ci peut paraître très lente si l'on ne tient pas compte des principaux freins qu'elle a rencontrés.

Nous examinerons successivement la structure financière des entreprises lainières, les problèmes nés du caractère familial des firmes et les problèmes de la concentration par absorption.

A. — *La structure financière des entreprises lainières.*

Bien que la plupart des entreprises d'une certaine envergure aient dû abandonner la forme d'exploitation individuelle ou en nom collectif pour se transformer en sociétés anonymes ou en S.A.R.L., elles restent en quasi-totalité des entreprises familiales (l'objet essentiel des transformations de la forme juridique des firmes était d'exonérer les réserves de la ponction fiscale). Il faut noter en outre, que la présence étrangère est pratiquement inconnue dans cette industrie où la totalité des capitaux investis sont français.

La nécessité de moderniser les entreprises, compte tenu des sommes importantes bloquées par le financement de la production, a réclamé de leur part, des efforts financiers qu'elles n'ont pas toujours été en mesure d'effectuer.

Nous examinerons successivement les grands traits du financement de la production et les modalités du financement des investissements (1).

a) Le financement de la production.

Entre le moment où la matière première est achetée et celui où, après sa transformation, elle sera revendue, s'écoule une période dont la longueur est spécifique de l'activité de l'industrie considérée. Entre ces deux phases, l'entrepreneur doit (théoriquement), assurer le paiement de la matière première des biens et services que va nécessiter la mise en route du processus de transformation. Ainsi, durant toute cette période, des disponibilités se trouveront immobilisées.

Pour la plupart des entreprises lainières, le cycle de transformation est généralement long, ce qui se traduit par un important volume de stocks détenus en permanence dans toute la filière de production. Le caractère spéculatif de la matière de base encourage d'ailleurs au maintien d'un surcroît de stock. La concentration verticale du processus de production réduit évidemment la durée du cycle de transformation, mais nous avons vu qu'elle n'est pas très poussée dans cette industrie et que, de toutes façons, elle l'était encore moins au lendemain de la guerre. Le volume des capitaux circulants (2) engagés dans une entreprise lainière est donc très important en raison de la valeur élevée des matières premières. Or, ces capitaux ont deux sources : les fonds propres des entreprises et, lorsque ceux-ci sont insuffisants, le crédit bancaire.

Le montant des concours des banques aux entreprises lainières est très faible. Si l'on considère l'année 1957, qui fut une année d'excellente conjoncture et de haut stockage, le total des crédits accordés par les banques à l'ensemble de l'industrie lainière atteint 49,5 milliards de francs, soit à peine 10 % du chiffre d'affaires de cette année là. Si l'on examine la composition de ces crédits, on constate que le montant des crédits directs n'atteignait que

(1) Nous avons consacré une étude particulière aux problèmes de financement dans une industrie textile où les difficultés dans ce domaine s'apparentent à celles de l'industrie lainière. E. SCHMILL, Les problèmes de financement dans l'industrie cotonnière française. Mémoire. Faculté de Droit et des Services Economiques. Paris. 1960.

(2) A titre d'exemple nous avons calculé que pour une entreprise importante intégrée (peignage-filature-tissage) les valeurs d'exploitation atteignent 65 % du total de l'actif et du C.A. pour l'année 1962. Le délai entre l'achat de la matière première et la vente du tissu est de l'ordre de 10 à 12 mois.

18,7 milliards, contre 30,8 milliards de crédits commerciaux (escompte). Les concours directs de banques n'atteignaient donc pas 4 % du chiffre d'affaires.

On serait donc porté à conclure que l'industrie lainière dispose de capitaux considérables. Il faut toutefois tenir compte du fait que ce faible recours aux banques tient à deux raisons essentielles. D'une part, la plupart des entreprises lainières répugnent à faire appel au concours des banques pour financer leur production. D'autre part, celles-ci n'accordent pas facilement leur concours à de petites ou moyennes entreprises dont la forme juridique ne leur offre souvent que peu de garanties. L'accorderait-elles, le prix du crédit est d'autant plus élevé que la garantie offerte est faible.

La conséquence directe de cet état de fait, est qu'une grande partie des entreprises, utilisent la quasi-totalité de leurs ressources à assurer le financement de leur production, comprimant ainsi leurs dépenses de modernisation. Leur surface se réduit ainsi petit à petit, dans la mesure où la faible rentabilité de leur matériel ne leur procure que des bénéfices de plus en plus restreints.

b) Le financement des investissements.

Sur les quelques 597 entreprises industrielles que comptait en 1959 l'industrie lainière, on ne trouvait que 16 sociétés par action, soit environ 2,5 % du total. La grande majorité des entreprises doit donc dégager les sommes nécessaires aux investissements sur ses propres ressources.

Si l'on examine quelles sont, à l'heure actuelle, les modalités de financement des investissements, on constate que plus de 80 % de ceux-ci sont réalisés sur autofinancement (1). Depuis quelques années, une société de caution mutuelle de l'industrie lainière (Socaulaine) intervient pour 5 % environ du montant global des investissements. Cette société aide surtout les entreprises familiales de moyenne et de petite taille. Elle examine et transfère les demandes de crédit à la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat qui prête environ 50 % des fonds, les 50 % restant étant avancés par des banques. Les prêts sont distribués par le canal de la Société de caution mutuelle.

Le reste provient essentiellement de prêts bancaires, d'émissions d'actions et d'obligations (pour un montant très faible), de prêts de productivité (négligeables), et de prêts du Crédit National. La base essentielle est, on le voit, constituée par les ressources propres des entreprises. Or, celles-ci doivent déjà, en premier lieu, financer le cycle de production, les sommes disponibles pour l'investissement apparaissent donc comme un solde (2), et celui-ci

(1) A titre de comparaison, nous noterons que l'autofinancement (calculé sur la période 1956-1959), atteint 91 % des investissements des industries textiles et diverses contre 70 % dans les industries mécaniques et électriques.

(2) Si l'on considère le chiffre des investissements en pourcentage du chiffre d'affaires pour l'année 1959, on constate que le groupe des industries méca-

va s'amenuisant lorsque la modernisation du capital fixe n'est pas réalisée.

Ces modalités de financement font apparaître la structure financière assez précaire des firmes lainières prises dans leur ensemble. Cette faiblesse a joué un rôle de frein à l'évolution des structures par deux voies.

Les entreprises qui ne peuvent réaliser des investissements accroissent leur disparité par rapport aux autres entreprises. Il est donc exclu pour elles de réaliser une fusion avec des entreprises plus importantes sans se trouver purement et simplement absorbées avec toutes les conséquences que cela implique.

D'autre part, les problèmes difficilement solubles posés sur le plan financier par la réalisation des investissements sont un obstacle à la diffusion du progrès technique et à l'adaptation de l'appareil de production à de nouvelles techniques et de nouveaux produits.

B. — *Les problèmes nés du caractère familial des entreprises.*

Il est aisé de comprendre comment l'interpénétration de la cellule familiale et de l'entreprise peut mettre obstacle aux transformations de la structure de l'industrie lainière. Si les entrepreneurs adoptaient une conduite économique rationnelle, l'entreprise disparaîtrait dès lors qu'elle n'est plus rentable. En d'autres termes, des pertes répétées ou même une rentabilité inférieure au taux d'intérêt à long terme obtenus sur la valeur vénale du capital immobilisé eurent dû entraîner la disparition (par cession d'activité ou fusion) de nombreuses firmes lainières. La disparition de l'entreprise se heurte toutefois à des difficultés. Nous verrons les problèmes rencontrés lors de l'arrêt d'activité (1), mais même dans le cas d'une fusion, les problèmes sont très difficiles à résoudre. Celle-ci paraît-elle financièrement avantageuse, la nécessité de la dissolution de « l'affaire de famille » reste un obstacle que très peu d'entrepreneurs acceptent de franchir.

Aussi, certaines entreprises lainières apparemment condamnées à disparaître poursuivent néanmoins leur activité en consommant leur propre capital. Une fois cette pente amorcée, une cessation d'activité devient de plus en plus difficile à décider et même, l'absorption soulève des problèmes.

niques et électriques a investi 4,55 % de son chiffre d'affaires, l'industrie textile 2,8 % et l'industrie lainière 1,6 %. Notons toutefois que l'année 1959 est une année de basse conjoncture dans l'industrie lainière, et que, la valeur des matières premières atteint 50 à 60 % du chiffre d'affaires.

Pour que la comparaison interindustrielle soit valable, il faudrait calculer les investissements en pourcentage de la valeur ajoutée dégagée.

(1) Cf. *infra* page 95.

C. — *Les problèmes de la concentration par absorption et de la cessation d'activité.*

Une autre voie par laquelle se manifestent encore les modifications de structure est celle de l'absorption. Mais, là encore, des obstacles existent et cette procédure n'a été que très peu pratiquée au cours des quinze dernières années.

L'obstacle majeur est constitué par le fait que, très souvent elle est peu intéressante. En effet, les entreprises lainières dont la croissance est importante ne peuvent pas envisager la reprise de firmes qui, sur le plan technique et commercial ne peuvent leur apporter aucun élément valable. D'autant que, généralement, l'entreprise se vend avec son équipe de direction.

Les entreprises médiocres continuent donc à se maintenir. C'est en effet, une des caractéristiques propres au matériel textile de pouvoir produire très longtemps. Aussi, de telles entreprises n'ont pratiquement pas de charges fixes. Elles pratiquent en outre sur le marché, des ventes sans factures et ne paient généralement qu'une partie de leurs charges sociales; elles parviennent donc à vendre leurs produits aux prix courants et, au besoin à des prix très bas. Lorsqu'il arrive que de telles entreprises essaient d'abandonner la partie, il est trop tard pour qu'elles présentent encore un intérêt quelconque pour leurs concurrents.

La cessation d'activité est souvent difficile à décider; en effet, lorsqu'une entreprise s'arrête et liquide son actif, les plus-values réalisées sont assimilées, du point de vue fiscal, à un revenu (1). Par conséquent, les fonds retirés par les propriétaires de la vente sont nettement inférieurs à leur valeur vénale. Il y a là un des actifs phénomène qui freine les transferts de capitaux vers des industries plus rentables et qui souvent, pour de nombreux industriels est un obstacle à une cessation d'activité qu'ils envisagent.

CONCLUSION. — Esquisse d'un schéma d'évolution

Au terme de ce chapitre, il est nécessaire de résumer nos observations pour apprécier le schéma général d'évolution des structures de l'industrie lainière depuis la seconde guerre mondiale.

De la fin de la guerre à l'année 1950, on ne peut parler de modification de structure. La pénurie, la spéculation sur les matières premières interdisent d'envisager avec quelque sérieux ce problème durant cette période. Dès l'année 1950, on constate une évolution de la structure des entreprises dont nous rechercherons les principaux facteurs au cours de notre seconde partie.

Cette évolution se manifeste par une lente diminution du nombre des établissements, des entreprises et de l'effectif ouvrier. Le nom-

(1) Les plus values d'actif sont soumises en effet, à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 10 %, puis au moment de la répartition, à une retenue de 24 %, le solde étant soumis à l'impôt sur le revenu.

bre total des établissements industriels passe de 1 007 en 1950 à 597 en 1959; le nombre des entreprises (industrielles et commerciales), de 1 928 à 1 370. Quant au nombre d'ouvriers, il baisse de 36 % au cours de cette période. De 1950 à 1960, on peut distinguer deux phases : une première s'étendant de 1950 à 1954, une seconde de 1954 à 1960.

A. — *La première phase : De 1950 à 1954.*

Au cours de cette période, on assiste à une élimination des entreprises marginales. Soutenues par l'activité artificielle de l'après-guerre, elles n'ont pu résister à la crise de 1952 et au retour à des conditions économiques normales. A ce phénomène, s'est ajouté l'effort en vue d'améliorer la productivité du travail. C'est ainsi que, dans toutes les entreprises, l'effectif ouvrier diminue. Les dégagements de main-d'œuvre atteignent 23 % entre ces deux dates pour l'ensemble de cette industrie.

Il ne semble pas que l'on ait assisté, au cours de cette période, à une intégration plus accentuée du processus de production. Peut-on même prétendre assister à une concentration des moyens de production ?

A proprement parler, non, car la faiblesse des investissements au cours de cette période, la diminution de l'effectif ouvrier par établissement ne permettent pas de considérer que l'on est en présence d'un accroissement de la concentration horizontale. Toutefois, les conditions de la concentration horizontale et verticale paraissent se préparer au cours de cette période.

B. — *La seconde phase : De 1954 à 1960.*

Au cours de ces six années, on enregistre nettement une évolution de la concentration horizontale. La diminution des établissements continue à un rythme accéléré, mais l'effectif ouvrier ralentit sa baisse. A la disparition des entreprises petites et moyennes, s'oppose l'accroissement des grandes firmes. On note également une augmentation de l'intégration du processus de production.

Le résultat de cette évolution, compte tenu des divers éléments qualitatifs que nous avons relevé, aboutit à accroître l'organisation de la production. Les modifications de structure ont pesé avec plus de force sur les unités du cycle cardé alors que les peignages et filatures de peigné paraissent s'être développés.

Mais, jusqu'à présent, nous avons considéré l'industrie lainière comme un ensemble homogène au point de vue géographique. Il nous faut maintenant examiner l'évolution de cette industrie sous l'angle régional.

Nous allons voir que les modifications que nous venons d'enregistrer se sont « imprimées » sur la répartition de l'industrie lainière dans les différentes régions.

CHAPITRE II

LA SITUATION REGIONALE, SON EVOLUTION

L'aspect essentiellement régional de l'industrie textile a été maintes fois signalé. Les entreprises lainières se trouvent réparties en de nombreuses régions, on n'en connaît pratiquement aucune dans l'agglomération parisienne.

Au cours du chapitre précédent, nous avons considéré cette industrie comme un ensemble homogène. Nous avons pratiquement raisonné comme si l'implantation des unités de production s'était effectuée dans un espace indifférencié. Le Pr. A. PIATTIER, dans sa préface à l'ouvrage de Cl. PONSARD : « Economie et Espace » (1), souligne les dangers d'une telle démarche. « La pratique de considérer des valeurs globales à l'échelle de la nation accoutume l'esprit à ne voir qu'un tout homogène, là où il y a multiplicité de situations très différentes avec des écarts très importants par rapport à la moyenne usuellement considérée ».

Nous allons aborder au cours de ce chapitre l'examen des modifications de la répartition, dans l'espace national, des activités lainières depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Dans la première section, nous examinerons les données de base à l'implantation régionale. Nous analyserons ensuite l'évolution relative des différentes régions lainières. Dans la troisième section, nous analyserons l'évolution de la structure des entreprises dans le cadre régional et les problèmes posés au niveau de l'emploi.

Section I

Les données de base de l'implantation régionale

Si l'évolution historique rend compte des grands axes de l'implantation de l'industrie lainière, des facteurs économiques « explicite » la localisation des entreprises dans certains centres.

(1) Cl. PONSARD : « Economie et Espace ». — Paris 1955.

C'est essentiellement avec l'industrialisation du travail de la laine que s'est manifesté le regroupement des entreprises en certaines villes, dès le début du XIX^e siècle.

L'existence d'un troupeau ovin est à la base de l'implantation originelle des entreprises au Nord, au Centre et au Sud-Ouest de la France, mais trois facteurs ont joué plus directement dans le regroupement des unités de production.

a) C'est tout d'abord, la nécessité de disposer de sources d'énergie. L'utilisation croissante des machines à vapeur au cours du XIX^e siècle a imposé aux entreprises une implantation à proximité de mines de charbon. C'est ainsi par exemple, que dans le Nord de la France, les entreprises lainières se sont regroupées dans les centres traditionnels de Roubaix-Tourcoing, proches du Bassin Minier du Nord.

b) Une autre contrainte a été l'utilisation importante d'eau dans le traitement des laines. Celle-ci a eu un rôle important en raison de la nécessité de disposer d'eaux peu calcaires, ce qui a joué encore dans le sens d'un regroupement des entreprises dans certains centres géographiques.

c) La nécessité d'une abondante main-d'œuvre a agi, elle aussi, dans le sens d'une concentration en des lieux où les travailleurs étaient disponibles. Ce facteur explique que les usines lainières se trouvaient très rarement à l'origine à l'intérieur des grandes agglomérations urbaines, mais plutôt dans des zones semi-rurales.

§ 1. — LE CONCEPT DE RÉGION

La notion de région est utilisée dans un certain nombre de sciences, parmi lesquelles l'économie. Il est incontestable que la géographie est la première à en avoir proposé une définition. Pour le géographe, la région ne se définit pas comme une portion d'espace compris entre des limites naturelles, comme une opinion courante le croit généralement. Il se donne pour mission l'étude des interrelations entre l'homme et son milieu physique. Aussi, Jean BRUHNE définit la région comme une « aire d'utilisation humaine » (1). Cette définition nous paraît à la fois trop étroite et trop large pour la science économique. Trop étroite, parce que l'objet fondamental de l'économie nous semble être essentiellement une étude des échanges de biens et services entre des groupes humains, ce qui dépasse nettement la préoccupation du géographe; trop large parce qu'elle ne permet pas la fixation de limites suffisamment précises à la région.

(1) Les caractéristiques de cette aire d'utilisation humaine seraient au nombre de six : les maisons, les routes, les champs cultivés, les animaux domestiques, l'exploitation des minéraux, les dévastations causées par les plantes et les animaux.

Le sociologue ensuite a utilisé la notion de région. Pour lui, elle est une aire naturelle ou culturelle qui se définit en fonction des objectifs précis de l'étude envisagée. Ce caractère « opérationnel » de la notion de région utilisée en sociologie nous paraît particulièrement adapté à la connaissance économique.

R. GENDARME (1) enfin nous propose une définition économique de la région : « La région est une aire formant une entité économique et sociale relativement homogène, dont l'activité est menée par un certain nombre d'activités essentielles à cette aire, mais qui est rattachée par de multiples liens à d'autres espaces ». Cette définition est parfaitement utilisable dans une étude économique régionale, mais notre propos est beaucoup plus réduit puisque nous nous proposons d'examiner l'évolution relative de l'industrie lainière dans un espace géographique non homogène. Aussi, nous ne souscrirons qu'à la première partie de la définition que nous propose R. GENDARME. Nous considérerons la région comme une « aire formant une entité économique et sociale relativement homogène ».

§ 2. — LES DIFFÉRENTES RÉGIONS LAINIÈRES

La France a été découpée par l'organisation professionnelle en neuf régions lainières. Il serait plus exact de dire, d'ailleurs, que ce découpage s'est imposé au Comité Central de la Laine. A chacune de ces régions correspond un bureau syndical dont l'équipement est très variable. Dans l'ensemble, on connaît régulièrement pour chacune d'elles la production, les mouvements de main-d'œuvre et l'évolution des principaux matériels.

La carte ci-contre nous montre la position géographique de chacune de ces zones, ainsi que les départements qu'elles recouvrent. L'industrie lainière n'est évidemment pas dispersée sur l'ensemble de ces régions, mais regroupée en quelques centres principaux qui produisent des articles plus ou moins spécialisés.

Dans le cours de notre analyse, nous regrouperons ces neuf régions en trois régions principales que nous nommerons : la région A, la région B et la région C. Ces trois régions découpent la France en trois bandes horizontales, comme nous pouvons le voir sur la carte. La région A recouvre la région du Nord; la région B : les régions n° 1, 1 bis, 2, 3 et 7; la région C : les régions n° 4, 5 et 6. Ce découpage correspond à une « addition » de régions dont les grandes caractéristiques sont similaires comme nous allons le voir.

Nous examinerons maintenant rapidement les principaux centres de chaque région ainsi que les spécialisations dont elles pouvaient se prévaloir à la veille de la seconde guerre mondiale, étant entendu

(1) R. GENDARME : La région du Nord, Essai d'analyse économique. — Paris, A. Colin, 1954, page 6.

LES REGIONS LAINIERES



que cette situation a sensiblement évolué au cours de la période que couvre notre étude ainsi que nous essaierons de le montrer.

1° La région A

Les principaux centres sont les villes de Roubaix-Tourcoing et la région de Fourmies.

Les villes de Roubaix et Tourcoing sont spécialisées dans tous les produits lainiers semi-ouvrés, principalement ceux du cycle

peigné : peignés, fils peignés et tissus de laine peignée. Cependant, tous les types de produits y sont élaborés.

La région de Fourmies est spécialisée dans la filature de laine peignée à façon, mais produit également des tissus destinés à l'habillement.

Divers centres du Cambrésis et de Picardie sont spécialisés dans les tissus de haute nouveauté qui étaient réalisés en partie sur des métiers à mains.

2° La région B

a) La région d'Alsace : les principaux centres sont Mulhouse, Guebwiller, Colmar, Sainte-Marie-aux-Mines, Erstein et Bischwiller. Les principaux produits sont ceux du cycle peigné. On fabrique également dans ces centres des tissus légers pour habillement ainsi que divers tissus techniques.

b) La région normande (région n° 2) :

Les principaux centres, Elbeuf et Louviers, produisent des fils de laine peignée et cardée et sont spécialisés dans les draperies pour homme.

c) La région n° 3 :

Le principal centre est Reims, qui produit tous les types de fils, en particulier dans les tissus légers, les flanelles.

De nombreux centres se situent également dans les Vosges. On y fabrique tous les produits du cycle cardé.

d) La région n° 1 :

Le centre de Beauvais est spécialisé dans les produits du cycle cardé. Les centres d'Orléans et de Romorantin fabriquent tous les produits du cycle peigné et cardé.

3° La région C

a) La région n° 4 :

Les principaux centres, Châteauroux, Aubusson, Limoges, travaillent les produits se rattachant au cycle cardé : fils de laine cardée, tissus cardés, draps de troupe et d'administration. Notons que cette région est spécialisée dans les tissus feutrés à usage industriel.

b) La région n° 5 :

Cette région est surtout spécialisée dans la production de couvertures, de draperies lourdes et de feutres. La ville de Lyon produit des fils de laine peignée.

c) La région du Midi (région n° 6) :

Les principaux centres sont Mazamet, Castres, Lodève, Lavelanet. Le centre de Mazamet est essentiellement spécialisé dans

le délainage, les autres centres dans les produits du cycle cardé, fils et draperies.

Comme on peut le constater, deux régions apparaissent très nettement spécialisées. La région A dans les productions du cycle peigné, la région C dans les productions du cycle cardé. Quant à la région B, elle apparaît comme polyvalente, ses productions couvrent une gamme très étendue de produits divers.

Au cours de ce chapitre, nous essaierons de voir si l'évolution a été dans le sens d'un renforcement de ces spécialisations, si l'une de ces trois régions a assuré sur les deux autres un effet d'entraînement ou de ralentissement se définissant en quelque sorte comme une « région motrice », notions auxquelles F. PERROUX (1) a consacré quelques développements particulièrement intéressants.

Nous allons donc aborder l'étude de l'évolution de la structure régionale de l'industrie lainière.

TABLEAU N° 7

REPARTITION REGIONALE DES PRINCIPALES CATEGORIES DE PRODUITS
LAINIERS PAR REGION EN 1960 ET EN 1950

Parts et écart en 0/00		Région A.	Région B.	Région C.	Variation de la production en France
<i>Laine lavée :</i>	Part en 1960	384	25	591	
	Ecart sur 1950	+ 150	— 73	— 77	+ 40 %
<i>Peignés de laine :</i>	Part en 1960	929	69	2	
	Ecart sur 1950	+ 33	— 35	+ 2	+ 16,5 %
<i>Fils peignés :</i>	Part en 1960	866	120	14	
	Ecart sur 1950	+ 31	— 39	+ 7	+ 29 %
<i>Fils cardés :</i>	Part en 1960	165	200	635	
	Ecart sur 1950	— 12	— 46	+ 58	— 6 %
<i>Tissus bruts :</i>	Part en 1960	309	217	474	
	Ecart sur 1950	— 43	— 26	+ 69	— 10 %
<i>Tissus finis :</i>	Part en 1960	323	211	466	
	Ecart sur 1950	— 37	— 31	+ 68	— 9,5 %
<i>Tapis :</i>	Part en 1960	871	108	21	
	Ecart sur 1950	=	+ 9	— 7	+ 65 %
<i>Feutres :</i> (et aiguilletés)	Part en 1960	236	678	86	
	Ecart sur 1950	+ 90	— 42	— 48	+ 445 %
Source : Annuaire statistique du Comité Central de la Laine.					

(1) « La région et la firme motrice dans la région motrice ». Cahier de l'I.S.E.A., mars 1961.

Section 2

L'évolution de la structure régionale

En analysant, au cours du chapitre précédent, l'évolution de la structure de l'industrie lainière, nous avons pu remarquer une tendance à la concentration horizontale et verticale du processus de production. Nous avons noté au cours de la précédente section une certaine spécialisation des différentes régions que nous avons définies. Or, il est intéressant d'examiner maintenant si la répartition de l'activité lainière dans les différentes régions a évolué, et dans quel sens. Nous verrons que cette répartition s'est très sensiblement modifiée au cours des quinze dernières années.

Pour saisir cette évolution, nous utiliserons plusieurs points de vue. Le premier sera évidemment la répartition des principales productions, le second celle des principaux matériels et enfin, nous examinerons l'évolution de la main-d'œuvre sous l'angle régional. C'est évidemment ce dernier critère qui nous permettra d'aborder par la suite les principaux problèmes posés par l'évolution régionale.

Le point de départ de nos analyses sera l'année 1950. En effet, les conditions économiques des années de l'après-guerre ne permettent pas d'observation valables. Au cours de ces années, les entreprises lainières ont élaboré les produits que permettait l'approvisionnement en matières premières indépendamment presque de leurs spécialisations techniques.

§ 1. — L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DES RÉGIONS LAINIÈRES DE 1950 A 1960

Le tableau n° 7 retrace, pour l'année 1960, la part de chaque région dans la production française des principaux stades. A côté de ce chiffre, dans chaque case, nous avons porté l'écart (positif ou négatif), entre 1960 et 1950 (1).

On y distingue nettement un renforcement des spécialisations régionales ainsi que l'existence d'une région dominante.

A. — *Le renforcement des spécialisations régionales.*

On peut aisément constater sur le tableau précédent, que les régions A et C, qui, l'une dans le cycle peigné, l'autre dans le cycle cardé, représentent un poids important dans la production, ont vu, entre 1950 et 1960, un accroissement de la part qu'elles représentaient dans la production française.

Le renforcement de la part de la région A dans les productions du cycle peigné s'est effectué au dépens des deux autres régions.

(1) Etant entendu que nous nous sommes assuré de la continuité des évolutions dégagées.

L'accroissement de la part de la région C dans les productions du cycle cardé s'est effectué de la même façon. La région B groupe des centres qui, comme nous l'avons vu (1), ne présentaient pas de spécialisations aussi nettes que les deux autres régions.

Il faut cependant considérer à part le cas des tissus. Les statistiques dont nous disposons ne permettent pas de distinguer entre les diverses catégories de tissus. Mais, comme nous le savons, on peut distinguer les tissus cardés des tissus peignés, ces derniers étant exclusivement destinés à l'habillement. Or, la production des tissus peignés est en quasi-totalité centrée dans la région A. La diminution relative de la part de cette région dans la production de tissus est due en grande partie aux tissus cardés.

Mais, au-delà du renforcement des spécialisations régionales, on peut déceler l'existence d'une région qui s'est assurée au cours de cette période, une partie croissante de la production lainière.

B. — *L'existence d'une région dominante.*

Si, en effet, deux régions voient leur part s'accroître dans la production de quelques grandes catégories de produits, il faut maintenant tenir compte du volume de la production.

On constate sur la dernière ligne du tableau n° 7, que les diverses catégories de produits ont connu des tendances divergentes. Si les productions du cycle peigné s'accroissent fortement (de même que la production du lavage, celle de tapis et de feutres), les productions du cycle cardé voient leur volume se réduire sensiblement.

Par conséquent, l'accroissement de la part de la région C dans les productions du cycle cardé représente un volume de production à peu près égal, ou tout au plus légèrement supérieur, en 1960 par rapport à 1950.

La région A a donc considérablement augmenté sa part dans la production totale de l'industrie lainière au dépens des autres régions. Comme d'autre part, la valeur des produits du cycle peigné est dans l'ensemble nettement supérieure à ceux du cycle cardé (2), la valeur de la production de la région A s'est très fortement accrue relativement à celle des autres régions.

Donc, si l'on considère le volume physique de la production, deux régions ont accru leur part dans la production française (la région A et la région C), au dépens de la troisième. Mais, si l'on envisage la valeur de la production, la région A s'est assurée une position croissante dans la production française au dépens des autres régions.

Nous allons maintenant voir par quelles voies ces phénomènes se sont engendrés en examinant la répartition du parc de matériel, puis de la main-d'œuvre.

(1) Cf. *supra* section I, § 2.

(2) Le rapport des prix est de 1 à 2 entre un fil cardé et un fil peigné de caractéristiques équivalentes.

§ 2. — L'ÉVOLUTION DU PARC DE MATÉRIEL DES DIVERSES RÉGIONS

C'est le parc de matériel qui définit très grossièrement la capacité de production d'une région. A partir des statistiques disponibles, on peut apprécier le degré de modernisation du parc des différents matériels.

Nous considérerons successivement les principaux stades de production : lavage, peignage, filature de cardé et tissage.

A. — Au niveau du lavage.

Deux types de matériels sont utilisés à ce stade : les colonnes de lavage et les laveuses circulaires. La production de laine lavée a nettement augmenté entre 1950 et 1960 (+ 40 %). On constate, au cours de cette période, une diminution générale du parc de matériel (baisse de 55 % des laveuses circulaires, de 30 % des colonnes de lavage).

Le tableau ci-après présente pour les années 1950 et 1960 et pour les différentes régions, le parc de matériel de lavage :

	Laveuses circulaires		Colonnes de lavage	
	1950	1960	1950	1960
Région A	6	7	121	95
Région B	26	13	57	20
Région C	220	94	42	38
Total	252	114	220	153

On note que la région A, qui voit sa part augmenter dans la production de laine lavée, dispose, en 1960, d'une plus grande partie du parc de matériel qu'en 1950. En effet, cette région disposait de 2,5 % des laveuses circulaires en 1950 et de 6 % en 1960; elle possède 62,5 % des colonnes de lavage en 1960 contre 55 % en 1950.

Cet accroissement du potentiel de production s'est effectué au dépens des deux autres régions.

La baisse globale du parc de matériels cache en réalité le remplacement d'une partie de ceux-ci par des machines plus productives (1).

B. — Au niveau du peignage.

Le parc de matériel est détenu en quasi-totalité par la région A, comme nous le montre le tableau suivant. Près de 95 % des pei-

(1) Cf. *infra* 2^e partie - Ch. II - Sous-chapitre II - Section 1.

gneuses rectilignes se trouvent en 1960, installées dans la région A (exclusivement dans les centres de Roubaix-Tourcoing).

	Peigneuses circulaires		Peigneuses rectilignes	
	1950	1960	1950	1960
Région A	789	150	1 726	2 225
Région B	82	18	445	282
Région C	9	0	6	31
Total	880	168	2 177	2 538

La région B voit son parc de peigneuses baisser d'une manière importante (près de 50 %). Celles-ci sont installées dans la région alsacienne. L'augmentation des peigneuses rectilignes de la région C est purement marginale.

Il faudrait tenir compte des matériels spécialisés dans le peignage des fibres artificielles et synthétiques. Là encore, la prédominance de la région A s'affirme. Ces matériels ne sont pratiquement apparus que vers l'année 1956. En 1960, 88 % étaient installés dans la région A, 6 % dans la région I et 6 % en Alsace.

C. — Au niveau de la filature de peigné.

	Broches de renvideurs		Broches de continu	
	1950	1960	1950	1960
Région A	1 211 610	81 080	366 092	576 680
Région B	104 916	30 440	143 930	179 214
Région C	0	0	18 754	17 926
Total	1 316 526	111 520	528 776	773 820

On note dans les diverses régions un remplacement des broches de renvideurs par des broches de continus. Le métier continu est nettement plus productif que le métier renvideur (1), aussi, bien que le nombre total de broches diminue entre 1950 et 1960, la capacité de production est, en 1960, plus élevée qu'en 1950.

Le caractère dominant de la région A dans ce type de matériel s'est nettement accru de 1950 à 1960. Alors qu'en 1950, la région A possédait environ 69 % des broches de continu installées en France, elle en détient 79 % en 1960. L'accroissement du matériel

(1) Généralement on compte qu'en filature de peigné une broche de renvideur est égale à 0,714 broche de continu, soit une broche de continu = 1,4 broche de renvideur.

de la région B provient essentiellement de l'équipement de la région alsacienne. La région C a conservé la même capacité de production en filature de peigné. On peut observer qu'en 1950, cette région possédait un parc uniquement constitué de métiers continus. Il en est de même en 1960.

D. — Au niveau de la filature de cardé.

	Broches de renvideurs		Broches de continu	
	1950	1960	1950	1960
Région A	162 595	55 664	18 218	16 954
Région B	343 669	145 551	13 090	13 546
Région C	305 429	222 444	25 123	32 291
Total	811 693	423 659	56 431	62 791

On peut remarquer sur ce tableau qu'en filature de cardé, le métier renvideur (1) reste dominant dans toutes les régions. Si l'on effectue le rapport entre le nombre de broches de renvideurs et le nombre de broches de continus en 1960, on a pour chacune de ces régions :

— Région A	3,06
— Région B	0,93
— Région C	1,45

Nous voyons donc que la région A, faiblement équipée en filature de cardé, paraît disposer d'un parc de matériel nettement plus moderne que les autres régions. Bien que la région C ait accru sa part dans la production française de fil cardé entre 1950 et 1960, elle ne semble pas avoir très sensiblement modernisé son parc de matériel.

E. — Evolution du parc de matériel de tissage.

Le matériel de base est constitué par les métiers à tisser. Nous savons (2) qu'il faut distinguer les métiers à main, les métiers non-automatiques et les métiers automatiques. Ces derniers, plus modernes, ont une productivité supérieure aux autres. Nous ne tiendrons pas compte des métiers à main encore installés en 1950, mais qui ont complètement disparu depuis cette date, ils ne représentaient d'ailleurs que 1,5 % du total des métiers à tisser installés en France.

(1) Notons qu'en filature de cardé, on compte qu'une broche de continu = 1,6 broche de renvideur.

(2) Cf. *supra* chapitre préliminaire.

	Métiers non-automatiques		Métiers automatiques	
	1950	1960	1950	1960
Région A	17 287	4 705	3 644	3 193
Région B	12 243	3 749	681	1 155
Région C	7 229	4 550	694	569
Total	36 759	13 004	5 019	4 917

La répartition du matériel est très intéressante à considérer en regard des productions respectives de chaque région. La production de tissus a baissé d'environ 10 % entre 1950 et 1960 et, dans toutes les régions, on note un recul de cet ordre.

En 1950, la région A assurait 35 % environ de la production française de tissus avec 50 % des métiers à tisser dont 17 % seulement de métiers automatiques. La région B assurait, elle, 24,5 % de la production avec 29 % des métiers dont 5,2 % de métiers automatiques. Quant à la région C, elle produisait 40,5 % de la production nationale avec 21 % seulement des métiers dont environ 9 % de métiers automatiques.

Il semble donc que la région C, malgré un outillage moins moderne que la région A, était plus « productive ». Mais, la spécialisation de la région A dans les tissus peignés explique en partie cette différence apparente (1). Quoi qu'il en soit, on peut estimer que la région A et la région C disposaient en 1950 d'un parc de matériel de qualité à peu près comparable. La région B paraissait beaucoup moins bien équipée.

En 1960, la situation s'est trouvée considérablement modifiée. La part de la région C dans la production s'est accrue de près de 7 %. Toutefois, dans la production de tissus, elle ne représente, pour cette année là, que 47 %, alors qu'elle ne possède que 28 % des métiers à tisser dont environ 10 % automatiques. La région B ne produit plus que 21,7 % avec 27 % des métiers dont 23,5 % automatiques. Quant à la région A, sa part dans la production de tissus est de 30,9 % alors que son parc de métiers à tisser représente 43,5 % de métiers installés dont 46 % d'automatiques.

Il semble donc qu'alors que la région A modernisait son matériel (ainsi d'ailleurs que la région B), la région C gardait un parc de matériel constitué à peu près de la même façon qu'en 1950.

Les conclusions que l'on peut tirer de cette analyse de la répartition régionale du parc de matériel se trouvent renforcées par

(1) En effet, le tissage de peigné utilise des fils fins. Pour un poids donné de matière on comprend que la production soit moins importante qu'en tissage de cardé.

l'examen des investissements effectués par chacune des régions depuis 1956, comme nous l'indique le tableau ci-dessous.

Unité : millions d'A.F.

	1956	1957	1958	1959	1960
Région A	4 784	5 460	5 290	4 450	7 014
Région B	1 501	1 870	1 417	1 303	1 392
Région C	1 276	1 795	1 736	1 294	1 702
Total	7 561	9 125	8 443	7 047	10 108

On constate que la région A effectue plus de 65 % des investissements de l'industrie lainière. Certes, il faut tenir compte du fait que les matériels réclamés par le peignage et la filature de peigné sont très coûteux. Mais, même en éliminant ce phénomène, la région A investit relativement plus que les autres régions. Si l'on considère que, pour l'année 1960, la totalité des investissements en peignage et en filature de peigné est effectuée par la région A, ceux-ci représentent en 1960 : 5 200 millions d'anciens francs. Si on ôte ce montant des investissements effectués en 1960 par la région A, on obtient : 1 800 millions d'anciens francs. Ce chiffre est encore supérieur à l'investissement des régions B et C. Il est certainement exagéré d'attribuer la totalité des investissements du peignage et de la filature de peigné à la région A. En tout état de cause, elle investit nettement plus que les autres régions, même dans les catégories de production où elle ne possède pas encore la part la plus importante de la production nationale.

Le caractère dominant de la région du Nord se trouve confirmé par l'examen de l'évolution du parc de matériel.

Le Nord possède un parc de matériel sensiblement plus moderne que les autres régions. Mais il est important de considérer que celui-ci ne prend en compte que les matériels en état de marche indépendamment de leur utilisation réelle, aussi allons-nous obtenir, en examinant l'évolution de la main-d'œuvre aux différents stades des diverses régions, des indications complémentaires concernant l'évolution régionale des facteurs de production.

L'existence de matériels n'implique pas, en effet, une production correspondante. L'industrie lainière dispose d'une capacité de production supérieure à la production effectivement réalisée. Si l'on compare, pour l'année 1957, qui a été une excellente année, les principaux matériels en état de marche avec les matériels en activité, on a en fin 1957 (1) :

(1) La fin de l'année 1957 a vu des records de production, la comparaison est donc tout à fait valable; elle exagère toutefois légèrement la situation d'une conjoncture normale.

TABLEAU N° 8
EVOLUTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE OUVRIERE SELON LES REGIONS,
ENTRE 1950 ET 1960

	1950	1960	Ecart 1960/1950
RÉGION A :			
Région Nord	68 539	45 163	— 34,5 %
RÉGION B :			
Région n° 1	7 736	5 007	— 35 %
Région n° 1 bis	3 696	1 599	— 55,5 %
Région n° 2	6 825	3 238	— 52,5 %
Région n° 3	5 062	1 211	— 76 %
Région n° 7	7 355	5 843	— 20,5 %
Total	30 674	16 898	— 45 %
RÉGION C :			
Région n° 4	2 663	2 887	+ 8,5 %
Région n° 5	7 749	5 166	— 33,5 %
Région n° 6	14 244	9 627	— 32,5 %
Total	24 656	17 680	— 28 %
TOTAL GÉNÉRAL :			
Hommes	58 894	38 273	
Femmes	64 975	41 473	
Total	123 869	79 746	— 36 %
Source : Annuaires statistiques du Comité Central de la Laine.			

	A En état de marche	B En activité	B/A
Peigneuses	2 824	2 594	92 %
Broches de fil. de peigné	1 168 585	1 040 017	89 %
Broche de fil. de cardé	649 610	576 012	88 %
Métiers à tisser	22 533	18 235	80 %
Métiers à tapis	1 439	892	62 %
Feutrees	44	43	98 %

§ 3. — L'ÉVOLUTION RÉGIONALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

Au cours du premier chapitre, nous avons vu (1) que la main-d'œuvre employée dans l'industrie lainière a très régulièrement diminué depuis l'année 1950. Mais, si la baisse des effectifs atteint pour l'ensemble de l'industrie 36 % entre 1950 et 1960, selon les

(1) Cf. *infra* Chapitre I.

régions, ce phénomène a eu une intensité différente. Les deux paragraphes précédents nous laissent entrevoir les grandes lignes de l'évolution régionale de la main-d'œuvre. Il est néanmoins nécessaire de l'étudier plus précisément.

Nous considérerons successivement le cas des trois régions que nous avons défini. Le tableau n° 8 résume la situation en 1950 et en 1960 pour les neuf régions lainières.

1° La région A

Si, entre 1950 et 1960, la baisse de l'effectif ouvrier atteint 35 %, (soit 1 % de moins que l'ensemble des régions) la part de cette région reste à peu près la même au long de cette période. En effet, alors que 55 % de l'effectif ouvrier lainier travaillait en 1950 dans la région A, en 1960, on en compte 56 %.

L'essentiel de la main-d'œuvre de la région A travaille dans les centres de Roubaix-Tourcoing.

Les dégagements de main-d'œuvre dans cette région ont essentiellement porté sur le personnel du tissage et de la filature de cardé. La crise de 1952 a provoqué une importante baisse de l'emploi à tous les stades de fabrications, l'effectif a remonté ensuite dans les unités du cycle peigné (peignage et filature).

En examinant la production par année et par ouvrier en 1950 et en 1960, on note sur le tableau suivant, une importante augmentation.

	1950	1960	1960/1950
Peignage	850 kg	1 450 kg	170
Filature de peigné	364 kg	800 kg	220
Filature de cardé	390 kg	825 kg	212
Tissage	150 kg	450 kg	300

Cette augmentation de la production par ouvrier a été continue entre 1950 et 1960; on enregistre cependant au cours des années de crise une baisse de la production par ouvrier en raison de la diminution des horaires.

2° La région B

La baisse des effectifs ouvriers atteint 45 % entre 1950 et 1960. Il faut noter que la région alsacienne ne connaît qu'une baisse de 20 % alors que pour la région rémoise, elle atteint 76 %. Là encore, c'est sur l'effectif du tissage et de la filature de cardé que ce recul a porté. Mais, comme cette diminution des effectifs a été entraînée par une baisse de la production et des disparitions

d'entreprises, la productivité n'a que très peu augmenté pour l'ensemble des productions de cette région.

3° La région C

On peut, *a priori*, être surpris du fait que c'est cette région qui enregistre la baisse la plus légère des effectifs ouvriers. On constate même dans la région du Centre (région n° 4), une augmentation de 10 % des effectifs.

Cet accroissement s'est effectué dans les centres d'Angoulême et de Limoges, qui ont développé leurs fabrication de tissus feutrés et techniques (Nous verrons, au cours de la seconde partie, le fort développement qu'ont connu ces produits au cours des quinze dernières années).

Ce recul modéré de l'effectif ouvrier alors que cette région est spécialisée dans des catégories de produits dont la production a sensiblement baissé entre 1950 et 1960 est intéressante à considérer. Nous avons noté, au cours du paragraphe précédent, que le parc de matériel de cette région n'a été que modérément transformé depuis la guerre.

Si l'on considère la production par ouvrier en filature de cardé et en tissage en 1950 et en 1960, on constate une augmentation très modérée.

Production par ouvrier et par stade dans la région C :

	1950	1960	1960/1950
Filature de cardé	460 kg	765 kg	167
Tissage	344 kg	550 kg	160

On peut observer que les progrès sont très inférieurs à ceux de la région A, bien que la région C soit spécialisée dans ces productions. Ainsi, se trouve confirmé ce que nous notions au niveau du parc de matériel. La région A dispose même dans les catégories du cycle cardé d'un « capital » nettement plus moderne que la région C.

La baisse modérée de l'effectif ouvrier de la région C paraît s'expliquer par une faible modernisation du matériel. Ce phénomène est corrélatif au niveau des salaires ouvriers dans ces régions, la faible rentabilité technique du matériel étant compensée en partie par un niveau relativement bas des salaires (1). La région C parvient ainsi à se maintenir sur les marchés en face de centres mieux outillés.

(1) Notamment A. CHABERT : Les Salaires dans l'Industrie Textile; A. Colin, Paris, 1960.

Conclusion

La répartition régionale de l'activité lainière a subi une évolution assez nette depuis la seconde guerre mondiale.

C'est, tout d'abord, un renforcement des spécialisations régionales que l'on constate lorsque l'on considère la répartition des productions. Si l'on tient compte de l'évolution des principaux produits lainiers, la région A, qui a accru sa part dans les productions du cycle peigné, a bénéficié des taux de croissance les plus élevés. Comme la valeur de ces produits est supérieure à ceux du cycle cardé, la région A a considérablement accru sa part dans le chiffre d'affaires de l'industrie lainière. Elle apparaît donc comme une région « motrice », au sens où l'entend F. PERROUX (1). En effet, si l'on considère maintenant le parc de matériel, la région A s'est assuré, au cours de cette période, une capacité de production qualitativement accrue, freinant par là même les possibilités des autres régions.

Dans la région B, de nombreuses entreprises ont cessé leur activité comme nous allons le voir et dans la région C la médiocre modernisation du matériel a été compensée par une faible rémunération du travail. C'est ce que paraît montrer la baisse modérée des effectifs ouvriers.

Il nous faut examiner maintenant comment a évolué la structure de l'appareil de production dans le cadre régional, ainsi que les problèmes qui se sont trouvés posés.

Section 3

L'évolution de la structure des entreprises dans le cadre régional, et les problèmes posés au niveau de l'emploi

Nous avons noté, au cours du chapitre précédent, les modifications sensibles de la structure des entreprises depuis la seconde guerre mondiale. Dans la section précédente, nous avons constaté des variations de la répartition régionale dans les différentes productions. Il est maintenant nécessaire d'essayer de faire une synthèse rapide de ces deux phénomènes. Nous verrons ensuite quels ont été les principaux problèmes posés, essentiellement d'ailleurs, au niveau de l'emploi.

§ 1. — L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES ENTREPRISES DANS LE CADRE RÉGIONAL.

Dans ce domaine, les données statistiques sont presque inexistantes. En fait, la structure des entreprises par régions n'a pas fait l'objet d'étude statistique poussée.

(1) Cf. *supra*, op. cité.

TABLEAU N° 9
REPARTITION REGIONALE DES ENTREPRISES EN 1954

	Nombre d'établisse- ments	Effectif total	Effectif moyen par éta-blis- sement
RÉGION A :			
Région Nord	574	57 110	100
RÉGION B :			
Région n° 1	162	6 126	38
Région n° 1 <i>bis</i>	59	3 954	67
Région n° 2	71	5 306	75
Région n° 3	32	3 063	95
Région n° 7	43	6 695	156
Total B	367	25 144	69
RÉGION C :			
Région n° 4	39	3 247	84
Région n° 5	116	7 283	63
Région n° 6	468	13 256	35
Total C	623	23 786	38
Total A + B + C	1 564	106 040	68

On possède toutefois pour l'année 1954, la répartition statistique des établissements de la branche, par grande région ainsi que celle de l'effectif total employé.

Nous avons résumé cette répartition dans le tableau n° 9. Deux remarques doivent être faites :

Le nombre d'entreprises comprend les établissements industriels mais aussi les chargeurs et négociants. Par conséquent, le nombre total d'établissements qui ressort de ce tableau, soit 1 564, est nettement plus élevé que celui des établissements industriels possédant leur matériel (857 entreprises). L'effectif moyen de la région A est donc par conséquent sensiblement minoré en raison du nombre important de chargeurs et de négociants de la région du Nord.

Compte tenu de ces remarques, on constate que les entreprises de la région A paraissent plus concentrées en 1954. On note pour la région n° 7 (Alsace), l'existence d'un effectif moyen nettement supérieur. Cela provient du fait que la région alsacienne ne comprend que peu de chargeurs et négociants, ce chiffre ne signifie donc pas nécessairement une concentration supérieure à celle de la région A. La région n° 6, qui comprend le centre de Mazamet,

voit aussi son effectif minoré en raison de la présence, dans le centre du délainage, d'un appareil commercial important.

Une très intéressante étude consacrée par le C.E.R.E.S. (1), de la région du Nord et du Pas-de-Calais, aux industries textiles, donne une répartition des établissements de l'industrie lainière selon leur taille pour l'année 1954. Il s'agit là encore, d'établissements industriels et commerciaux répartis selon le nombre total de leurs salariés.

Le tableau suivant nous montre la répartition des établissements lainiers pour le département du Nord, en regard de la répartition pour la France entière.

Nombre de salariés	France entière	Département du Nord
21 à 50	40 %	31,9 %
51 à 100	22 %	17,8 %
101 à 200	19,7 %	21,4 %
201 à 500	13,5 %	21,1 %
501 à 1 000	3,5 %	4,8 %
1 001 à 5 000	1,3 %	3,0 %

On observe donc, que dans le département du Nord, cette industrie était, en 1954, nettement plus concentrée que dans le reste de la France.

Le rapport du IV^e Plan sur l'industrie lainière (2) donne un tableau récapitulatif des fermetures d'établissements entre 1950 et 1960 (Nous avons reproduit ci-après ce tableau N° 10). On constate qu'il fait état de 256 fermetures alors que, d'après la comparaison des données que nous avons utilisées au chapitre précédent, nous obtenons entre 1950 et 1960, 558 fermetures d'entreprises et 410 fermetures d'établissements industriels.

La principale raison de ces divergences entre les données, est que le chiffre de 256 fermetures est obtenu par enquête auprès des syndicats régionaux. Il est à peu près certain qu'au cours des dix années, de nombreuses fermetures d'entreprises ont été « oubliées », notamment dans les entreprises dont l'effectif est inférieur à 50 personnes. D'autre part, des absorptions ou fusions ont pu être comptées comme des fermetures d'établissements.

On remarquera sur ce tableau que les régions les plus touchées sont aussi celles pour lesquelles les données sont vraisemblablement les plus incomplètes. Les modifications de structure ont surtout touché les régions B et C, ce qui, compte tenu de ce que

(1) Comité d'Etudes Régionales Economiques et Sociales.

(2) IV^e Plan de Modernisation et d'Equipeement. Commission des industries de transformation. Industrie lainière, 2^e partie, page 25, juillet 1961. Comité Central de la Laine.

nous avons noté quant à leur spécialisation, paraît tout à fait compatible avec ce que nous avons observé au chapitre précédent.

La disparition des petites entreprises et les difficultés des unités spécialisées et intégrées du cycle cardé ont surtout fait peser les modifications de la structure des entreprises sur les régions B et C et ce fait a accentué les difficultés nées des dégagements de main-d'œuvre.

L'évolution de la concentration a donc été différente selon les régions. La concentration des moyens de production a surtout porté sur la région C, spécialisée dans les productions du cycle cardé.

TABLEAU N° 10
EVOLUTION DES FERMETURES D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES
PAR REGION ENTRE 1950 ET 1960

	Nombre d'ouvriers				
	— de 50	de 50 à 100	de 101 à 500	+ de 500	Total
RÉGION A :					
Région Nord	22	25	17	0	64
RÉGION B :					
Région n° 7	18	3	1	0	22
Région n° 1	9	3	3	0	15
Région n° 1 bis	22	3	1	1	27
Région n° 2	25	5	5	0	35
Région n° 3	5	2	4	0	11
Total	79	16	14	1	110
RÉGION C :					
Région n° 4	6	1	3	0	10
Région n° 5	20	8	3	0	31
Région n° 6	27	7	5	2	41
Total	53	16	11	2	82
TOTAL GÉNÉRAL ..	154	57	42	3	256

Source : Rapport du groupe de travail de l'industrie lainière au IV^e Plan.

§ 2. — LES PROBLÈMES POSÉS PAR L'ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE.

Nous avons vu comment, au cours de la période que couvrent nos analyses, des régions perdent peu à peu leur importance et dégagent une main-d'œuvre ouvrière nombreuse en regard des créations d'emploi dans les mêmes zones. Les travaux d'économie

régionale ne sont pas suffisamment avancés pour que l'on puisse calculer l'effet de ces transferts de capacité de production interrégionaux sur l'équilibre économique régional. Néanmoins, dans la mesure où certaines régions ne remplacent pas les activités lainières disparues par de nouvelles activités, elles s'appauvrissent d'autant. En cette matière, il serait vain de prétendre fournir des indications statistiques valables. En effet, la prise de conscience des problèmes de l'économie régionale est trop récente pour que des données statistiques puissent être obtenues avec suffisamment de recul. Or, c'est pratiquement depuis l'année 1950 que se manifestent ces phénomènes. Dans l'avenir, des études devront leur être consacrées, afin de calculer l'effet de la disparition de certaines activités dans l'équilibre des régions.

Mais les problèmes les plus immédiatement importants sont ceux que posent les dégagements de main-d'œuvre ouvrière. Ceux-ci tiennent, d'une part, à la formation spécifique de l'ouvrier lainier, d'autre part, à la localisation des entreprises lainières.

La main-d'œuvre ouvrière employée dans l'industrie lainière est encore généralement « formée » directement dans les entreprises. Elle est par conséquent très spécialisée, mais pratiquement sans formation réelle. Attaché à une entreprise, l'ouvrier l'est quelquefois à des types d'opérations et de matériels. Par voie de conséquence, la plupart des ouvriers lainiers sont difficilement réemployables immédiatement dans d'autres secteurs en dehors de la catégorie « manœuvre ». Si l'on ajoute à ce fait qu'une importante proportion de la main-d'œuvre (plus de 50 %) est de sexe féminin, la catégorie des emplois possibles se restreint encore.

Les problèmes posés par le réemploi de la main-d'œuvre dégagée de l'industrie lainière apparaissent donc comme extrêmement complexes. D'autant que le niveau généralement bas des salaires versés par les entreprises dans les centres qui dégagent le plus de main-d'œuvre, impose pour l'ouvrier un réemploi rapide qui conditionne son niveau de vie immédiat.

Il faut toutefois situer différemment le problème selon les régions.

A. — *Dans les régions du Nord et de l'Alsace*, le réemploi immédiat de la main-d'œuvre a été pratiquement assuré depuis l'année 1950. Dans la région du Nord, les dégagements de main-d'œuvre ont surtout porté sur les frontaliers belges.

D'une part, la croissance importante de diverses industries dans ces zones a permis d'employer en les « reconvertissant » la quasi-totalité de la main-d'œuvre dégagée à des conditions financières généralement supérieures.

D'autre part, les organisations patronales de ces régions ont eu, depuis longtemps, le souci de pallier aux conséquences des fermetures d'entreprises sur le personnel.

Dans ces régions, le problème de l'emploi a été résolu d'une ma-

nière relativement satisfaisante, encore que le cas de certaines personnes âgées se soit trouvé difficile à traiter.

B. — *Dans les autres régions*, la situation n'a pas été aussi brillante et contient, en germe, de nombreux problèmes sociaux. Si l'on jette un regard sur la carte, placée au début de ce chapitre, on sait que ces régions n'ont pas connu, à quelques exceptions, une croissance industrielle comparable à celle de la région du Nord et de l'Est.

Celles-ci sont spécialisées dans des productions où la main-d'œuvre féminine est très importante. Nous avons rassemblé dans le tableau suivant, le pourcentage des ouvrières, par rapport à l'effectif ouvrier à chacun des principaux stades de production (Ces données portent sur la France entière).

	1950	1959
Lavage	7,5 %	7 %
Triage	28 %	21 %
Peignage	39 %	34 %
Filature de peigné	56,5 %	64 %
Filature de cardé	40 %	40 %
Tissage	64,5 %	66 %
Retordage spécialisé	89 %	88 %
Tissage de tapis	37 %	35 %
Fabriques de feutres	34 %	35 %

Comme on peut le constater, il existe en filature de cardé et en tissage une forte proportion de main-d'œuvre féminine et il faut aussi noter la qualification généralement médiocre des ouvrières. Les problèmes posés s'en trouvent accrus et les conséquences de ces difficultés sont multiples.

Sur le plan de la rémunération du travail, une telle situation n'est pas sans peser sur les salaires. D'autant que les horaires hebdomadaires, tant en filature de cardé qu'en tissage n'ont pas augmenté. Mais l'ouvrier, dans de nombreux centres de ces régions préfère encore un bas salaire à une éventuelle transplantation dans d'autres zones. Un cercle « vicieux » se trouve ainsi entamé. Dans la mesure où, dans ces centres, la main-d'œuvre accepte une rémunération plus faible que dans d'autres régions (1), les entreprises arrivent à compenser ainsi les différences de rentabilité technique avec les centres mieux outillés. Mais, au fur et à mesure que se creuse l'écart technique avec d'autres régions, il devient pratiquement impossible de modifier la rémunération du travail sans compromettre l'existence même des entreprises.

(1) Cf. Chabert A., op. cit., cf. *supra*, p. 117.

En ce qui concerne la productivité, il a été pratiquement impossible qu'elle soit améliorée, dans divers centres de ces régions. Le personnel s'y est souvent opposé, sentant confusément que des dégagements de main-d'œuvre seraient rendus inévitables.

De nombreuses entreprises qui, souvent, assuraient à elles seules l'équilibre économique de centres régionaux se sont maintenues sans moderniser leur matériel. D'une part, leur faible rentabilité ne leur permettait pas d'importants investissements, d'autre part, les dégagements de personnel étaient alors pratiquement impossibles.

Ces problèmes existent à l'heure actuelle avec une grande acuité et devront trouver une solution car les difficultés posées prendront rapidement un caractère national.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Le schéma d'évolution des structures et le choix théorique des éléments d'interprétation

Les analyses auxquelles cette première partie a été consacrée sont volontairement restées sur un plan purement descriptif. Nous nous sommes efforcés de rassembler le maximum de données afin de caractériser sous deux points de vue, l'évolution des structures de l'industrie lainière depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Nous devons maintenant, au terme de cette première partie, procéder à une revue des traits essentiels des phénomènes enregistrés. Ensuite, nous proposant au cours de la seconde partie de rechercher les éléments susceptibles d'en permettre une interprétation, nous devons effectuer un choix théorique des éléments que nous privilégierons dans nos analyses ultérieures.

1) *Les principaux traits de l'évolution des structures*

Nous avons examiné cette évolution en faisant, dans un premier temps, abstraction de la localisation des entreprises. Ensuite nous avons introduit la notion d'espace en considérant la répartition régionale du processus de production.

A. — C'est autour de la notion de concentration des moyens de production que nous avons analysé les modifications de la structure industrielle.

a) *De la fin de la guerre à l'année 1950*, aucune évolution sensible ne paraît s'être manifestée. La situation en 1950 demeure à peu près sans changement par rapport aux années précédant la guerre. Une faible concentration horizontale et verticale du processus de production caractérise l'industrie lainière au cours de cette période.

b) *Entre 1950 et 1954*, on enregistre une certaine réorganisation des moyens de production. Celle-ci, dont la nécessité est apparue à la lumière des difficultés de l'année 1951, n'a toutefois pas

entraîné de net changement du profil structurel de l'industrie lainière. Il ne semble pas que l'intégration du processus de production se soit accentuée jusqu'en 1954 où l'on constate un faible niveau d'intégration pour la quasi-totalité des stades.

c) De 1954 à 1959, l'évolution des structures s'accélère très nettement; le nombre d'établissements industriels baisse de 30 %. A la concentration horizontale s'ajoute l'intégration accrue du processus de production. Deux stades pourtant, paraissent échapper à ce dernier phénomène : la filature de peigné et le lavage de la laine. Mais on peut remarquer, au travers des données que nous avons utilisé, que l'intégration s'est effectuée d'une manière « positive » ou « négative ». D'une façon « négative » lorsque l'accroissement du taux d'intégration résulte d'une baisse plus accentuée du nombre des unités intégrées, « positive » lorsque le phénomène inverse se manifeste.

Or, si entre 1954 et 1959, le taux d'intégration augmente pour le peignage, le tissage, les fabriques de feutres et les tissages de tapis, il diminue pour la filature de peigné et reste inchangé pour la filature de cardé. L'accroissement du taux d'intégration en tissage paraît alors purement « négatif ».

B. — Nous avons analysé la répartition régionale et son évolution en regroupant les centres selon trois régions en fonction de leur spécialisation dans certains types de produits dont elles pouvaient se prévaloir il y a une vingtaine d'années.

Au cours des quinze dernières années, une région s'assure une part croissante du produit global de l'industrie lainière. Il s'agit de la région du Nord, spécialisée dans les productions du cycle peigné. Mais, en raison des importants investissements qu'elle a réalisés, c'est pratiquement dans tous les secteurs de production que cette région assure progressivement sa prédominance.

Les autres régions ont connu, localement, des développements limités dans certains secteurs, mais dans l'ensemble, elles enregistrent un recul très net.

La région du Nord apparaît donc comme une région dominante qui a exercé un effet remarquable de « stoppage » sur la croissance de l'industrie lainière des autres régions.

2) Le choix théorique des éléments d'interprétation

Nous avons enregistré l'évolution des structures de l'industrie lainière. Sans préjuger en rien des causes déterminantes de cette évolution, la recherche des facteurs susceptibles d'en permettre l'interprétation, que nous nous proposons d'effectuer au cours de la seconde partie, suppose des choix quant aux directions principales de notre démarche.

La structure d'une branche industrielle évolue sous l'effet de forces qui, appliquées à l'ensemble qu'elle constitue, sont à l'ori-

gine des transformations qu'elle subit. Une industrie forme un ensemble borné aux limites définies.

En fonction de cette délimitation, les forces appliquées sur une industrie seront endogènes ou exogènes. Exogènes si elles prennent naissance à l'extérieur de celle-ci, endogènes si elles sont nées à l'intérieur. Cette distinction, il faut le souligner, est essentiellement relative aux critères arbitraires de délimitation de l'ensemble considéré. On peut donc classer les différentes forces qui sont susceptibles d'exercer une action déterminante et décisive sur les structures d'une industrie selon ce critère.

Au cours de cette première partie, il ne semble pas que l'on puisse relever la possibilité d'une action sensible des forces endogènes. En effet, un tel phénomène supposerait soit :

a) l'action d'unités motrices à l'intérieur même de l'industrie lainière;

b) la volonté concertée de l'ensemble des centres de décision d'exercer une action au nom de critères quelconques.

Éliminons immédiatement cette seconde hypothèse. En effet, des antinomies évidentes d'intérêts, entre filature de cardé et filature de peigné par exemple, entre entreprises, des différences sociologiques fondamentales tenant à la localisation des unités de production nous interdisent de retenir cette éventualité. Par ailleurs, on ne relève que très rarement de tels phénomènes et ils correspondent, à notre sens, à des périodes de dépression économique ou de bouleversements politiques inconnus au cours des quinze dernières années que couvre notre étude.

Il nous faut donc examiner le cas de l'action éventuelle d'unités motrices. F. PERROUX a excellemment défini trois groupes d'unités motrices (1) :

- La firme.
- Le groupe de firmes non-institutionnalisées.
- Le groupe de firmes institutionnalisées.

Un des apports capitaux de F. PERROUX est d'avoir complètement bouleversé les théories de l'équilibre en mettant en évidence l'inégalité fondamentale existante entre les agents économiques en dehors de toute conduite intentionnelle. C'est ainsi, qu'une branche d'industrie constituée d'un certain nombre d'agents de production va être le théâtre d'une lutte telle, que certains de ceux-ci vont exercer sur les autres un effet d'entraînement ou de stoppage dans leur propre croissance.

Les modalités de l'action des unités motrices sur leur environnement ont été ainsi résumées par F. PERROUX :

(1) F. Perroux. La firme motrice dans la région et la région motrice. Cahier de l'I.S.E.A., Série A.D., N° 1, 1961.

- Action sur les prix, sur les flux, les anticipations.
- Action de « leadership », de dominance.
- Action sur les propensions keynesiennes à consommer, à épargner, à investir, à innover, à travailler.
- Action concernant la croissance, le développement, les progrès.

Les observations que nous avons pu effectuer au cours de cette première partie ne paraissent pas révéler l'existence de telles actions dans l'industrie lainière.

A. — *La firme.*

Nous avons vu, en essayant de repérer le poids réel des entreprises industrielles importantes de cette branche, qu'en définitive, aucune ne parvient à couvrir dix pour cent de la valeur totale de la production lainière. De plus, il faut considérer que la variété des productions est telle, dans cette industrie, qu'aucune des actions précisées plus haut, ne paraît avoir joué un rôle quelconque durant les dix dernières années.

Prenons l'exemple extrêmement net d'un produit qui, à certains égards est typique : les laines à tricoter. Au cours des années qui suivirent la guerre, la production de fil mercerie enregistra une progression extrêmement importante, elle s'effondra au cours de la crise de 1951. De nombreuses firmes concourraient alors à cette production. Quelques-unes d'entre elles réussirent à réorganiser le marché de ces produits et imposèrent la disparition de nombreuses entreprises. Néanmoins, nombre de celles-ci déplacèrent simplement leur production vers d'autres types de produits. Elles ne disparurent donc en aucune façon de l'industrie. Bien qu'une action efficace ait été le fait de certaines entreprises qui se sont montrées particulièrement dynamiques dans ce type de production, l'effet sur les structures de l'industrie a été pratiquement nul.

Il nous semble donc que l'existence de firmes motrices ne paraît pas, dans l'industrie lainière, avoir été à la base des évolutions de structure. L'action efficace de quelques firmes a entraîné, soit le déplacement de la production, soit la spécialisation de certaines entreprises. La structure du marché des produits lainiers a, jusqu'à présent, mis en échec le pouvoir des grandes unités sur des concurrents de taille beaucoup plus réduite. Une tel phénomène n'est toutefois pas exclu et l'on peut relever, à l'heure actuelle, des firmes dominantes qui seront, peu à peu, susceptibles d'exercer une action décisive. Comme nous le verrons au cours de la seconde partie, celles-ci ont été dégagées par l'évolution de facteurs externes dans laquelle elles n'ont joué aucun rôle moteur.

B. — *Le groupe de firmes institutionnalisées.*

Sous ces termes, F. PERROUX intègre les ententes au sens large. Il y aura groupe institutionnalisé lorsqu'un lien explicite, établi en vue d'un objectif précis (1), relie divers centres de production.

Dans l'industrie lainière, nous avons mentionné l'existence d'ententes au sens propre du terme. Là encore, leur rôle paraît à peu près nul sur l'évolution des structures de l'appareil de production au cours des quinze dernières années. Il ne semble pas, en effet, que la coalition explicite d'intérêts en vue d'un objectif ait pris un caractère institutionnel dans les « groupements » que l'on peut relever dans cette industrie.

Il n'est pas exclu que l'ouverture progressive des frontières nationales en Europe, entraîne la formation d'ententes visant à « planifier » en quelque sorte, certaines productions. Dans l'industrie lainière, nous pensons toutefois qu'elles prendront préalablement la forme de groupes non institutionnalisés plutôt que celle d'ententes du type classique (sidérurgie ou chimie par exemple).

C. — *Le groupe de firmes non institutionnalisées.*

C'est essentiellement le « groupe » familial qui apparaît dans cette catégorie. Nous avons vu que, dans l'industrie lainière, des conditions historiques et sociologiques ont entraîné la formation de « groupes ». Ceux-ci, toutefois, ne nous paraissent pas à la base d'une évolution des structures. En effet, leur existence est bien antérieure aux transformations contemporaines dans lesquelles ils paraissent avoir plutôt joué un rôle de frein. En effet, depuis la seconde guerre mondiale, l'évolution a tendu vers le dégagement de « groupes dominants » et ce, d'une façon quasi accidentelle. Nous pensons néanmoins que c'est une des voies par laquelle se manifesterait une évolution future des structures dans cette industrie.

Si l'on rejette alors les facteurs endogènes comme susceptibles de nous fournir une explication des phénomènes que nous avons observé, c'est donc vers des facteurs exogènes qu'il nous faut maintenant rechercher des éléments d'explication.

(1) Celui-ci pouvant être implicite en raison des réglementations existantes.

DEUXIÈME PARTIE

LA RECHERCHE
DES FACTEURS D'ÉVOLUTION

Si, d'une façon générale, on considère les impulsions externes qui sont susceptibles de s'exercer sur une industrie donnée, celles-ci nous paraissent se rattacher à trois catégories principales distinctes.

En premier lieu, il faut envisager une action de la collectivité nationale. La puissance publique, en fonction de critères et suivant des objectifs précis de politique économique, peut s'appliquer à modifier la structure d'une industrie. Une politique de nationalisation entraîne, comme première conséquence, une réorganisation des secteurs nationalisés.

L'action de facteurs de type sociologique doit, en second lieu, être retenue. Un secteur industriel est toujours composé de groupes humains aux intérêts qui ne sont pas strictement parallèles, sinon opposés. Par voie de conséquence, des conflits vont naître et trouver une solution qui peut entraîner des modifications de la structure du secteur considéré.

En troisième et dernier lieu, une industrie, W. LEONTIEF l'a montré, est enserrée dans un réseau d'interrelations extrêmement complexe. Dans une société où règne nécessairement, F. PERROUX l'explique clairement, une inégalité foncière, ces relations vont prendre un aspect « agressif ». Une industrie « dominée » va donc subir des impulsions qui, en certaines circonstances, peuvent entraîner des mutations structurelles.

Si l'on peut, dans le cas précis de l'industrie lainière, objet de cette étude, éliminer la première catégorie, nous verrons au cours de cette seconde partie l'influence décisive des deux autres.

L'action de l'Etat peut être rapidement rejetée comme facteur explicatif. Depuis la seconde guerre mondiale, celle-ci s'est limitée à un secteur de base : l'énergie. L'industrie textile n'a même pas connu de nationalisations partielles comme celles intervenues dans d'autres branches de l'économie française, la construction automobile par exemple. Un problème peut toutefois se poser à propos d'une action indirecte, par le biais de la politique fiscale. Mais là encore, sans entrer dans un problème qui dépasse le cadre de cette étude, il nous paraît établi que l'effet en a été à peine sensible, sinon nul (1).

(1) On pourrait même prétendre que la politique fiscale française a entretenu et favorisé au cours des quinze dernières années la permanence structurelle de la plupart des secteurs industriels. Cf. *supra*, page 89.

Si l'on considère maintenant les deux autres catégories, elles nous paraissent réductibles, dans leurs manifestations statistiques. En effet, si l'on considère une industrie comme un ensemble assimilable à une vaste entreprise, elle achète des biens et services sur divers marchés situés en amont pour revendre des biens sur des marchés placés en aval. Le volume de travail nécessaire à la production des différents stades de l'industrie lainière s'intègre aux composants matériels nécessaires à la production. Si le prix du travail s'élève par réduction de l'offre ou par coalition des travailleurs il en ira de même que pour le prix de tout autre produit et l'on assistera à une modification de la structure des coûts.

C'est précisément sur le plan méthodologique que l'on peut intégrer l'évolution du prix du travail aux facteurs technico-économiques reliant l'industrie lainière aux autres secteurs de l'économie. La méthode que le Pr. W. LEONTIEF a appliqué à l'étude de la structure de l'économie américaine (1) nous paraît particulièrement adaptée à ordonner nos analyses. En effet, l'établissement d'une matrice représentative d'échanges intersectoriels permet un repérage et une classification quantifiée des achats et des ventes effectués par les différents secteurs de l'économie.

W. LEONTIEF bâtit donc un système qui permet de définir une économie par son architecture technico-économique à partir de la mise en évidence des « inputs » et « outputs » de chaque secteur. Il convient de préciser ces termes (2).

Le terme d'« input » recouvre tous les achats de produits et services d'une industrie, à la condition toutefois que ce soit en vue d'une production qui fait l'objet même de l'activité industrielle. Le terme d'« output » indiquera la totalité des ventes effectuées par une industrie donnée. Une branche industrielle étant un ensemble complexe d'unités de productions autonomes, les transactions qui peuvent s'effectuer entre ces unités seront évidemment exclues des inputs et outputs de l'ensemble considéré dans sa totalité.

C'est donc par le canal des inputs et des outputs de l'industrie lainière que nous allons essayer de déterminer la nature et l'action des forces exogènes, base des transformations structurelles observées.

L'application d'une telle méthode se heurte à un certain nombre de difficultés et de problèmes dont le principal est l'absence à l'heure actuelle d'un tableau économique de l'économie française qui nous permette de repérer directement les inputs et outputs de l'industrie lainière.

(1) W. LEONTIEF. La structure de l'économie américaine, 1919-1939. Ed. Genin, Paris 1958. Trad. M. Marantz.

(2) Plusieurs termes sont utilisés. C'est ainsi que l'on parlera indifféremment de recettes et dépenses, d'achats et de ventes, de biens et services, d'intrants et d'extrants (termes dont Gael Fain est le promoteur), d'entrées et de sorties... sans qu'aucun de ceux-ci ne s'imposent de façon indiscutable.

On le sait, la Comptabilité Nationale française a établi trois tableaux économiques, l'un relatif à l'année 1951 (1), le second à l'année 1956 (2) et le troisième 1959 (3), année de départ des travaux préparatoires du IV^e Plan de Modernisation et d'Équipement. Bien que la technique d'établissement de chacun d'eux soit légèrement différente, aucun n'est suffisamment détaillé qu'il mette en évidence une « ligne » et une « colonne » « industrie lainière ». Cette carence s'explique uniquement par l'absence de données statistiques suffisamment solides pour élaborer un tableau dans un tel détail. Est-ce alors qu'il nous faut renoncer ? Nous ne le pensons pas. A la condition de se limiter aux postes importants et moyennant certaines précautions, les évolutions des inputs et outputs peuvent être repérées. Nous intéressant à un phénomène évolutif, nous pouvons faire abstraction des scrupules des comptes nationaux, puisque nous n'aurons pas leurs contraintes.

Nous allons donc être amenés à construire autour de l'industrie lainière un schéma de tableau économique selon les principes théoriques mis au point par le Pr. W. LEONTIEF.

Nous diviserons cette seconde partie en deux chapitres. Nous examinerons en premier lieu les transformations structurelles des outputs. En effet, l'industrie lainière est essentiellement concernée par la demande des consommateurs finals. Certes, les produits des tissages et filatures de laine subissent pour une part importante des transformations visant à les rendre propre aux usages traditionnels de l'habillement mais les mouvements qui se manifestent au niveau des consommateurs sont directement transmis à cette industrie.

La distinction traditionnelle entre les secteurs qui produisent des biens de consommation et ceux produisant des biens d'investissement recouvre l'intensité du lien entre une industrie donnée et la consommation finale. La liaison production-consommation est affectée par la structure de la branche productrice, un secteur monopolistique peut, en effet, exercer une action décisive sur la consommation. Compte tenu de la structure de l'industrie lainière, celle-ci nous paraît « dominée » par la demande finale.

Le second chapitre sera consacré à l'examen de la structure des inputs. Nous verrons que ses modifications sont plus récentes quant au déroulement de leurs effets et c'est pourquoi nous en traiterons après les impulsions au niveau des outputs.

(1) Tableau économique de l'année 1951. Paris I. Nationale, 1957.

(2) Les Comptes de la Nation. I. Nationale, Paris, 1960.

(3) En cours de publication.

CHAPITRE I

LES MODIFICATIONS DE LA STRUCTURE DES OUTPUTS

Si nous nous situons dans le cadre d'un tableau des échanges interindustriels, la recherche que nous allons entreprendre au cours de ce chapitre est dirigée en aval de l'industrie lainière. La liaison d'une industrie, dans un tel cadre, avec le reste de l'économie est assurée, dans ce cas, par ses *outputs*, pour reprendre la terminologie de W. LEONTIEF.

On peut considérer la production d'un secteur industriel comme la réponse à une demande émanant d'agents indépendants. Au plan global, la liaison est effectuée dans le sens consommation-production. Les producteurs peuvent anticiper à la hausse ou à la baisse un volume de demande mais l'ajustement s'effectue toujours par celle-ci. Ce qui n'exclut d'ailleurs pas des efforts localisés des agents de production pour inverser à leur profit le sens de la liaison (cf. la publicité par exemple). Il ne nous semble pas que, dans l'industrie lainière, un tel effort ait joué un rôle au plan global (1).

A un instant donné, il existe une structure (2) définie des outputs, mais avant d'analyser les effets des forces exogènes sur cette structure, il est nécessaire de présenter une vue générale des principaux canaux par lesquels s'écoulent les produits lainiers, ainsi que des produits eux-mêmes.

(1) En effet, une telle action ne peut réussir que dans un cas de monopole ou d'entente entre les centres de production. Dans une branche où règne un grand nombre de firmes sans que l'on puisse relever entre elles d'entente « positive », il paraît exclu qu'une action nécessairement localisée puisse affecter le sens de cette liaison. La production lainière est donc « dominée » par les stades aval.

(2) Le terme de structure répondant toujours aux critères que nous avons posés. Cf. première partie : page 43.

1. — Les clients de l'industrie lainière

Une décomposition du chiffre d'affaires nous fournit, pour l'année 1952, une vue des principaux clients de cette industrie. Le tableau suivant présente cette décomposition : (1)

Secteur acheteur	Ventes en millions A. F.	% du total
Energie	70	0,04
Minerais et métaux	121	0,06
Mécanique	4 892	2,15
Construction et matériaux	253	0,12
Industries chimique et parachimique	100	0,05
Industries agricoles et alimentaires	316	0,14
Industrie textile	294	0,13
Habillement (y compris bonneterie)	63 492	27,77
Industrie du cuir et de la chaussure	6 880	3,02
Industrie du papier et de l'édition	2 090	1,09
Industrie du bois et industries diverses	182	0,07
Transports et transmissions	451	0,19
Commerce	79 098	34,52
Industrie hôtelière	826	0,36
Spectacle, hygiène, santé	794	0,35
Organismes administratifs	9 332	4,07
Commerce extérieur	59 573	26,11
TOTAL	228 764	

On voit se dégager quelques gros postes en nombre restreint. C'est, en premier lieu, la consommation nationale qui, par le canal des industries de l'habillement et du commerce, absorbe 62,5 % des ventes totales et 84,5 % des ventes en France. Ensuite, l'exportation qui représente 26 % des ventes totales. Enfin, les ventes à l'administration qui comptent pour 4 % environ dans le chiffre d'affaires total et 5,5 % dans les ventes en France. Si l'on totalise ces trois postes, on constate qu'ils couvrent 92,5 % des ventes totales de l'industrie lainière. Le reste, soit 7,5 % est vendu à d'autres branches industrielles qui l'incorporent dans leur production.

Cette répartition des ventes de l'industrie lainière, qui n'a pu être effectuée que pour l'année 1952, donne une image à peu près exacte des débouchés de cette industrie au lendemain de la guerre.

2. — Les outputs de l'industrie lainière

Les différents produits élaborés par l'industrie lainière ne peuvent faire l'objet d'un inventaire complet, les statistiques exis-

(1) Ce tableau établi à l'aide d'un rapport du groupe de travail « Echanges interindustriels du secteur laine » de la Commission des Comptes de la Nation, non publié.

tantes ne le permettraient pas. D'autre part, la variété des produits est, dans la réalité, extrêmement grande. Un même fil, de caractéristiques définies, peut être formé d'un grand nombre de matières, *a fortiori* un tissu. Rappelons que l'on connaît à l'heure actuelle environ 2 000 genres distincts de fibres de laine.

A notre niveau d'analyse, il nous suffit de connaître les principales catégories de produits caractéristiques d'un débouché exclusif relativement homogène.

Si, pour l'année 1952, on considère le chiffre d'affaires sur le marché intérieur, des principaux stades de production, une fois éliminés les échanges internes, on a la répartition suivante :

Ventes	En millions A. F.	% du total
Fils	41 476	25,80
Tissus d'habillement	95 664	59,55
Couvertures	12 630	7,85
Tissus divers	1 531	0,95
Tissus pantouffes	4 469	2,78
Tapis	4 838	3,07
TOTAL	160 608	

Les ventes de fils ont deux destinataires :

— les industries de la bonneterie pour un montant de 23 932 millions, soit 57 % ;

— les commerces (mercerie), pour un montant de 17 544 millions, soit 43 % des ventes de fils à l'extérieur de l'industrie.

Les ventes de tissus d'habillement sont dirigées vers la confection pour 39 560 millions (soit 41,5 % des ventes de tissus), le commerce pour 48 352 millions (soit 50 % des ventes de tissus) et l'administration pour 7 753 millions (soit 8,5 % des ventes de tissus).

Les ventes de couvertures sont dirigées pour 82 % vers le commerce, 5,5 % vers l'hôtellerie et 12,5 % vers l'administration.

Les tissus pour pantouffles sont achetés essentiellement par les industries de la chaussure.

Les tissus divers se répartissent en trois acheteurs, 89 % pour la construction mécanique, 5,5 % pour la branche du bâtiment et 5,5 % pour l'ameublement.

Les tapis enfin, sont achetés pour 25 % par les industries mécaniques, pour 5 % par les transports publics, pour 55 % par les commerces et pour 15 % par l'industrie du spectacle.

Ces diverses données afférentes à l'année 1952 sont globalement valables pour l'année 1950 de même que la répartition des principaux clients.

première, nous étudierons l'évolution générale des marchés où se déversent les produits lainiers pour définir les impulsions essentielles qui y sont nés au cours des quinze dernières années.

Dans la seconde section, nous examinerons l'évolution de la structure des outputs, sous l'effet de forces exogènes nées en aval, et son retentissement sur les structures de l'appareil de production de l'industrie lainière.

Section 1

Evolution générale du marché des produits lainiers

Si nous nous replaçons dans le cadre d'un tableau des échanges interindustriels, l'industrie lainière vend ses produits sur trois catégories de marchés : le marché extérieur, le marché des utilisateurs finals et le marché des utilisateurs industriels.

Ces trois marchés représentent trois types distincts de consommation : la consommation extérieure, la consommation finale et la consommation intermédiaire.

Rappelons que la consommation intermédiaire comprend, dans la terminologie de la comptabilité nationale, les achats des autres branches industrielles (1), celles-ci les incorporant à leurs propres productions. La consommation finale désigne à la fois les achats des simples particuliers (les ménages), et les achats des administrations. Les termes de consommation extérieure ne posent pas de problèmes, elle est constituée des exportations.

Nous diviserons cette section en deux parties. En premier lieu, nous examinerons la consommation finale des produits lainiers, nous étudierons ensuite les consommations intermédiaire et extérieure.

Sous-section 1. — La consommation intérieure finale de produits lainiers

Il ne peut être question de considérer ensemble la demande des ménages et celle des administrations : les facteurs de leurs évolutions respectives sont nettement différents.

Aussi, nous analyserons séparément la demande des ménages et les achats administratifs. Mais, si nous considérons les dépenses de particuliers, il ne peut être question de connaître directement celles qu'ils consacrent à l'achat des produits qu'élabore l'industrie lainière. En fait, au niveau global, la recherche statistique des achats des ménages en produits textiles pose déjà un certain nom-

Ce chapitre sera divisé en deux sections principales. Dans la

(1) Plus précisément, « La consommation intermédiaire d'un produit est la quantité de produit qui disparaît, soit par incorporation dans des produits plus élaborés, soit par destruction dans le processus de production ». — Les Comptes de la Nation. Les Méthodes, p. 132, Paris, Imprimerie Nationale, 1960.

bre de difficultés. Les services de la Comptabilité Nationale, le CREDOC (1) se sont attachés à les chiffrer et il semble que les résultats auxquels ils sont parvenus constituent une base solide. Recherchant dans ce chapitre à définir les impulsions exogènes nées en aval de l'industrie lainière, pour en mesurer le retentissement sur celle-ci, une analyse préalable de l'évolution des dépenses textiles s'impose.

Ensuite, nous essaierons d'étudier la part des produits lainiers à l'intérieur de ces dépenses.

Dans un troisième paragraphe, nous aborderons l'évolution des achats publics.

§ 1^{er}. — LA DEMANDE TEXTILE DES MÉNAGES, SON ÉVOLUTION DEPUIS 1945

L'évolution des dépenses privées, si elle est conditionnée par un certain nombre de facteurs repérables qui en permettent une quantification, est aussi qualitativement déterminée par un ensemble de données qui échappent à l'économiste. Il n'entre pas dans notre propos de rechercher les causes de l'évolution mais d'examiner ses caractéristiques essentielles. Néanmoins, c'est à une véritable analyse de comportement qu'il nous faudrait parfois faire appel.

Nous avons rapidement examiné au cours de notre chapitre préliminaire les données essentielles de la croissance économique en France depuis la guerre. Nous savons que la consommation privée s'est sensiblement développée. Nous allons nous intéresser maintenant à une faible partie de cette consommation puisque nous ne considérerons que les dépenses textiles. Celles-ci n'ont évidemment pas suivi fidèlement les rythmes de la consommation privée, comme nous allons le voir.

Nous distinguerons séparément au cours de ce paragraphe, les dépenses textiles consacrées par les ménages à leur habillement et celles destinées à des usages domestiques.

Avant d'aborder cette analyse, il convient de préciser les sources des données statistiques que nous allons utiliser.

Ce sont essentiellement les travaux de la Comptabilité Nationale puis du Centre de Recherche et de Documentation sur la Consommation (CREDOC) qui constituent les seules sources valables d'information sur la consommation. Si le Service des Etudes Economiques et Financières (SEEF), ne publie que peu de travaux, le CREDOC par contre le fait très régulièrement (2). Ces études

(1) Centre de Recherche et de Documentation sur la Consommation (C.R.E.D.O.C.).

(2) Le CREDOC publie une revue trimestrielle intitulée « Consommation » par l'intermédiaire des Editions Dunod. Cette revue traite tous les aspects de la consommation dans l'optique de la Comptabilité Nationale ainsi que les problèmes théoriques de la consommation.

constitueront la base statistique de nos analyses. Plus précisément nous exploiterons un numéro spécial de la revue « Consommation » qui constitue un recueil des statistiques essentielles (1).

Accessoirement, nous nous référerons aux travaux du SEEF qui sont publiés dans le volume annuel des Comptes de la Nation mais dont une partie est reprise dans l'ouvrage cité plus haut (2).

1. — *La consommation textile à usage d'habillement*

Si le vêtement apparaît à la majorité des nations civilisées comme un besoin essentiel, il ne constitue pas le plus urgent. « Primum vivere » soulignaient les anciens et l'habillement apparaît dans la consommation totale comme un solde, une fois déduites les dépenses afférentes à la nourriture.

Les dépenses d'habillement évoluent selon des facteurs propres à un milieu géographique, sociologique et social. Si, à tout prix, on veut synthétiser, on peut considérer la demande textile comme une des trois dépenses fondamentales de l'homme, les deux autres étant consacrées à la nourriture et au logement.

L'analyse de l'évolution des dépenses d'habillement revient à répondre à deux questions : comment ont évolué ces dépenses ? Pourquoi ont-elles suivi une telle évolution ?

A. — La croissance économique française depuis 1945, s'est accompagné d'un développement des revenus individuels. En d'autres termes, le niveau de vie des Français s'est considérablement élevé. Mais en nous référant aux termes « niveau de vie », un problème important se trouve posé. En effet, le niveau de vie comprend la satisfaction d'un ensemble de besoins parfaitement hétérogènes. Quand le niveau de vie augmente, tous les besoins augmentent-ils proportionnellement ? Nous connaissons la réponse, elle est négative. L'apparition de biens nouveaux, la transformation de la vie sociale, les mouvements de population ont bouleversé la hiérarchie des besoins telle qu'elle pouvait exister à la veille de la guerre.

De 1945 à 1950, il ne peut être question d'étudier les dépenses d'habillement. La demande, comprimée par quatre années de pénurie, en face d'une offre extrêmement réduite avaient imposé la nécessité d'un rationnement qui s'est efforcé d'adopter tant bien que mal offre et demande de produits. Jusqu'en 1950, les dépenses

(1) N° spécial 1961, 3-4 juillet-décembre, Dunod Ed., Paris.

(2) Nous devons noter que les séries élaborées par le CREDOC ont trait à la consommation des *particuliers*, notion sensiblement plus large que celle des *ménages* dans la terminologie de la Comptabilité Nationale. Dans la consommation textile des particuliers, les achats d'habillement de l'administration (population des institutions), sont comptabilisés.

Une différence d'optique explique cette comptabilisation. La faible part de ces achats (à peine 1 % de la consommation totale d'habillement), n'introduit aucune variation sensible en évolution.

d'habillement ne correspondaient, en théorie, qu'aux possibilités de l'offre.

Si l'on prend l'année 1950 comme base 100, on a, en 1960, l'indice de 225,8 pour les dépenses d'habillement des ménages (1). Tout au long de la période, sa croissance a subi des variations de rythmes qui correspondent à celles que nous avons noté dans la consommation des ménages (Cf. Ch. préliminaire). Nous savons qu'on ne peut, automatiquement, en déduire que les quantités achetées en 1960 sont le double de celles achetées en 1950. Une augmentation de 41,5 % des prix de ces produits au cours de ces dix années fait que les dépenses d'habillement, exprimées en volume (2), n'ont augmenté que de 52 % entre 1950 et 1960 (1950 = 100, 1960 = 152).

Toutefois la dépense d'habillement est une catégorie trop large pour apprécier la consommation textile. En effet, elle comprend, dans les calculs effectués par le CREDOC (3) outre les vêtements, bonneterie, etc., tous articles purement textiles, divers accessoires de l'habillement tels les gants et chapeaux, l'entretien et la réparation des vêtements, les chaussures et articles chaussants. Les produits strictement textiles en représentent, il est vrai, la part principale en 1960, par exemple, celle-ci s'élevait à environ 75 % des dépenses totales en habillement des ménages (les chaussures et articles chaussants, y compris réparation et entretien, 15 % environ).

Si l'on ne tient compte que des articles textiles, en francs courants et sur la base 100 en 1950, l'indice est de 230 en 1960. Les dépenses des ménages se sont donc accrues plus vite pour les articles textiles que l'ensemble des dépenses consacrées à l'habillement. Exprimés en volume, les achats de produits textiles d'habillement effectués par les ménages ont augmenté de 56 %.

B. — On peut s'étonner du fait que la consommation des ménages en produits textiles d'habillement ait crû plus vite que la consommation privée. En effet, entre 1950 et 1960, celle-ci augmente de 56 % (en volume), celle-là de 52 % (en volume). Le coefficient d'élasticité (4) qui lie, au cours de cette période, la consommation

(1) Exprimées en francs courants.

(2) « L'indice de volume est le rapport existant entre deux valeurs successives d'un agrégat donné, exprimées aux prix de l'année de base. L'indice de volume permet d'apprécier les variations de valeur des ensembles de produits dues aux variations de *quantité de leurs composantes* ». Les Comptes de la Nation, 1960, V, II, op. cité.

Il faut tenir compte en outre de l'effet qualité qui accroît généralement les prix à quantité égale. La définition ci-dessus donnée n'est vraie que si la composition de l'agrégat est rigoureusement la même entre les années comparées.

(3) Op. cité.

(4) Rappelons qu'un coefficient d'élasticité entre deux séries x et y qui sont

des ménages de produits textiles et la consommation privée est donc supérieur à l'unité.

Les facteurs à la base de l'augmentation des dépenses d'habillement des ménages nous paraissent être au nombre de trois : évolution de la population, des revenus et concurrence des autres dépenses. Examinons rapidement chacun de ceux-ci.

a) L'augmentation de la population française, comme pour la plupart des pays européens, a infligé un sévère démenti aux prévisions démographiques des années trente et aux thèses des stagnationnistes. Le « baby boom » des années d'après-guerre a entraîné un rapide accroissement du nombre des Français. De 41 567 000 personnes en 1950, la population est passée à 45 354 000 en 1960, soit un accroissement de 9 % en dix ans.

Ce facteur s'est trouvé renforcé par un déplacement des populations rurales vers les zones urbaines. Une enquête effectuée par l'I.N.S.E.E. (1) en 1953 a montré que les classes rurales étaient, relativement à l'ensemble de la population française, sous-équipées du point de vue habillement.

Le tableau ci-après résume ce mouvement d'urbanisation entre 1954 et 1960 (2).

Unité 10 000	1954	1960	Variation 1959-1954
Communes rurales	5 467	5 325	— 3 %
Communes urbaines :	5 467	5 325	— 3 %
— de moins de 10 000 hab.	1 520	1 598	+ 5 %
— de 10 000 à 100 000 hab.	2 204	2 520	+ 14 %
— de 100 000 à 1 000 000 hab. ...	1 844	2 096	+ 14 %
Paris (agglomération et zone sub-urbaine)	2 383	2 608	+ 9 %

Les mouvements démographiques ont donc été au cours de cette période un facteur important de l'augmentation des dépenses d'habillement.

b) L'accroissement des revenus depuis 1950 a, lui aussi, été très sensible. Si l'on considère le revenu disponible des ménages sur le territoire (3), sur la base 100 en 1950, il est à l'indice 272,5

liées par une relation fonctionnelle telle que $y = f(x)$ est le taux de variation de y par unité de variation de x , soit :
$$\frac{E_y}{E_x} = \frac{x}{y} \frac{dy}{dx}$$

La propriété essentielle de ce coefficient est qu'il est un nombre indépendant des unités qui mesurent x et y .

(1) Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. Les dépenses d'habillement des Français en 1953.

(2) Extrait du n° 3/4, Annales du CREDOC, op. cité.

(3) Source Annuaire statistique de l'I.N.S.E.E., 1961

en 1960. Le revenu disponible des ménages n'est toutefois pas égal à la consommation, car il faut tenir compte de l'épargne nette et de son évolution. De 1950 à 1960, celle-ci a augmenté sensiblement, c'est pourquoi, au cours de cette période, la consommation des ménages n'a augmenté que de 54,5 %.

c) Si l'accroissement des revenus et de la population ont été les moteurs principaux de l'augmentation des dépenses d'habillement, celle-ci a été freinée par la concurrence des dépenses nouvelles. En effet, l'apparition de biens électro-domestiques, l'accroissement des dépenses de loisirs, le développement des moyens de transport individuels ont comprimé sensiblement les achats d'articles d'habillement qui auraient donc pu croître d'une manière plus importante.

Les dépenses textiles d'habillement (1) atteignaient en 1949, 13,5 % de la consommation totale exprimée en francs courants, elles en représentaient 11,5 % en 1959; mais en volume, le pourcentage augmente de 11,35 % à 11,50 % (le prix relatif des produits textiles a en effet baissé tout au long de cette période).

Sur la base 100 en 1949, en volume, les dépenses suivantes étaient en 1959 à l'indice :

— équipement du logement	223,6
— transports individuels	275,6
— culture et loisirs	161,6
— vêtements	153,5
— consommation totale	152,3

Source : CREDOC - Op. cité

La part des trois premiers postes dans la consommation des ménages, en volume, passe de 13,5 % en 1949 à près de 20,5 % en 1959.

2. — *La consommation des ménages en produits textiles à usage domestique*

Ce type de consommation est directement lié au développement démographique, à la construction d'habitations et aux dépenses consacrées à l'équipement du logement. Dans ce domaine, la liberté de choix du consommateur est très grande : l'évolution des goûts, des normes sociales influencent considérablement la réalisation des dépenses dans l'une ou l'autre catégorie de biens. Chacune de celles-ci correspond en effet à un besoin secondaire.

Depuis la fin de la guerre, les dépenses des ménages dans cette catégorie de biens n'ont cessé d'augmenter. Entre 1950 et 1960, ceux-ci, exprimés en volume, ont connu un taux d'accroissement

(1) Les Comptes de la Nation, V. I. Les Comptes 1960, Paris, Imprimerie Nationale.

moyen annuel de 8,5 %. Mais il s'agit essentiellement de biens dont l'achat peut être différé. Aussi, les ralentissements conjoncturels de la consommation privée au cours de cette période ont affecté de tout leur poids cette catégorie de dépenses. Sans noter de baisse très importante, on constate un net ralentissement de leur croissance en 1952, 1958 (où l'on note une baisse de 5 % par rapport à 1957) et 1959.

Mais à l'intérieur même de ces dépenses, les taux de croissance selon les catégories de biens sont extrêmement dispersés. Par exemple, entre 1950 et 1960, le volume d'achat du matériel ménager a crû de 16 % par an, le volume des dépenses consacrées au textile d'ameublement et au linge de maison de 6,7 % par an. Les produits textiles ne semblent donc pas avoir été particulièrement favorisés dans cette évolution. En d'autres termes, l'élasticité (1) des dépenses textiles pour l'équipement du logement, par rapport aux dépenses totales de cette catégorie est inférieure à l'unité depuis la fin de la guerre. Plus littérairement, l'évolution des goûts et des normes sociales du confort, l'apparition (2) de nouveaux biens et les modifications du genre de vie ont porté les consommateurs à un « taux de préférence » plus élevé pour les biens électrodomestiques que pour les biens traditionnels (parmi lesquels se trouvent les produits textiles). On peut constater par ailleurs que c'est sur la catégorie de biens dont le « taux de préférence » est le plus faible que pèsent le plus lourdement les ralentissements de la consommation privée. Prenons par exemple, l'indice du volume de la consommation de textiles d'ameublement et de linge de maison :

1950 : 100	1954 : 116,8	1958 : 166,6
1951 : 113,4	1955 : 130,5	1959 : 168,5
1952 : 113,4	1956 : 149,3	1960 : 171,5
1953 : 119,3	1957 : 173,1	

La part des produits textiles dans les dépenses affectées par les ménages à l'équipement des logements a été constamment en baisse au cours des quinze dernières années. En 1950, ils représentaient 25,6 % de ces dépenses, en 1960, leur part n'est plus que de 15,9 %. En volume, cette baisse a été encore plus prononcée. En effet, alors que l'indice moyen des prix des biens destinés à l'équipement du logement a augmenté de 68,8 % entre 1950 et 1960, le « prix » du groupe : textile d'ameublement-linge de maison n'a crû que de 19,7 % (3).

(1) Cf. *supra*, note page 130.

(2) On peut s'interroger sur le rôle de la publicité dans le développement de ces nouveaux « besoins ».

(3) Source : Annales du CREDOC, op. cité.

3. — *Les caractéristiques structurelles de l'évolution de la consommation textile*

L'évolution économique depuis la fin de la guerre a entraîné de nombreuses modifications dans tous les domaines. Il en est ainsi lorsque l'on considère dans son ensemble la demande textile dont nous venons de survoler très rapidement l'évolution par grands groupes de produits.

Nous avons vu que toutes les catégories avaient augmenté sous l'effet de diverses composantes de la croissance générale. Néanmoins, elles n'ont pas connu des évolutions parallèles. Aussi, la structure de la consommation française de produits textiles s'est sensiblement modifiée au cours de cette période.

En 1950 (1), les principales dépenses par catégories de produits textiles se répartissaient ainsi :

	Valeur 1950 millions NF	% du total I et II	% du total I + II
Vêtements confectionnés	4 131	56	51,10
Bonneterie, lingerie	1 972	26,6	24,40
Mercerie, laine à tricoter	492	6,5	6,10
Tissus pour vêtements et lingerie ...	800	10,9	9,90
TOTAL I	7 395	100,0	91,5
Couvertures	89	13	1,10
Tapis textiles	47	6,85	0,59
Textiles d'ameublement	139	20,15	1,71
Linge de maison	410	60	5,10
TOTAL II	685	100,0	8,5
TOTAL I et II	8 080	—	100

En 1960, on avait la répartition suivante :

	Valeur 1960 millions NF	% du total I et II	% du total I + II
Vêtements confectionnés	10 088	59,5	55,00
Bonneterie, lingerie	5 190	30,3	28,25
Mercerie, laine à tricoter	673	3,9	3,60
Tissus pour vêtements et lingerie ...	1 035	6,3	5,60
TOTAL I	16 986	100,0	92
Couvertures	234	16,6	1,25
Tapis textiles	144	10,2	0,75
Textiles d'ameublement	272	19,3	1,45
Linge de maison	760	53,9	4,10
TOTAL II	1 410	100	8
TOTAL I et II	18 396	—	100

(1) Les chiffres suivants sont extraits des travaux du CREDOC, N° spécial de la revue « Consommation », op. cité.

On peut remarquer en premier lieu que la part de l'habillement n'a que très légèrement augmenté. La répartition des dépenses textiles des ménages entre l'habillement et l'équipement du logement est restée sensiblement la même en 1960 qu'en 1950.

C'est surtout à l'intérieur des dépenses d'habillement que des modifications sensibles se sont manifestées. Si les deux premiers postes (vêtements confectionnés, bonneterie, lingerie) ont augmenté leur part (le premier de 3,5 %, le second de 3,7 %), entre 1950 et 1960, le troisième a marqué un net recul (— 7,2 %).

Les principales variations enregistrées se résument ainsi :

A. — On constate au niveau des produits terminés un phénomène de substitution entre les vêtements confectionnés et les articles de bonneterie. En effet, entre 1950 et 1960, le taux d'accroissement moyen annuel des dépenses en vêtements est de 5,3 %, alors que pour les articles de bonneterie, il est de 5,7 %. Ce phénomène nous paraît directement induit de l'évolution démographique. En effet, l'enquête effectuée par l'I.N.S.E.E. (1) sur les dépenses d'habillement des Français en 1953 (2), nous montre que les achats d'articles de bonneterie sont surtout le fait de consommateurs jeunes. Si nous examinons l'évolution de la population française par groupes d'âges de 1950 à 1960, on constate le fort développement des classes d'âges jeunes comme en témoigne le tableau suivant :

Groupes d'âges	1950	1960
0 — 4	100	103,6
5 — 19	100	122,3
20 — 64	100	105,1
65 et plus	100	111,2
TOTAL	100	109,1

Or, le Pr. A. SAUVY l'a souvent souligné (3), lorsque dans un pays, les classes d'âges jeunes se développent, il se produit des modifications profondes des goûts, habitudes sociales, auxquelles n'échappe pas le vêtement. De telles transformations ont joué dans le sens de cette substitution.

B. — On note par ailleurs un recul général des produits nécessitant un travail domestique ou artisanal pour être consommés (laine à tricoter, tissus pour vêtements et lingerie). Si, en 1950, cette catégorie de produits représentait 17,4 % des dépenses textiles des ménages pour leur habillement, en 1960, elle ne représente

(1) Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

(2) Enquête sur les dépenses d'habillement des Français, I.N.S.E.E., Paris.

(3) Cf. notamment : « La montée des jeunes », A. Sauvy.

plus que 10,2 % de celles-ci. Le recul des achats de tissus par le consommateur est la conséquence directe du développement de la confection en France depuis la seconde guerre mondiale.

La baisse des achats de mercerie et de laine à tricoter s'explique par des considérations similaires. Elle paraît due à la fois au rajeunissement de la population et au recul relatif des prix des articles de bonneterie. Toutefois, nous le verrons ultérieurement, on assiste depuis 1953, après une profonde baisse entre 1950 et 1953, à un accroissement très net des ventes de laine à tricoter.

Après avoir enregistré ces transformations de la consommation textile, il nous faut aborder maintenant l'analyse de la demande de produits lainiers. Mais les données statistiques que nous venons d'utiliser ne peuvent pas nous en permettre une connaissance directe.

§ 2. — LA DEMANDE INTÉRIEURE DES MÉNAGES EN PRODUITS LAINIERS

Au cours du paragraphe précédent, nous avons examiné la consommation textile des ménages dans son ensemble. Mais plusieurs industries (dont l'industrie lainière) concourent à approvisionner cette demande. Cinq industries principales se partagent ce marché (1) : l'industrie lainière, celles du coton, du lin, de la soie et de la bonneterie. S'il est déjà très difficile de donner à chacune la part qui lui revient dans la satisfaction des besoins nationaux, il est pratiquement impossible de lier très exactement (et mécaniquement), ces diverses industries à la consommation textile.

En premier lieu, elles ne vendent pas directement au consommateur. Entre un tissage et l'acheteur final existe un nombre d'intermédiaires commerciaux et industriels (la confection, par exemple, qui échappent à toute statistique (2)).

En second lieu, il est vain, en l'état actuel des statistiques françaises d'essayer, au niveau du consommateur, de déterminer la provenance des produits textiles dont il fait usage. De nombreux problèmes « techniques » devraient être résolus sans que l'on voie très bien comment ils pourraient l'être (diverses productions sont en effet effectuées indifféremment par deux ou plusieurs industries de techniques différentes). D'autre part, faute de moyens financiers, les enquêtes de consommation sont encore rares en France.

(1) Signalons ici que les dénominations de ces industries sont traditionnelles et ne préjugent en rien des matières travaillées. L'industrie de la « soie » ne travaille plus de nos jours qu'un très faible volume de soie; l'industrie du coton utilise une quantité croissante de matières artificielles et synthétiques. Ces dénominations recouvrent plutôt des techniques de fabrications différentes.

(2) Il n'existe en France aucune statistique en matière de commerce textile. Dans le domaine des industries du vêtement, aucune enquête n'a jamais pu donner de résultat présentant quelque valeur. L'importance de l'artisanat et la faiblesse des organisations professionnelles de ces industries expliquent une telle carence.

Or, il est nécessaire pour analyser les modifications de la structure des outputs de l'industrie lainière, d'apprécier l'évolution de la demande intérieure de produits lainiers et les transformations qu'elle a pu subir sous l'effet de l'évolution générale de la consommation textile.

Nous essaierons de situer l'évolution de la consommation des ménages de produits lainiers, en regard de la consommation textile. Cependant, il convient de préciser auparavant quelques points méthodologiques.

A. — *Problèmes méthodologiques.*

Ces divers problèmes ont trait aux unités utilisées à la nomenclature de produits lainiers et aux modalités des calculs effectués.

a) Un problème se trouve posé par les unités que nous allons utiliser. Nous avons analysé l'évolution de la consommation textile en valeur et en volume. Or, la consommation des ménages de produits lainiers ne peut être appréciée en valeur. Les données statistiques ne nous permettent pas de connaître avec une précision quelconque la valeur des produits lainiers consommés par les ménages. Nous serons donc obligés de considérer ces produits exprimés en unités physiques. Nous devons rapprocher, dans leur évolution, les séries de la consommation textile des ménages en volume et celle de produits lainiers exprimés en unités physiques. Mais une telle démarche n'est justifiée que sous certaines conditions précises.

Entre deux séries, le rapport qui lie les accroissements positifs ou négatifs définit un coefficient d'élasticité (1). Entre deux séries identiques, ce coefficient est égal à l'unité.

Est-il légitime de mettre en rapport deux séries exprimées dans des unités d'ordre différent et surtout quels sont les enseignements que nous pourrions en tirer ? Si l'on considère qu'un coefficient d'élasticité n'exprime que des relations entre les « vitesses » respectives de deux mouvements, les séries quantitatives traduisant des mouvements, la valeur de ce coefficient ne dépend pas des unités dans lesquelles sont exprimées ces séries. Un coefficient calculé à partir de deux séries dont l'une est exprimée en volume (2), l'autre en quantité physique sera néanmoins minoré ou majoré en valeur relative selon le sens de l'évolution de la qualité des produits, pris en compte dans un indice de volume, négligé dans un indice de quantités physiques.

Ne pouvant procéder autrement, en raison de l'inexistence de données satisfaisantes, nous devons prendre garde aux conclusions qui pourront être tirées de ces comparaisons.

(1) Cf. *supra*, page 130.

(2) Cf. *supra*, page 130.

b) La nomenclature des produits lainiers consommés par les ménages correspond à peu près à celle que nous avons utilisée pour la consommation textile. Excepté le cas des tissus d'ameublement pour lesquels on ne possède aucune donnée statistique, les autres postes sont assez aisément repérables. En effet, dans l'industrie lainière, la spécificité des produits permet de distinguer assez exactement selon les types d'usages auxquels ils sont destinés.

La base des éléments statistiques sera constituée des statistiques professionnelles élaborées par le Comité Central de la Laine (1).

Nous devons maintenant préciser les modalités des calculs que nous avons effectués. Si l'on part de la production, on a pour une période définie, l'équilibre comptable suivant :

$$P = C - I + E \pm \Delta S_i \pm \Delta S_f$$

où P est la production nationale, C la consommation intérieure, I les importations, E les exportations, ΔS_i les variations de stocks chez les producteurs et ΔS_f les variations de stocks chez les intermédiaires (commerciaux et industriels) entre le producteur et le consommateur final.

Or, si l'on connaît d'une manière satisfaisante P, I et E, on saisit statistiquement très mal ΔS_i et ΔS_f est pratiquement inconnu. Aussi, pour connaître C la consommation, on ne peut travailler que sur l'équation comptable réduite :

$$C = P + I - E (\pm \Delta S_i)$$

On néglige donc les variations ΔS_f (et ΔS_i , si on ne les connaît pas) et l'on obtient ce qu'il est convenu d'appeler la « consommation apparente ». Certes, on commet une erreur en négligeant les variations de stocks mais, sur une période longue, il ne semble pas que celles-ci puissent sensiblement affecter d'une manière décisive l'appréciation de la consommation finale par le biais de la consommation apparente. Ceci, tout au moins, lorsque l'on raisonne en évolution.

B. — *La consommation intérieure de produits lainiers, l'évolution des principaux produits.*

Nous avons calculé la consommation apparente des principaux produits lainiers compte tenu des possibilités que nous laissent les statistiques disponibles suivant chaque type de produit que nous allons maintenant examiner.

a) Les tissus destinés à l'habillement des ménages.

Nous avons calculé la consommation apparente en négligeant, faute de renseignements valables, toutes les variations de stocks. Les résultats du calcul sont surprenants : sur la base 100 en 1950,

(1) Annuaire Statistique de l'Industrie Lainière. — C.C.L. — Cf. Bibliographie.

la consommation apparente de tissus de laine (1) pour habillement se retrouve à l'indice 80 en 1960.

La série des indices est la suivante :

1950 : 100	1954 : 77	1958 : 84,5
1951 : 93	1955 : 76,5	1959 : 79,5
1952 : 97,5	1956 : 81,5	1960 : 80
1953 : 70,5	1957 : 95,5	

On constate que cette série est, dans l'ensemble, orientée à la baisse. Mais le choix de l'année 1950 comme année de base est discutable. En effet, cette année-là de nombreux intermédiaires industriels et commerciaux ont anticipé une demande aussi intense qu'au cours de la période de rationnement. De ce fait, ils ont augmenté nettement leurs stocks, mais, en tout état de cause, dans le meilleur cas en prenant l'année 1953 comme base, on noterait une quasi-stagnation de cette série.

La prise en compte des variations de stocks ne pourrait modifier le sens de l'évolution. En effet, si celles-ci étaient susceptibles de relever la consommation apparente, il faudrait admettre un déstockage important et continu à tous les niveaux. Or, un tel phénomène est incompatible avec les éléments qualitatifs que nous avons pu recueillir.

On peut donc considérer que l'évolution décrite par cet indice rend correctement compte de la demande intérieure des ménages pour les tissus de laine destinés à l'habillement.

Si nous rapprochons maintenant celle-ci de la consommation des ménages de vêtements et de tissus (2) (que nous trouvons sous les termes de tissus pour vêtements et lingerie), on constate une nette divergence. Alors que le taux d'accroissement moyen annuel est de 5,3 % par an pour l'indice du volume de la consommation de vêtements et nul pour celui de la consommation de tissus (3), la série que nous avons calculée est orientée à la baisse.

Remarquons en premier lieu que le volume des tissus achetés directement par les ménages n'a pas augmenté au cours de cette période. Or, des calculs effectués ont montré que la part de tissus de laine destinés à l'habillement vendus à la confection était approximativement de 41,2 % en 1952 et de 50 % en 1959. Par conséquent, la stagnation d'une partie de la consommation apparente de tissus de laine correspond à une diminution relative des achats des ménages dans cette catégorie de produits.

Mais surtout, trois autres phénomènes nous paraissent rendre compte de la stagnation de l'indice de la consommation apparente

(1) Calculée sur la base de l'équilibre consommation apparente = production + importations — exportations, exprimé en tonnes.

(2) Cf. *supra*, page 134.

(3) Cf. op. cité, CREDOC, page 129.

des tissus de laine pour l'habillement en face du développement de la consommation de vêtements.

a) Ce sont tout d'abord les progrès importants réalisés dans l'industrie de la confection depuis 1950, la réduction des « chutes » par amélioration des matériels, par l'utilisation de tissus plus larges ont entraîné un accroissement de la production pour un même poids de matière première.

b) Ensuite, l'accroissement du confort (chauffage, usage accru de l'automobile...) a entraîné une évolution des goûts du consommateur qui se tourne de plus en plus vers les articles légers. On note, par exemple, un abandon presque total du lourd manteau de laine qui faisait l'orgueil des générations précédentes.

Sur la base des données statistiques disponibles (1), nous pouvons calculer quelques caractéristiques de cet allègement. Nous connaissons depuis l'année 1956 la production de tissus produits par l'industrie lainière exprimée en m² et en poids (2). Le rapport entre le poids et la longueur nous donne pour chacune des années :

- 1956 : 495 grammes au m²;
- 1957 : 485 grammes au m²;
- 1958 : 475 grammes au m²;
- 1959 : 480 grammes au m²;
- 1960 : 460 grammes au m²;
- 1961 : 450 grammes au m².

En l'espace de six années, on constate donc un allègement de 9 % du métrage produit de tissus de laine, celui-ci ayant vraisemblablement été supérieur pour les seuls tissus d'habillement.

c) En dernier lieu, l'amélioration de la qualité des matières a accru sensiblement l'usage de ces produits que le consommateur renouvelle par conséquent moins souvent.

La demande des ménages de tissus de laine est donc difficile à apprécier. Si l'on tient compte des divers éléments que nous venons d'exposer rapidement, on peut considérer que, vraisemblablement, celle-ci s'est sensiblement développée. Toutefois la résistance accrue des tissus qui est souvent avancée comme un corollaire de la consommation croissante de nouvelles fibres textiles, aurait limité cette progression. Il paraît donc certain que l'évolution de la consommation de tissus, en tonnage, telle qu'elle

(1) Source : Statistiques du Comité Central de la Laine.

(2) En réalité, nous avons négligé les déclarations de la production de tissus en poids car de nombreuses entreprises ne peuvent fournir leur production de tissus en tonnes, mais en mètres carrés. Nous avons utilisé, pour apprécier la production en poids, les chiffres de mises en fabrication de fils par les tissages qui nous paraissent plus correctement fournis. Malheureusement, cette démarche nous interdit de mesurer l'allègement selon les catégories de tissus, on peut toutefois estimer que ce phénomène affecte surtout les tissus pour habillement pour lesquels l'allègement doit donc être sensiblement plus important qu'il n'apparaît dans les chiffres cités ci-dessus.

apparaît à travers nos calculs pour les dix dernières années, ne traduit pas l'évolution réelle de la satisfaction des besoins intérieurs en tissus de laine.

Nous avons constaté une certaine substitution entre les vêtements confectionnés et les articles de bonneterie. Il est possible que cette substitution ait surtout pesé sur les tissus de laine. D'autant que les goûts du consommateur le dirigeaient vers des articles légers. La consommation de tissus de laine exprimée en volume marquerait donc une légère hausse, une très forte progression paraît exclue. Le taux de croissance est, selon toute vraisemblance, nettement inférieur à celui de la consommation de vêtements des ménages.

b) Les articles de bonneterie de laine.

Il est difficile d'apprécier la production d'articles de bonneterie de laine. D'une part, les statistiques professionnelles (1) sont incomplètes, d'autre part, ces articles sont souvent réalisés par des mélanges de fils de diverses matières.

Toutefois, nous avons considéré que les quantités livrées par les filatures de laine étaient un bon indicateur de la production des industries de la bonneterie ou articles à base de fils de laine (2).

Selon nos estimations, entre 1950 et 1959, la consommation des fils de laine incorporés à des articles de bonneterie aurait augmenté d'environ 58 % sur le marché français.

Cette augmentation s'est à peu près régulièrement répartie tout au long de la période, excepté lors des ralentissements de la consommation privée en 1951 et 1958. C'est une croissance importante si l'on considère que, d'une part, la qualité des produits s'est nettement améliorée et que, d'autre part, les dépenses des ménages en produits d'habillement n'ont augmenté que de 30 % (exprimées en volume).

Il y a là un phénomène extrêmement important, induit du comportement du consommateur qui a joué en faveur des produits lainiers, défavorisés dans le domaine des tissus comme nous l'avons vu.

c) Mercerie et laine à tricoter.

Pour cette catégorie de produit, nous devons assimiler production et consommation apparente. En effet, les importations et exportations sont restées depuis 1950 pratiquement négligeables (la réalisation du Marché Commun changera très certainement cette situation). Les variations de stocks sont statistiquement

(1) Il s'agit là des statistiques professionnelles tenues par la Fédération des Syndicats Patronaux de la Bonneterie qui ne couvrent pas l'artisanat.

(2) On connaît les exportations de bonneterie de laine en tonnage par les statistiques douanières, ce qui permet d'apprécier globalement le tonnage « absorbé » par le marché intérieur.

très mal connues, mais elles ne paraissent jouer aucun rôle en longue période. Il faut, en outre, souligner que la base 100 en 1950 est très mauvaise car, d'une part, les phénomènes notés au niveau des tissus restent vrais dans ce cas (1), d'autre part, la baisse de consommation et de production entre 1950 et 1952 paraît corrélative à une pénurie de matières. Sur la base 100 en 1952, l'indice de la production de laine-mercerie se retrouve à l'indice 191 en 1960.

Mais si l'on considère l'évolution de la consommation des ménages dans cette catégorie d'articles, après une baisse entre 1950 et 1952, on assiste à une forte remontée. Si l'on prend l'indice de volume en base 100 en 1952, celui-ci est à 134 en 1960.

Si l'on rapproche maintenant l'augmentation de 34 % de la consommation des ménages de celle (+ 91 %) de la production entre 1952 et 1960, elles sont liées par un coefficient d'élasticité nettement supérieur à l'unité. Un tel coefficient nous indique que la consommation de produits lainiers dans cette catégorie a crû plus fortement à l'intérieur de celle-ci que les autres composantes. En effet, la catégorie mercerie-fil à tricoter comportait, après la guerre, une part très importante de fils de coton. Peu à peu le fil à tricoter est devenu presque uniquement composé de fil de laine. C'est ce que nous indique le fort accroissement de l'indice de la production de laine mercerie en regard de l'indice de la consommation finale du groupe mercerie-laine à tricoter.

d) Les produits lainiers à usages domestiques : couvertures et tapis.

La consommation des produits lainiers à usages domestiques s'est nettement développée depuis l'année 1950. Elle a subi comme l'ensemble des postes textiles la concurrence des biens électrodomestiques.

Pour les couvertures et les tapis produits par l'industrie lainière, l'évolution a été la suivante :

a) La consommation apparente (2) des ménages de *couvertures de laine* a évolué ainsi :

1950 : 100	1955 : 124,5
1951 : 98	1956 : 106
1952 : 108	1957 : 127
1953 : 108	1958 : 148
1954 : 101	1959 : 156

L'accroissement moyen annuel est de 5,4 %. Mais, calculé sur les quantités physiques, il cache l'amélioration importante de la qualité des produits. En effet, longtemps après la pénurie de l'après-

(1) Cf. *supra*, page 131.

(2) Egale à la somme de la production et des importations diminuées des exportations et du volume destiné à l'administration.

guerre, on incorporait dans les couvertures diverses matières d'un prix inférieur à celui de la laine. Peu à peu, la qualité s'est améliorée, notamment avec l'usage de fibres nouvelles. Aussi, l'accroissement de la consommation apparente de couvertures de laine paraît parfaitement compatible avec l'accroissement des dépenses des ménages consacrées aux couvertures (1).

b) La consommation apparente de *tapis* s'est développée de manière importante (2). De 1950 à 1958, la croissance est continue, mais l'année 1959 voit une baisse de la consommation. Sur la période 1950-1959, le taux moyen d'accroissement annuel est de 6,7 %. Là encore, la qualité des productions s'est améliorée. Ce taux nous paraît encore compatible avec les dépenses consacrées par les ménages à l'équipement du logement.

Dans le domaine des articles à usages domestiques, les produits lainiers ont suivi les mouvements de la consommation des ménages dans leur ensemble. En effet, le taux d'accroissement moyen du volume des dépenses des ménages pour l'équipement du logement calculé sur la période 1950-1960 par le CREDOC (3) est de 8,5 % par an. Compte tenu de la concurrence des autres biens, les produits lainiers paraissent avoir été relativement favorisés dans cette catégorie de dépense.

Conclusions.

Les produits lainiers ont donc enregistré toutes les modifications de la demande textile des ménages. Dans certains cas ils ont été favorisés, dans d'autres c'est l'inverse qui s'est produit.

Dans le domaine de l'habillement, la substitution des articles de bonneterie aux vêtements confectionnés a été exagérée dans les deux sens. En effet, les progrès de la productivité dans les industries de la confection ainsi que l'évolution des goûts vers des articles légers ont pesé sur la consommation de tissus de laine exprimée en poids. Certes, l'accroissement de la valeur qui résulte de l'emploi en confection de tissus plus légers a pu limiter l'effet de ces phénomènes mais le fait capital est, comme nous le verrons, que les tissus peignés ont été peu à peu substitués aux tissus cardés.

Les filés de laine ont été particulièrement favorisés par le développement de la bonneterie où ils ont trouvé un emploi privilégié.

Dans le domaine des usages domestiques, les produits lainiers ont, dans l'ensemble, suivi la progression générale des dépenses consacrées à l'équipement du logement.

(1) Cf. *supra*, page 134.

(2) Le calcul a été fait en ôtant les exportations de la somme de la production et des importations.

(3) Op. cité, page 129.

§ 3. — LA DEMANDE DES ADMINISTRATIONS

Les achats publics, quoique d'un faible montant, ne sont pourtant pas négligeables pour l'industrie lainière, d'autant que les fabrications destinées aux services administratifs se partageaient (et se partagent encore) entre un nombre restreint de producteurs.

On ne connaît d'une façon précise que les achats d'une partie de l'administration. En effet, certains services s'approvisionnent auprès des détaillants, grossistes, etc., et cette part est impossible à chiffrer. Les achats directs à l'industrie comprennent, en pratique, ceux du service A (Ministère des armées Terre-Air-Mer) et d'une importante partie du service B (S.N.C.F., R.A.T.P., Ministères, etc.).

En 1938, la production de tissus destinée à l'administration atteignait environ 7 % de la production totale des tissus (soit 6,7 % de la production de tissus d'habillement et 15 % de la production de couvertures).

La fin des hostilités qui vit la remise en état de l'armée française entraîna une forte demande de la part de l'administration (1).

A partir de l'année 1951, la demande de l'administration redevenait importante comme le montre le tableau suivant.

Années	Indice	% de la production de tissus d'habillement destinés à l'administration	Indice	% de la production de couvertures destinées à l'administration
1950	100	5,6	100	7,5
1951	143	8,7	192	13,3
1952	136	9,2	244	15,0
1953	114	9,3	274	16,0
1954	88	6,7	420	22,0
1955	55	4,5	186	11,4
1956	108	8,3	368	19,5
1957	125	8,3	360	17,5
1958	107	7,7	333	15,3
1959	101	7,7	90	5,1
1960	79	6,0	63	3,9
1961	58	4,3	55	3,6

L'évolution de ces données traduit des événements qui sont trop présents à toutes les mémoires pour que nous insistions par un commentaire. Ce sont, en effet, les achats des services A qui expliquent la totalité de ces mouvements. Si l'on considère le

(1) La production destinée à l'administration atteignait 13,3 % de la production totale en 1946, 4,5 % en 1947; le pourcentage reste inférieur à 6 % jusqu'en 1950.

pourcentage des achats des services A et B par rapport au chiffre d'affaires des tissages de laine (1) on a successivement :

	1956	1957	1958	1959	1960
Service A	8,12 %	4,81 %	4,27 %	6,43 %	3,28 %
Service B	0,07 %	0,10 %	0,12 %	0,13 %	0,17 %
TOTAL	8,19 %	4,91 %	4,39 %	6,56 %	3,45 %

La production destinée à l'administration est réalisée par un nombre restreint d'entreprises et elle s'est peu à peu centrée sur la région C (2) qui, en 1959, assurait 56 % environ des ventes aux services publics (3). Par voie de conséquence, l'évolution des achats administratifs a été différemment ressentie selon les régions.

L'effet des achats publics sur la demande a été différente selon que l'on considère le cas des tissus d'habillement ou celui des couvertures.

Les achats publiés de tissus d'habillement ont évolué d'une façon tout à fait parallèle à la consommation civile. Comme celle-ci ils ont marqué un net recul en 1953, 1954 et 1955 accentuant les difficultés des tissages. Depuis 1960, ils baissent d'une façon importante et leur part devient très faible dans la production totale de tissus (environ 3,5 % en 1961).

Quant aux couvertures, jusqu'en 1959, les achats de l'administration ont accentué la forte demande de la clientèle civile. Pour les mêmes raisons que dans le cas des tissus, ils s'effondrent à partir de 1959 et leur part dans la production totale se réduit, elle aussi, considérablement (environ 4 % en 1961).

Sous-section 2. — Les consommations industrielle et extérieure

L'examen de la demande des autres secteurs de l'industrie française et de la demande extérieure va nous permettre de compléter l'analyse de la consommation de produits lainiers.

Nous examinerons successivement la consommation industrielle et la demande extérieure.

(1) Données extraites du rapport du groupe « laine » du IV^e Plan. Op. cité 2^e partie, page 45.

(2) Cf. *supra*, page 93.

(3) Les régions A et B assuraient respectivement 18 et 26 % des ventes.

§ 1. — LA CONSOMMATION INDUSTRIELLE

Si l'on extrait du tableau présenté dans l'introduction de ce chapitre (1) les secteurs industriels achetant à l'industrie lainière des produits qu'ils incorporent, on a :

	En millions d'A. F.	% du total C. A.
1 — Energie	70	0,40
2 — Minerais et métaux	121	0,70
3 — Industrie mécanique	4 892	28,40
4 — Construction et matériaux	253	1,47
5 — Industries chimique et parachimique	100	0,58
6 — Industries agricole et alimentaire	316	1,80
7 — Industrie textile	294	1,70
8 — Industrie du cuir et de la chaussure	6 880	40,00
9 — Industrie du papier et de l'édition	2 090	16,80
10 — Industrie du transport et transmission	451	2,60
11 — Industrie du bois et industries diverses ...	182	1,05
12 — Industrie hôtelière	826	4,50
TOTAL	16 475	100,00
Autres services	794	4,60
TOTAL	17 269	7,50
TOTAL C. A. de l'industrie lainière	228 764	100,00

Nous avons exclu de cette liste les industries de la bonneterie et de la confection, en aval de l'industrie lainière, qui n'assurent en quelque sorte qu'une manutention des produits. Nous en avons d'ailleurs implicitement traité au cours de la sous-section précédente. On peut remarquer qu'en 1952, la consommation industrielle représentait environ 7,5 % des ventes de l'industrie lainière. Par ailleurs, on voit que trois postes seulement présentent une importance remarquable, l'industrie mécanique (28 %), l'industrie du cuir et de la chaussure (40 %) et celle du papier (17 %). Il ne reste donc que 8 % pour les neuf autres postes.

Si l'on considère la nature des produits, il faut distinguer les tissus techniques des feutres foulés. Les feutres foulés se partagent entre l'industrie mécanique et l'industrie de la chaussure qui prennent respectivement 71 % et 8,5 % des ventes totales de l'année 1952. Les tissus techniques sont achetés en majeure partie par les industries du papier.

En 1950, la production destinée à des utilisateurs industriels non textiles s'élevait à 12 185 tonnes, elle atteint en 1960 :

(1) Cf. *supra*, page 125.

27 977 tonnes, soit un accroissement de 130 %. Cette forte hausse ne s'est ralentie qu'en 1952 et 1954. Elle est due à la forte expansion des tissus destinés à l'industrie de la pantoufle et des produits des fabriques de feutres.

a) Les tissus pour pantoufle ont connu une expansion importante entraînée par la demande intérieure en articles chaussants. L'explication la plus couramment admise en est l'accroissement du confort domestique et le développement de la télévision !

b) Les produits des fabriques de feutres ne sont pas constitués uniquement de feutres foulés qui n'ont connu qu'une croissance très moyenne, mais aussi par les aiguilletés (1). Ce type de produit a trouvé un important débouché dans le bâtiment comme revêtement de sol.

§ 2. — LA CONSOMMATION EXTÉRIEURE

Nous avons noté, au cours de notre chapitre préliminaire, que l'industrie lainière était largement tournée vers les marchés étrangers. Mais, tous les produits lainiers sont susceptibles d'être exportés, ce qui rend très complexe l'examen de la demande extérieure.

Il nous faut essayer de déterminer si, au cours de la période que couvre notre étude, des mouvements importants se sont manifestés sur ces marchés. Nous analyserons successivement le cas des produits finis, et celui des autres produits.

A. — *Les produits finis.*

Il s'agit essentiellement des produits des tissages, des fabriques de feutres, de tapis et des fils de laine-mercerie. Nous examinerons rapidement le cas de chacun d'entre eux.

a) Les tissus de laine pour habillement.

Les exportations qui s'élevaient en 1928, excellente année, à 21 551 tonnes, avaient continuellement baissé jusqu'en 1938 où elles atteignaient 3 080 tonnes. Après une très nette remontée de la fin de la guerre à l'année 1950 (2), une nouvelle baisse en 1951 et 1952 a ramené nos ventes à l'étranger à un niveau oscillant autour de 5 000 tonnes par an.

Les principales raisons de ce déclin des exportations de tissus sont au nombre de trois et confèrent à celui-ci un caractère irréversible.

a) En premier lieu de nombreux pays (3) ont monté peu à peu, depuis la guerre de 1914, des industries lainières. La guerre de 1940, en isolant ces pays, les a incités à développer ces industries.

(1) Cf. *supra*, chapitre préliminaire.

(2) En 1950, l'industrie lainière a exporté 9 072 tonnes de tissus d'habillement.

(3) Il s'agit principalement de pays comme le Japon, l'Australie, l'Uruguay...

Au fur et à mesure que se développait leur potentiel de production, ils se fermaient aux expéditions de tissus français.

b) En second lieu, les conséquences politiques de la guerre ont fermé à l'industrie française les marchés d'Europe Centrale.

c) Enfin, on doit reconnaître que les ventes à l'étranger de tissus de laine n'ont pendant longtemps présenté qu'un caractère accessoire pour les tisseurs français, qui n'ont jamais été solidement implantés sur les marchés extérieurs.

Si l'on excepte les exportations de l'immédiat après-guerre, induites de la pénurie totale existant en Europe, les ventes de tissus pour habillement sont restées pratiquement stagnantes depuis l'année 1950. Cette stagnation explique la disparition de nombreux tissages (et unités intégrées filatures-tissages), au cours des années 1951-1952. En effet, le manque de produits en Europe au lendemain de la guerre avait permis à certaines firmes, généralement de petite taille, de se maintenir. Ces entreprises n'ont pu résister à l'effondrement des exportations en 1951, et ont été contraintes de disparaître.

b) Les tissus à usage industriel.

Les exportations de ces produits sont restées négligeables depuis la guerre. En 1950, elles représentaient environ 5,4 % de la consommation intérieure, en 1960, 6,5 %. Il faut noter que ces types de produits n'ont jamais fait l'objet d'un volume important de ventes à l'extérieur.

c) Les fils de laine-mercerie.

Restées pratiquement négligeables jusqu'en 1957, les exportations de laine-mercerie se développent depuis à un rythme rapide puisque elles ont triplé entre 1958 et 1960. Elles ne représentent toutefois qu'une très faible partie des ventes effectuées sur le marché intérieur (3 % en 1960). Elles sont principalement dirigées sur l'Allemagne (premier client), l'Italie, la Suisse et l'Espagne. Mais il faut noter qu'elles ne sont effectuées que par un faible nombre d'entreprises (1).

d) Les tapis et couvertures.

Les exportations de produits lainiers à usage domestique sont restées à un niveau relativement bas depuis l'année 1950.

a) Devant l'expansion de la demande intérieure, les exportations de tapis occupent une place décroissante dans les débouchés de la fabrique de tapis. D'autant que leur volume n'a que peu augmenté entre 1950 et 1960. Si, en 1950, les ventes à l'extérieur

(1) En pratique, elles se répartissent entre trois groupes lainiers.

représentaient 41,5 % de la consommation intérieure, leur part est de 23 % en 1960.

b) Les exportations de couvertures n'ont jamais représenté un volume important. En 1928, elles s'élevaient à 827 tonnes, en 1959 à 994 tonnes et en 1960 à 512 tonnes. Aussi, devant la progression de la demande nationale, comme dans le cas des tapis, les ventes extérieures ont pris une place de plus en plus réduite (1).

B. — *Les produits semi-finis.*

Il est peu d'industries où les produits en cours d'élaboration sont susceptibles d'autant de transactions que dans l'industrie lainière. Les demi-produits lainiers font l'objet de nombreux échanges dans le monde. Nous examinerons successivement le cas des matières brutes ayant subi une première préparation, le cas des peignés et enfin, celui des fils de laine.

a) Les matières brutes ayant subi une première préparation.

Ce sont essentiellement les produits de l'industrie du délainage (2) qui composent ce poste. Rappelons que cette industrie implantée à Mazamet importe des peaux de moutons dont elle extrait la laine. Les exportations représentent 50 à 60 % de la production mazamétaine. Les exportations de laines de délainage (dites « lavées à dos »), se sont fortement développées au cours des quinze dernières années. En 1938, 17 809 tonnes ont été exportées, en 1960, 21 599 tonnes.

Mais alors qu'en 1938 les exportations étaient destinées essentiellement à des pays extérieurs à l'actuel Marché Commun, elles se dirigent de plus en plus vers les pays de la C.E.E. En 1938, les pays extérieurs au Marché Commun absorbaient 74,5 % des exportations (dont 63,5 % pour la Grande-Bretagne). En 1960, ils ne représentaient plus que 32,4 % (dont 23,8 % vers le Royaume-Uni). Les principaux clients en 1960 sont respectivement :

— l'Italie	56	% des exportations
— la Grande-Bretagne ..	23,8	% »
— l'Allemagne (RF)	8,4	% »
— les U. S. A.	6,6	% »

b) Les exportations des laines lavées à fond (produit des lavages spécialisés) se sont aussi développées. Essentiellement dirigées vers les pays du Marché Commun (principalement Allemagne et Italie), elles représentaient en 1960 environ 33 % des ventes totales de matières brutes en cours de préparation.

Le développement des ventes françaises de ces produits paraît

(1) En 1950, les exportations de couvertures représentaient 6,5 % de la consommation intérieure, en 1960 4,6 %.

(2) Cf. annexe n° II.

essentiellement dû au dynamisme du négoce français de matières brutes.

b) Les produits du peignage.

Comme pour tous les produits lainiers, les exportations de peignés ont baissé entre 1928 et 1938, mais le recul au cours de cette période n'est que de 7 %. En 1938, la France se trouvait au premier rang des exportateurs mondiaux de peignés puisque elle assurait 46,7 % du commerce international de laine peignée. Dès 1948, elle passe au second rang avec 24,4 % du commerce mondial (derrière la Grande-Bretagne). Les raisons de ce recul paraissent être les suivantes. En premier lieu, dès la fin de la guerre, il apparut nécessaire, en France, de limiter les exportations de peignés afin de préserver l'approvisionnement du marché intérieur. A cet effet, un système de licence d'exportation essayait de définir pour chaque entreprise la part qu'elle devait affecter au marché intérieur. Or, il semble que la Grande-Bretagne ait, au contraire, accentué ses exportations. La France, elle, se trouva donc défavorisée sur les marchés mondiaux. En second lieu, l'absence de la France sur de nombreux marchés avait entraîné la mise en place d'unités de peignage dans certains pays producteurs de laine (Uruguay, Australie...). Par voie de conséquence, ces marchés se fermèrent (1). Enfin, la disparition des marchés d'Europe Centrale pesa presque exclusivement sur les peignages français dont ils étaient de gros clients.

Néanmoins, depuis la fin de la guerre, les exportations françaises de peignés croissent régulièrement. De 14 575 en 1950, elles passent à 26 133 tonnes en 1960, soit une augmentation de près de 80 % et dès l'année 1959, le niveau de 1928 était atteint.

Depuis 1950, les ventes de peignés à l'extérieur représentent une part oscillant entre 20 % et 30 % de la production française.

Le marché extérieur est donc un élément important des ventes des peignages. Il faut souligner que ces exportations sont entièrement réalisées par la région du Nord où est assuré l'essentiel de la production.

c) Les produits des filatures.

La situation est radicalement différente selon que l'on envisage le cas de la filature de cardé ou celui de la filature de peigné. En effet, les exportations de fil cardé sont marginales en regard

(1) De plus certains pays prirent une place importante dans le commerce mondial de peigné. A titre d'exemple, l'Uruguay qui assurait 0,2 % des exportations de peignés en 1948, représentait 17,7 % du commerce international en 1953. Ceci, il est vrai, à l'aide de pratiques de « dumping ».

de la production. Ils représentent pour une part importante des échanges internes entre firmes implantées dans la zone frontrière de la région du Nord (70 % des exportations de fils cardés sont en effet destinées à la Belgique).

La filature de peigné (1), nous l'avons vu, est, comme le peignage, étroitement reliée au commerce international, la France étant le premier exportateur mondial de fil de laine peignée. Les ventes de fils peignés sur les marchés extérieurs se sont régulièrement accrues depuis la fin de la guerre après avoir baissé d'une manière importante entre 1928 et 1938. De 19 274 tonnes en 1950, elles passent à 27 141 tonnes en 1960 (2), soit un accroissement de 40 %.

Par rapport à la production, le débouché extérieur oscille entre 20 % et 35 %. On ne note toutefois pas de nette tendance à l'augmentation de ce pourcentage qui varie en fonction de mouvements conjoncturels.

Comme pour les peignages, ces exportations sont réalisées presque exclusivement par la région du Nord (le solde par les centres de l'Est).

Conclusions : les modifications des marchés extérieurs de l'industrie lainière.

L'évolution des débouchés extérieurs au cours des quinze dernières années a été différente selon les catégories de produits. Favorable aux demi-produits (peignés et fils peignés), ainsi qu'aux matières brutes en cours de préparation, elle n'a pas favorisé les produits finis dans leur ensemble.

Certes, au lendemain de la guerre, la réglementation mise en place soumettait à certaines limitations l'exportation des demi-produits lainiers alors que les produits finis (tissus, etc.) étaient dispensés de licence. Mais devant la demande importante de l'étranger pour les peignés et fils peignés, la réglementation fut adoucie et des licences furent libéralement accordées (3).

Les interprétations de l'évolution de la demande extérieure paraissent être les mêmes que celles avancées pour la demande intérieure. En effet, les mêmes phénomènes semblent s'être manifestés dans la plupart des pays occidentaux qui constituent l'essentiel des clients de l'industrie lainière. La fermeture de plusieurs marchés est venue de surcroît réduire considérablement les exportations de certains produits.

La structure des exportations lainières en 1950 et en 1960 est résumée dans le tableau ci-après.

(1) Cf. chapitre préliminaire *supra*, page 22.

(2) 30 255 tonnes en 1961.

(3) Les industriels devaient seulement fournir une justification de livraison sur le marché intérieur, de quantités fixées par les règlements professionnels.

STRUCTURE DES DEBOUCHES EXTERIEURS

	1950				1960			
	Quantité		Valeur		Quantité		Valeur	
	Tonne	%	100 NF	%	Tonne	%		%
Laines et poils ..	39 936	45,5	17 495,5	19,5	47 044	42,5	31 314	22,2
Laines peignées.	14 575	16,5	17 187,4	20,3	26 133	23,5	32 315	23,0
Filés de laine ..	21 164	24,0						
Tissus habillement			32 823,9	36,2	28 377	25,6	52 239	37,2
Tapis	9 074	10,3	19 247,4	21,2	5 957	5,4	19 932	14,2
Couvertures ...	1 626	1,8	1 566,2	1,7	1 749	1,5	2 560	1,8
Feutres et tissus techniques ..	916	1,4	492,0	0,4	512	0,4	487	0,3
	627	0,5	650,0	0,7	1 304	1,1	1 590	1,3
	87 918	100,0	90 462,4	100,0	111 076	100,0	140 437	100,0

On peut y remarquer que la part des matières brutes et des demi-produits s'est accrue sensiblement entre 1950 et 1960 comme en témoigne le tableau suivant :

	1950		1960	
	Tonnage	Valeur	Tonnage	Valeur
Matières brutes et en cours de transformation	45,5 %	19,5 %	42,5 %	22,2 %
Demi-produits	40,5 %	56,5 %	49,1 %	60,0 %
Produits finis	14,0 %	24,0 %	8,4 %	17,8 %

On peut aussi noter à partir de ce tableau qu'à la hausse des prix des produits finis s'oppose la baisse des demi-produits (1).

Conclusions de la première section.

Au cours de cette section nous avons examiné l'évolution des marchés de l'industrie lainière française. Quatre catégories de débouchés apparaissent nettement définis : la consommation des ménages, la consommation des administrations, les ventes à l'extérieur et enfin la demande des utilisateurs industriels.

Il est impossible de calculer, au plan global les variations rela-

(1) On note une hausse des matières mais celle-ci résulte de la composition différente de ce poste en 1960 où il comporte un pourcentage plus élevé de matières en cours de préparation. Il faut en outre observer que le prix de la laine a sensiblement baissé entre 1950 et 1960, ce qui explique une partie de la baisse de prix des demi-produits.

tives de ces quatre types de marché, les statistiques existantes ne le permettent pas. Quelques observations peuvent néanmoins être faites.

Les ventes extérieures se sont globalement développées de 1950 à 1960. En tonnage la progression est de 26 %, de 60 % en valeur. Ce dernier chiffre est toutefois difficile à interpréter en raison de la dépréciation monétaire. A l'intérieur des exportations une place de plus en plus grande est tenue par les demi-produits du cycle peigné qui représentent 60 % des exportations de l'année 1960.

La consommation intérieure s'est elle aussi développée avec des phénomènes internes remarquables. A la faible progression des tissus de laine s'oppose le développement important de la bonneterie et depuis 1953 de la laine mercerie. Ces modifications correspondent à des phénomènes démographiques et sociologiques tout à fait originaux.

L'évolution des achats publics a été conditionnée par des problèmes politiques dont la solution entraîne des besoins réduits en produits textiles. En 1960 ils représentaient à peine 4 % du chiffre d'affaire des tissages de laine, alors qu'ils ont atteint et dépassé 10 % au cours de certaines années.

Les achats des utilisateurs industriels se sont accrus dans de fortes proportions. Les industries de la pantoufle, du papier et du bâtiment sont à l'origine de ce développement très important (doublement de 1950 à 1960) des ventes de tissus à usage industriel.

La répartition entre ces quatre marchés n'a pas subi de bouleversement très important. On l'a vu, les ventes aux utilisateurs industriels ne représentent qu'un faible montant, de même les achats administratifs. Cette évolution a peut-être conduit à un accroissement de la part des marchés extérieurs, mais en définitive, c'est à l'intérieur de chaque marché que se sont produits les phénomènes les plus remarquables. C'est en analysant maintenant l'évolution de la structure des outputs que nous allons en apprécier les conséquences sur les structures de l'industrie lainière.

Section 2

Les modifications de la structure des outputs et leur retentissement sur les structures de l'appareil de production

Nous avons enregistré des modifications importantes sur les divers marchés où s'écoulent les produits lainiers. Il nous faut maintenant apprécier le retentissement de ces phénomènes sur la structure de la production de l'industrie. Nous analyserons tout d'abord, au plan global, le retentissement des modifications qui se sont manifestées au niveau de la demande sur la structure de l'offre.

Mais si à une structure donnée de la demande correspond une gamme de production définie, à l'intérieur même de l'industrie un réseau d'échanges lui correspond. Des impulsions qui s'appliquent sur le produit d'ensemble de cette industrie réagissent évidemment sur la structure des échanges internes.

C'est en analysant ces phénomènes que nous essaierons d'en saisir les conséquences sur l'appareil de production.

Dans une première sous-section, nous analyserons les transformations de la structure des outputs de l'industrie lainière.

Dans une seconde sous-section, nous en examinerons les conséquences sur les échanges internes et sur les structures de l'appareil de production.

Sous-section 1. — L'analyse des transformations de la structure des outputs

Au cours de cette section, nous examinerons successivement le phénomène et son déroulement dans le temps.

§ 1. — LE PHÉNOMÈNE

Le terme d'output désigne tous les produits vendus par l'industrie lainière indépendamment des marchés vers lesquels ils sont dirigés. Nous restreindrons cependant cette acception. En effet, nous ne tiendrons pas compte des matières premières exportées. La justification de cette exclusion réside dans un souci de commodité. On ne peut en effet comptabiliser ensemble ces matières et les produits élaborés.

D'autre part, nous comptabiliserons les outputs en unités physiques; ce qui nous permettra de raisonner indépendamment des mouvements de prix. Il faut cependant savoir que cette démarche nous interdit de tenir compte de certains sous-produits de fabrication qui sont parfois vendus par des entreprises lainières. Mais ces ventes atteignent un montant parfaitement négligeable à notre niveau d'analyse (1).

Les données statistiques que nous utiliserons sont extraites des recueils publiés par le Comité Central de la Laine (2).

Le tableau suivant nous résume la structure comparée des outputs en 1950 et en 1960.

(1) Le seul sous-produit d'une certaine importance, à l'exception des cuirots, est la suintine dont les ventes n'atteignent qu'un montant inférieur à 0,5 % du chiffre d'affaires de l'industrie.

(2) Cf. annuaire Statistique de l'industrie lainière. Comité Central de la Laine. Paris. Publication annuelle.

	1950		1960	
	Tonnage produit	% de la production totale	Tonnage produit	% de la production totale
Produits destinés à la bonneterie (fils) ...	20 748	17,5	38 045	26,3
Produits destinés à la mercerie (fils)	15 732	13,0	17 026	11,8
Produits destinés au vêtement (tissus) ..	55 309	46,5	40 561	28
Produit à usage industriel	12 185	10,0	27 777	19,3
Produits à usage domestique :				
— tapis	5 133	4,5	8 504	5,9
— couvertures	10 150	8,5	12 581	8,7
	119 257	100	144 494	100

D'une manière générale, les évolutions divergentes des principaux débouchés ont entraîné un bouleversement de la structure des outputs. Si l'on veut caractériser par une donnée unique la variation entre 1950 et 1960 de la part de chaque type de produit dans le total des outputs, on peut calculer un indice de variation de structure. Celui-ci exprime le rapport de la part de chaque production en 1960 et en 1950 (1). Si cet indice est égal à l'unité, il indique une évolution parallèle entre le produit particulier et le total des outputs, supérieur ou inférieur à l'unité, il exprimera respectivement un renforcement ou un abaissement de la part du produit considéré. Les résultats du calcul pour chaque catégorie de produit sont résumés dans le tableau suivant :

Produits destinés à la bonneterie	1,5
Produits destinés à la mercerie	0,91
Produits destinés au vêtement	0,60
Produits à usage industriel	1,93
Produits à usage domestique	1,32

On observe deux groupes distincts :

a) les produits dont la part s'est accrue fortement; ce sont les produits destinés à la bonneterie et ceux à usage industriel et domestique;

(1) Si on a en T les valeurs x et y de somme Z et en T_1 les valeurs x_1 et y_1 de somme Z_1 , on a en T une structure définie par la série x/Z et y/Z et en T_1 : x_1/Z_1 et y_1/Z_1 . Les coefficients de variation de structure X et Y seront $X = xZ_1/Zx_1$ et $Y = yZ_1/yy_1$.

Il est aisé de voir par exemple que $X = 1$ si $x/Z = x_1/Z_1$.

b) les produits dont la part a diminué qui sont les produits des tissages destinés à l'habillement et ceux destinés à la mercerie.

Or, ces modifications sont induites des impulsions que nous avons enregistrées sur les principaux marchés de l'industrie lainière.

1. — La substitution entre les produits confectionnés en tissus et les articles de bonneterie que nous avons enregistrée au niveau de la consommation se retrouve donc ici. Ce phénomène est accentué par le fait que l'on ne tient pas compte dans notre comptabilisation de l'allègement des tissus. Si un système d'unités compatibles permettait d'en rendre compte, la substitution enregistrée serait moins importante qu'il ne paraît ici.

2. — Le développement des ventes aux utilisateurs industriels entraîne une plus grande dépendance à l'égard des autres industries. Si l'on pouvait distinguer dans les tissus d'habillement, la part destinée à la confection on constaterait que l'industrie lainière dépend de moins en moins *directement* du consommateur final.

De 1950 à 1960, les produits directement livrés aux autres secteurs industriels (excepté la confection) atteignent près de 20 % du total des outputs.

Si l'on pouvait tenir compte maintenant des prix, la structure des outputs exprimée en valeur serait sensiblement différente. Il est impossible de ventiler le chiffre d'affaires de l'industrie lainière afin de faire ressortir un tel schéma. Toutefois des indications sur l'évolution des prix de quelques catégories de produits nous permettent d'en apprécier les grandes lignes.

Si l'on examine l'évolution des prix des produits lainiers depuis la guerre, les deux facteurs de variation essentiels étant les coûts en travail et les fluctuations du prix de la laine, on constate qu'à la hausse des salaires entre 1950 et 1960 a correspondu une baisse importante du prix des laines exagérément élevé par la spéculation consécutive aux événements d'après-guerre.

C'est pourquoi le prix des tissus a progressé sensiblement plus vite que ceux des filés de laine. Par voie de conséquence on peut estimer que la part des tissus serait, en valeur relative, sensiblement plus importante en 1960 qu'elle ne ressort du tableau précédent en quantités physiques.

§ 2. — LE DÉROULEMENT DU PHÉNOMÈNE DANS LE TEMPS.

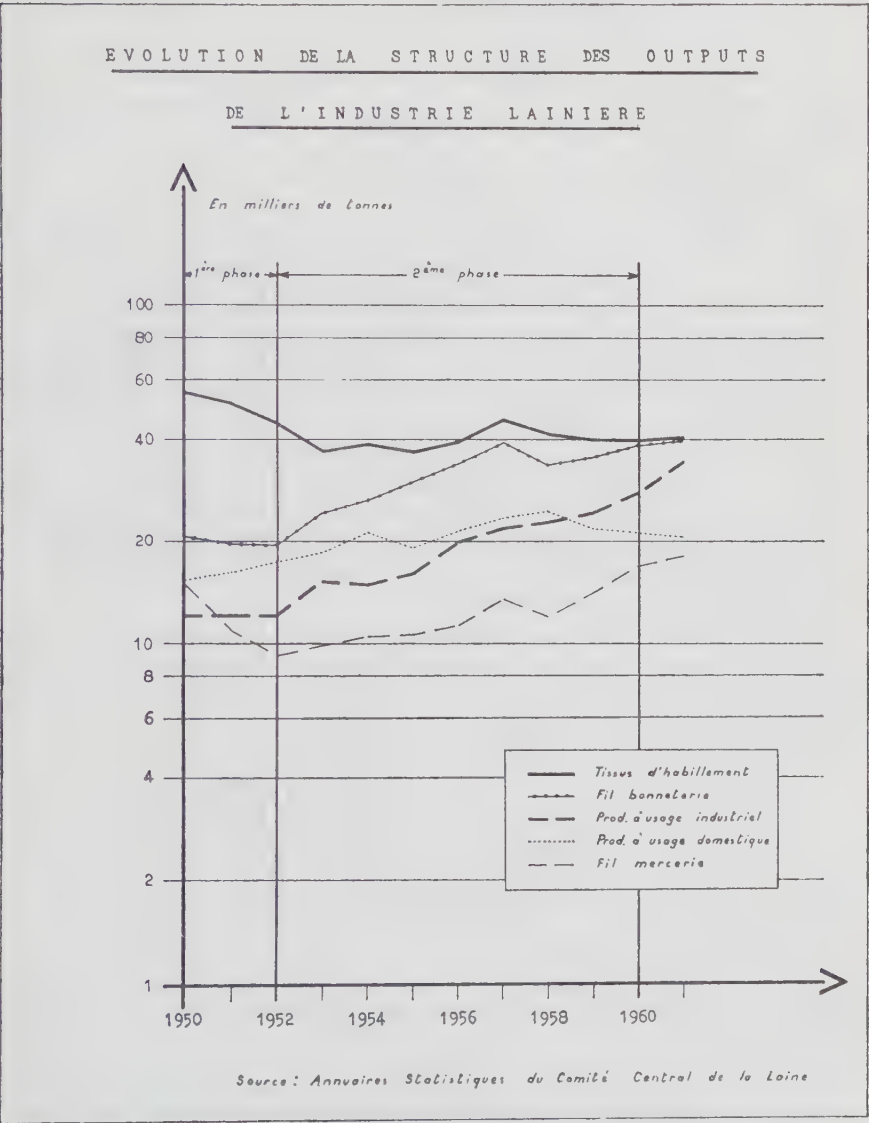
Les modifications enregistrées dans la structure des outputs de l'industrie lainière apparaissent comme l'écho des impulsions nées sur les marchés où se déversent ces productions. Mais il est nécessaire, au-delà du simple enregistrement de leur retentissement, d'analyser le déroulement de ce phénomène au cours du temps.

On peut distinguer deux phases. La première s'écoule de la fin de la guerre à l'année 1952, la seconde de 1952 à l'époque actuelle.

Le graphique ci-contre retrace l'évolution des principales productions dans laquelle nous distinguerons deux périodes successives.

1) Jusqu'en 1952

La structure observée en 1950 reste à peu près valable si l'on exclut la production de laine-mercerie. A la croissance des produits



Graphique n° 3

à usages industriels et domestiques s'oppose la baisse des produits destinés à l'habillement.

a) Le développement économique général a entraîné au cours de cette période la production de produits lainiers à usage industriel. L'indice de la production industrielle (1) sur la base 100 en 1946, est à 172 en 1952.

b) Les produits à usage domestique croissent, eux aussi, fortement. Sur la base 100 en 1947, la production de tapis est à l'indice 138 en 1952, celle de couvertures à 146,5. Cette croissance a été entraînée à titre principal par la demande des ménages induite des besoins accrus d'équipement (et de rééquipement) des logements. Les achats publics restent faibles jusqu'en 1950, date à partir de laquelle ils augmentent nettement (entre 1950 et 1951, les achats publics ont presque doublé).

c) La production de tissus d'habillement, qui atteint en 1948 un niveau supérieur à celui de 1938, baisse nettement entre 1947 et 1952. Sur la base 100 en 1947, l'indice de production est à 93,5 en 1952 (2). Cette baisse de la production est due à une réduction de la demande intérieure puis, après l'année record 1950, la demande extérieure baisse à son tour. Celle-là a d'ailleurs lieu parallèlement à la hausse des achats administratifs à partir de l'année 1949.

d) Les laines destinées à la mercerie voient leur production s'effondrer. Mais, en fait, ces produits ayant été portés à un très haut niveau en raison de la pénurie, ce recul traduit une désaffectation brutale du consommateur pour les articles qui, généralement, étaient de très basse qualité. D'autant que la bonneterie de laine commence à se développer.

Pour les tissus d'habillement et la laine mercerie, la hausse des prix des articles lainiers explique une part de la baisse de la demande intérieure. Si l'on examine le prix moyen au kilo de matière exportée, on a la progression suivante (3) :

	1948	1949	1950	1951
Tissus d'habillement	100	113,5	111	160
Fils de laine peignée	100	120	131	193

e) Les produits destinés à la bonneterie connaissent une expansion rapide ralentie par la crise de 1951. Par rapport à 1947, l'indice de production a augmenté de 26 % en 1952. Les articles

(1) Indice I.N.S.E.E. (Annuaire Statistique). Pondération 1938.

(2) Si l'on prenait l'année 1948 comme base, l'indice serait à 78 en 1952.

(3) Source : Annuaire Statistique de l'Industrie Lainière. 1953. C.C.L.

de bonneterie commencent à connaître une faveur croissante auprès du consommateur (1).

Au cours de cette période, des tendances générales commencent à se dessiner. Des produits, liés au développement économique général sont entraînés par la croissance de l'économie et dans certains cas, les achats publics accentuent ce phénomène. Les produits lainiers destinés à l'habillement commencent à subir les transformations de structure de la consommation textile.

2) A partir de 1952

La structure générale des outputs se déforme de façon presque continue.

a) Dans la catégorie des produits destinés à l'habillement (cf. graphique n° 3) la forte croissance de la production de fil bonneterie est parallèle à une baisse de la production de tissus et à une faible augmentation de celle de fil mercerie.

a. — La production de tissus pour habillement baisse de 11 % entre 1952 et 1960. Comme nous l'avons déjà noté la stagnation des exportations, l'évolution des achats publics et la désaffectation relative du consommateur expliquent ce recul. Même si l'on tient compte de l'allègement des tissus, il ne semble pas que la tendance observée soit radicalement inversée.

b. — La production de fil bonneterie se développe très rapidement; entre 1952 et 1960, l'augmentation est de 94,5 %. Exprimée en tonnes, elle représentait en 1952, 43 % de la production de tissus d'habillement, elle en représente 98 % en 1960. Ce phénomène a joué, comme nous le verrons, un rôle extrêmement important sur l'appareil de production (2).

c. — La production de fil mercerie augmente de 94 % entre 1952 et 1960, mais il faut noter que l'importante baisse enregistrée par cette catégorie de produits entre 1950 et 1960 a contraint de nombreuses entreprises à abandonner ce type de production. Aussi, peu à peu, un nombre restreint de firmes se sont partagé le marché. La baisse de 1949 à 1952 avait été exagérée par le dégonflement des stocks commerciaux et jusqu'en 1956, le recul a été très modéré. Mais à partir de 1957, on note une accélération de la production. Or, cette période est celle durant laquelle quelques firmes pratiquèrent une politique intensive de publicité en faveur

(1) Une commission d'études du marché lainier avait été créée par le Comité Central de la Laine en avril 1953. Parmi les conclusions déposées par cette commission en 1954, on relève deux explications de la baisse de production des tissages depuis 1950 : 1) Consommation réduite à la fois par manque de pouvoir d'achat et par modification dans la répartition du budget familial, les besoins vestimentaires passant, semble-t-il, après les autres;

(2) Concurrence très vive de la bonneterie. Cf. *infra* sous-section 2.

de ces produits. S'il paraît exagéré de prétendre qu'une telle politique soit à la base de cette hausse, il est certain qu'elle a contribué à la soutenir. Le stoppage de la consommation en 1958 devait interrompre la progression qui reprit dès 1959. Il est trop tôt pour en apprécier le caractère durable, mais nous avons vu que les exportations de ces produits ont commencé à se développer dès 1957. On peut, en effet, prévoir qu'une baisse importante du prix des articles de bonneterie est susceptible de compromettre, à moyen terme, le développement des laines mercerie sur le marché intérieur.

Au niveau des produits destinés à l'habillement, on note donc une évolution continue de la structure des outputs. Il semble que ce phénomène s'accélère depuis l'année 1956 (1).

b) Les produits destinés à des usages industriels ont augmenté à un rythme accentué. Le taux moyen d'accroissement entre 1952 et 1960 atteint 23,4 % par an. Cette croissance importante se répartit ainsi selon les produits.

	1952	1960
Tissus pour pantoufles	100	107
Produits des fabriques de feutres ...	100	415
Tissus à usage technique	100	170

La progression s'est déroulée d'une manière continue depuis l'année 1952 et nous ne reviendrons pas sur ses causes que nous avons déjà mentionnées au cours de ce chapitre.

c) Les produits à usage domestique ont connu un important développement jusqu'en 1958, ils baissent en 1959 et 1960. Mais il faut noter que ce recul est essentiellement dû à la chute des achats publics de couvertures, la production de tapis continuant, elle, à croître.

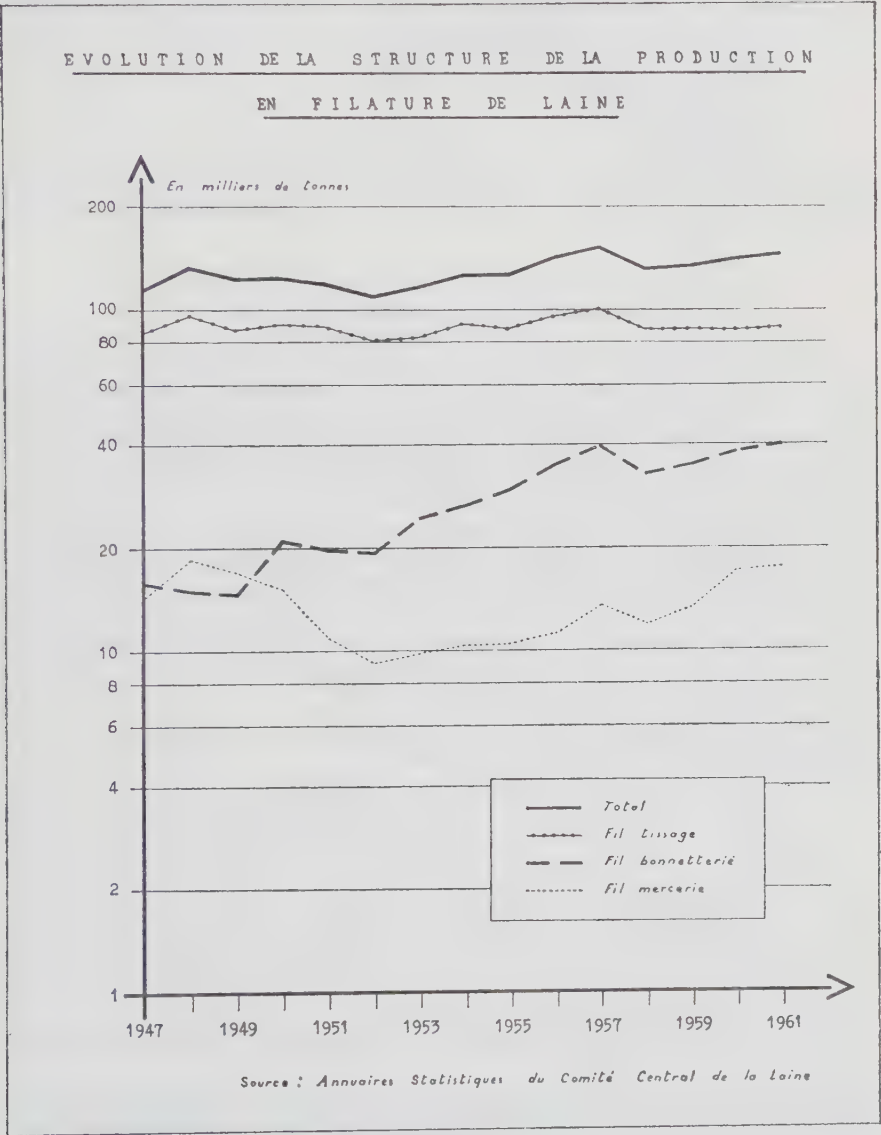
Sous-section 2. — Les modifications des échanges internes et leurs conséquences sur la structure de l'appareil de production

Les transformations subies par la structure des outputs depuis la fin de la guerre ont entraîné des modifications radicales des échanges entre les unités de production de l'industrie lainière. C'est à travers ceux-ci que les impulsions nées au niveau de la

(1) Nous verrons au cours du prochain chapitre pour quelles raisons les modifications de structure des outputs se sont précisément manifestées avec le plus de force depuis 1956.

consommation finale ont pleinement provoqué leurs effets sur la structure de l'appareil de production.

Dans un premier paragraphe, nous analyserons les modifications des échanges internes. Ensuite, nous tenterons d'apprécier le retentissement sur les structures de l'industrie lainière, des impulsions nées sur les divers marchés vers lesquels s'écoulent les produits lainiers.



Graphique n° 4

§ 1. — LES MODIFICATIONS DES ÉCHANGES INTERNES.

Nous avons noté la spécificité des diverses unités de fabrication dans l'industrie lainière. Aussi, à une période donnée, une structure définie des outputs implique quasi mécaniquement une structure définie des productions intermédiaires.

Nous savons que l'on peut distinguer deux cycles principaux de fabrication : le cycle peigné et le cycle cardé. Pour chaque cycle dont la filature est un stade essentiel (1), on distingue à ce niveau trois catégories de produits distincts :

- le fil bonneterie,
- le fil mercerie,
- le fil tissage.

Nous examinerons successivement l'évolution de la structure globale des productions intermédiaires et la substitution du cycle peigné au cycle cardé.

A. — *Evolution de la structure globale des productions intermédiaires.*

Si le fil bonneterie et le fil mercerie ne laissent aucun doute quant à leur destination, le fil tissage, considéré globalement (2) est susceptible de trouver un emploi dans toutes les catégories de tissus quelle que soit leur utilisation ultérieure (tapis, couverture, tissus pour habillement). Le graphique n° 4, ci-contre, retrace l'évolution de la production de chacune des catégories de produits intermédiaires. On peut y remarquer un déroulement parallèle à celui que nous avons déjà noté : forte expansion de la production de fil bonneterie, accroissement de celle de fil mercerie à partir de 1953, stagnation du fil tissage (la baisse des tissus d'habillement n'étant pas compensée par une hausse des autres catégories ce sont les exportations de fils tissage qui effectuent la contrepartie).

Le tableau ci-après résume la structure des productions intermédiaires :

	% de la Prod. totale	
	1950	1960
Production de fil bonneterie ...	16,3	26
Production de fil mercerie	12,3	12
Production de fil tissage	71,4	62
	100,00	100,00

(1) Excepté le cas des fabriques de feutres réalisant leur production à partir de fibres. Mais précisément, ces unités de production ne peuvent être classées dans le cycle cardé ou peigné.

(2) Il serait d'ailleurs techniquement impossible de déterminer dans les enquêtes statistiques les diverses catégories d'emploi du fil tissage. Un même fil est susceptible d'une multitude d'utilisations très souvent inconnues du filateur.

On note donc un recul important de la production du fil tissage comme on pouvait s'y attendre. La part dont s'accroît la production de fil bonneterie représente à peu près exactement le recul de celle de fil tissage.

B. — *La substitution du cycle peigné au cycle cardé.*

Chacun des cycles de production est spécialisé dans un type de production (relativement) caractéristique. C'est ainsi que les fils de laine cardée qui, en règle générale, sont plus gros que les fils peignés sont utilisés presque exclusivement en tissage.

Le tableau ci-dessous résume pour chaque cycle de production, en 1950, la part de chaque type de produit dans la production totale.

EN %

ANNÉE 1950	CYCLE PEIGNÉ	CYCLE CARDÉ
Fil bonneterie	26	4,95
Fil mercerie	22,5	0,45
Fil tissage	51,5	94,60
Production totale (tonnes) .	68 549	58 379

On le voit, la filature de cardé produit presque exclusivement du fil destiné au tissage. L'évolution de la part de chaque produit du cycle peigné et du cycle cardé en 1950 et 1960 est résumée dans le tableau ci-après.

	PART DE CHAQUE PRODUCTION DANS LA PRODUCTION TOTALE		VARIATION DE LA PRODUCTION 1960-1950
	1950	1960	
Fil bonneterie peigné	14,2 %	23,5 %	+ 88 %
Fil mercerie peigné	12,0 %	11,6 %	+ 9,5 %
Fil tissage peigné	27,9 %	26,4 %	+ 7 %
Fil bonneterie cardé	2,2 %	2,7 %	+ 52,5 %
Fil mercerie cardé	0,2 %	1,0 %	— 37,5 %
Fil tissage cardé	43,5 %	34,8 %	— 6 %
Total	100 %	100 %	+ 12,5 %

On constate l'effet de phénomènes déjà enregistrés, mais le fait remarquable est que ceux-ci ont totalement joué en faveur du cycle peigné. Sur le tableau précédent, on constate que les fils

peignés représentent en 1960, 61,5 % de la production totale, contre 54,1 % en 1950.

D'une part, la substitution entre les articles de bonneterie et les produits à base de tissus a joué en faveur du cycle peigné. D'autre part, l'évolution des goûts du consommateur vers des vêtements plus légers a favorisé les tissus à base de fils peignés.

Si l'on considère le tonnage de tissus pour l'habillement, produit en 1950 et en 1960, on peut estimer qu'il est à peu près égal à celui du tonnage de fil consommé (1). La consommation de fil peigné en tissage, représentait en 1950 environ 50 % de la production de tissus d'habillement, en 1960, environ 65 %. Or, les fils peignés sont élaborés sous des numéros métriques supérieurs à ceux des fils cardés. C'est-à-dire que l'accroissement de poids des fils peignés permet, en tissage, l'élaboration de surfaces supérieures, à poids équivalent.

Enfin, le redémarrage des ventes de laine mercerie à partir de 1953 a encore joué en faveur des fils de laine peignée.

Par contre, le cycle cardé a subi le contrecoup de tous ces phénomènes. Mais le recul est limité par le développement des ventes de produits à usages industriels et domestiques. Cette substitution interne entre les cycles de fabrications, conséquence de la modification structurelle des outputs, induite d'impulsions exogènes, a eu des effets extrêmement nets sur l'évolution de la structure de l'appareil de production de l'industrie lainière. Nous allons maintenant les examiner.

§ 2. — LES CONSÉQUENCES DE L'ÉVOLUTION STRUCTURELLE DES OUTPUTS SUR L'APPAREIL DE PRODUCTION.

La substitution du cycle peigné au cycle cardé a entraîné une première conséquence qui apparaît lorsque l'on compare les chiffres de disparition des unités de production. En effet, au recul modéré du nombre des ateliers spécialisés de filature de peigné entre 1954 et 1959 (— 3,5 %), s'oppose le recul très important du nombre des unités de filature de cardé (— 21 %) et de tissage (— 30 %) spécialisés.

A. — Conséquences sur les unités du cycle cardé.

Nous savons que, dans le cycle cardé, le taux d'intégration est relativement élevé. La réduction du marché des tissus de laine pour habillement a provoqué la disparition d'un grand nombre de firmes intégrant tissage et filature de cardé, et de tissages spécia-

(1) En effet le coefficient technique qui lie la production de tissu et la consommation de fil est à peu près constant sur la période 1950-1960. Il n'est affecté que de variation de second ordre dont nous ne tiendrons pas compte.

lisés dans la production de tissus cardés. Ont échappé à ces difficultés les tissages de couvertures et les entreprises spécialisées dans les tissus à usages industriels (principalement dans les centres de Limoges et d'Angoulême).

Le cas des filatures de cardé a été plus difficile. En effet, la réduction de 21 % du nombre des unités spécialisées entre 1954 et 1959 (1), fait baisser leur effectif à 86 en 1959. Comme elles représentaient en 1959 environ 20 % de la production, la production annuelle moyenne par filature de cardé spécialisée aurait été de 134 tonnes/an. Si l'on se reporte aux données utilisées à propos de l'unité de production minima (2), la production théorique moyenne serait de l'ordre de 230 tonnes/an en 1959. Les difficultés de la filature de cardé spécialisée vient du fait que le principal débouché est le tissage dont une importante partie est intégrée. Par conséquent, les tissages intégrés, souvent mieux placés au point de vue prix, se sont fermés aux filatures spécialisées qui sont pratiquement condamnées à disparaître.

Ce recul du cycle cardé explique celui des régions B et C (3) dans l'industrie lainière. D'autant que de nombreuses firmes qui s'étaient spécialisées dans les fournitures de secteur public, implantées dans la région C, ont dû subir le recul des achats administratifs. Exceptés quelques centres, l'ensemble de ces régions a subi durement cette évolution. A Vienne, par exemple, 1 700 emplois ont été supprimés dans l'activité lainière sur un total d'environ 4 520 en 1950. Dans le Sud-Ouest, les effectifs du tissage de Mazamet ont baissé de 50 % depuis 1950. Castres 26 %, de nombreux centres moins importants ont été aussi très affectés. La région d'Elbeuf-Louviers a perdu 50 % environ de son effectif...

B. — Conséquences sur les unités du cycle peigné.

La forte expansion des produits du cycle peigné a favorisé la plupart des entreprises spécialisées ou intégrées de cette catégorie.

Mais il faut distinguer entre les produits. Le fil mercerie comme le fil bonneterie est, dans la grande majorité des cas produit par des filatures spécialisées ou intégrant peignage et filature. Le fil tissage est produit soit par des filatures spécialisées, soit par des entreprises intégrant plusieurs stades jusqu'au tissage.

Or, en 1954 et 1959, on constate que les filatures spécialisées voient leur nombre baisser nettement moins que les unités intégrées (4). En effet, on a entre 1954 et 1959 une baisse de :

— 3,5 % du nombre des filatures spécialisées,

(1) Cf. *supra* page 59, § 2.

(2) Cf. *supra* Partie I, page 71, tableau n° 6.

(3) Cf. Définition *supra* page 94.

(4) Cf. *supra* page 64.

- 11,5 % du nombre des filatures intégrées,
- 14 % du nombre des filatures intégrées à un tissage (seul ou non).

Ce fait paraît directement expliqué par l'évolution que nous avons notée dans les modifications de la structure générale des outputs et des productions du cycle peigné. En effet, parmi les filatures spécialisées, on peut estimer que celles qui produisaient surtout des fils pour tissage ont connu les plus grandes difficultés comme l'indique la baisse importante des unités de filatures de peigné intégrées avec un tissage. Un certain nombre de filatures spécialisées qui ont réduit fortement la gamme de leur production ont pu garder une position intéressante comme fournisseur de tissages, d'autant qu'elles trouvaient un débouché croissant sur les marchés extérieurs.

La production de fil peigné pour le tissage a crû quand même de 7 % entre 1950 et 1960. Bien que la demande extérieure rende compte d'une partie de cette augmentation, on note un développement d'établissements importants intégrant pratiquement tout le processus de production du peignage au tissage.

En 1954, on connaît quatre établissements industriels intégrant le peignage, la filature de peigné, la filature de cardé, le tissage (ils possédaient en outre des ateliers de teintures et apprêts). Ces quatre établissements occupaient en 1954, 5 288 personnes (sur la base de la main-d'œuvre productive). En 1959, six établissements réalisaient ce type d'intégration et occupaient 6 252 salariés. La construction de nouveaux ateliers par des unités existantes a correspondu à la nécessité de s'assurer une part croissante du marché des tissus (1). La présence de filatures de cardé dans de tels ensembles s'explique par la nécessité de disposer de fils cardés pour tissage dans certaines productions. Seuls, les bénéfices occasionnés par la forte expansion des produits du cycle peigné, ont permis la réalisation de plus grands ensembles et l'élargissement de ceux existant déjà. D'autre part, comme nous l'avons vu, des investissements ont pu être réalisés d'une manière importante dans le cycle peigné, contribuant à réduire les coûts. C'est ainsi que le rapport de prix entre un fil peigné et un fil cardé a considérablement baissé depuis 1950 et ce phénomène a renforcé encore la faveur des articles à base de fil peigné. Du point de vue régional, les investissements réalisés dans la région du Nord ont dépassé le cadre du cycle peigné pour se porter sur des unités du cycle cardé dont la production s'est avérée nécessaire à certains ensembles.

(1) En outre, nous le verrons au cours du prochain chapitre, la politique des producteurs des nouvelles fibres de synthèse a incité les entreprises lainières à accroître l'intégration du processus de production pour absorber une quantité suffisante de ces fibres et pouvoir contrôler leur transformation tout au long du processus.

C. — *Les fabriques de tapis et de feutres.*

Il faut distinguer le cas des fabriques de tapis et de feutres foulés.

a) L'expansion de la *production de tapis* liée à l'accroissement de la consommation intérieure a permis un maintien du nombre d'unités de production entre 1954 et 1959. A la disparition d'une unité spécialisée correspond une nouvelle unité intégrée. L'effectif salarié est resté à peu près le même entre 1954 et 1959.

Centrée à près de 90 % dans la région du Nord, l'expansion de la demande a éludé les problèmes de structure dans les fabriques de tapis.

b) *Les fabriques de feutres* (1). Là encore, le nombre d'unités de production totales est resté le même entre 1954 et 1959. Toutefois, on note une forte baisse du nombre des unités spécialisées (— 33 %). L'accroissement du nombre des unités intégrées résulte de la construction de fabriques de feutres auprès d'établissements qui n'intégraient en 1954 que filature de cardé et tissage (notamment dans la région C). L'essor des produits à usage industriel leur a ainsi permis une « reconversion » partielle.

Conclusions du chapitre I

Au terme de ce premier chapitre, nous pouvons tirer quelques conclusions provisoires sur le retentissement des impulsions exogènes nées en aval de l'industrie lainière.

Au plan global, nous avons observé une réduction progressive des unités de production au cours des quinze dernières années. Mais, nous le savons, la consommation de produits lainiers a, dans l'ensemble, augmenté. Un tel phénomène est-il compatible avec la réduction progressive, du nombre des unités élémentaires de l'appareil de production ?

Si la consommation de produits lainiers paraît avoir augmenté depuis la fin de la guerre, le chiffre d'affaires de l'industrie n'a marqué qu'une faible hausse si on le considère indépendamment de celle des prix. Si on se replace en 1930 et en 1938, celui-ci a même baissé très nettement et n'a retrouvé un niveau comparable à celui de 1930 que ces dernières années. Exprimé en francs courants, le chiffre d'affaires total de l'industrie lainière (non exclus les échanges internes), était estimé à 18 milliards de francs en 1930, 14,2 milliards en 1938 (Alsace non comprise), à 353 milliards en 1950 et à 613 milliards en 1960. Exprimé en francs constants, c'est-à-dire compte tenu de la dévalorisation monétaire, il est de 648 milliards de francs 1959 en 1930, 440 milliards en 1938, 596 milliards en 1950 et 613 milliards en 1960.

(1) Rappelons que la fabrique de feutres produit non seulement des feutres foulés, mais aussi des aiguilletés (Cf. *supra* page 30 chapitre préliminaire).

Aux lendemains de la guerre, l'appareil de production reconstitué correspondait globalement à celui des années 1937-1938, où l'on considérait que la capacité de production était largement excédentaire à cette époque. Or, d'une part, le marché des produits lainiers s'est nettement réduit (excepté l'effet artificiel de la pénurie due à la guerre). D'autre part, la capacité technique productive des nouveaux matériels était très supérieure aux anciennes machines. Si l'on ajoute à ceci l'effet de développement de la productivité du travail (rareté de la main-d'œuvre) on constate que deux voies étaient ouvertes à l'industrie lainière.

L'une consistait à conserver une capacité de production dont l'excédent irait croissant. D'où une hausse considérable des coûts sur un marché où la demande est, dans l'ensemble, par rapport au prix, peu élastique. L'autre consistait à rechercher une procédure d'adaptation de la capacité de production aux débouchés réels.

Comme nous l'avons vu, dans l'impossibilité où s'est trouvée cette industrie de décider de son avenir, elle a subi les lois du développement d'une économie en forte croissance. Il en est résulté une certaine adaptation que l'industrie lainière, dans une première phase, n'a pu subir que passivement.

Si la diminution du nombre des unités correspond dans une certaine mesure à une réduction relative des débouchés, la manière et les voies de cette concentration de l'appareil de production sont imputables aux variations de la structure interne des marchés traditionnels. On assiste à un recul général de la part des tissages d'habillement dans le produit global de l'industrie lainière au profit des filatures et ce sont surtout les filatures de peigné et les peignages qui ont vu leur part s'accroître d'une façon importante.

Devant la réduction du nombre des entreprises, on invoque une manière de « sélection naturelle » faisant implicitement appel aux schémas libéraux. En fait, une telle position ne nous semble pas correspondre aux données de l'observation. En effet, nous avons remarqué l'existence de fluctuations dans l'activité de cette industrie. Or, dans de nombreux cas, les entreprises qui ont disparu étaient parmi celles qui réalisaient un effort de modernisation. On le comprend, en cas de « crise » une firme qui investit beaucoup est moins bien placée que de nombreuses entreprises qui n'incorporent aucune charge fixe à leur prix de revient. Il n'est absolument pas certain que le mécanisme de sélection ait abouti à n'éliminer que les entreprises dites marginales.

Notons encore que la sélection des mutations structurelles induite des impulsions exogènes appliquées sur les outputs de cette industrie a déclenché un phénomène autonome dont nous verrons les conséquences au cours du prochain chapitre. En effet, cette évolution a permis de dégager des firmes à « surplus » selon l'expression de F. PERROUX qui peu à peu, vont prendre les caractéristiques de firmes motrices. Essentiellement implantées dans la

région du Nord, ce phénomène explique le caractère dominant de cette région qui s'affirme dans toutes les catégories de produits comme nous avons pu le remarquer (1).

Nous venons de voir quel a été le retentissement des impulsions exogènes qui se sont appliquées sur l'industrie lainière par le canal de ses outputs. Il serait vain de rechercher une transmission mécanique entre les deux phénomènes. Les modifications de la structure des outputs se situent dans un espace purement économique, les transformations de l'appareil de production dans un espace économique-social d'un ordre différent. La transmission purement mécanique des effets entre eux est donc rationnellement hors d'une appréhension synthétique. Si le sens de l'action externe sur cette industrie est bien défini, les modifications enregistrées par l'appareil de production sont le résultat d'une série de comportement de centres de décisions. Comportement d'adaptation facile dans le cas des unités favorisées, le phénomène devient plus complexe pour les autres. Situées dans un milieu géographique et sociologique, un comportement de refus de cette évolution peut à d'autres titres s'analyser comme un comportement d'adaptation (2).

(1) Cf. première partie. Chapitre II.

(2) On constate en effet le maintien d'unités du cycle cardé qui ne semblent pas rentables. Or, dans certains centres, du Sud-Ouest notamment, le maintien d'une unité peu rentable a été nécessité par le milieu spécifique de son implantation. La disparition de l'entreprise eût pris quelquefois l'ampleur de catastrophe. Le maintien s'est donc imposé alors que le calcul économique aurait réclamé la disparition de certaines unités.

CHAPITRE II

EVOLUTION DES LA STRUCTURE DES INPUTS

Nous avons vu quelles impulsions remarquables sont nées au niveau des outputs, il nous faut maintenant diriger notre recherche en amont de l'industrie lainière.

Les inputs comprennent la totalité des achats effectués par une industrie pour assurer la production. On peut distinguer quatre catégories principales de biens et services nécessaires au processus de production.

a) En premier lieu, les matières premières représentent la base même de la production. Dans l'industrie lainière, du fait de la valeur élevée des matières textiles travaillées, ces produits représentent la part essentielle des achats. On considère généralement que, dans ce secteur, les matières brutes représentent 50 à 60 % du chiffre d'affaires total.

b) Les achats de travail et de services divers constituent le second poste. En effet, ils représentent environ 20 % du chiffre d'affaires de cette industrie.

c) Les dépenses nettes d'investissements tant en matériel qu'en construction représentent environ 1,5 % du chiffre d'affaires.

d) En dernier lieu, l'énergie et diverses matières annexes, principalement des produits chimiques : soude, acide sulfurique et matières colorantes, représentent une part impossible à chiffrer.

Divers éléments ne sont pas pris en compte dans cette énumération. Les frais généraux par exemple, dont le montant global est pratiquement inconnu, les frais financiers... Les achats d'énergie et de matière annexe ne peuvent être pris en considération. En effet, leur montant est inconnu, même approximativement, on sait simplement qu'ils n'excèdent pas 5 à 7 % du chiffre d'affaires total du secteur. Mais on peut estimer qu'ils varient en fonction de la consommation de matières textiles. En d'autres termes, et au niveau global où nous nous situons, on peut considérer qu'un

rapport à peu près constant lie les achats de matières annexes et d'énergie à la consommation de matières premières.

Au cours de ce chapitre, nous ne nous intéresserons donc qu'aux trois premières catégories d'inputs citées plus haut.

Ce chapitre sera divisé en deux sous-chapitres. Nous examinerons tout d'abord la structure de la consommation de matières textiles et son évolution au cours des quinze dernières années. En second lieu, nous aborderons l'évolution des coûts du travail et de l'investissement qui, dans une certaine mesure, paraissent étroitement liés comme nous pensons le montrer.

SOUS-CHAPITRE I

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES CONSOMMATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES

Si, jusqu'au début du xx^e siècle, les matières textiles étaient des produits végétaux ou animaux, les découvertes fondamentales de la chimie devaient leur adjoindre des produits industriels. On ne peut, à notre avis, rien comprendre de l'évolution actuelle des industries textiles traditionnelles si l'on fait abstraction du développement des textiles chimiques. C'est précisément leur apparition et leur extraordinaire évolution dans le monde depuis la seconde guerre mondiale qui ont complètement bouleversé les données générales des problèmes textiles.

Avant d'aborder, au cours de ce chapitre, les modifications de la structure des consommations de matière dans l'industrie lainière, il convient donc de présenter quelques données générales sur l'évolution des textiles chimiques en France et sur les conditions d'ensemble de leur production qui, nous le verrons, sont à la source d'importantes transformations dans l'industrie lainière.

Section 1

Les matières textiles artificielles et synthétiques Leur développement en France

Les matières artificielles et synthétiques généralement groupées ensemble par opposition aux textiles naturels, sont radicalement différentes dans les principes ayant présidé à leur élaboration. Aussi, au cours de cette section, en traiterons-nous séparément. Nous examinerons tout d'abord quelques notions générales sur les conditions de leur production et leur développement dans le monde.

§ 1. — CONDITIONS GÉNÉRALES
DE LA PRODUCTION DES TEXTILES ARTIFICIELS
ET SYNTHÉTIQUES.

Depuis fort longtemps, l'homme a cherché à imiter la nature. Les matières textiles ne devaient pas échapper à cette démarche et c'est la soie, qui, la première, fit l'objet d'observations scientifiques. Le précurseur en fût Robert Hooke (1) qui, en 1667, dans un ouvrage intitulé « Micrographie ou quelques descriptions physiologiques des plus petits corps », suggère : « La possibilité de filer, à l'aide d'une substance gélatineuse ressemblant beaucoup à celle que secrète le ver à soie pour en faire un fil, une sorte de soie artificielle possédant les qualités de la soie naturelle ». Un savant français, Réaumur (2), posait, en 1734, les principes de la fabrication des textiles artificiels en faisant remarquer que la soie est le produit des glandes séricigènes du ver, alimentées par les éléments végétaux de la feuille du mûrier. Ce sont donc les textiles artificiels qui ouvrirent la voie à la production industrielle de matières textiles. Nous examinerons successivement le cas des matières artificielles et synthétiques.

A. — Les matières artificielles.

Une multitude de brevets fut déposée dans la seconde moitié du xix^e siècle à la suite de nombreuses recherches couronnées de succès, mais les débuts des réalisations industrielles ne datent que du début du xx^e siècle.

Les matières artificielles et naturelles sont du domaine de la chimie organique, c'est-à-dire constituées de corps à base de carbone. Les textiles naturels étant composés de macromolécules naturelles (polymères), les matières artificielles textiles sont donc obtenues par le filage de composition de macromolécules naturelles ou de leurs dérivés chimiques. Divers procédés ont été successivement mis au point pour obtenir un fil utilisable par l'industrie textile; tous, pratiquement, partaient de la cellulose (3).

En peu de temps, on lança industriellement le procédé à la nitro-cellulose, le procédé cupro-ammoniacal, le procédé viscose. Le procédé à l'acétate fut réalisé un peu plus tard. Peu à peu, seules deux méthodes restèrent utilisées. En 1910, le fil cupro-ammoniacal était pratiquement abandonné, en 1925, ce fut le tour de la nitro-cellulose.

(1) Robert HOOKE (1635-1703), professeur de mathématiques et d'astronomie, secrétaire de la Société Royale de Londres.

(2) Mémoire pour servir à l'histoire des insectes (1737).

(3) Citons parmi les principaux innovateurs le Comte Hilaire DE CHARDONNET qui déposa en 1886 à l'Académie des Sciences, le procédé de fabrication à la nitro-cellulose. Le Français DESPEISSIS qui déposa, en 1890, le brevet du procédé cupro-ammoniacal. Les Anglais CROSS, BEADLE et BEVAN qui, en 1892, ont inventé le procédé viscose.

Parmi ces procédés, celui à la viscose prit nettement le pas sur les autres.

Le principe de la production est la réalisation d'un fil par forçage dans des conduits capillaires (les filières) d'une solution visqueuse. Après refroidissement et séchage de ces fils, ils subissent une torsion et diverses manipulations chimiques. Les fils ainsi obtenus portent le nom générique de « rayonne » (1).

Les propriétés des matières artificielles leur ouvrent des débouchés autres que ceux des industries de la soie. Mais, sous la forme de fil, elles étaient peu utilisables dans l'industrie de la laine et du coton. Aussi, on chercha à produire des fibres qui, mélangées aux fibres naturelles pourraient être travaillées en filature. C'est ainsi que l'on se mit à produire des fibres artificielles ou « fibranne ». Le principe est simple et consiste à couper des fils continus à des longueurs variables.

Jusqu'en 1920, la production mondiale de textiles artificiels n'augmente que faiblement aux prix de difficultés importantes. Le faible développement de l'industrie chimique jusqu'à cette époque entraînait un prix élevé des matières premières et de sérieuses difficultés techniques. Toutefois, peu à peu, avec la croissance des industries chimiques, la qualité des matières s'améliore nettement et leur prix diminue. La production de textiles artificiels prend un essor important. Le tableau ci-dessous résume la progression de la production mondiale depuis 1900 (2).

UNITÉ 1 000 T	FILS	FIBRES	TOTAL
1900	1	0	1
1910	5	0	5
1920	14	0	14
1930	204	3	207
1940	541	584	1 125
1945	400	200	600
1950	870	737	1 607
1955	1 046	1 235	2 281
1960	1 138	1 467	2 605

La baisse de prix des textiles a été un des facteurs essentiels de leur développement dans le monde. Si l'on examine le prix d'un kilo de fil en francs suisses (pays où les mouvements monétaires se sont fait le moins sentir), celui-ci était de 26 F en 1921, de

(1) Notons que l'on caractérise les fils artificiels et synthétiques différemment des fils élaborés en filature. Au lieu du numéro métrique, le titre est défini par le denier qui est le poids en grammes de 9 000 m de fil. On emploie aussi le système « tex », le tex étant le poids en grammes de 1 000 m de fil.

(2) Extrait de l'ouvrage de L. G. FAUQUET : Histoire de la rayonne et des textiles synthétiques. Op. cité.

9,70 F en 1950 (1). Soit, si l'on tient compte de la dévaluation de cette monnaie après la guerre, une baisse de prix de 80 %. Celle-ci est due essentiellement à l'amélioration des techniques de production qui ont réduit les coûts en travail et les coefficients techniques de consommation de matières premières et d'énergie.

B. — *Les matières synthétiques.*

Contrairement aux matières artificielles, les matières synthétiques n'imitent en rien la constitution des matières naturelles, car ce sont des agrégats de macromolécules réalisés par la synthèse de produits organiques de base. Le fil synthétique utilisable dans l'industrie textile, est réalisé par le filage de ces macromolécules. Le champ de possibilité des textiles synthétiques apparaît donc considérablement plus étendu que celui des textiles artificiels, limités par le nombre de macromolécules naturelles.

L'histoire du développement industriel des textiles de synthèse est assez différente de celle des textiles artificiels. En effet, alors que ceux-ci apparaissent comme le produit d'une activité quasiment « artisanale », au moins à ses débuts, les textiles synthétiques ont été, dès leur origine, une entreprise industrielle moderne. La recherche systématique sur une grande échelle permet d'aboutir rapidement à d'importants résultats. La production mondiale actuelle des textiles synthétiques se répartit en quatre groupes principaux de produits ou familles : les polyamides, les polyester, les polyacryliques et polyvinyliques (2).

Le lancement industriel de ces produits s'est pratiquement effectué entre 1940 et 1955.

a) *Les polyamides*, produits à partir de benzène, extrait de goudrons de houille, sont dus aux travaux de l'américain CAROTHERS à la Société Dupont de Nemours. Une autre catégorie de polyamides a été mise au point par les chimistes de la Société Française Pechiney à partir d'huile de ricin, en 1944.

b) *Les polyester* sont fabriqués à partir de deux dérivés du pétrole brut, le xylène et l'éthylène. Ils ont été mis au point par la société anglaise Imperial Chemical Company (I.C.I.).

c) *Les polyvinyliques* sont produits à partir de l'acide chlorhydrique et de l'acétylène, plus précisément à partir du vinyle. Ils ont successivement été mis au point aux U.S.A. par la société American Viscose en 1937, et en France par la Société Rhodiacéta, en 1941.

(1) Extrait de l'ouvrage de M. AGULHON : Les textiles chimiques. Coll. Que sais-je. PUF. N° 1 003. 1962. Page 26.

(2) Commercialisés en France à l'heure actuelle sous les marques suivantes : Polyamides : nylon, Rilsan. Polyester : Tergal. Polyvinyliques : Rhovyl. Polyacryliques : Courtelle, Crylor.

d) Les matières de base des *polyacryliques* sont l'acide cyanhydrique et l'acétylène. Mis au point par la Société Dupont de Nemours pendant la guerre, ils ont été lancés en 1948.

§ 2. — LE DÉVELOPPEMENT DES TEXTILES CHIMIQUES EN FRANCE DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE.

La France, n'étant pratiquement pas productrice de fibres naturelles, devait, au lendemain de la guerre, importer la quasi-totalité de ses matières premières textiles. Le souci d'économies de devises allié à la volonté de développer un secteur important de l'économie française devait inciter les experts du 1^{er} Plan de Modernisation et d'Équipement, à fixer d'ambitieux objectifs à la production de textiles artificiels et synthétiques (1). Le tableau ci-dessous, résumant les objectifs et les réalisations, en témoigne.

UNITÉ : TONNE	PRÉVISIONS	RÉALISATIONS	PRÉVISIONS	RÉALISATIONS	PRÉVISIONS	RÉALISATIONS	PRÉVISIONS	RÉALISATIONS
	1947		1948		1949		1950	
Production de textiles artificiels et synthétiques ...	84 800	56 700	106 000	76 495	127 000	74 512	150 000	83 895

Ce n'est donc qu'en 1950 que les réalisations devaient atteindre les objectifs de 1947 ! Mais les producteurs eurent de très nombreux problèmes à résoudre pour développer leur production : énergie, matière première, main-d'œuvre... Aussi celle-ci fut-elle presque entièrement consacrée aux matières artificielles. Les recherches et les mises au point se poursuivaient néanmoins dans le domaine des matières synthétiques, produites industriellement en France par la Société Rhodiacéta, depuis 1942.

Nous examinerons successivement le cas des textiles artificiels et synthétiques.

1) *Les textiles artificiels*

Nous analyserons séparément l'évolution de la production au cours des quinze dernières années et les conditions de celle-ci.

A. — *Evolution de la production.*

La production de fibres et fils artificiels s'est nettement développée de 1948 à 1960. De 76 495 tonnes, elle était passée à 121 851 tonnes en 1960, soit une augmentation d'environ 60 %.

(1) Le fait que les U.S.A. soient déjà avancés dans ce domaine n'est pas sans avoir été à la base de cet effort.

Toutefois la production de fibres a crû dans des proportions plus fortes que celle de fils, marquant un accroissement de 110 % environ, sur la même période. Aussi, alors que, en 1948, les fibres représentaient 39,5 % de la production de matières textiles artificielles, elles en représentent 53,5 % en 1960.

Si l'on examine maintenant la structure globale des débouchés de la production française de textiles artificiels, on constate que le commerce extérieur en représente une part importante.

Le tableau ci-dessous résume les débouchés en 1950 et 1960.

UNITÉ : TONNE	1950		1960	
DÉBOUCHÉS	FIBRANNE	RAYONNE	FIBRANNE	RAYONNE
Ventes en France	25 683	38 479	50 249	42 867
— dont ind. lainière ...	5 622	1 698	23 229	2 140
Ventes à l'extérieur	10 729	11 794	19 668	11 976

Source : Annuaires du Bureau Central de Statistiques Industrielles. Ministère de l'Industrie (B.C.S.I.).

Si le commerce extérieur se développe, on peut aussi remarquer qu'entre ces deux dates, l'industrie lainière a pris une place croissante dans les ventes de fibranne, d'environ 1/5 en 1950, elle en représente près de la moitié en 1961.

B. — *Les conditions de la production.*

Nous les examinerons sous le double point de vue des produits élaborés et de la structure de l'appareil de production.

a) C'est par un perfectionnement continu des matières existantes que s'est développée la production. Depuis la guerre, on ne compte en France qu'un seul lancement industriel d'une nouvelle fibre artificielle : les fibres polynosiques en 1960 (1). La fabrication se répartit essentiellement entre le procédé viscose (92,5 % de la production 1961), et le procédé acétate (7,5 % de la production 1961). Les améliorations apportées ont été orientées vers une meilleure adaptation des textiles artificiels aux besoins spécifiques des différentes branches utilisatrices.

b) La structure de l'appareil de production s'est considérablement modifiée. Créé en 1910 entre deux groupes de producteurs, le Comptoir des Textiles Artificiels (C.T.A.) s'est progressivement assuré le contrôle de nombreux concurrents (2). En 1922, un accord intervenait entre le C.T.A. et la Société des produits chi-

(1) Ces fibres, mises au point en 1950 par le C.T.A. (Comptoir des Textiles Artificiels), reproduisent la structure moléculaire des fibres naturelles. Elles sont commercialisées sous le nom de « Méryl ».

(2) Voir à ce sujet B. PIERRE. Op. cité. Page 177-200.

miques Rhône-Poulenc, pour créer la Société de la soie artificielle Rhodiacéta. Cette dernière se consacrant à la production d'acétate de cellulose dont elle conserve encore à l'heure actuelle, le monopole. La crise de 1929 devait entraîner une entente entre la quasi-totalité des producteurs, mais celle-ci éclata en 1934. La disparition d'un certain nombre de firmes en raison des difficultés économiques laissa au C.T.A. le contrôle d'environ 65 % des ventes françaises de textiles artificiels à la veille de la guerre. Pendant la guerre, tous les producteurs se groupaient à nouveau dans la société France-Rayonne qui disparaissait en partie à la fin des hostilités. Une politique complexe de regroupement amenait, en 1951, la création d'un « holding » : Celtex (1), puis, en 1956, à une concentration des entreprises de textiles artificiels autour de la C.T.A. (2). Il restait alors trois firmes importantes indépendantes : la filiale de la Courtauld Ltd implantée à Calais depuis 1922 qui réalise environ 15 % de la production de textiles artificiels. La Société du Moy, contrôlée par le groupe Weissweiller qui assure environ 10 % de la production française de rayonne et les établissements Kuhlmann, localisés dans le Nord.

Nous allons voir comment le développement des textiles synthétiques a entraîné la constitution d'un vaste ensemble intégré chimie-textiles chimiques contrôlé essentiellement aujourd'hui par la société Rhône-Poulenc.

2) *Les textiles synthétiques*

Les quinze dernières années ont été jalonnées par le lancement industriel, en France, des principales catégories de textiles synthétiques. Aussi, la production s'est développée d'une manière spectaculaire. Toutefois, étroitement dépendante de l'industrie chimique, elle fut longtemps freinée par les possibilités de la production de la chimie organique française qui, dans ce domaine, avait un certain retard sur la plupart des grands pays industriels. A l'inverse de l'analyse précédente, nous examinerons successivement les conditions de la production et le développement des textiles synthétiques en France.

A. — *Les conditions générales de la production.*

Au cours des quinze dernières années, les conditions générales de la production ont, en effet, déterminé la demande au fur et à mesure que de nouveaux lancements industriels intervenaient. Nous analyserons rapidement les matières produites, la structure générale de l'appareil de production et le problème des prix.

(1) Celui-ci reprenant tous les actifs financiers des entreprises du groupe C.T.A. Rhodiacéta.

(2) Compagnie industrielle des Textiles Artificiels.

a) La première matière produite industriellement en France, avait été le nylon (1). Le 1^{er} Plan prévoyait une production de 3 500 tonnes en 1950. En fait, elle n'atteint que 1 600 tonnes.

Le tableau ci-dessous résume les étapes des différents lancements.

DATE DE MISE EN FABRICATION INDUSTRIELLE	PRODUIT	DÉNOMINATION COMMERCIALE	NOMBRE USINES 1961	SOCIÉTÉ PRODUCTRICE
1941	Polyamide 66	Nylon	2	Sté Rhodiacéta
1948	Polyvinylique	Rhovyl	1	Sté Rhovyl
1952	Polyamide 11	Rilsan	1	Sté valentinoise d'applications textiles
1956	Polyacrylique	Crylor	2	Sté Crylor
1956	Polyester	Tergal	1	Sté Rhodiacéta
1960	Polyacrylique	Courtelle	1	Sté des filés de Calais

On assiste dans ce domaine, au cours de cette période, à une véritable « grappe » d'innovations que la production chimique française ne parvint d'ailleurs pas toujours à suivre. Par exemple, le lancement du polyester a été effectué à l'aide d'une importante partie de produits chimiques importés. L'industrie française n'étant parvenue à fournir tous les produits de base qu'à une date récente.

A propos du tableau précédent, il faut observer que l'implantation industrielle précède d'environ deux à trois ans la production effective dans cette branche. Les dates inscrites dans la première colonne ne correspondent donc pas à la construction des unités de production.

b) Nous avons vu comment, progressivement, la production de textiles artificiels s'était concentrée entre quelques groupes dominés par le C.T.A. Les textiles synthétiques sont, eux, l'objet de monopoles.

C'est en 1922 qu'un accord entre le C.T.A. et la Société des produits chimiques Rhône-Poulenc créa la société pour la fabrication de la soie Rhodiacéta. En 1942, cette société lança industriellement la production du nylon en France et parvint à mettre au point la fabrication d'un fibre vinylique (Rhovyl). La société Rhovyl, créée avec la participation de Celtext et de la société Rhône-Poulenc, démarra en 1948.

En 1955, la Société Crylor, créée par les sociétés Rovaltex (2), Rhône-Poulenc et Rhodiacéta, comença à produire industrielle-

(1) Appartenant à la famille des polyamides.

(2) Société regroupant les producteurs de rayonne liée au groupe CTA-Rhodiacéta.

ment en 1956, l'année même où la Rhodiacéta lançait la fabrication du tergal.

Un autre groupe chimique, étranger aux précédents, mettait cependant au point, au lendemain de la guerre, un nouveau textile de la famille des polyamides, le Rilsan. La création de la Société Valentinoise d'Applications Textiles en 1954, par l'intermédiaire de la Société Organico, filiale de Pechiney, permettait le lancement industriel du rilsan en 1956. L'investissement réalisé représentait environ une quinzaine de milliards. Cette entreprise ne devait pas échapper au puissant groupe Celtex qui rachetait la Société Valentinoise d'Application Textiles, en 1961. Le groupe Celtex-Rhône-Poulenc possédait ainsi, en France, un monopole total sur les polyamides, polyester et polyvinyliques.

L'implantation d'une importante unité de production de fibres acryliques par le groupe anglais Courtauld associé au groupe Prouvost, en 1960, à Calais, entamait le monopole de la Rhodiacéta dans le domaine des fibres acryliques.

En 1961, un regroupement général du holding Celtex et de la société Rhône-Poulenc était réalisé. Celtex disparaissait et les firmes du groupe passaient sous le contrôle direct de la société Rhône-Poulenc qui disposait ainsi d'un quasi-monopole sur les textiles synthétiques (contrôle du marché à 90 %), et d'une importante part du marché des textiles artificiels (environ 70 %).

L'appareil de production des textiles synthétiques est donc totalement concentré avec l'industrie chimique. Mais, en fait, cette concentration est en partie imposée par des contraintes techniques. La spécificité des produits de base ainsi que la nécessité d'une coordination très étroite entre ces deux industries interdit de concevoir, compte tenu des énormes investissements nécessaires, une production de textiles de synthèse indépendante de l'industrie chimique.

c) Les prix des textiles synthétiques sont, dans l'ensemble, assez élevés. Bien qu'il soit difficile en cette matière, de définir des prix moyens, on peut toutefois considérer qu'ils sont nettement supérieurs à ceux de la matière naturelle la plus chère : la laine. Il faut considérer différemment le cas des fils continus et des fibres.

— Les fils continus ne peuvent se comparer à aucun autre produit textile utilisé actuellement. En effet, leurs propriétés essentielles étant leur finesse et leurs possibilités plastiques, on ne peut vraiment trouver l'équivalent de celles-ci qu'auprès de la soie dont le volume consommé en France à l'heure actuelle est tout à fait marginal. Leur prix est donc très difficile à apprécier. Si l'on examine leur évolution, on peut constater qu'ils marquent une nette tendance à la baisse. Prenons par exemple le cas du nylon, sur la base de 100 en 1952, l'indice est à 64,6 à la fin de l'année 1961 alors que l'indice des prix industriels est à 128. Dans l'ensemble, les fils synthétiques ont baissé de 12 % de 1956 à 1961.

Les fibres synthétiques ont un prix supérieur à celui de la laine, et tendent elles aussi, à baisser, la baisse étant de l'ordre de 6 % entre 1956 et 1961 (1). A titre d'indication, on peut estimer qu'elles valent 30 à 35 % plus cher qu'une laine de bonne qualité.

B. — *Le développement des textiles synthétiques en France.*

De 1950 à 1960, la production française de textiles synthétiques a été multipliée par 27, soit un taux moyen d'accroissement annuel de 17 %. La croissance est toutefois différente selon que l'on considère la production de fibres ou de fils. Sur la base 100 en 1954, l'indice de la production de fibres est de 900 en 1961, de 480 pour les fils.

Mais il faut noter que la progression des fils a été continue, alors que celle de fibres ressentait le contrecoup des ralentissements conjoncturels de l'industrie lainière et cotonnière en 1958. Aussi, cette dépendance pose un problème aux producteurs de ces matières peu habitués à de telles variations qui se traduisent pour eux par des pertes financières assez importantes. Compte tenu de leur position monopolistique, ils ont adopté une politique sélective de vente des fibres que nous analyserons ultérieurement (2).

Ce développement important, surtout depuis l'année 1956, entraîne un recul relatif de la consommation des autres matières dans la quasi-totalité des diverses branches textiles (3).

CONCLUSION. Les conséquences du développement des textiles artificiels et synthétiques.

Ces conséquences sont extrêmement nettes et jouent un rôle important sur l'industrie textile en général, et lainière en particulier. Le développement de la production des textiles chimiques a introduit dans l'industrie textile des « révolutions » tenant aux prix, à la gestion générale des firmes et aux rapports entre producteurs de matières premières et utilisateurs.

a) Quant aux prix, nous avons observé la stabilité de ceux des textiles chimiques, voire même leur baisse. Or, les fluctuations permanentes des prix des matières textiles naturelles avaient profondément marqué la plupart des entreprises textiles. L'entrepreneur se doublait d'un spéculateur et, par voie de conséquence, il était très souvent incapable de dissocier la rentabilité de son affaire des profits accidentels tirés d'achats judicieux. L'utilisation croissante de matières artificielles et synthétiques tend à éliminer ce

(1) Le calcul est fait sur des prix moyens au kilo produit.

(2) Cf. *infra* Section 3. § 1.

(3) Ce phénomène est observable dans toutes les industries européennes. Cf. E. SCHMILL, Le développement de la consommation de textiles chimiques dans l'industrie lainière de la C.E.E. Revue « Rayonne », Oct. 63.

comportement spéculatif, ce qui entraîne une modification progressive de la gestion des firmes textiles.

b) En effet, nous avons vu (1) que, dans l'industrie lainière, un important volume de stocks était détenu en permanence aux différents stades de production. L'utilisation des textiles chimiques permet des réductions sensibles de ces immobilisations. D'une part, les prix de ces matières sont stables et l'entrepreneur n'a pas à se prémunir contre les fluctuations de cours. D'autre part, les lieux de production de ces matières sont, en France, situés dans un rayon inférieur à 700 km des centres lainiers, par conséquent, le transport est beaucoup plus rapide (2).

c) En dernier lieu, les rapports entre les producteurs de matières premières et les utilisateurs sont radicalement transformés par l'utilisation croissante de textiles chimiques. En effet, considérons la situation en 1959. En face de 597 entreprises industrielles lainières, on trouve pratiquement deux groupes de producteurs de textiles chimiques. Pour une part croissante de leurs achats de matières premières, les industriels lainiers, habitués depuis toujours à acheter leur matières sur des marchés où se confrontaient un grand nombre d'offreurs et de demandeurs, se trouvent en face de monopoleurs. Ils ont dû s'adapter à intervenir sur un marché très différent de celui sur lequel ils se procuraient leurs matières premières traditionnelles.

Section 2

Les modifications de la structure des consommations de matières premières dans l'industrie lainière

L'industrie lainière, nous l'avons vu, est une des principales utilisatrices de fibres artificielles et synthétiques, elle ne consomme toutefois qu'un faible tonnage de fils continus (3). L'accroissement de l'utilisation des fibres chimiques a entraîné une modification profonde de la structure des inputs. Il n'entre pas dans notre propos de juger de l'irréversibilité de cette évolution, certaine pour les uns, douteuse pour les autres. Un fait est acquis, c'est qu'au cours des quinze dernières années, la consommation des matières « traditionnelles » baisse d'une façon constante.

Au cours de cette section, nous analyserons ce phénomène, successivement au plan global et à l'intérieur de l'industrie lainière.

(1) Cf. 1^{re} Partie. Chapitre I.

(2) Il faudrait ajouter le fait que, contrairement aux matières naturelles, les textiles chimiques sont produits d'une manière régulière tout au long de l'année.

(3) Ceux-ci sont essentiellement utilisés par les tisseurs de doublures dits « doubluriers » de la région du nord. Il ne sont pas considérés comme lainiers, si ce n'est qu'à titre tout à fait traditionnel. En principe, le filé de laine n'est pas mélangé, en tissage, à des fils continus artificiels ou synthétiques.

Il convient toutefois de présenter quelques éléments sur les techniques d'emploi de ces fibres dans l'industrie lainière. Coupées à des longueurs variables, présentant des caractéristiques mécaniques tout à fait comparables à la laine, les fibres artificielles et synthétiques se mélangent parfaitement aux fibres de laine. Néanmoins, on le comprend aisément, les opérations préparatoires imposées par l'état des laines brutes sont superflues pour les fibres chimiques. C'est donc au niveau du peignage que ces matières brutes entrent dans le processus de production de l'industrie lainière, ou directement en filature dans le cycle cardé.

Pendant la guerre, des machines adaptées au peignage des fibres artificielles et synthétiques avaient été mises au point aux U.S.A. Installées directement en filature, elles permettent en quelque sorte de « sauter » le stade du peignage. Ces machines sur lesquelles nous reviendrons au cours du prochain chapitre (1) ont été peu à peu introduites en France, principalement dans la région du Nord, d'ailleurs.

Aux différents stades ultérieurs : filature, tissage ou bonneterie, les mélanges de laines et de fibres chimiques ne nécessitent aucune transformation des matériels modernes adaptés à la laine. Tout au plus, ces mélanges réclament des réglages plus minutieux.

TABLEAU N° 11

STRUCTURE DE LA CONSOMMATION GLOBALE DE MATIERE TEXTILE
DANS L'INDUSTRIE LAINIERE

UNITÉ : TONNE

	1950		1960	
	TONNAGE	% DU TOTAL	TONNAGE	% DU TOTAL
Laine vierge	115 600	69	126 900	61
Laines autres que « mères » (1)	25 000	15	19 784	9,5
Autres matières textiles naturelles (2)	18 571	11	28 192	13,5
Matières textiles artificielles	9 201	5	23 000	11
Matières textiles synthétiques	130	—	10 946	5
Total	168 502	100	208 822	100

Source : Annuaire Statistiques du Comité Central de la Laine.

(1) Il s'agit des déchets et effilochés de laine, et des blousses.

(2) Sont comprises dans ce poste les matières, soit utilisées comme fibres en filature ou fabriques diverses, (ex. : coton en filature de cardé), soit en fil (ex. : fil de jute en tissage de tapis).

(1) Cf. *infra* Sous-chapitre II.

§ 1^{er}. — LA CONSOMMATION GLOBALE DE MATIÈRES TEXTILES
DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE

Parmi les produits textiles achetés à l'extérieur de l'industrie lainière, les matières brutes (fibres) en représentent la quasi-totalité. Néanmoins, il faut tenir compte aussi des semi-produits achetés, soit à l'étranger (fils importés), soit à d'autres branches textiles (fils de coton, fils de jute).

Le tableau ci-contre (N° 11) résume la consommation de produits textiles achetés à l'extérieur de la branche. Nous avons composé ce tableau à l'aide des statistiques de production élaborées par le Comité Central de la Laine (1) et les résultats des questionnaires statistiques de la Fédération Internationale (1). Pour ne pas le compliquer inutilement, nous avons converti tous les produits en cinq catégories de matières.

On peut constater que la part de la laine diminue d'une manière importante entre 1950 et 1960 et cette tendance a été quasi-continue tout au long de la période. Tant pour les laines vierges que pour les laines de récupération, on note un recul relatif. Mais il faut remarquer que le volume de laine vierge consommé s'est accru de 10 %. Il semble, en première approximation, que la consommation de laine se soit déplacée vers des produits d'une qualité supérieure. Cette remarque est à rapprocher de la substitution que nous avons pu noter entre les produits du cycle peigné et ceux du cycle cardé.

Il peut paraître étonnant de constater un accroissement de la consommation des autres fibres naturelles. Mais nous savons que les produits lainiers à usage industriel ont connu une progression importante depuis 1950. Une part de ceux-ci est élaboré à partir de mélanges entre fibres naturelles. C'est ce que traduit l'accroissement relatif de la consommation de fibres naturelles.

La progression des matières artificielles et synthétiques mérite attention. En effet, leur part triple au cours de ces dix années et nous avons vu que la production d'une partie importante de ces fibres n'a été réalisée industriellement qu'à une époque récente. Si nous nous reportons au tableau résumant les étapes des différents lancements (2), nous pouvons voir que c'est seulement à partir de 1956 que la production française pouvait offrir toutes les catégories de textiles synthétiques aux utilisateurs. En 1955, le volume de fibres synthétiques consommées par la filature de laine était inférieur à 500 tonnes.

Si l'on considère la ventilation de la consommation de fibres synthétiques par la filature en 1960, selon les différentes catégories de matières, on a sur un total de 10 946 tonnes :

— Polyesters	48 %
--------------	------

(1) *Annuaire Statistique* Comité Central de la Laine. Cf. bibliographie.

(2) Cf. *supra* Section I. § 2.

— Polyamides	23,5 %
— Polyacryliques	10,9 %
— Polyvinyliques	17,6 %

Depuis 1956, la consommation de fibres synthétiques dans l'industrie lainière a donc été multipliée par vingt.

§ 2. — LES MODIFICATIONS STRUCTURELLES DES INPUTS ET LES ÉCHANGES INTERNES

La consommation de fibres artificielles et synthétiques est essentiellement le fait du peignage, de la filature et du tissage. En effet, les fabriques de feutres et de tapis ainsi que les autres stades préparatoires ne travaillent pratiquement pas ces matières. Aussi, pour analyser l'effet de ces phénomènes au plan des échanges internes, nous pouvons nous situer au niveau de la filature en distinguant le cycle peigné du cycle cardé.

Auparavant, il convient d'examiner la situation globale en filature. Le tableau ci-dessous résume la comparaison entre 1950 et 1960 (1).

UNITÉ : TONNE	1950		1960	
	TONNAGE	% DU TOTAL	TONNAGE	% DU TOTAL
Laine (vierge et de récupération)	113 077	82	103 228	65,5
Autres fibres naturelles .	15 786	11,4	20 000	12,8
Fibres artificielles	9 200	6,6	22 986	14,6
Fibres synthétiques	130	—	10 946	7,1
	138 193	100	157 160	100

On peut constater une baisse de la consommation de laine, en valeur absolue et relative. Au niveau des filatures, la substitution est donc plus accentuée qu'au plan global (2).

Mais si l'on considère distinctement le cycle cardé du cycle peigné, on peut observer que ce phénomène a affecté différemment chaque secteur. Le tableau N° 2 ci-contre résume la situation en 1950 et en 1960.

On note en filature de peigné et de cardé, un recul relatif de la laine et un accroissement des autres postes. Si l'on examine le cas de la filature de peigné, l'on se rend compte que la consommation de laine augmente entre 1950 et 1960.

(1) Ce tableau a été composé à partir des *Annuaire Statistiques de l'Industrie lainière*. Op. cité.

(2) En effet, au niveau du peignage, les exportations de peignés de laine ont nettement augmenté entre 1950 et 1960.

En premier lieu, on remarque un phénomène analogue à celui que nous avons signalé au niveau des outputs. A la baisse de la consommation totale de la filature de cardé (— 6,5 %), s'oppose la hausse du cycle peigné (+ 31 %). La substitution de la laine s'affirme dans les deux cas, mais on note dans le cycle peigné un accroissement, faible, il est vrai, (+ 2%) de la consommation de laine.

TABLEAU N° 12

STRUCTURE DE LA CONSOMMATION DE MATIERES TEXTILES
AU NIVEAU DE LA FILATURE

	1960				1950			
	CYCLE PEIGNÉ		CYCLE CARDÉ		CYCLE PEIGNÉ		CYCLE CARDÉ	
	Ton-nage	% du total	Ton-nage	% du total	Ton-nage	% du total	Ton-nage	% du total
Laine	66 821	92,4	48 256	71,5	68 385	72,0	33 354	53,5
Autres fibres (1)	3 264	4,5	12 522	18,0	8 551	9,2	13 719	21,3
Fibres artificielles	2 244	3,1	6 757	10,5	9 639	10,2	13 347	20,2
Fibres synthétiques	130	—	0	0	8 171	8,6	2 775	4,5
Total	72 459	100	67 535	100	94 696	100	63 195	100

Source : Comité Central de la Laine. Statistiques de production. Année 1961. Annuaire statistique 1950.

(1) Cette rubrique comprend une partie de fibres de laine indissociable statistiquement pour certaines catégories de produits consommés en filature de peigné.

En outre, les fibres artificielles et synthétiques trouvent un emploi privilégié en cycle peigné. En effet, celles-ci, mélangées à la laine, permettent un allègement sensible des produits finis, pour une résistance, dans l'ensemble, supérieure. D'autre part, la technique de travail en filature de peigné se prête particulièrement bien aux fibres synthétiques et artificielles. Pour un poids de matière donné, on peut fabriquer une surface de tissu supérieure avec les textiles artificiels et synthétiques qu'avec les textiles naturels. La filature de peigné étant beaucoup mieux adaptée à la fabrication de filés fins que la filature de cardé, l'évolution des goûts vers des articles légers l'a donc incitée à utiliser ces produits d'une façon croissante (1).

(1) Cf. *supra* Chapitre I. Section I.

Section 3

Les modifications de la structure des consommations de matières et l'évolution de la structure de l'industrie

Le développement des textiles artificiels et synthétiques a introduit, nous l'avons signalé, un changement radical dans les rapports des industries textiles et de leurs fournisseurs. Le marché des fibres chimiques se présente comme un oligopole, alors que sur celui de la laine, règne une concurrence à peu près parfaite (1).

La politique des producteurs de fibres chimiques a donc joué un rôle essentiel dans la répercussion des modifications structurelles des inputs sur l'appareil de production de l'industrie lainière. Il conviendra donc d'examiner cette politique dans un premier paragraphe; nous en analyserons ensuite les effets sur les structures industrielles.

§ 1^{er}. — LA POLITIQUE DES PRODUCTEURS DE FIBRES SYNTHÉTIQUES

Nous n'envisagerons que le cas des fibres synthétiques. En effet, la fibrane ne joue qu'un rôle complémentaire dans l'industrie lainière. En général, elle n'est utilisée que pour diminuer le prix de revient de certains produits. Les producteurs de fibrane pratiquent une large politique de vente à des prix décroissant régulièrement. D'autre part, nous savons que plusieurs producteurs se partagent le marché français. Pourtant, comme de gros producteurs étrangers parviennent à vendre en France, on ne peut pas estimer que ce marché soit irrésistiblement dominé par un groupe donné. Dans une certaine mesure d'ailleurs, les produits artificiels et synthétiques se concurrencent. A titre d'exemple, notons que le nylon a éliminé la rayonne dans certains articles. Aussi, il semble que les grands groupes producteurs de textiles artificiels et synthétiques axent leurs efforts dans le domaine des matières synthétiques. Dans le domaine de ces dernières, en effet, chaque produit est pratiquement l'objet d'un monopole. Le fait que les usines produisent ces fibres soient des filiales de groupes chimiques, laisse peu de place à d'éventuels concurrents qui ne pourraient se procurer les matières premières de base qu'au prix de coûteuses importations. Par voie de conséquence, l'on se trouve en présence d'une situation tout à fait monopolistique. Deux politiques eussent pu être suivies par les producteurs de ces fibres. La première aurait consisté à rechercher la maximisation du profit sur chaque catégorie de produit. La seconde, dirigée vers le contrôle de la totalité des filières

(1) Cette perfection est toute relative. F. PERROUX a montré l'impossibilité théorique d'une situation de concurrence parfaite, nous ne faisons référence qu'à la formation du prix de la laine sur les marchés mondiaux, celle-ci étant essentiellement le résultat d'un ajustement entre offre et demande des utilisateurs, en dehors de toute intervention étatique.

de production, permet d'espérer un maintien à long terme, de taux de profits plus modérés (1).

Ce fut pratiquement la seconde qui a été suivie depuis 1956. La première eut, en effet, présenté de sérieux inconvénients. D'une part, les utilisateurs eussent pu s'approvisionner à l'extérieur, et, d'autre part, la résistance naturelle du consommateur à l'égard des produits nouveaux eut pu être encouragée par les producteurs de fibres naturelles.

En ce qui concerne l'extérieur, une politique de liaison technique avec des groupes étrangers aboutit à une répartition tacite du marché européen et la garantie de cette répartition a été trouvée dans une politique de « contrôle » des stades placés en aval. La technique employée consiste en un système de « marque » intensif. Les producteurs ont pris en charge, par delà les branches transformatrices et les commerces, la publicité des marques commerciales de leurs produits. C'est ainsi que ceux-ci ne sont pratiquement connus du public que sous leur dénomination commerciale. La législation française, comme celle des pays occidentaux, reconnaissant la propriété des marques commerciales, les producteurs de textiles synthétiques avaient ainsi un moyen de discrimination de leurs clients et de contrôle de leurs fabrications.

En effet, dès lors qu'une firme lainière par exemple tient à utiliser une fibre synthétique, il devient intéressant pour elle d'obtenir en même temps la marque commerciale. Or, le producteur est libre de la lui accorder. Pour ce faire, il a recours à une procédure d'homologation des produits fabriqués à partir de la fibre vendue. Cette procédure, entièrement unilatérale, permet un contrôle de la qualité des produits tout au long du processus de production. La marque étant accordée en principe sur les produits terminés, tout au long de la « chaîne », des homologations successives sont nécessaires. Le consommateur possède ainsi la garantie de conformité des articles homologués avec la propagande dont ils jouissent.

La politique des producteurs de fibres a consisté à n'accorder leur marque, dans la mesure du possible, qu'à un nombre restreint d'entreprises. C'est pourquoi le nombre de filateurs de laine, clients directs et réguliers des producteurs français de textiles synthétiques, atteignait environ une douzaine en 1961, ces entreprises comptant d'ailleurs parmi les plus importantes et les mieux équipées.

On peut s'interroger sur la passivité de l'industrie lainière vis-à-vis d'une telle politique de vente, mais, très peu d'industriels

(1) On considère quelquefois les profits réalisés sur les textiles synthétiques comme considérables. En fait, on peut en discuter. La nécessité d'amortissement rapide des unités, de frais de recherche, de frais commerciaux considérables et aussi les erreurs commises sont une importante contrepartie au faible coût des matières premières. La rentabilité d'ensemble des investissements dans ce secteur est cependant au-dessus de la moyenne industrielle.

lainiers croyaient au développement de ces fibres. Seul, le plus gros groupe de l'industrie lainière : le groupe Prouvost-Lefevre contrôle une partie de la production d'acryliques (1). En fait, comme nous le verrons, les entreprises lainières qui se sont adaptées à ces matières ont eu des possibilités élargies de développement.

Ce sont surtout les producteurs de laine qui, devant cette politique de marque généralisée dans la plupart des pays occidentaux, ont réagi, décidant d'effectuer une propagande de grande envergure en faveur de la laine; son efficacité paraît toute relative.

La politique suivie par les producteurs de textiles synthétiques essaie de permettre, à leur niveau, un développement adapté aux possibilités d'absorption du marché. Les contrecoups des ralentissements conjonctuels périodiques de certaines branches textiles (notamment dans l'industrie lainière), gênant considérablement l'établissement d'une politique de production à moyen terme. En choisissant leurs clients directs parmi les entreprises représentant une certaine surface technique et financière, ils parviennent ainsi à éliminer à leur niveau, une part des « accidents conjoncturels » qui gênaient leur production.

§ 2. — LE RETENTISSEMENT DE L'INTRODUCTION DE MATIÈRES NOUVELLES SUR LES STRUCTURES DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE

Les transformations que nous venons d'observer ont été la source d'impulsions purement exogènes qui ont retenti sur les structures de l'industrie lainière. Mais les conséquences en sont diverses, et nous pensons que l'on peut distinguer l'effet au plan global et sur les rapports entre les firmes.

A. — *Au plan global*, c'est tout d'abord un renforcement de la substitution du cycle peigné au cycle cardé qu'a provoqué la croissance de la consommation de textiles artificiels et synthétiques. Ensuite, un nouveau comportement des entreprises s'est trouvé induit de ces transformations.

a) La substitution du cycle peigné au cycle cardé dont la cause déterminante est attribuable aux phénomènes nés sur les différents marchés où s'écoulent les produits lainiers, a été favorisée par le développement des fibres artificielles et surtout synthétiques. En effet, nous avons observé l'évolution des goûts vers des articles plus légers et c'est précisément ce que permettent les textiles chimiques. Que ce soit en bonneterie ou en tissu, les fibres artificielles et synthétiques mélangées à la laine paraissent lui donner un pouvoir couvrant supérieur. Ce qui explique que les fils peignés ont accru leur part en tissage de laine, et que le poids moyen au mètre carré ait pu nettement diminuer depuis 1956 (2).

(1) Par l'intermédiaire de la Société des Filés de Calais.

(2) Cf. *supra* page 140.

Le cycle peigné a donc bénéficié des impulsions exogènes en amont et en aval de l'industrie lainière dont la rencontre est purement accidentelle. L'antériorité des secondes est cependant indiscutable.

b) Les transformations accélérées de la consommation de matière des entreprises lainières, tendent à modifier sensiblement le comportement des industriels de cette branche. En effet, l'approvisionnement exclusivement en laine laissait cette industrie en dehors de l'économie française. Les entreprises achetaient la majorité de leurs matières premières à l'étranger et produisaient pour la consommation finale. Le développement des produits lainiers à usage industriel au cours des quinze dernières années, a certainement contribué à intégrer l'industrie lainière dans l'industrie française, mais c'est surtout le développement de la production française de matières textiles qui accroît encore cette intégration. Or, plus une industrie s'intègre à l'ensemble des industries, plus elle devient sensible aux impulsions que celles-ci peuvent lui transmettre. Cette transformation générale de l'environnement de l'industrie lainière entraîne progressivement un éclatement des cadres sociologiques, techniques et économiques dans lesquels elle se trouvait enserrée. La politique des firmes lainières doit maintenant tenir compte d'un environnement tout à fait différent et modifier son comportement en conséquence. Par l'intégration accrue des autres industries, la « technicité » augmente considérablement. Le mode de gestion traditionnel des entreprises ne permet que rarement de dégager à lui seul les cadres capables à une gestion moderne des affaires. Aussi on enregistre un appel croissant à des techniciens et cadres extérieurs au milieu traditionnel, familial ou régional. Il ne faut toutefois pas exagérer les résultats de ces tendances à l'heure actuelle, car cette industrie reste encore un secteur où domine nettement l'exploitation de type familial, mais l'évolution amorcée paraît irréversible si l'on se réfère à l'expérience des autres secteurs industriels.

B. — *Au niveau des rapports entre firmes*, la politique sélective des producteurs de fibres chimiques a eu et aura dans le futur, des conséquences extrêmement importantes. En effet, l'accroissement de la consommation de fibres synthétiques n'est le fait que d'un nombre restreint d'entreprises (1). Celles-ci, très favorisées par l'évolution des débouchés, se dégagent peu à peu comme des unités dominantes. Leur position concurrentielle est accrue par rapport aux autres entreprises lainières et elles adoptent souvent un comportement plus dynamique.

a) La position des unités consommant des fibres synthétiques est accrue sur le marché des produits lainiers. Elles ont pu, en

(1) Les fibres artificielles sont consommées par un grand nombre d'entreprises, toutefois, les gros consommateurs sont en nombre réduit.

effet, s'adopter très facilement à l'évolution de la demande des produits lainiers. A une évolution qualitative générale de la demande textile, ont correspondu des innovations qui jouaient précisément dans le sens de cette évolution. Les entreprises qui ont su rapidement s'adapter à ces matières se sont donc trouvées en mesure d'approvisionner la demande selon ses nouvelles normes. La politique sélective des producteurs de ces matières leur a, en outre, permis d'améliorer leur position concurrentielle. Elles ont, par conséquent, disposé rapidement d'un marché beaucoup plus large que celui auquel elles auraient pu prétendre sur la seule base de leur surface économique.

b) D'autre part, la consommation accrue de fibres chimiques produites en France, a permis à ces entreprises de dégager des ressources financières, auparavant immobilisées dans des stocks de laine ou nécessitées par des opérations à terme. Par voie de conséquence, on observe dans ces entreprises une tendance à l'accroissement des disponibilités entraînant de plus larges possibilités d'investissement.

L'écart se creuse donc ainsi entre les entreprises lainières. Cet écart paraît décisif et pratiquement irréversible si des impulsions inverses de celles qui en sont la cause ne se manifestent pas.

De telles entreprises apparaissent alors comme des unités motrices, des firmes à « surplus » qui vont pouvoir agir sur les marchés selon les modalités précisées par F. Perroux, que nous avons mentionnées au terme de la première partie de cette étude. Ce phénomène nous paraît capital. En effet, les transformations de la structure de l'industrie lainière ont commencé à évoluer après la guerre, sous l'effet unique de forces exogènes. Par le « déséquilibre » des rapports entre firmes lainières, induit des modifications structurelles de la consommation de matières de base, le phénomène peut se dérouler maintenant d'une façon autonome. Les forces endogènes prennent le pas sur les forces exogènes qui leur ont donné naissance.

SOUS-CHAPITRE II

EVOLUTION DES COÛTS DU TRAVAIL ET DE L'INVESTISSEMENT

Nous avons vu, au cours du chapitre précédent, comment, sous l'effet d'impulsions exogènes, la structure générale de la consommation de matières premières dans l'industrie lainière s'est transformée. Il nous faut maintenant aborder les deux autres facteurs de production : le capital et le travail. Ceux-ci, appliqués aux matières de base que nous venons d'examiner, permettent l'élaboration du produit industriel. En fait, le travail et le capital sont substituables si l'on considère d'une façon restreinte le capital comme un auxiliaire du travail dont, pour partie, il est issu.

Aussi, au cours de ce chapitre, et c'est pourquoi nous les avons réunis, nous tenterons de dégager leur évolutions respectives qui, combinées, sont à la source de la progression du volume de la production.

Ce chapitre sera divisé en deux sections.

Au cours de la première, nous examinerons successivement les caractéristiques essentielles du progrès technique dans l'industrie lainière et l'évolution des investissements. Dans la seconde, nous aborderons les problèmes et les conséquences de l'accroissement des coûts du travail.

Section I

Le progrès technique dans l'industrie lainière et l'évolution des investissements

Il est toujours délicat d'aborder le progrès technique dont l'importance est d'autant plus difficile à saisir qu'il est pratiquement impossible à décrire sous un aspect global.

La rénovation générale des techniques de production qui s'est manifestée à l'occasion de la seconde guerre mondiale n'a pas épargné l'industrie lainière. Néanmoins, les formes prises par les progrès des machines sont susceptibles de larges modalités. Du fait même de leur ancienneté, les techniques textiles paraissent à

l'abri d'une véritable « révolution », au sens qui est généralement donné à ce terme. Il n'est pas nécessaire de souligner que les métiers Jacquard étaient dès la première moitié du xix^e siècle, de véritables machines à programmes dont il est fait si grand cas maintenant.

Selon les formes du progrès, les conséquences qu'il implique sur les processus de production seront radicalement différentes. De simples améliorations sur la base des principes techniques existants à la reformulation de processus nouveaux, l'appareil de production subira évidemment des transformations différentes. C'est pourquoi nous examinerons dans un premier point, l'évolution du progrès technique depuis la guerre. Ensuite, nous analyserons l'évolution des investissements dans l'industrie lainière.

§ 1^{er}. — LE PROGRÈS TECHNIQUE DANS L'INDUSTRIE LAINIÈRE DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Une première distinction nous paraît nécessaire. Il convient, en effet, de bien définir ce que l'on entend par progrès technique, afin de ne pas prendre en compte les effets d'autres phénomènes tels que ceux nés de l'organisation du travail, par exemple. Le progrès technique consiste en une amélioration des éléments matériels du détour capitalistique de la production. Il élève le rendement technique d'une machine existante, ou substitue à une ou plusieurs machines un nouveau matériel dont le rendement technique est plus élevé. Par voie de conséquence, il impose une nouvelle combinaison du capital et du travail dans les unités de production lorsqu'il s'y est introduit.

Le progrès technique est indépendant de la combinaison du capital et du travail existante dans les unités de production. Son *introduction* dans celles-ci va dépendre d'un très grand nombre de motivations au rang desquelles la rentabilité du changement provoqué, mais aussi la nécessité d'adaptation aux variations du marché, aux matières premières utilisables...

Dans l'industrie lainière, on assiste à une évolution assez rapide des matériels utilisés, comparativement à celle que l'industrie avait connu depuis le début du xx^e siècle. Nous allons voir toutefois que les caractéristiques de celle-ci ne font pas apparaître de « révolution ». Nous analyserons successivement et rapidement l'évolution aux principaux stades de production pour essayer ensuite d'en dégager les principaux traits.

A. — *En peignage.*

Nous savons que le peignage comporte plusieurs opérations successives qui peuvent se résumer ainsi :

Triage — lavage — séchage — cardage — peignage — lissage — finissage.

Le progrès technique s'est essentiellement manifesté au lavage, cardage et peignage. Une amélioration importante de tous les matériels a entraîné un sensible accroissement de la capacité de traitement des machines, à volume de travail inchangé. C'est ainsi qu'entre 1950 et 1962, le poids de matières, traité par colonne de lavage, s'est accru de 140 %.

Les progrès de la construction mécanique ont permis au cardage un doublement de la production. Le développement des perfectionnements des organes de contrôle a entraîné des économies de main-d'œuvre ainsi qu'une plus grande régularité qualitative des produits traités.

Les opérations de peignage sont assurées en 1962 par des machines dont la vitesse de travail s'est considérablement accrue. A titre d'exemple, une peigneuse moderne tourne à une vitesse de 30 à 50 % supérieure à une machine de 1950.

Le progrès technique a donc entraîné en peignage, au cours des dix dernières années, un accroissement de volume de matières travaillées à des vitesses croissantes.

Les nouveaux matériels, équipés d'organes de contrôle extrêmement précis, sont d'un prix élevé et réclament un amortissement rapide. C'est pourquoi le travail en triple équipe s'est avéré comme le corollaire nécessaire de la modernisation des unités. A titre d'indication, si, en 1954, 31 % des peigneuses marchaient en simple et respectivement 47 % et 22 % en double et triple équipe, en 1961, on constate que 7 % seulement fonctionnent en simple équipe et 65 % en triple équipe.

Il faudrait mentionner en outre, à ce stade, le développement des machines à peigner les fibres artificielles et synthétiques que nous avons déjà mentionné. Très coûteuses, ces machines permettent d'obtenir directement, à partir de cables continus de textiles chimiques, des rubans de fibres parallélisées assimilables aux peignés de laine.

B. — *La filature de peigné.*

A propos de la filature de peigné, on a parlé de « révolution technique » en raison des importants perfectionnements apportés tant au matériel qu'aux processus de production.

Nous avons mentionné, dans le chapitre préliminaire, le principe des opérations réalisées en filature de peigné. Rappelons que l'on y distingue deux parties : la préparation de la matière et la filature proprement dite.

C'est à une profonde rénovation du processus de production en préparation que l'on a assisté au lendemain de la guerre. Celle-ci, d'ailleurs, s'était déjà manifestée aux U.S.A. Pendant les hostilités, l'isolement dans lequel s'est trouvé l'industrie lainière américaine, ainsi qu'une recherche systématique d'amélioration de la

productivité, paraissent à la base d'une vision nouvelle de cette technique par les industriels américains.

Dès la fin de la guerre, on étudiait sur le continent ces transformations et l'envoi d'une mission de productivité en 1950 devait marquer, en quelque sorte, l'introduction, en France, de ces perfectionnements. Nous allons rapidement et sommairement les examiner.

La préparation faisait traditionnellement l'objet d'opérations répétées de peignage et de doublage afin d'assurer à la matière une homogénéité et une régularité parfaite avant filature. C'est ainsi que de nombreux passages successifs sur diverses machines étaient nécessaires.

Les améliorations apportées aux matériels, tant dans la précision mécanique de leurs opérations que dans la généralisation de contrôles systématiques ont permis de diminuer considérablement le nombre de passages en préparation.

En filature proprement dite, on a assisté là aussi, à une véritable rénovation. En 1950, le métier à filer type est le métier renvideur. Celui-ci réalise le fil par étirage et torsion successifs de la mèche préparée. En 1962, ce dernier a pratiquement disparu en filature de peigné et se trouve complètement remplacé par le métier continu qui réalise simultanément l'étirage et la torsion de la mèche à filer.

Cette évolution est particulièrement frappante si l'on considère le phénomène dans le centre de Roubaix-Tourcoing.

En 1936, sur le nombre total de broches, 79 % environ étaient installées sur des métiers renvideurs. En 1946, on en comptait environ 75 %, et ce pourcentage ne baisse que lentement jusqu'à 70 % en 1950.

De 1950 à 1955, le métier continu triomphe d'une façon irréversible du renvideur jusqu'en 1955, année où l'on ne compte plus que 39 % de ces derniers. En 1962, ce pourcentage est réduit à environ 5 %. Comme on considère généralement que le rendement technique d'une broche de continu est d'environ 40 % supérieur à celui d'une broche de renvideur, on voit que la substitution a été extrêmement nette et rapide.

Sur les métiers continus, d'incessants perfectionnements ont été apportés, qui ont permis des accroissements très sensibles de rendement quantitatif et qualitatif.

C. — *La filature de cardé.*

Les progrès réalisés ont été certainement moins spectaculaires que dans le cycle peigné, mais de nombreux perfectionnements sont intervenus. Il faut noter que la filature de cardé est constituée d'opérations simples qui portent généralement sur une gamme très étendue de matières. Par conséquent, la mécanique minutieuse de la filature de peigné n'y trouve pas sa place.

En fait, l'effort a porté essentiellement au cours des quinze

dernières années vers un accroissement de la capacité de traitement des machines. C'est ainsi que l'opération de cardage qui se réalisait en 1950 sur des cardes d'une largeur de l'ordre de 180 cm se fait dans les unités modernes sur des matériels de 220 cm. Dans le même ordre d'idée, on s'efforce d'accroître le poids des bobines sur les métiers à filer qui restent généralement de type renvideur.

Si le progrès technique n'a pas trouvé en filature de cardé un terrain privilégié, il faut noter qu'au-delà des conditions de production, l'obstacle majeur paraît avoir été la stagnation des débouchés qui a limité dans une certaine mesure l'intérêt d'une recherche des améliorations techniques et surtout son introduction dans les entreprises.

D. — *En tissage.*

On peut distinguer en tissage, comme en filature de peigné, la préparation du tissage proprement dit.

C'est pratiquement par une amélioration de la totalité des opérations que s'est manifesté le progrès technique en tissage, autour de deux tendances principales : contrôle plus rigoureux des opérations et accroissement de la vitesse de production.

Les progrès de l'électronique appliquée, de la mesure industrielle, ont permis de contrôler systématiquement les diverses opérations tant en préparation qu'en tissage. Ainsi, le nombre d'incidents de fabrication se trouve réduit et le rendement des matériels accru.

Si l'on compare le métier à tisser de 1962 à son homologue de 1961, on estime que la vitesse de travail s'est accrue d'environ 20 à 30 % au cours de cette période. Cet accroissement est dû à la part croissante prise par les métiers automatiques dans le parc français de métiers à tisser dont la part, de 13 % environ en 1951, est de 30 % en 1961. Or, on estime généralement à 35 % environ l'écart de rendement technique de ces métiers avec les métiers non automatiques.

L'évolution technique paraît d'ailleurs s'accélérer à l'heure actuelle en tissage, dans le sens d'une automatisation plus poussée des opérations (1).

D. — *En conclusion* de ce bref aperçu du développement du progrès technique dans l'industrie lainière, il nous faut insister sur deux points.

La caractéristique essentielle des progrès réalisés semble être leur orientation exclusive vers un accroissement de la vitesse du travail des machines sur les principes traditionnels des processus de production. En fait, la technique du travail de la matière n'a pas profondément changé. C'est pourquoi le progrès technique paraît se dérouler d'une façon quasi-continue au cours des quinze

(1) De nouveaux métiers commencent à apparaître qui ne comportent plus de navettes. De plus, sur ces matériels, au mouvement alternatif classique de la navette, on tend à substituer un mouvement continu du fil de trame, fait qui peut, à terme, entraîner une « révolution » technique en tissage.

dernières années, sans les « paliers » qu'entraînent les innovations majeures.

Le second point sur lequel il nous faut insister est l'existence, depuis la guerre, de transformations techniques dans l'industrie lainière. Si nous nous replaçons dans l'histoire de cette industrie, la période qui se déroule depuis 1945 apparaît comme une phase privilégiée qui pourrait être rapprochée des vingt dernières années du XVIII^e siècle et de la période 1850-1870, périodes pendant lesquelles de nombreuses améliorations matérielles furent introduites. Comme cette période coïncide avec une transformation accélérée des structures comme aux périodes précédentes, le parallélisme est remarquable et doit être rapproché des observations faites par J. Akermann (1) sur l'effet des progrès techniques sur les structures. Nous reviendrons sur ce point.

§ 2. — EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT

Nous venons de voir que le progrès technique s'est pratiquement manifesté d'une façon continue. L'investissement, qui incorpore ces progrès au niveau des processus de production, a suivi, dans la mesure des possibilités financières, le rythme des améliorations apportées aux divers matériels. Les enquêtes statistiques sur les investissements sont beaucoup plus récentes que celles portant sur la production. Aussi, une analyse très fine de ceux-ci est difficile, sinon impossible. Néanmoins, nous essaierons de dresser un schéma général de leur évolution et, pour les années récentes, nous tenterons un examen plus détaillé.

A. — L'évolution générale.

C'est pour l'année 1952 que l'on dispose de la première estimation présentant quelque garantie sur les investissements en maté-

UNITÉ : 100 000 F.

	MONTANT	VARIATION ANNUELLE
1952	4 317	—
1953	6 190	+ 44 %
1954	6 780	+ 9,5 %
1955	6 730	+ 9 %
1956	6 563	— 0,5 %
1957	7 951	+ 21 %
1958	7 352	— 7,5 %
1959	6 328	— 14 %
1960	8 595	+ 35,5 %
1961	9 114	+ 6 %
Source : Comité Central de la Laine.		

(1) J. AKERMANN. Structures et cycles économiques (Trad.). PUF. Paris, 1955.

riels effectués dans l'industrie lainière. Le tableau précédent résume la série des données depuis cette date.

Si les données antérieures à 1957 comportent une large part d'estimation, l'évolution décrite paraît correcte. En dix années, l'accroissement est de 110 %. Certes, une telle hausse incorpore pour une part importante, l'augmentation du prix des matériels textiles, mais il nous paraît impossible d'envisager d'éliminer ce phénomène faute d'éléments statistiques valables (1).

On peut remarquer d'importantes variations annuelles. Celles-ci sont directement induites des rythmes conjoncturels de l'activité.

On note, en effet, une chute des investissements en 1956, 1958 et 1959, années où l'activité de l'industrie lainière enregistrait un recul. Ces « accidents » cachent en partie la régularité relative de la modernisation des matériels dans cette industrie. Mais, on le comprend, dans une industrie où l'investissement est réalisé pour 80 % par autofinancement, les possibilités financières, déterminées en partie par l'évolution de la conjoncture, sont l'explication directe des variations de l'investissement.

B. — *Evolution par stades.*

On peut retracer cette évolution depuis 1956, et, sur le tableau N° 13 sont inscrites, jusqu'en 1961, les données afférentes aux principaux stades. On peut constater en premier lieu, l'existence de gros « investisseurs », en second lieu, l'évolution assez divergente des différents stades.

Il nous faut remarquer que la série disponible est extrêmement courte et incorpore deux années de crise : 1958 et 1959, ce qui restreint évidemment les conclusions que l'on peut tirer de cet examen.

a) Si l'on examine en 1961 l'investissement total en outillage et matériel de l'industrie lainière, on constate que celui-ci se répartit très inégalement selon les stades. C'est ainsi qu'en 1961 :

Le peignage assure	19	% de l'investissement total;
La filature de peigné	39	% »
La filature de cardé	8,6	% »
Le tissage	21	% »

Une telle situation n'est pas pour nous étonner en raison de l'importance croissante que nous avons vu prendre par les unités du cycle peigné. Il faut toutefois pondérer ce phénomène du fait que les matériels utilisés, tant en filature de peigné qu'en peignage sont relativement plus coûteux. Néanmoins, le cycle peigné, compte tenu des importants perfectionnements techniques qu'il a connu

(1) Le Comité Central de la Laine a publié les résultats d'un calcul en volume (Annuaire Statistique 1960. Investissements), mais celui-ci est discutable en raison de la valeur douteuse des relevés de prix en cette matière.

et connaît, réalise d'importants investissements, nettement supérieurs à ceux des autres stades.

b) L'évolution par stades est extrêmement difficile à saisir en raison du peu de données disponibles. Pour certains, le peignage et la filature de peigné essentiellement, des investissements importants ont été réalisés dès le lendemain de la guerre, alors que pour les autres, ce n'est qu'à une époque beaucoup plus récente qu'un effort dans ce sens a pu être effectué.

Si les investissements du cycle peigné ont pu démarrer rapidement après la fin des hostilités, il faut souligner qu'ils ont été

TABLEAU N° 13

INVESTISSEMENTS EN OUTILLAGE ET MATERIEL
DES PRINCIPAUX STADES DE TRANSFORMATION

UNITÉ : NF

STADES	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Délainage	1 102 540	569 460	732 090	1 286 710	3 302 900	2 908 790
Peignage	12 359 100	13 350 620	15 215 800	12 335 790	13 190 780	17 633 230
Filature de peigné	27 028 340	37 909 840	28 750 760	22 097 210	38 894 020	35 956 180
Filature de cardé	9 654 880	10 434 870	9 368 890	7 420 280	9 432 840	8 405 280
Tissage	12 672 960	15 454 180	15 505 280	14 748 420	16 046 000	19 683 900
Tapis	1 106 850	953 170	2 530 950	3 340 480	2 189 900	3 251 860
Feutres	926 330	516 114	1 040 650	1 025 140	1 425 540	2 881 660

Source : Comité Central de la Laine.

favorisés dans ce domaine par la position exportatrice des entreprises. En effet, la possibilité de disposer de devises pour les entreprises qui exportaient leur a permis d'importer les matériels nécessaires à leur modernisation beaucoup plus aisément que pour les firmes exclusivement orientées vers le marché intérieur.

Sur le tableau N° 13, on peut remarquer trois phénomènes. La stagnation des investissements en filature de cardé, le développement important en tissage, fabriques de tapis et de feutres.

En filature de cardé, la médiocrité des investissements traduit la stagnation, voire le recul, de l'activité que nous avons déjà noté. Compte tenu des hausses de prix intervenues sur les différents matériels, on peut estimer que la filature de cardé a réduit nettement ses investissements depuis 1956.

En tissage, on enregistre une forte progression qui atteint 55 % de 1956 à 1961 et ce, d'ailleurs, d'une façon quasi-continue. On peut remarquer que la crise des années 1958-1959 n'a pas provoqué de baisse très sensible. En pourcentage du chiffre d'affaires, les

investissements passent de 0,85 % en 1956 à 1,2 % en 1961. Cet effort particulier doit cependant être pondéré du retard pris depuis la guerre. D'autre part, il semblerait qu'il soit en majeure partie intervenu dans les tissages de peigné de la région du Nord (1) dont les produits ont échappé, dans une certaine mesure et comme nous l'avons vu, au recul de la production de tissu en général.

L'évolution de la technique en tissage ne paraît pas expliquer seule cet effort de modernisation. Nous verrons, au cours de la section suivante, le rôle déterminant joué par les coûts du travail.

Les fabriques de tapis triplent pratiquement leurs investissements de 1956 à 1961, mais nous le savons, leurs productions ont connu un grand essor au cours de cette période puisque leur chiffre d'affaires total a augmenté d'environ 70 % (2).

Les fabriques de feutres, elles aussi, ont connu une forte expansion et ont pu effectuer d'importants efforts de modernisation. Il faut noter que ceux-ci ont essentiellement été effectués dans la région de Limoges où est concentrée une grande partie de ce type de production.

Section 2

L'évolution des coûts du travail. Son effet direct et les problèmes posés

L'évolution des coûts du travail a posé de nombreux problèmes à l'industrie lainière. La montée incessante, à des rythmes variables, des salaires ouvriers, a posé d'une façon constante aux industriels de tous les secteurs textiles le problème de l'amélioration de la combinaison du travail et du capital mise en jeu en vue de la production. Dans son ensemble, l'industrie textile était encore, au lendemain de la guerre, une industrie de main-d'œuvre. Si, dans certains cas, elle l'est restée, nous verrons au cours de cette section, l'effort fait dans l'industrie lainière pour comprimer la part de travail direct incorporé aux produits fabriqués.

Au cours de cette section, nous examinerons successivement l'évolution des coûts du travail. Ensuite, nous observerons ses conséquences directes, sur le comportement des entreprises notamment. Enfin, nous analyserons quelques-uns des problèmes posés par ce phénomène, essentiellement d'ailleurs, sur le plan régional.

§ 1. — EVOLUTION DES COUTS DU TRAVAIL

Un des faits majeurs de l'économie française depuis la seconde guerre mondiale est l'augmentation nominale impressionnante de

(1) Nous avons noté, en effet, au cours du second chapitre de la première partie que les investissements réalisés par le Nord, en tissage, étaient supérieurs à ceux des autres régions. Cf. Page 103.

(2) Cf. *supra* chapitre I.

la rémunération du travail. Certes, il faut tempérer une telle remarque du fait que le prix des biens et services ayant, eux aussi, connu une ascension remarquable, les salaires réels n'ont pas progressé dans de telles proportions.

A cette hausse du prix du travail, plusieurs explications ont été avancées dans le détail desquelles nous n'entrerons pas. Une seule remarque de fait s'impose, c'est que le phénomène a été absolument général.

L'industrie lainière, comme les autres secteurs, devait enregistrer ce phénomène et tenter de s'y adapter.

Il est toujours extrêmement difficile d'aborder un tel problème sans être conduit presque insensiblement à une analyse sociologique. Celle-ci n'entre pas dans notre propos et nous prendrons une position « classique » en considérant le travail sous son aspect de facteur de production.

Il convient toutefois de souligner la position ouvrière dans l'industrie lainière afin d'éclairer nos analyses. La faiblesse de la cohésion syndicale ouvrière dans ce secteur, vue sous un aspect maintenant traditionnel, est connue. En fait, il ne saurait être question d'expliquer ce phénomène sans une analyse approfondie qui nécessiterait de longs développements. On peut toutefois observer une relation entre la taille réduite des entreprises et l'absence de cohésion syndicale ouvrière dans d'autres secteurs économiques. Une telle explication ne serait d'ailleurs pas satisfaisante puisque les syndicats ouvriers ne sont pas uniquement organisés par profession et que, par ailleurs, il existe de grandes entreprises lainières où l'action syndicale ouvrière est nulle.

Les variations de prix du travail depuis les quinze dernières années ne paraissent donc pas résulter d'un effort revendicatif des ouvriers lainiers. Néanmoins, nous le verrons, les coûts en travail ont considérablement augmenté au cours de cette période. En fait, le prix du travail dans une économie de plein emploi, comme celle qu'a connue la France depuis la guerre, tend à s'élever dans tous les secteurs (1). La formation et la répartition catégorielle de la main-d'œuvre peuvent freiner ce phénomène, mais, généralement, les hausses de salaires se sont développées dans l'ensemble des industries. La revendication ouvrière dans l'industrie lainière a pris la forme d'une résistance individuelle qui s'est manifestée par un transfert de main-d'œuvre dans d'autres industries lorsque cela était géographiquement possible.

Le niveau généralement bas des salaires textiles au lendemain de la guerre, ainsi que la faible formation professionnelle ne per-

(1) Le processus de contagion s'opère par une certaine unicité du « marché » du travail. Les industries jeunes (ou motrices) fixant leur taux de salaire en rapport avec la combinaison optimale travail/capital d'une part, et compte tenu d'une forte élasticité de la demande de leurs produits d'autre part, il en résulte en période de plein emploi un effet d'entraînement à la hausse des prix du travail.

mettait même pas un freinage des transferts. Un ouvrier spécialisé du textile avait encore intérêt quelquefois, à s'embaucher comme manœuvre dans une entreprise chimique, à fortiori le manœuvre textile.

Contre une telle résistance, il devenait impossible de ne pas augmenter les salaires ouvriers et c'est ainsi que, dans l'industrie lainière, on a assisté à une progression sensible des prix du travail au cours des quinze dernières années, sous la pression des autres secteurs industriels. Il faut en outre mentionner que la généralisation du travail en triple équipe a entraîné des majorations de salaires horaires dans le cadre de la législation existante. Au cours de la période, ce facteur explique une part non négligeable de la hausse de la masse salariale.

A. — *Evolution générale.*

Trois données nous permettent de repérer l'évolution de la rémunération du travail : le salaire horaire moyen, le salaire individuel moyen et la masse salariale versée par les entreprises.

Les deux premiers sont mieux adaptés à rendre compte de la situation de celui qui vend son travail. Le salaire horaire moyen toutefois, ne permet qu'une comparaison inter-industries, puisque l'activité de l'industrie où est engagé celui qui le perçoit va conditionner le salaire individuel moyen, seule mesure significative des revenus ouvriers.

La masse salariale, par contre, est mieux adaptée à fournir une mesure de la charge que représente pour les entreprises l'utilisation du facteur travail. En effet, il importe peu, du point de vue d'une entreprise, qu'elle utilise beaucoup d'ouvriers mal payés ou peu d'ouvriers bien payés pour autant que l'achat total du travail soit le même. Dans les deux cas, la structure des coûts restera de ce fait inchangée. Cherchant à analyser les variations des inputs de l'industrie lainière, c'est la masse salariale que nous retiendrons. Auparavant, il est nécessaire de savoir que, sur la base 100 en 1950, le salaire individuel moyen est à l'indice 292 en 1961, le salaire horaire moyen à l'indice 263. La masse salariale est à l'indice 188,5 en 1961 (sur la base 100 en 1950). Si l'on considère ensemble ces trois données, on constate que le salaire individuel moyen a crû plus vite que la masse salariale, ce qui s'explique directement par les importantes réductions d'effectifs que nous avons déjà observé au cours de notre première partie (1).

Il est difficile d'apprécier cette hausse du prix du travail. Si l'on comparait la masse salariale au chiffre d'affaires total de l'industrie lainière, on constaterait que la part du travail augmente puisque la valeur de la production lainière n'a progressé que de 60 % entre 1950 et 1960. Mais une telle conclusion serait dénuée de tout

(1) Cf. *supra* tableau N° 8.

sens économique. D'une part, le prix des matières premières (qui représentent environ 50 % du chiffre d'affaires de l'industrie), a baissé d'une façon importante depuis l'année 1950, qui se situe à une période d'intense spéculation internationale. D'autre part, une comparaison dans le temps imposerait l'élimination des mouvements monétaires, calcul dont les éléments de base sont trop incertains pour que les conclusions tirées puissent donner matière à réflexion.

Nous sommes donc bornés à enregistrer cette hausse, constatant qu'elle s'est déroulée à un rythme plus rapide que le chiffre d'affaires global de l'industrie.

Au plan général, on observerait donc une tendance à l'accroissement de volume des inputs en travail.

L'imprécision des données disponibles interdit toute conclusion définitive. Un point cependant paraît certain, c'est la pression exercée sur le prix du facteur travail dans la production lainière. Au niveau des centres de décisions que constituent les entreprises, une réponse devait être trouvée à cette pression, réponse, elle aussi, de caractère individuel puisque aucune action efficace d'ensemble ne pouvait être exercée sur le marché du travail.

Nous allons maintenant examiner rapidement l'évolution aux différents stades de production qui, en partie, nous fourniront des indications régionales pour lesquelles aucune donnée n'est disponible.

B. — La situation selon les stades de production.

Les éléments dont nous disposons ne remontent qu'à l'année 1956 et ne permettent pas un examen très détaillé. En effet, de nombreux obstacles statistiques à un recensement précis des chiffres d'affaires et de la masse salariale nous interdisent de présenter des résultats synthétiques.

En filature de peigné, la masse salariale a augmenté de 32 % alors que la valeur de la production croissait de 52 % environ.

En filature de cardé et en tissage, qu'il faut réunir en raison du niveau élevé d'intégration de ces deux stades, la valeur de la production a crû de 9,5 % contre 11,5 % environ pour la masse salariale. Si l'on ne considère que le tissage, les progressions sont équivalentes pour le chiffre d'affaires et la masse salariale.

Certes, ces données n'ont qu'une valeur tout à fait indicative, mais elles traduisent deux situations distinctes. D'une part, certaines entreprises ont gagné de vitesse la hausse des prix du travail en accroissant plus rapidement la valeur produite, d'autres au contraire, n'ont pu adopter une telle « politique ». Très schématiquement, il semble que les unités du cycle peigné aient pu, compte tenu de l'évolution de leur marché, adopter une politique

« positive » (1) et qu'à l'inverse, les unités du cycle cardé n'aient pu que tenter une compression des coûts du travail. Elles y ont été aidées dans une certaine mesure, par leur localisation qui a limité la pression des autres secteurs de l'économie.

Les coûts du travail paraissent avoir augmenté à l'intérieur de la valeur produite pour chacun de ces stades, excepté pour la filature de peigné. Le tableau suivant en témoigne.

Pourcentage de la masse salariale par rapport à la valeur de la production

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Tissage	8,7 %	7,4 %	9 %	7,6 %	7,6 %	7,7 %
Fil. de cardé	5,5 %	6,1 %	5,7 %	6,6 %	6,6 %	6,9 %
Fil. de peigné	6,5 %	6 %	6,2 %	5,9 %	5,7 %	5,6 %

Ce calcul, il faut le souligner, est extrêmement imprécis car la hausse de la laine en 1957 réduit relativement la part du travail et réciproquement la baisse des cours ensuite.

Toutefois, il semble bien que la part de la masse salariale au chiffre d'affaires varie inversement à la part des investissements nets. Nous reprendrons ce point ultérieurement.

La hausse des coûts en travail devait entraîner une recherche systématique de l'amélioration de la productivité du travail dans les entreprises dont nous allons examiner maintenant quelques résultats.

§ 2. — EVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ

Nous avons observé que l'augmentation du prix du travail s'était effectuée, dans l'industrie lainière, sous la pression des autres secteurs de l'économie française.

Il était donc impossible dans cette industrie, d'éluder cette hausse, mais une réponse de caractère, en quelque sorte « individuel », devait être trouvée par les entreprises. L'effort d'accroissement de la productivité permet en effet, une hausse des dépenses en travail, puisque pour un volume de travail équivalent, la hausse des prix est annulable par une augmentation du volume de la production. Un effort particulier a donc été fait pour accroître la productivité du travail. Un Centre de Productivité, créé à Paris en 1953, coordonne et dirige les travaux de plusieurs bureaux régionaux qui sont à la disposition des entreprises, comme nous l'avons déjà mentionné (2).

(1) Cette politique « positive » s'analyse toutefois comme une réaction défensive. Celle-ci caractériserait les industries régressives en face des industries motrices (Cf. notamment M. BYR : Nos Industries anciennes et régressions régionales. Mai 1964. Colloque de Liège. Institut de Science Economique de Liège).

(2) Cf. *supra* page 70.

En l'état actuel de la connaissance économique en matière de productivité, l'analyse scientifique du phénomène ne peut être que très globale ou extrêmement précise et partielle. En effet, les facteurs à la base de la progression de la productivité sont nombreux et complexes. Toute systématisation en ce domaine paraît, à l'heure actuelle, impossible, et l'économiste ne peut qu'enregistrer les phénomènes sans pouvoir mettre en évidence d'une façon indiscutable et logique les facteurs déterminants.

A. — *Le phénomène au plan global.*

Pour calculer un indice synthétique de productivité, on effectue généralement le rapport entre le nombre d'heures de travail effectuées par le personnel engagé directement dans la production et l'évolution de cette production.

Le tableau ci-dessous résume les données d'ensemble pour l'industrie lainière.

ANNÉES	INDICE DE LA PRODUCTION	INDICE DES HEURES DE TRAVAIL	INDICE DE PRODUCTIVITÉ
1953	100	100	100
1954	105,4	98,4	106,9
1955	104,2	94,6	110,2
1956	114,6	96,6	118,7
1957	127,1	99,6	127,6
1958	115,1	86,7	132,8
1959	114,1	82,4	138,5
1960	119,1	84,5	141,6
1961	122,6	81,1	151,1
Source : Comité Central de la Laine.			

La productivité progresse au taux moyen de 4,8 % par an au cours de ces neuf années. Les progrès annuels se sont distribués d'une façon inégale avec des maxima atteignant près de 8 % (1956 et 1957), des minima de 2 à 3 %, mais cette série est à la fois trop courte et trop globale pour que ces variations soient explicables. Il semble toutefois que les années de crise 1955 et 1958-1959, voient une chute importante du rythme de la progression. Une analyse plus fine serait néanmoins nécessaire pour apprécier avec exactitude les rapports des variations conjoncturelles et de la productivité du travail.

Cet important progrès de la productivité, supérieur à celui de la production, entraîne une baisse d'environ 19 % des heures travaillées. Là encore, une rectification pourrait être apportée en fonction de la situation conjoncturelle différente des années 1953 et 1961. Nous voyons toutefois que celle-ci serait peu importante,

elle affecterait l'indice de productivité de 1961 dans le sens d'une baisse légère.

La durée hebdomadaire du travail étant restée à peu près la même entre 1953 et 1961, c'est donc une réduction importante de la main-d'œuvre productive qui a été provoquée. Cette baisse, nous l'avons vu, est de 36 % entre 1950 et 1960 (1).

Ce développement de la productivité qui, compte tenu de la situation des débouchés, a entraîné une réduction de la main-d'œuvre, a rencontré certains obstacles. Dans des régions où il était impossible de licencier des ouvriers, faute de reclassement possible, la productivité du travail est restée extrêmement basse. Comme le prix des biens de consommation a crû indépendamment des situations régionales, le prix du travail a dû quand même être relevé. La hausse des prix des produits fabriqués qui en est résultée a souvent restreint encore les débouchés de certains centres. Une telle situation, pratiquement inextricable dans un cadre d'économie libérale, pose souvent à moyen terme d'importants problèmes de reconversion, comme nous l'avons vu au cours de la première partie de cette étude.

B. — *La productivité aux principaux stades de production.*

Si l'on se place aux différents stades de production, on constate évidemment des évolutions divergentes. Il est toujours délicat de traiter de ces problèmes sans entrer dans une grande complexité. La base de départ a, en outre, une influence déterminante sur les comparaisons qui pourront être faites; aussi, nous examinerons les principaux stades d'une façon indépendante.

Les calculs effectués ont pour base l'année 1953, ceci pour des raisons qui tiennent à la fois à des impératifs statistiques et au souci d'éliminer les facteurs perturbateurs de l'après-guerre.

a) *Le peignage.*

Le tableau ci-dessous résume les données essentielles.

ANNÉES	PRODUCTION	HEURES DE TRAVAIL	PRODUC- TIVITÉ	VARIATION ANNUELLE
1953	100	100	100	—
1954	102,6	101	101,6	+ 1,6 %
1955	102,3	94	108,8	+ 7 %
1956	115,5	97,3	118,7	+ 9 %
1957	130	104,5	124,4	+ 5 %
1958	111,2	95,1	116,9	— 6 %
1959	118,9	95,7	124,2	+ 6,5 %
1960	136,4	99,3	137,3	+ 10,5 %
1961	141,2	99	142,6	+ 4 %
Source : Comité Central de la Laine.				

(1) Cf. *supra* tableau n° 8.

On voit que la production s'est accrue d'une façon importante pour un nombre d'heures de travail qui n'a que très peu varié.

Le taux moyen de croissance est d'environ 3,8 % par an. Les progrès de la productivité se répartissent très inégalement au cours du temps puisque le maximum est de 10,5 % entre 1960 et 1959, et le minimum, une chute de 6 % entre 1958 et 1957.

Il faut toutefois observer que c'est à cette chute de 1958 qu'est imputable le taux relativement modeste de la productivité en peignage.

b) La filature de peigné.

ANNÉES	PRODUCTION	HEURES DE TRAVAIL	PRODUC- TIVITÉ	VARIATION ANNUELLE
1953	100	100	100	—
1954	105,7	98,	107,8	+ 7,8 %
1955	112,4	96,7	116,2	+ 8 %
1956	132,6	102,3	129,5	+ 11,5 %
1957	147,2	105,8	139,1	+ 7,5 %
1958	124,3	84,9	146,5	+ 5,5 %
1959	135,8	87,6	155	+ 5,5 %
1960	152,1	93,5	162,6	+ 5 %
1961	154	88,5	173,9	+ 7,5 %

Source : Comité Central de la Laine.

En filature de peigné, pour une augmentation importante de volume de la production, le nombre des heures de travail a considérablement baissé. Ainsi, on assiste à un développement remarquable de la productivité à un taux de croissance annuel de 6,2 %. Autour de ce taux, le maximum a été atteint en 1956 (+ 11,5 % par rapport à 1955), le minimum en 1960 (+ 5 % par rapport à 1959). On peut remarquer que, même lors des années de récession (1958 et 1959), on assiste à des progrès sensibles de la productivité.

c) La filature de cardé.

En filature de cardé, nous l'avons remarqué, on assiste à une baisse générale et quasi-continue de l'activité. La productivité ne s'est que faiblement développée puisque le taux de croissance annuel entre 1953 et 1961 n'atteint que 2,5 %. Les écarts annuels étant extrêmement réduits autour de ce taux comme on peut le constater sur le tableau précédent.

ANNÉES	PRODUCTION	HEURES DE TRAVAIL	PRODUC- TIVITÉ	VARIATION ANNUELLE
1953	100	100	100	—
1954	105,1	101,6	103,4	+ 3,4 %
1955	103,2	97,5	105,8	+ 2 %
1956	107,2	98,3	109	+ 3 %
1957	113,5	99	114,7	+ 5 %
1958	101,1	85,9	117,7	+ 2,5 %
1959	93,8	77,1	121,7	+ 3,4 %
1960	89,6	73,2	122,4	+ 0,5 %
1961	88,2	69,2	127,4	+ 4 %
Source : Comité Central de la Laine.				

d) *Le tissage.*

ANNÉES	PRODUCTION	HEURES DE TRAVAIL	PRODUC- TIVITÉ	VARIATION ANNUELLE
1953	100	100	100	—
1954	105,3	97,8	107,8	+ 7,8 %
1955	101,4	91,1	111,4	+ 3 %
1956	108	91,1	118,5	+ 6,5 %
1957	122,3	91,9	133,1	+ 12 %
1958	116,7	81,5	143,3	+ 8 %
1959	108,1	72,8	148,5	+ 3,5 %
1960	108,2	73,4	147,5	— 0,5 %
1961	110,3	71,4	154,5	+ 4,8 %
Source : Comité Central de la Laine.				

La productivité en tissage s'est accrue au taux moyen annuel de 5 %. Mais à ce stade, il eut été nécessaire de distinguer plusieurs catégories de production. Nous le savons, des évolutions très diverses ont été suivies par les différentes catégories de tissus. Un taux annuel de 5 % résume donc un éventail de situations extrêmement dispersées.

Nous avons vu au cours de ce bref chapitre que l'évolution technique, la pression des coûts en travail avaient entraîné et permis un accroissement de la productivité du travail. Pour une part importante, ce phénomène provient des investissements nets

en matériel, mais d'autres facteurs peuvent intervenir dont, en premier lieu, l'organisation du travail.

A. — Le renouvellement des *méthodes de production* est un fait capital dans l'industrie lainière. Il semble même que, pour moitié au moins, ces efforts d'organisation rationnelle du travail sont à la base des progrès de la productivité. Il est difficile en cette matière de fournir des indications quantitatives. En effet, un tel phénomène est pratiquement inchiffrable. Pour une part importante, il dépend de l'investissement; soit que les méthodes de production sont différentes avec le nouveau matériel (ce sera le cas par exemple en préparation de filature), soit qu'à l'occasion de l'installation de nouvelles machines, on réorganise les postes de travail. Mais, en fait, c'est un effort continu d'amélioration des conditions de rendement du travail qui entraîne un accroissement de la productivité. Celui-ci, qui s'est manifesté dans la plupart des entreprises lainières lorsque cela s'est avéré possible (1), est directement induit de la pression exercée par les hausses de la rémunération du travail.

Les progrès d'organisation du travail sont assez bien mis en évidence par l'évolution des modalités du travail. C'est ainsi que, si l'on compare aux quatre principaux stades de production les matériels selon qu'ils fonctionnent en simple, double ou triple équipe, on peut constater une nette évolution vers le travail continu des machines : l'organisation du travail va de pair avec un souci d'utilisation maxima des matériels et la nécessité d'un amortissement rapide.

	SIMPLE ÉQUIPE		DOUBLE ÉQUIPE		TRIPLE ÉQUIPE	
	1954	1961	1954	1961	1954	1961
Peigneuses	31 %	7 %	47 %	28 %	22 %	65 %
Broches de peigné	62 %	7 %	30 %	47 %	8 %	46 %
Broches de cardé	56 %	36 %	39 %	55 %	5 %	9 %
Métiers à tisser . .	77 %	50 %	22 %	37 %	1 %	13 %
Source : Comité Central de la Laine.						

On peut constater que l'évolution vers la triple équipe est plus nette en peignage et filature qu'aux autres stades. En filature de cardé et en tissage, un important pourcentage de matériel reste utilisé en simple équipe. Il faut toutefois souligner que le travail continu n'est pas applicable à toutes les catégories de production, en tissage notamment. Il réclame des séries importantes qui,

(1) On rencontre en effet des résistances locales lorsque la réorganisation entraîne des licenciements.

à ce stade, se heurteraient à la structure de certains marchés. La présence à certains niveaux d'une importante main-d'œuvre féminine (1) limite d'ailleurs le travail en triple équipe.

B. — *Les nouvelles matières premières* utilisées peuvent être, elles aussi, un facteur d'amélioration de la productivité. Dans la mesure où elles ne réclament pas certaines des opérations traditionnelles (le lavage par exemple) effectuées sur la laine, le volume de la production réalisé avec leur concours peut être égal pour un nombre d'heures de travail moindre. Il est, en tout état de cause, impossible de chiffrer leur effet mais il est certain qu'au cours des dernières années, leur rôle n'a pas été totalement négligeable.

C. — En dernier lieu, *la structure du marché* peut, elle aussi, être un facteur d'accroissement de la productivité. Dans la mesure où l'évolution de la demande entraîne une standardisation des produits, la simplification de la production qui en résulte peut accroître la productivité physique du travail ou, à l'inverse, la diminuer. Par exemple, l'évolution des goûts vers des tissus de plus en plus légers peut jouer sur la productivité physique du travail au niveau des tissages.

Le rôle de la demande sur l'évolution de la productivité nécessiterait toutefois un calcul en valeur des différentes composantes. La difficulté d'une telle procédure est manifeste et explique que toutes les tentatives effectuées dans ce sens aient été abandonnées.

CONCLUSION. L'évolution de la combinaison du capital et du travail dans l'industrie lainière.

Des facteurs purement externes ont provoqué une modification d'ensemble de la combinaison capital-travail dans l'industrie lainière.

C'est, en premier lieu l'évolution des coûts en travail qui a nécessité l'introduction rapide des nouvelles techniques. Cette hausse du prix du travail imposée par la pression des autres secteurs sur le marché de la main-d'œuvre a entraîné d'importants investissements pour accroître la productivité de la main-d'œuvre. Compte tenu de la concurrence qui régnait alors entre les entreprises, la répercussion des hausses de charges au niveau des prix de vente s'avérerait impossible. Mais les matériels modernes qui, nous l'avons vu, ont une capacité de production supérieure, ont imposé en retour, un amortissement extrêmement rapide. La recherche systématique de l'utilisation maxima des matériels a provoqué des efforts très importants de réorganisation des postes de travail qui, à leur tour, ont provoqué des gains de productivité.

(1) Cf. *supra* I^{re} Partie. Page 112.

Certes, l'enchaînement des phénomènes échappe à tout déroulement logique, il serait mis en échec par la prise en compte de multiples situations particulières, mais il semble bien que l'amélioration du rendement de la combinaison du capital et du travail est le fait de facteurs purement exogènes.

Qu'en est-il de la part du capital et du travail dans l'ensemble des inputs ? Le manque de données globales significatives ne permet pas une mise en évidence indiscutable de la substitution du capital au travail dans l'industrie lainière. Très schématiquement, il semble que l'on doive considérer deux cas principaux.

Dans une première catégorie d'entreprises, il semble que les dépenses en capital se sont progressivement substituées aux dépenses en travail. Certes, à travers les données que nous avons utilisées, le phénomène n'apparaît pas très clairement mais il faut souligner que la prise en compte des amortissements s'est avérée impossible. Dans les firmes du cycle peigné qui, en général, appartiennent à cette première catégorie, les amortissements annuels représentent couramment un montant égal aux investissements nets, supérieur même les mauvaises années. Comme, d'autre part, le rythme des amortissements dans ces entreprises a été plus rapide, compte tenu de l'évolution technique, la part du capital s'est très certainement accrue par rapport aux dépenses de travail.

Dans une seconde catégorie, et il semble que ce soit le cas du cycle cardé en général, la part des dépenses de travail est restée la même au cours des quinze dernières années, et il semble même qu'elle se soit légèrement accrue. L'effort d'investissement paraît insuffisant et sa rentabilité se réduit progressivement au fur et à mesure que s'élèvent les prix du travail.

Un tel découpage est trop rigide et il faudrait le pondérer par le fait que les situations concrètes sont loin de s'y intégrer totalement. On peut observer néanmoins que l'effet sélectif des impulsions exogènes joue là encore en faveur du cycle peigné.

Si l'on considère l'industrie lainière dans son ensemble, la part du capital et du travail n'a que très peu varié depuis la guerre, mais une telle situation est la résultante de la compensation d'effets inverses entre deux catégories d'entreprises. Il semble que, peu à peu, cette substitution s'affirmera avec la concentration progressive du processus de production que laisse prévoir les tendances observées.

CONCLUSIONS GENERALES

A partir des analyses que nous avons menées au cours de cette étude, nous devons tenter une synthèse des éléments que nous avons pu recueillir. En effet, la recherche des facteurs d'évolution des mutations structurelles de l'industrie lainière peut nous permettre de tirer certains éléments susceptibles de s'intégrer à une explication plus totale des phénomènes que nous avons observés.

Nous nous placerons successivement au plan de la méthode et de la théorie pour conclure cette étude.

1) *Plan méthodologique*

Tout au long de cette recherche, nous avons rencontré des difficultés de nature très différente. Un problème de fond posé par la délimitation du champ d'observation, l'utilisation de techniques d'analyses relativement nouvelles, les voies d'une amélioration possible des éléments de base sont autant de points qui méritent de retenir notre attention.

A. — L'objet même de nos observations nous pose un problème extrêmement complexe. L'industrie lainière nous est, en effet, apparue comme difficile à bien délimiter.

La Comptabilité Nationale française définit en ces termes les branches industrielles.

« Les branches regroupent les unités de production (entreprises ou fractions d'entreprises, ou exceptionnellement ménages) qui ont la caractéristique commune de produire la même catégorie de biens et services, par exemple l'électricité... Le critère de regroupement est donc d'ordre physique, c'est la nature du produit qui le constitue. La branche se définit à partir d'une nomenclature de biens et services (1) ».

En fait, la réalité n'offre pas de tels découpages, le choix *a priori* d'une nomenclature de biens et services conduit nécessairement

(1) Les Comptes de la Nation. Paris. Imprimerie Nationale. 1960, vol. II. Les méthodes.

à l'éclatement des ensembles industriels concrets. C'est pourquoi, consciente de cette difficulté, la comptabilité nationale définit des *secteurs* qui « regroupent les entreprises qui ont la même activité principale ». Si un tel concept respecte plus la réalité, une telle définition paraît très difficilement maniable. En effet, la notion d'« activité principale » est-elle un critère de regroupement des unités de production que nous avons observé ? Il ne nous le semble pas et, en tout état de cause, elle ne saurait constituer un outil commode de délimitation. Qu'en serait-il, en effet, des établissements intégrant des activités de bonneterie, de teinturerie ? Est-ce alors que les termes « d'industrie lainière » soient artificiels ? Il nous semble pourtant qu'ils recouvrent une réalité plus riche en tant qu'objet de recherche que l'application d'un découpage effectué à la lumière de critères formels.

Nous avons défini l'industrie lainière comme un ensemble économique homogène sous le triple point de vue de la technique, des pratiques commerciales et des données sociologiques. En pratique, cette acception regroupe toutes les entreprises organisées professionnellement sous le Comité Central de la Laine. C'est ainsi que l'appartenance à une organisation professionnelle unique recouvre au moins l'acceptation implicite d'appartenance à un groupe cohérent.

Mais une telle formalisation est-elle satisfaisante et correspond-elle à une réalité effectivement observable ? Pour en juger il convient de nous tourner vers l'histoire de cette industrie qui peut nous éclairer sur les ambiguïtés actuelles des termes « industrie lainière ». La formation des industries textiles s'est effectuée autour d'une matière première de base. L'industrie lainière était à ses débuts, et jusqu'à une période récente, l'industrie de la laine, de même que les industries de coton, du lin et de la soie par exemple. Peu à peu s'est formé un corps de techniques au sens étymologique du terme et un ensemble de comportements spécifiques se sont constitués autour de la matière essentielle à l'activité industrielle. Une unité s'est ainsi peu à peu dégagée. La marche à une économie plus complexe que celle des débuts de l'industrialisation occidentale a considérablement modifié ces données.

Néanmoins, le signe de la permanence que constituaient certains de ces éléments s'est maintenue jusqu'à la seconde guerre mondiale. Aux bouleversements de l'univers économique de l'industrie lainière française, amorcés avec la crise des années trente, se sont ajoutés l'apparition de nouveaux produits et de nouvelles techniques qui ont considérablement modifié les caractéristiques traditionnelles des industries textiles en général.

L'industrie lainière que nous saisissons à une phase de son évolution échappe déjà à toute définition. Ce n'est, à notre sens, qu'en référence au passé qu'elle peut se définir, puisque, à l'heure actuelle, même sa dénomination serait discutable pour un analyste rigoureux du présent.

B. — Les techniques d'analyse que nous avons utilisées méritent elles aussi de retenir l'attention. Il semble de plus en plus net, avec le développement des analyses économiques concrètes, qu'il est impossible d'étudier un quelconque ensemble économique indépendamment de ses relations avec les autres secteurs.

C'est un des principaux mérites des travaux du Pr. LEONTIEFF d'abord, des recherches de comptabilité nationale ensuite, d'avoir mis l'accent sur les interrelations économiques. De nouvelles techniques d'analyse se sont ainsi dégagées qui permettent de traiter des problèmes économiques de plus en plus nombreux et complexes.

C'est ainsi, par exemple, que le problème du progrès technique a pu être récemment abordé, à l'aide d'un schéma d'échanges interindustriels (1). L'effet de domination paraît même décelable à partir d'une hiérarchisation des industries dans un tableau des échanges interindustriels (2). Cette technique comporte toutefois une limite implicitement contenue dans ses postulats de base. En effet, si l'on se place au niveau des principes qui ont présidé à son élaboration, il semble que celle-ci se réduit à un espace défini et ne décrit les phénomènes que sous certaines conditions.

L'espace pris en compte par un schéma d'échanges interindustriels est purement économique. Il ne laisse aucune place à l'introduction de variables psychologiques ou sociologiques. Or, c'est à notre sens un point capital que les phénomènes de structures ne peuvent être appréciés et étudiés que dans un espace réel où s'inscrivent des données qui dépassent nettement le cadre d'un tel schéma.

En second lieu les phénomènes pris en compte par ce schéma doivent nécessairement impliquer une variation soit au plan des outputs ou des inputs.

En dernier lieu, la méthode de W. LEONTIEFF n'est totalement utilisable qu'en valeur. En effet, il y a incompatibilité logique de comptabilisation en quantités physiques de grandeurs qui s'expriment rationnellement dans des ordres différents. Et cela est extrêmement gênant pour une analyse évolutive. Les phénomènes monétaires sont pratiquement inéliminables d'une façon satisfaisante, excepté si l'on considère des masses agrégées pour lesquelles joue un phénomène de compensation des erreurs effectuées sur les masses élémentaires.

Aussi, la mise en œuvre d'un tableau du type Léontieff suppose nécessairement une décomposition de schémas partiels en unités physiques. Mais là encore des phénomènes seront difficilement saisissables. Par exemple, lorsque l'accroissement de la qualité des produits est plus ou moins proportionnelle à l'accroissement des quantités, ce phénomène se traduit économiquement par une

(1) Le THANH KHOI. Structure technologique et innovation. L'industrie française du caoutchouc. Mars 1961. Série AD n° 1, p. 95 et suivantes.

(2) H. AUJAC, op. cité.

élévation ou un abaissement du prix unitaire. Or, il est extrêmement difficile de distinguer dans un mouvement de prix particulier l'effet monétaire de l'effet qualité. C'est pourquoi ce n'est que par une multiplication d'études partielles que ce problème pourra recevoir des éléments de réponse. Sans de telles données il est impossible de lier un schéma partiel en quantités à un tableau économique exprimé en valeur.

C. — Des améliorations pourraient être apportées aux éléments de base que nous avons utilisés au cours de cette étude.

a) Sur la recherche des évolutions de la concentration, une homogénéité des enquêtes paraît souhaitable. Un point mériterait d'être précisé qui est la distinction entre entreprise et établissement. A la limite, deux enquêtes parallèles paraissent nécessaires. En effet, on peut penser que si, dans le passé, les notions d'établissement et d'entreprise coïncidaient dans ce secteur, il peut en être autrement à l'avenir. Si la taille de l'établissement varie en fonction de données essentiellement techniques, celle de l'entreprise dépend plus étroitement de données commerciales. L'élargissement des marchés qu'entraîne la libération des échanges provoquera à terme une nécessité de concentration commerciale qui n'accroîtra pas nécessairement la surface des établissements.

Une répartition des unités de production en fonction du volume produit pourrait permettre une étude plus précise de la productivité relativement à la taille des établissements. La fréquence même de ces enquêtes devrait être augmentée à un moment précisément où se manifestent d'importantes transformations.

b) Nous n'avons précédemment utilisé au cours de ces analyses que des chiffres exprimés en quantités physiques. Certes, par là, nous éliminions les variations de prix, mais toute agrégation s'est avérée impossible au niveau des inputs. Il eut été important de pouvoir examiner la structure globale des inputs et des outputs exprimés en valeur. Les données statistiques existantes ne le permettent pas. Certes, les chiffres d'affaires des entreprises sont régulièrement recensés mais, d'une part ils sont globaux quelle que soit la destination (excepté les exportations qui sont distinguées), d'autre part ils n'expriment pas toujours la contrepartie d'une production pour le compte de l'entreprise. Ce sera par exemple le cas des firmes qui sont accessoirement façonnrières. Notre étude eut donc pu être nettement précisée si parallèlement à l'observation des données en quantités physiques, il avait été possible d'analyser les transformations des éléments en valeur.

2) Au plan de la théorie

Le schéma général de l'évolution observée peut se résumer ainsi :

Le facteur privilégié paraît bien avoir été la réduction relative ou absolue des outputs. Absolue, puisque de nombreux marchés extérieurs ont progressivement disparu, relative en raison de l'accroissement général de la production dans l'industrie française. A titre d'exemple, l'accroissement de la productivité dans les industries de la confection a réduit les débouchés des tissages alors que la consommation finale de leurs produits paraissait se développer. Si la structure d'une industrie coïncide avec un équilibre entre l'appareil de production et l'ensemble des débouchés, la réduction des outputs de l'industrie lainière apparaît comme le facteur décisif de l'évolution des structures de l'appareil de production.

Mais les voies de cette évolution sont déterminées par d'autres forces qui ont joué un rôle essentiellement sélectif. Nous avons vu que les variations de structures des outputs sont à la base de l'expansion du cycle peigné qui assure sa croissance au détriment du cycle cardé. Ces phénomènes sont imputables à l'élévation générale du niveau de vie qui, on le sait, déplace les demandes vers des produits plus élaborés. Ce rôle sélectif a encore été accentué par trois facteurs : l'introduction de nouvelles matières, la pression exercée par les autres « industries » sur le marché du travail et le développement de la technique.

L'introduction de nouvelles matières a favorisé, nous l'avons vu, les firmes du cycle peigné (filature et tissage) en facilitant le développement de certains produits qui paraissent mieux adaptés aux conditions modernes d'existence.

La pression exercée par les autres « industries » a provoqué une hausse des coûts du travail. Ce phénomène a incité les entreprises à tenter une substitution du capital au travail. Or, fait accidentel, le progrès technique s'est surtout fortement développé en peignage et en filature de peigné.

Nous avons vu au cours de la première partie de cette étude les conséquences directes de ces phénomènes. La tendance générale est à la concentration du processus de production, mais il semble qu'en plus, les impulsions purement exogènes qui en sont à la base aient contribué à susciter des firmes et des régions motrices. En effet, ces impulsions ont eu pour premier retentissement une rupture d'équilibre tant entre les groupes de firmes qu'entre les « régions » lainières. Dans un second temps, certaines firmes (ou groupes de firmes), certaines régions ont pu dégager des « surplus » et effectuer un véritable « décollage ». On le constaterait aisément en comparant les taux de progression du cycle peigné par rapport au taux général de l'industrie lainière ou de la région du Nord par rapport à l'ensemble de l'industrie lainière française. Il semble que, peu à peu, et bien que ce phénomène ne soit pas décelable compte tenu des données existantes, des facteurs endogènes vont prendre le relai des impulsions pure-

ment exogènes qui sont à la base des mutations enregistrées au cours des quinze dernières années.

Il ne paraît pas toutefois, que la croissance de cette industrie puisse être dirigée par des facteurs exclusivement endogènes. Essentiellement « dominée » par la demande finale qui impose une grande souplesse de l'appareil de production, par les industries placées en amont considérablement plus concentrées, l'influence nette subie par l'industrie lainière française restera due à des facteurs exogènes.

Des mécanismes ont été toutefois mis en route qui vont dérouler leurs conséquences d'une manière presque automatique. Le caractère dominant de certains centres continuera de s'affirmer ainsi que le rôle moteur des principaux groupes implantés dans ceux-ci.

Le nombre d'observations concrètes est trop peu important pour que l'on puisse actuellement songer à bâtir un schéma théorique valable des mutations structurelles enregistrées par les secteurs industriels au cours du développement économique. Néanmoins, nous pensons que l'on peut tenter de faire, à partir des analyses que nous avons menées, quelques réflexions théoriques qui pourraient constituer autant d'hypothèses susceptibles de vérifications ultérieures.

La structure d'une industrie, considérée comme un ensemble homogène, peut apparaître comme le résultat d'un équilibre au moins apparent. En effet, si, au cours du temps, les coefficients qui expriment cette structure restent constants, on peut, en première approximation, estimer que l'ensemble considéré manifeste un certain équilibre.

Qu'en est-il dans la réalité, de la fixité de ces coefficients ? Nous savons que l'économie concrète ignore ce type de rapports. On peut néanmoins considérer que de tels coefficients de « structure » ne varieront qu'à partir d'un certain « seuil ». Entre le moment où certaines unités composantes d'une industrie régressent et le moment où elles disparaissent, s'écoule une période dont la durée est extrêmement variable et pendant laquelle les coefficients exprimant la structure de l'industrie resteront constants.

On pourrait considérer que la « viscosité » de tels coefficients n'est qu'apparente et n'est, en réalité, imputable qu'à leur manque de finesse. Si une telle structure pouvait être définie par une batterie de rapports suffisamment nombreux et précis, leurs variations pourraient, à la limite, être représentées comme une fonction continue.

Mais, là encore, il ne s'agit que d'une illusion, puisqu'on ne voit pas le type de rapport pouvant prendre en compte les décisions humaines qui, en dernière analyse, concrétisent toutes les mutations économiques et échappent dans une certaine mesure à tout déterminisme.

Quoi qu'il en soit, un fait paraît certain, c'est l'existence, dans les secteurs industriels, de phases à rythme de mutations variables. Les outils statistiques et mathématiques ainsi que les données d'observation à la disposition de l'économiste lui permettent de distinguer de telles phases. Au cours de cette étude, nous nous sommes particulièrement attachés à analyser une période qui apparaît comme celle de la naissance d'une phase d'accélération de mutations structurelles dans l'industrie lainière.

Nous avons observé une transformation née exclusivement sous l'impulsion de facteurs exogènes. Leurs manifestations se sont traduites par une modification des inputs et des outputs de cette industrie. De telles modifications expriment bien la pression de son environnement provoquée par une accélération de la croissance économique nationale.

Une telle constatation n'est d'ailleurs pas pour nous étonner puisqu'il paraît acquis que les phases d'accélération de la croissance économique française depuis le début du XIX^e siècle ont aussi été celles des transformations structurelles majeures dans de nombreux secteurs.

Il nous semble d'autre part que l'on retrouve l'action de ces forces autonomes dont J. Akermann a montré toute l'importance (1). Le progrès technique, la population, les changements de répartition des revenus sont autant de facteurs (2) premiers que l'on trouve à la source des mutations que nous avons enregistrées. Le facteur essentiel paraît bien avoir été la population. En effet, il n'est pas exclu que l'évolution démographique française au cours des quinze dernières années ait, en dernière analyse, permis le développement des deux autres forces motrices. En effet, la croissance de la population dès la fin de la guerre, n'a pas provoqué d'immédiat accroissement de la main-d'œuvre disponible. La nécessité d'augmenter la productivité a donc joué dans le sens de la modernisation des entreprises. Mais, en outre, la position des travailleurs s'en est trouvée renforcée et, peu à peu, s'est imposée une modification de la répartition des revenus qui, elle même, a poussé encore la productivité.

Il est peut-être alors possible de classer les différents secteurs selon que leur mutation s'effectue sous l'effet de forces exogènes ou de forces endogènes. Il y aurait là, semble-t-il, un champ de recherche systématique intéressant qui pourrait apporter quelques éléments précis aux analyses de la croissance économique, qui généralement restent sur un plan trop global.

Les secteurs variant sous l'effet de forces endogènes, paraissent être aussi des industries motrices au regard du développement

(1) J. AKERMANN : Structures et cycles économiques, Paris PUF, 1955.

(2) J. AKERMANN, compte huit forces « autonomes » ou motrices : la technique, la population, le mouvement des idées, les changements politiques, le développement du crédit, la croissance des groupes, l'évolution des rapports agriculture/industrielle, les changements de la répartition des revenus.

économique. Un récent article (1) de H. Aujac apporte d'ailleurs quelques éléments de réflexion à ce sujet. Celui-ci, en effet, insiste sur l'hétérogénéité de la société des « industries » et remarque que le tableau des échanges interindustriels permet, sous certaines conditions, de mettre en évidence l'effet de domination qui règne dans une société qui n'a pas de structure homogène. On peut s'interroger si, par la méthode de hiérarchisation que propose H. Aujac, il n'est pas possible de repérer automatiquement les industries motrices, et, par voie de conséquence, les industries dont les mutations structurelles sont induites d'impulsions exogènes.

L'intérêt d'un tel travail nous paraît immédiat puisque les industries en régression relative ou non-motrices correspondent très exactement à celles où se posent (ou se poseront) des problèmes de reconversion. Les analyses d'économies régionales pourraient ainsi être éclairées et aboutir à une mesure plus précise des potentialités économiques des ensembles géographiquement localisés (2).

Un dernier point doit encore être examiné qui est celui de la prévision des mutations structurelles. Celle-ci nous paraît exclue par la nature même du déroulement de ces phénomènes. En effet, la prévision implique l'existence de mécanismes entièrement déterminés. Hors de la conception déterministe de l'économie, la prévision ne trouve pas sa place. Si l'on peut considérer que là où la décision humaine joue un rôle décisif, l'indétermination est la règle, il paraît impossible de considérer qu'une prévision solide puisse être établie dans les transformations structurelles que subira une industrie. Mais, à l'époque moderne, la programmation économique substitue l'objectif à la prévision comme la chimie organique a remplacé l'alchimie, aussi la connaissance des facteurs de ces transformations permet la fixation d'objectifs qui ne soient pas incompatibles avec les possibilités du présent. Il convient surtout que le coût humain et social de ces transformations soit minimisé. Dans un monde où l'homme s'essaie à devenir le maître et possesseur... de l'économie il n'est plus pensable de laisser au hasard le soin de calculer le coût total d'une opération qui, en définitive, ne sera réglée que par lui.

On doit donc espérer que ces phénomènes fassent l'objet de recherches systématiques afin qu'une connaissance plus profonde du passé permette de mieux peser les possibilités du présent.

Paris, le 31 décembre 1962.

(1) H. AUJAC. Op. cité.

(2) Cf. M. BYE. Rapport cité *supra*, page 204.

ANNEXES

ANNEXE I

LES IMPLANTATIONS D'ENTREPRISES LAINIERES A L'ETRANGER

La liste suivante présente les principales implantations d'entreprises lainières réalisées à l'étranger. Cette liste ne peut prétendre évidemment à être exhaustive, nous pensons qu'elle donne une idée assez exacte du dynamisme des entreprises lainières et du rôle international qu'a pu prendre ce secteur industriel. Mais de nombreux événements ont entraîné parmi ces entreprises des disparitions, des fusions.

Aussi, cette énumération ne prétend en aucune façon donner une image exacte de la situation actuelle.

Le groupe de Woonsocket (U.S.A.) a compté un nombre important d'entreprises dont les principales ont été les suivantes :

LA FAYETTE WORSTED C° (1899).

FRENCH WORSTED C° (1906).

GUERIN SPINNING C°.

ALSACE WORSTED C°.

ROSEMENT DYEING C°.

MONTROSE WORSTED C°.

Jules DESURMONT WORSTED C° (1907).

(RIVERSIDE WORSTED MILLS à partir de 1935).

BRANCH RIVER WOOL COMBING C°.

SYDNEY WORSTED C° (1911).

FLORENCE DYE WORKS (1917).

STAR CARBONIZING C° (1918).

BELMONT WOOLEN YARN MILLS (1920).

CHERRY BROOK WORSTED C° (1920).

BONIN SPINNING C° (1923).

MASUREL WORSTED MILLS (1924).

ARGONNE WORSTED C°.

VERDUN WORSTED C°.

Parmi les autres implantations :

Grande-Bretagne :

Tissage BLIN & BLIN, à Barnoldswick.

Filature et tissage P. & J. Tiberghien, & Bradford.

MUFF & C° Ltd, Milton Mills, Mossley/Manchester (Ets MOTTE & PORISSE).

ROCHDALE WOOL C° Ltd, Whitworth/Rochdale (Ets MOTTE-DEWAVRIN).
St PAUL'S WORSTED MILLS, Bolton (filature KELLERMANN).

Italie :

Feutres techniques (filiale de DOLLFUS & NOAK).

Feltrificio, à Crumiere, Villar, Pellice.

Lanificio Veronese Fratelli TIBERGHIE, à Vérone (filiale de Tiberghien Frères).

Belgique :

POLLET & Fils (Ets César & Emile). S. A. à Templeuve, lainages et draperies.

Ets P. & J. Tiberghien, à Mouscron. Filature de laine peignée.

Marcel PARMENTIER, à Mouscron. Tapis de laine.

MOTTE & C° (S. A. des Ets), à Mouscron. Triage, lavage, peignage, filature de laine peignée.

Filature de la BOUVERIE, à Mouscron (Ets Charles SIX).

Filature du CASTER, à Mouscron (Filature de l'EPIDEME).

Ets Victor CATTEAU & C°, à Mouscron (Ets CATTEAU-LORTHIOIS).

Ets LEPOUTRE Frères, Abseghem (Ets Louis LEPOUTRE & C°).

Filature SAINT BLAISE, à Mouscron (Ets LEPERS-DUDUVE Fils).

WOLSPINNERIJ VAN ZULTE, Zulte (Ets MULLIEZ LESTIENNE).

Egypte :

Société Egyptienne de filature et de tissage de laine, Le Caire (filiale de de M. & A. POLLET & Fils, de Roubaix).

Argentine :

La Lanera SAN BLAS, à Bahia Blanca (filiale des Ets A. LEPOUTRE, de Roubaix).

Colombie :

Filature PROUVOST (Filature de laine peignée).

Ets P. & Ch. TOULEMONDE (Tissage).

Allemagne occidentale :

Filiale de DOLLFUS & NOAK : Tuchfabrik, à Loerach (Pays de Bade)
Feutres pour papeteries).

Portugal :

Filiale de R. SEGARD & Cie et A. MOTTE (Peignage).

Afrique du Sud :

Filiale de SEGARD & Cie et PROUVOST (Peignage).

Filiale de M. & A. POLLET (Peignage, filature et tissage).

Filiale de VAN DE PUTTE (Peignage).

Filiale de P. & J. Tiberghien (Filature).

Pays-Bas :

Filature et tissage P. & J. Tiberghien, à Clinje.

Allemagne orientale :

Filiale de A. KIENER : à Purg (intégré à Meersne) (filature).

Espagne :

Filiale de SEYDOUX & MICHAU.

Filiale de HARMEL Frères.

ANNEXE II

L'INDUSTRIE FRANÇAISE DU DELAINAGE

Les opérations de délainage consistent à traiter les peaux de moutons morts pour en récupérer la laine afin de la rendre propre aux usages industriels. Depuis la fin du XIX^e siècle la place de Mazamet s'est spécialisée dans le délainage et est devenue peu à peu un centre mondial pour cette production. On estime à environ 65 % la part de Mazamet dans les importations mondiales de peaux lainées dont 70 % de la production est réexportée.

L'industrie du délainage groupée autour de Mazamet comprend une cinquantaine d'entreprises dont aucune n'emploie plus de 5 % du personnel ouvrier estimé à environ 3 000 personnes. La force de l'industrie française du délainage repose sur son organisation commerciale qui concrétise ses liaisons étroites avec les principaux marchés lainiers mondiaux. La constitution d'énormes stocks (de cinq à six mois de production) assure à Mazamet une place prédominante de redistribution de « laines lavées à dos ».

Si l'exportation est le débouché de base de Mazamet, pendant longtemps l'industrie du cardé de la région du midi est restée le second client. L'amélioration de la production de « lavés à dos » a entraîné peu à peu un courant d'échanges avec le Nord de la France et, à l'heure actuelle, on estime que les peignages du Nord consomment 15 à 20 % de la production mazamétaine.

Mazamet tient une place originale dans l'industrie lainière française. Cette industrie est beaucoup plus solidaire des producteurs de laine que des transformateurs. Ce qui justifie en général sa mise à part de l'industrie de transformation proprement dite.

ANNEXE III

TABLEAU D'ECHANGES INDUSTRIELS INDUSTRIE LAINIERE

Le tableau suivant décrit les principaux canaux par lesquels s'écoulent les produits des différentes unités qui composent l'industrie lainière.

La nomenclature des produits correspond aux différents postes pour lesquels le Comité Central de la Laine ou d'autres organisations professionnelles (par exemple le Syndicat des Textiles Artificiels et Synthétiques) publient régulièrement des données statistiques conformément à la loi de juin 1951 relative aux statistiques industrielles obligatoires.

Ce tableau, établi par le Bureau d'Information et de Prévisions Economiques (B.I.P.E.) de Paris est un élément descriptif d'une partie du secteur textile. Le chiffrage et l'équilibrage des différents postes en quantités physiques et en valeur doit permettre la construction d'un tableau des échanges inter-industriels, dans une nomenclature très détaillée pour la totalité de l'industrie française.

ANNEXE N° IV

RESULTATS DETAILLES DES ENQUETES MENEES PAR LE COMITE CENTRAL DE LA LAINE SUR LES STRUCTURES DE L'INDUSTRIE LAINIERE

Le tableau n° I, relatif à l'année 1954, distingue les établissements intégrés et spécialisés. Les unités sont réparties en fonction de la main-d'œuvre productrice qu'elles emploient. Celle-ci comprend les ouvriers et la maîtrise affectés à un atelier dont l'activité est comprise dans le secteur de l'industrie lainière. Les ouvriers des ateliers annexes (teinture, bonneterie, etc.) sont donc exclus.

Chacune des colonnes placées sous la rubrique « établissements intégrés » indique les types d'intégration pratiqués, les numéros faisant référence à l'intitulé des colonnes juxtaposées, relatives aux unités spécialisées.

Le tableau n° II, relatif à l'année 1954, distingue lui aussi les établissements intégrés et spécialisés. Le critère de répartition est différent puisqu'il se réfère au nombre total de salariés, y compris les ouvriers des ateliers de teintures et apprêts, non repris dans le tableau n° I.

Note. — Dans chaque case du tableau où se trouvent placés deux chiffres, celui de la ligne supérieure représente le nombre d'établissements, celui de la ligne inférieure le nombre d'ouvriers (ou de salariés en 1959).

ANNEXE N° V

PART DE QUELQUES ENTREPRISES DANS LA VALEUR TOTALE DE LA PRODUCTION ET DU PERSONNEL DE L'INDUSTRIE LAINIERE

L'échantillon qui est présenté dans le tableau p. 231 regroupe quelques entreprises lainières. Les chiffres indiqués pour les différentes firmes sont évidemment des ordres de grandeur qui ne visent qu'à tester la valeur des critères retenus dans la réalisation des enquêtes de structure que nous avons utilisées.

On remarquera l'éventail qui se manifeste, tant dans les chiffres d'affaires que dans le personnel, ainsi que le faible poids de toutes les entreprises mentionnées qui, pourtant, comptent parmi les plus importantes.

Quelques chiffres, relatifs au personnel, ont été inscrits entre parenthèses, en raison de la très large part d'estimation qu'ils comportent.

REPARTITION DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIE
PRODUCTIVE EN

Importance de l'effectif en main- d'œuvre productive	ETABLISSEMENTS SPECIALISES													
	0	1	2	3	4	5	6	Activités annexes		TOTAL	0 - 2	0 - 6	1 - 2	2 - 3
	Lavage sans peignage (1)	Peignage	Filature de peigné	Filature de cardé	Tissage	Tapis	Feutres foulés	Retordage	Traitement de déchets					
0	1 0		1 0	5 0	20 0					27 0				
1 à 5	4 16		2 7	4 14	26 70			5 17	73 191	114 315				
6 à 10	3 21		2 12	8 61	24 187	2 17	1 7	9 72	23 165	72 542				
11 à 20	3 45		1 17	15 251	35 520		2 33	12 187	13 193	81 1 246				
21 à 50	12 340		7 252	51 1 714	46 1 541	5 155	6 206	7 213	11 337	145 4 758			1 36	
51 à 100		1 80	9 607	16 1 136	37 2 782	3 221	3 230	2 167	1 58	72 5 281			2 110	3 273
101 à 200	1 145	1 115	26 4 001	8 1 023	32 4 882	4 599		4 521		76 11 286	1 163	1 132	1 168	2 303
201 à 500		6 2 454	8 2 745	2 585	12 2 905	1 202				29 8 891			4 1 666	2 602
501 à 1 000		5 3 108	1 541		3 1 912					9 5 561			4 2 747	
1 001 à 2 000		2 2 961	2 2 360		1 1 022					5 6 343			1 1 695	
+ de 2 000														2 5 235
TOTAL ...	24 567	15 8 718	59 10 542	109 4 784	236 15 821	15 1 194	12 476	39 1 177	121 944	650 44 223	1 163	1 132	13 6 422	9 6 413

(1) Les ateliers de lavage des usines de délainage ne sont pas repris dans cette étude.

TABLEAU I

US SELON L'EFFECTIF DE LA MAIN-D'ŒUVRE
 PLOEE EN 1954

ETABLISSEMENT INTEGRES													TOTAL GÉNÉRAL	Importance de l'effectif en main-d'œuvre productive
3 - 4	3 - 5	4 - 6	0 - 3 - 4	1 - 2 - 3	1 - 2 - 4	2 - 3 - 4	2 - 3 - 5	3 - 4 - 6	0 - 2 - 3 - 5	1 - 2 - 3 - 4	0 - 2 - 3 - 4 - 5	TOTAL		
40			10									50	320	0
310												310	117325	1 à 5
215												215	74557	6 à 10
7107												7107	881353	11 à 20
31227958	145		7284									391435	1846193	21 à 50
585292036		167	9563									503530	1228811	51 à 100
398365332		1198	3426		1132	2327	196					517679	12718965	101 à 200
780174953			103111	1307	1302	2753		1421	1385	1481		4715061	7623952	201 à 500
24721125			31812		1533					1846		138310	2213871	501 à 1 000
162			11024		2320					1168	1177	78846	1215189	1 001 à 2 000
										12793		38028	38028	+ de 2 000
218412714536	145	2265	347220	1307	53287	41080	196	1421	1385	45288	1177	22753021	85797244	TOTAL

REPARTITION DES ETABLISSEMENTS INDUS

(à l'exclusion des ouvriers des ateli

	ETABLISSEMENTS SPECIALISES															
	0	1	2	3	4	5	6	Activ. ann.	Total des spécialisés	0 - 1	0 - 2	0 - 3	0 - 4	0 - 6	1 - 2	2 - 3
	Lavage	Peignage	Filature de peigné	Filature de cardé	Tissage	Tissage Tapis	Fabriques de feutres	Retordage spécialisé								
0					5 0				5 0							
1 à 5	1 2		1 1	5 12	10 23			1 2	18 40							
6 à 10	2 18		1 9	3 20	12 87	1 5		4 28	23 167			1 8				
11 à 20	6 89	1 17		14 223	31 455			10 143	62 927				1 14	1 15	1 17	
21 à 50	13 426		8 293	33 1 161	32 1 020	5 210	4 148	11 325	106 3 583			4 140	2 56			
51 à 100	7 503	1 88	11 795	22 1 565	30 2 211	2 156	3 218	1 72	77 5 608		1 80	1 65				
101/200	3 404	2 231	18 2 833	7 864	27 3 846	3 502	1 192	2 251	63 9 123	1 135	2 307					6
201/350		2 492	8 1 986	2 515	11 2 934	2 481		1 233	26 6 641		1 316				2 613	
351/500		3 1 099	3 1 190		4 1 579	1 446			11 4 314	1 484					2 826	
501/750		4 2 341	4 2 373		2 1 135				10 5 849						2 1 294	
751/1 000		1 860	1 874						2 1 734						4 3 455	
1 001/1 500		1 1 386	1 1 012		1 1 107				3 3 505						1 1 001	
1 501/2 000			1 1 510						1 1 510							
+ de 2 000		1 2 201							1 2 201							
TOTAL	32 1 442	16 8 715	57 12 876	86 4 360	165 14 397	14 1 800	8 558	30 1 054	408 45 202	2 619	4 703	6 213	3 70	1 15	12 7 206	6

TABLEAU II

RIELS SELON L'EFFECTIF SALARIE TOTAL

annexes de bonneterie) - en 1959

ETABLISSEMENTS INTEGRES															Total des intégrés	TOTAL GÉNÉRAL
2 - 4	3 - 4	5 - 4	0 - 2 - 4	0 - 3 - 4	1 - 2 - 3	1 - 2 - 4	2 - 3 - 4	2 - 3 - 5	3 - 4 - 6	0 - 3 - 4 - 6	1 - 2 - 3 - 4	2 - 3 - 4 - 5	3 - 4 - 5 - 6	0 - 2 - 3 - 4 - 5		
															50	
															1840	
	15														213	25180
119	345														7110	691037
277	12428	137		3118		127			143						26926	1324509
3256	271921			6402							190				392814	1168422
3507	314235			3446				1135	1186						466552	10915675
2587	164128			3842	1301	1284	2498		1234	1215			1250		318268	5714909
2794	52004						1409				1478				124995	239309
1681	21302			1696					1514		1594				95611	1911460
	1979								1758		1830				76022	97756
				11151		11148						11265			44565	78070
			11747			11704					11702				35153	46663
					28899						12558				311457	413658
142921	9815047	137	11747	173655	39200	43163	3907	1135	51735	1215	6252	11265	1250	1530	18956486	597101688

Nom des firmes	Activités principales	C.A. (TTC) 1958 Mds A.F.	% de la valeur totale de la prod. lainière	Per- sonnel 1958	% du per- sonnel employé dans l'ind. lainière
La Lainière de Roubaix	Filature de peigné	23,20	4,50	5 750	5,15
Peignage A. Prouvost	Peignage	12,1	2,34	2 201	1,98
Ets F. Masurel Frères	Filature de peigné	14,3	2,78	3 200	2,9
Ets Caulliez-Delaoutre	Filature de peigné	10,4	2,20	1 970	1,77
Ets A. Motte	Peignage	6,3	1,22	1 350	1,21
Ets Desurmont-Joire	Filat. de laine peignée	6,0	1,17	1 650	1,48
Van de Putte et Cie	Peignage, filature de laine peignée	5,96	1,16	1 000	0,90
Ets Louis Lepoutre	Filature de peigné, tissage	5,3	1,03	2 500	2,25
Ets Kiener	Tissage	4,95	0,96	1 650	1,48
Manufacture Française de tapis et couver- tures	Tissage	4,87	0,95	1 265	1,14
Ets Motte-Bossut	Filature de laine pei- gnée, tissage	4,7	0,91	980	0,88
Filature de Mamels- pach	Peignage, filature de laine peignée	4,5	0,87	980	0,88
Ets Blin et Blin	Tissage	3,9	0,76	970	0,87
Ets Motte Dewawrin	Filat. de laine peignée	3,8	0,72	570	0,51
Ets Charles Six	Filat. de laine peignée	3,4	0,66	320	0,29
Ets Motte frères	Filat. de laine peignée	3,2	0,62	305	0,27
C.G.I.T.	Filat. de laine peignée Fabrique de feutres	3,2	0,62	315	0,28
Ets Glück et Cie	Filat. de laine peignée	1,95	0,38	(400)	0,36
Ets Pollet	Filat. de laine peignée	1,95	0,38	425	0,38
Ets Ch. Tiberghien	Filat. laine peignée, tissage	1,90	0,38	(400)	0,36
Fil. fse de Mohair	Filat. de laine peignée	1,86	0,36	420	0,36
Ets Lesur	Tissage	1,45	0,28	350	0,31
Ets Viala	Tissage	1,45	0,28	885	0,80
Ets Seydou Michau	Tissage	1,25	0,24	(900)	0,81
	Total	130,84	25,39	30 756	27,62

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES.

AGULHON (H.).

Les textiles chimiques, Paris, PUF, Coll. Que-sais-je, n° 1003, 1962.

AKERMANN (J.).

Structures et cycles économiques, Paris, PUF, 1955.

BARRE (R.).

Economie Politique T.I., Paris, PUF, Coll. Thémis, 1956.

CAPRONNIER (F.).

La crise de l'industrie cotonnière, Paris, M.T. Genin, 1959.

C.E.R.E.S.

Les industries textiles du Nord et du Pas-de-Calais (Structure et perspectives), Lille, Faculté de droit, 1958.

CHABERT A.

Les Salaires dans l'Industrie française (les textiles), A. Colin, Paris, 1960.

COMMISSARIAT AU PLAN.

Rapport définitif d'ensemble de la Commission de modernisation du textile, Paris, Commissariat général au Plan, 1948.

COMMISSARIAT AU PLAN.

Rapport du groupe de travail de l'industrie lainière, Paris, Comité central de la Laine, juillet 1961.

COMITÉ CENTRAL DE LA LAINE.

Annuaire Statistiques, Paris, Comité Central de la Laine, 1948-1961.

DOCUMENTATION FRANÇAISE (LA) n° 2824.

L'industrie lainière française, Paris, Présidence du Conseil, 17-10-1961.

DOCUMENTATION FRANÇAISE (LA), n° 2233.

Le marché mondial de la laine, Paris, Présidence du Conseil, 17-11-1956.

DUNHAM (A.L.).

La révolution industrielle en France (1815-1848), Paris, Librairie Marcel Rivière, 1953.

FAUQUET (L.G.).

Histoire de la rayonne et des fibres synthétiques, Paris, A. Colin, 1960.

FOHLEN (Cl.).

L'industrie textile au temps du Second Empire, Paris, Plon, 1955.

GENDARME (R.).

La région du Nord (Essai d'analyse économique), Paris, A. Colin, 1954.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (I.N.S.E.E.).

Enquête sur les dépenses d'habillement des Français en 1953, Paris, I.N.S.E.E.

LEONTIEFF (W.). TRAD. M. MARANTZ.

La structure de l'économie américaine (1919-1939), Paris, M. T. Genin, 1958.

LHOMME (J.).

La grande bourgeoisie au pouvoir, Paris, PUF, 1960.

MARCHAL (A.).

Systèmes et structures économiques, Paris, PUF, Coll. Thémis, 1959.

MINISTÈRE DES FINANCES. SERVICE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.
(S E E F).

Tableau économique de l'année 1951, Paris, I. Nationale, 1957.

MINISTÈRE DES FINANCES. SERVICE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.
(S E E F).

Les Comptes de la Nation, Vol. I. Les comptes, Vol. II. Les méthodes, Paris, I. Nationale, 1960.

PERROUX (F.).

Cours d'Economie Politique, Paris, 1941.

PRATTIER (A.).

Cours d'Economie Politique, C.D.U., 1950.

PIERRE (B.).

Les textiles artificiels en France, Paris, Sté d'Imprimerie et d'édition, 1946.

PONSARD (Cl.).

Economie et Espace, Paris, 1954.

O.C.D.E.

L'industrie textile en Europe, Paris, O.C.D.E., 1953-1961.

REY (W.).

L'économie de la laine, Verviers, Vinche, 1948.

REY (W.).

Précis de pratique lainière, Paris, Les éditions de l'industrie textile, 1962.

THIEBAULT (R.).

La filature, Paris, PUF, Coll. Que sais-je, n° 537, 1952.

THIEBAULT (R.).

Le tissage, Paris, PUF, Coll. Que sais-je, n° 546, 1952.

SCHMILL (E.).

Mémoire sur les problèmes de financement dans l'industrie cotonnière française, Paris, Faculté de Droit et des Sciences Économiques, 1960.

ARTICLES.

AUJAC (H.).

La hiérarchie des industries dans un tableau des échanges interindustriels in Revue Économique, A. Colin, mars 1960.

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION (CREDOC).
Annales du CREDOC. Consommation. N° spécial 1961. 3/4, Dunod, juillet-décembre 1961.

ETUDES ET CONJONCTURE. N° 6/7/8.

Bilan de l'Industrie Lainière en France, p. 69 et suite, PUF, 1948.

ETUDES ET CONJONCTURE N° 9.

La concentration des établissements industriels en France de 1896 à 1936, p. 842, PUF, sept. 1954.

MARCZEWSKI.

« Y a-t-il eu un take-off en France » in *cahiers de l'ISEA. Série A D. N° 1, ISEA, mars 1961.*

PERROUX (F.).

La firme motrice dans la région et la région motrice, in cahiers de l'ISEA. Série A D. N° 1, ISEA, mars 1961.

LHOMME (J.).

Matériaux pour une théorie de la structure économique, Revue Economique, nov. 1954.

FLAMANT (M.).

Structures économiques et périodes longues, Revue Economique, nov. 1954.

SCHMILL (E.).

Le développement de la consommation de textiles chimiques dans l'industrie lainière de la CEE, Revue « Rayonne », oct. 1963.

TABLE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

I. — GRAPHIQUES

N° 1	Indices de la production lainière	41
N° 2	Evolution du profil structurel de l'industrie lainière	59
N° 3	Evolution de la structure des outputs de l'industrie lainière	161
N° 4	Evolution de la structure de la production en filature de laine ..	165
	Carte des régions lainières	98

II. — TABLEAUX

N° 1	L'industrie lainière française dans l'industrie lainière mondiale .	27
N° 2	La balance commerciale de l'industrie lainière	27
N° 3	Schéma des filières de circulation des produits dans l'industrie lainière	35
N° 4	Intégration des différents stades de production dans l'industrie lainière en 1954	65
N° 5	Intégration des différents stades de production dans l'industrie lainière en 1959	67
N° 6	Eléments de l'unité technique minima dans l'industrie lainière.	76
N° 7	Répartition régionale des principales catégories de produits par région en 1960 et en 1950	100
N° 8	Evolution de la main-d'œuvre ouvrière selon les régions entre 1950 et 1960	108
N° 9	Répartition régionale des entreprises en 1954	112
N° 10	Evolution des fermetures d'entreprises industrielles par région entre 1950 et 1960	114
N° 11	Structure de la consommation globale de matières textiles dans l'industrie lainière	187
N° 12	Structure de la consommation de matières textiles au niveau de la filature	190
N° 13	Investissements en outillage et matériel des principaux stades de transformation	203

TABLE DES MATIERES

PREFACE	9
INTRODUCTION.	
A. — La structure générale de l'étude	15
B. — La méthode	16
CHAPITRE PRELIMINAIRE.	
§ 1. — <i>Les étapes du développement historique de l'industrie lainière en France</i>	17
§ 2. — <i>L'industrie lainière dans l'espace économique de la France actuelle</i>	22
§ 3. — <i>L'industrie lainière dans le réseau des échanges internationaux</i>	24
§ 4. — <i>Description de l'industrie lainière sous l'angle technologique</i>	28
§ 5. — <i>La conjoncture de la période</i>	36
1) L'évolution économique générale : la croissance de l'économie française depuis l'année 1950	36
2) L'évolution conjoncturelle de l'industrie lainière	40
PREMIERE PARTIE	
INTRODUCTION	47
CHAPITRE I. — EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'APPAREIL DE PRODUCTION	49
SECTION I. — DÉFINITION ET CRITÈRES RETENUS ET CRITIQUES DES DONNÉES STATISTIQUES UTILISÉES	51
§ 1. — <i>Définitions et critères retenus</i>	51
§ 2. — <i>Critique des données statistiques disponibles</i>	54
SECTION 2 : EVOLUTION DES STRUCTURES	55
§ 1. — <i>L'évolution de la concentration horizontale des moyens de production</i>	56
A. — La concentration des moyens de production ..	56
B. — La répartition de la main-d'œuvre selon la taille des établissements	60
§ 2. — <i>L'évolution de l'intégration du processus de production</i>	63
A. — La situation avant la seconde guerre mondiale .	63
B. — La situation en 1954	64
C. — La situation en 1959, son évolution depuis 1954 .	68

<i>Conclusions : L'évolution de la concentration de la production dans l'industrie lainière</i>	71
SECTION 3 : LES DONNÉES COMPLÉMENTAIRES D'APPRÉCIATION DE L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES ET LES PRINCIPAUX FACTEURS DE FREINAGE ..	72
§ 1. — <i>La notion d'unité optima de production</i>	73
A. — Les méthodes utilisées par le centre de production de l'industrie lainière	74
B. — L'unité technique minima de production	75
C. — L'interprétation de la structure de l'industrie lainière	77
§ 2. — <i>Le niveau réel de la concentration</i>	78
1) L'intégration d'activités « externes »	78
A. — L'intégration descendante	79
B. — L'intégration ascendante	80
2) Les notions d'établissement et d'entreprise	80
3) La liaison entre le volume de travail engagé par établissement et la production. Sa validité	81
4) Les liaisons entre entreprises. Liaisons financières et commerciales. Ententes et liaisons familiales entre entrepreneurs	83
A. — Les ententes	83
B. — Les liaisons financières	85
C. — Les liaisons entre entreprises dans le cadre familial	87
1. — Le jeu des liaisons familiales. Conséquences	88
2. — Les liaisons économiques superposées aux liens familiaux	89
§ 3. — <i>Les freins à l'évolution des structures</i>	89
A. — La structure financière des entreprises lainières.	89
a) Le financement de la production	90
b) Le financement des investissements	91
B. — Les problèmes nés du caractère familial des entreprises lainières	92
C. — Les problèmes de la concentration par absorption et de la cessation d'activité	93
<i>Conclusions</i>	93
CHAPITRE II. — LA SITUATION REGIONALE, SON EVOLUTION	95
SECTION 1 : LES DONNÉES DE BASE DE L'IMPLANTATION RÉGIONALE	95
§ 1. — <i>Le concept de région</i>	96
§ 2. — <i>Les différentes régions lainières</i>	97
SECTION 2 : L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE RÉGIONALE	101
§ 1. — <i>L'évolution de la production des régions lainières de 1950 à 1960</i>	101
A. — Le renforcement des spécialisations régionales .	101
B. — L'existence d'une région dominante	102
§ 2. — <i>L'évolution du parc de matériel des différentes régions</i>	103
§ 3. — <i>L'évolution régionale de la main-d'œuvre</i>	108
<i>Conclusions</i>	111

SECTION 3 : L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES ENTREPRISES DANS LE CADRE RÉGIONAL ET LES PROBLÈMES POSÉS AU NIVEAU DE L'EMPLOI ..	111
§ 1. — <i>L'évolution de la structure des entreprises dans le cadre régional</i>	111
§ 2. — <i>Les problèmes posés par l'évolution de la répartition régionale de l'industrie lainière</i>	114
CONCLUSIONS DE LA PREMIÈRE PARTIE : LE SCHÉMA D'ÉVOLUTION DES STRUCTURES ET LE CHOIX THÉORIQUE DES ÉLÉMENTS D'INTERPRÉTATION.	118

DEUXIEME PARTIE

LA RECHERCHE DES FACTEURS D'ÉVOLUTION

INTRODUCTION	125
CHAPITRE I. — LES MODIFICATIONS DE LA STRUCTURE DES OUTPUTS	128
SECTION 1 : ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES MARCHÉS DES PRODUITS LAINIERS.	131
Sous-section 1 : La consommation intérieure finale de produits lainiers	131
§ 1. — <i>La demande textile des ménages, son évolution depuis 1945</i>	132
1) La consommation textile à usage d'habillement	133
2) La consommation des ménages en produits à usage domestique	136
3) Les caractéristiques structurelles de l'évolution de la consommation textile	138
§ 2. — <i>La demande intérieure des ménages en produits lainiers</i>	140
A. — Problèmes méthodologiques	141
B. — La consommation interne de produits lainiers, l'évolution des principaux produits	142
Conclusions	147
§ 3. — <i>La demande des administrations</i>	148
Sous-section 2 : Les consommations industrielle et extérieure .	149
§ 1. — <i>La consommation industrielle</i>	150
§ 2. — <i>La consommation extérieure</i>	151
A. — Les produits finis	151
B. — Les produits semi-finis	153
CONCLUSIONS DE LA PREMIÈRE SECTION	156
SECTION 2 : LES MODIFICATIONS DE LA STRUCTURE DES OUTPUTS ET LEUR RETENTISSEMENT SUR LES STRUCTURES DE L'APPAREIL DE PRODUCTION	157
Sous-section 1 : L'analyse des transformations de la structure des outputs	158
§ 1. — <i>Le phénomène</i>	158
§ 2. — <i>Le déroulement du phénomène dans le temps</i>	160
Sous-section 2 : Les modifications des échanges internes et les conséquences sur la structure de l'appareil de production ..	164
§ 1. — <i>Les modifications des échanges internes</i>	166
A. — Evolution de la structure globale des productions intermédiaires	166
B. — Les substitutions du cycle peigné au cycle cardé.	167

B. — La productivité aux principaux stades de production	210
CONCLUSIONS : L'ÉVOLUTION DE LA COMBINAISON DU CAPITAL ET DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE LAINIÈRE	214
CONCLUSIONS GÉNÉRALES	216
ANNEXES	225
BIBLIOGRAPHIE	233

Connaissances économiques

Collection dirigée par Jean MARCHAL

- 1 - Philippe MOUCHEZ.**
Les indices de prix.
- 2 - Pierre LLAU.**
La détermination des taux d'intérêt.
- 3 - Shlomo SITTON.**
ISRAËL, immigration et croissance.
- 4 - Daniel L'HUILLIER.**
Le coût de transport.
- 5 - Jean-Claude FAFFA.**
Les sociétés d'investissement
et la gestion collective de l'épargne,
expérience américaine.
- 6 - Isaac AZOURI.**
Le choix des investissements
en Israël.
- 7 - Marcel SARMET.**
L'épargne dans le Marché Commun.
- 8 - Alain SAMUELSON.**
Banque centrale de l'Allemagne
de l'Ouest.
- 9 - André CHAINEAU.**
La demande d'encaisses monétaires.
- 10 - Pierre CLAIR.**
Economie et sécurité.
- 11 - Henri SEMPÉ.**
Expansion démographique
et investissement.
- 12 - P.-H. DERYCKE.**
Elasticité et analyse économique.
- 13 - Erick SCHMILL.**
L'industrie lainière en France.